

Dates

RENDEZ-VOUS

Lundi 3 décembre. - **Dublin** : conseil européen des Dix.
- **Berlin-Est** : réunion des ministres des affaires étrangères du pacte de Varsovie.
- **La Grenade** : élections générales.

Athènes : réunion des « droits nationaux » en présence de M. Le Pen.

Mercredi 5 décembre. - Visite officielle en France de M. Shimon Peres, premier ministre d'Israël.

Jeu 6 décembre. - **Bruxelles** : réunion des ministres de l'environnement de la CEE.

Oslo : semaine d'information sur la situation en Pologne.

Belgrade : reprise du procès des six contestataires.

Samedi 8 décembre. - **Lomé** : Signature de la 3^e convention CEE-ACP.

Israël : visite de M. Jacques Chirac.

Sports

Dimanche 2 décembre. - **Tennis** : championnats internationaux d'Australie (jusqu'au 9).

Ville : départ de la Route de la découverte en Espagne.

Athlétisme : cross du Pélerin à Vauves.

Mercredi 5 décembre. - **Motocyclisme** : supercross à Bercy (jusqu'au 6).

Ski alpin : critérium de la première neige (jusqu'au 8).

Jeu 6 décembre. - **Judo** : championnats du monde universitaires à Strasbourg (jusqu'au 9).

Vendredi 7 décembre. - **Sports équestres** : CSI de Bordeaux (jusqu'au 9).

Samedi 8 décembre. - **Football** : France-RDA au Parc des Princes.

Le Monde

5, RUE DES ITALIENS,
75427 PARIS CEDEX 09
C.C.P. 4207-23 PARIS
Tél. MONDIPAR 65072 F
Tél. : 246-72-23

Édité par la S.A.R.L. Le Monde
Gérant : André Laurens,
directeur de la publication
Anciens directeurs :
Robert Berne-Méry (1944-1969)
Jeanne Faurat (1969-1982)
Durée de la société :
cinquante ans à compter du
10 décembre 1944.
Capital social :
500.000 F
Principaux associés de la société :
Société civile
« Les Rédacteurs du Monde »,
MM. André Laurens, gérant,
et Hubert Berne-Méry, fondateur.
Directeur de la rédaction :
Thomas Frenet.

Reproduction interdite de tout article
sans accord avec l'administration.

Commission paritaire des journaux
et publications, n° 57 437
ISSN : 0395-2037

ABONNEMENTS

3 mois 6 mois 9 mois 12 mois
FRANCE 341 F 685 F 859 F 1 080 F
TOUS PAYS ÉTRANGERS
PAR VOIE NORMALE
661 F 1 245 F 1 519 F 2 360 F
ÉTRANGER (par mandat)
L. - BELGIQUE/LUXEMBOURG/PAYS-BAS
381 F 685 F 779 F 1 248 F
IL - SUISSE, TUNISIE
454 F 830 F 1 197 F 1 530 F
Par voie aérienne : tarif sur demande.
Les abonnés qui paient par chèque postal
(trois virements) voudront bien joindre ce
chèque à leur demande.
Changements d'adresse : deux semaines au plus ;
nos abonnés sont invités à formuler leur
demande une semaine au moins avant leur
départ. Joindre la dernière bande d'envoi à
toute correspondance.
Veuillez avoir l'obligeance de
réviser tous les noms propres et
adresses d'impression.

PRIX DE VENTE À L'ÉTRANGER
Algérie, 3 DA ; Maroc, 8 dir. ; Tunisie,
800 m. ; Allemagne, 2,50 DM ; Autriche,
20 sch. ; Belgique, 36 fr. ; Canada, 1,50 \$;
Cote d'Ivoire, 400 F CFA ; Danemark,
7,20 kr. ; Espagne, 160 pes. ; É.-U., 1,10 \$;
G.-B., 56 p. ; Grèce, 75 dr. ; Irlande, 1,10 p. ;
Italie, 1 800 L. ; Liban, 478 P. ; Libye,
0,250 dr. ; Luxembourg, 36 L. ; Norvège,
100 kr. ; Pays-Bas, 2,50 fl. ; Portugal,
100 esc. ; Roumanie, 400 F CFA ; Suède,
8 kr. ; Suisse, 1,50 S. ; Yougoslavie, 170 ml.

IL Y A CENT ANS, LA CONFÉRENCE DE BERLIN

Quand l'Allemagne avait des colonies

Il y a cent ans, en 1884, Bismarck présidait la conférence de Berlin. L'Allemagne se joignait, la dernière, aux nations qui se partageaient l'Afrique. Cette colonisation ne devait pas survivre à la défaite de 1918.

« Ich bin ein deutscher Schwarzer » (Je suis un Noir allemand). La scène se passe dans un village de l'Akposso (Togo) en 1948, quelques années seulement après la guerre... et les horreurs hitlériennes. Ce notable drapé dans son pagne parle un allemand remarquablement correct. Autour de nous, les villageois, respectueux, écoutaient ce qui pour eux est une langue secrète.

Ce notable vient me faire une visite à la résidence d'Akposso, construite en 1898 par von Doring l'un des premiers administrateurs et le dernier gouverneur allemand du Togo. Je l'examine à une centaine de mètres au-dessus de la résidence, à la Bierplatz, sorte de forin où les Allemands du poste se réunissaient pour boire de la bière. Immédiatement en contrebas se trouve l'aire des pendus, où s'élevaient de la dernière condamnation des années 1910 achève de mourir.

« Alors, Christian, les maîtres allemands n'étaient-ils pas un peu durs ? »

« Ils étaient durs mais ils étaient justes. Les Français sont moins durs, c'est vrai, mais les criminels restent impunis... Nous ne comprenons pas. »

Rude leçon au ras du sol pour l'administrateur, alors fort jeune qui prend contact avec l'intérieur. Qu'en est-il exactement de ce « bon souvenir » ?

Premiers pas en Namibie

L'histoire de l'implantation des Allemands outre-mer est assez récente. Au dix-huitième siècle et au dix-neuvième siècle, ils avaient mené une importante action missionnaire.

Après 1871, les commerçants prennent le relais, soutenus par des explorateurs de renom comme Gerhard Rohlfs. En 1878, Moldenhauer, écrivant sur « les colonies et l'émigration », adjoint : « Il s'agit de savoir si l'Allemagne va se décider à faire autre chose en Afrique que d'y envoyer des missions scientifiques et d'y semer les ossements de ses explorateurs ». D'autres publications entraînent un mouvement d'opinion, et la fondation, le 26 août 1882, de la ligue coloniale allemande (Kolonialverein) présidée par le duc de Hohenlohe-Langenburg et animée par les explorateurs Rohlfs et Schlieffen.

Le 1^{er} mai 1883, un jeune armateur, Luderitz, signe, avec le chef hottentot de Bèthanie (Sud-Ouest africain), un traité accordant pour 200 fusils de traite et 2 000 marks la baie d'Angora-Peque sur une longueur de 2 lieues et une profondeur de 5. En août suivant, Luderitz affirme la souveraineté allemande en refusant l'accès de la baie à un navire anglais. En octobre, son domaine s'étend depuis l'Orange jusqu'au 26^e parallèle et sur 150 km dans l'intérieur.

La temporisation anglaise sur la protection des missionnaires de la mission rhénane entraînent le 24 avril 1884 du chancelier Bismarck : « D'après les communications de M. Luderitz, les autorités coloniales semblent douter que ses acquisitions aient la caution allemande. Vous voudrez bien annoncer officiellement que lui et ses installations se trouvent sous la protection du Reich ». Ce 24 avril est considéré comme le Geburtstag (jour de naissance) de l'expansion coloniale allemande.

Le 19 mai, Nachtigal, célèbre par ses explorations africaines et qui est alors consul d'Allemagne à Tunis, reçoit l'ordre d'embarquer sur la *Köve* qui ramène d'Allemagne au Togo plusieurs des notables d'Aného, du « clan anglais », que la marine allemande avait enlevés pour leur faire entendre raison. Nachtigal signe en juillet des traités avec des chefs camerounais et fait de même en septembre dans le Sud-Ouest africain.

Romance à Zanzibar

En Afrique orientale, Zanzibar est un foyer d'intense activité politique. Le sultan Salid Bargash y est dans les meilleurs termes avec le consul de Grande-Bretagne. Quelques années auparavant, un jeune et beau commerçant allemand a enlevé sa sœur, la princesse Salimé, qui même avec ses enfants une vie mouroise à Hambourg depuis que son mari a été écrasé par un tramway.

Soudain, l'infortunée princesse se voit couverte d'honneurs. Son fils re-

çoit un brevet d'officier allemand. En septembre 1885, l'escadre allemande amène solennellement la princesse à Zanzibar, où elle est accueillie à son débarquement. Mais l'enthousiasme populaire est traité à grands coups de fusil par les policiers du sultan... et la princesse doit regagner l'Europe, où elle racontera son aventure (1).

Cependant, la Deutsche Ostafrikanische Gesellschaft (Compagnie allemande d'Afrique orientale) lancée dix-huit expéditions en deux ans. Un premier traité anglo-allemand (1887) est conclu, et Peters peut étendre la zone d'influence allemande après avoir créé le port de Dar-es-Salaam.

Une compagnie de colonisation, créée en 1882 par Adolf von Harnemann, expédie en mai 1884, le Dr Finckh en mission scientifique en Nouvelle-Guinée. Soutenu par Bismarck, il hisse le drapeau allemand les 14 et 27 novembre 1884 en deux points baptisés Friedrich Wilhelmshafen. La Nouvelle-Bretagne est devenue alors l'archipel Bismarck est à son tour occupé (19 mai 1885).

La guerre des Boers permet à Berlin de négocier sa neutralité au Transvaal contre l'abandon par la Grande-Bretagne de ses droits aux Samoa. L'administration de la Nouvelle-Guinée allemande et des îles du Pacifique est alors mise en place.

La conférence de Berlin

En Chine l'assassinat, le 1^{er} novembre 1897, de deux missionnaires allemands entraîne l'intervention et la cession pour quatre-vingt-dix-neuf ans du territoire de Kiao-Tchéou. Si l'Allemagne en Afrique est arrivée la dernière, en revanche, en Chine elle a montré la voie à la France le 27 mai pour Koutang Tchéou-Wan et à la Grande-Bretagne pour Hongkong.

On a souvent traduit *Schutzbiet* par protectorat. En fait, il s'agit de territoire protégé. Les juristes allemands ont inventé les « territoires sans maître » (*Herrenlose Gebiete*) justifiant le bon droit des occupations.

Arbitre de l'Europe, Bismarck préside la conférence de Berlin (novembre 1884-février 1885) où sont indiquées les règles (européennes) de partage de l'Afrique. Il souligne, dans son discours, l'importance de la « mission civilisatrice de l'homme blanc ».

Le traité anglo-allemand du 14 juin 1890 sera considéré par les meilleurs coloniaux allemands comme une véritable trahison : « un vieux bouton d'uniforme contre un habit neuf ». De fait l'acquisition d'Heligoland (contre 4 millions de marks) et de la partie de la côte d'Afrique orientale dépendant jusqu'alors du sultan de Zanzibar est compensée par les limitations imposées aux entreprises allemandes.

L'importance croissante des problèmes coloniaux entraîne la mise en place d'une section coloniale au ministère des affaires étrangères (1^{er} avril 1890) et d'un conseil colonial (*Kolonialrat*). Le remplacement du comte von Caprivi au poste de chancelier par le comte de Hohenlohe Langenburg correspond à la *Weltpolitik* c'est-à-dire à l'intégration de la politique coloniale dans une politique mondiale de prestige. Le Dr Paul Kayser, juriste de talent, qui est nommé directeur des colonies domine aux territoires allemands d'outre-mer leur armature administrative.

Cependant les accords avec la France et la Grande-Bretagne délimitent les frontières avec le Kenya, l'Ouganda et l'Afrique orientale allemande qui englobe le Ruanda et le Burundi.

Résistance et répression

Les quatre colonies allemandes d'Afrique (Togo, Cameroun, Sud-Ouest, Afrique orientale) qui sont « mieux que des mielles du festin » ne se laissent pas conquérir sans combattre.

Le 15 décembre 1884 c'est au Cameroun la révolte d'ouala qui entraîne l'intervention des compagnies de débarquement de l'amiral Knorr. Neuf ans plus tard, le 15 décembre 1893, des femmes dahoméennes ayant été fustigées sur l'ordre du chancelier Loth, 96 membres des forces de police, dont 43 femmes pilent le magasin d'armes et prennent d'assaut le bâtiment gouvernemental où le jeune conseiller Riebow est mortellement blessé. Ces mutins occupent toute une semaine le palais du gouverneur où ils observent une impeccable discipline. Il faudra les compagnies de débarquement de la *Hyäne* pour en venir à bout.

Réfugiés dans la forêt voisine les mutins sont repris, 29 sont pendus et les 43 femmes condamnées aux travaux forcés. Huit ans après l'insurrection allemande, la gravité de l'af-

faire justifie la mise en place d'une véritable force de police. An cours de leur marche vers le nord, les Allemands se heurtent à

après sa mort (1905) par Jacob Moronga, qui tiendra la montagne jusqu'en 1907. Hottentots et Hereros sont alors dispersés par petits



de vigoureuses résistances au Cameroun et au Togo en 1897-1898. En Afrique orientale, l'implantation allemande réduit au chômage les trafiquants arabes d'étoiles et d'esclaves. Par ailleurs la cession territoriale faite par le sultan aux Allemands, comprenant les douanes et le contrôle des chefs, les chefs indigènes qui avaient jusqu'alors le *horo* (tribe coutumier) sur les marchands en transit, sont dépossédés de leur monopole.

Benji (ou Abou Jiri), condottier, grand chef des indigènes et le 26 août 1888 déclenche une insurrection qui dure près d'un an. Il est capturé et pendu le 15 décembre 1889.

C'est alors, que Bana Herd, sultan de l'Ouagoussa, commence une guerre d'escarmouches. Von Wissmann qui pratique la politique de la tache d'huile parvient à obtenir le 7 avril 1890 sa soumission.

L'année suivante, c'est le pays des Hété qui s'embrasse. Il faut trois années de campagnes pour en venir à bout. Le chef des rebelles tient la brousse quatre années avant de se suicider (juin 1896) pour ne pas tomber vivant aux mains des Allemands.

En 1905, l'insurrection des Maji-Maji ensanglantant l'ensemble de l'arrière-pays et gagne la frontière du Mozambique et le lac Nyassa. La répression fait, officiellement, quelque 26 000 morts.

Le massacre des Hereros

Dans le Sud-Ouest africain, les résistances correspondent à l'installation de colonies allemandes sur les meilleures terres des éleveurs hereros et hottentots. C'est ainsi que le chef hottentot Hendrik Witboi mène une guerre de partisans (1891-1895) avant d'être vaincu au défilé de Neta.

L'arrivée de nouveaux colons, au début du siècle (813 familles en 1903), entraîne la venue de commerçants qui vendent aux éleveurs hereros à crédit et, réclament des bœufs en paiement, saisissant parfois des bœufs sacrés.

C'est dans ces circonstances qu'apparaît Jacob Moronga premier nationaliste authentique de l'histoire namibienne, musique de père Nama (hottentot) et de mère herero. En fin 1903, il lance dans le sud une guérilla. Samuel Maharero, chef des Hereros, déclenche alors une formidable insurrection. Six mille guerriers attaquent les fermes et massacrent 123 colons. La surprise est totale. Le comte von Schlieffen, chef d'état-major de Berlin, décide l'empereur Guillaume II à retirer son commandement au gouverneur Loutvein. Le général von Trotha est nommé chef civil et militaire. En avril 1904, cinq mille Hereros sont encerclés au Waterberg à 1 900 mètres d'altitude et c'est là qu'est perpétré l'acte le plus atroce de cette guerre le *Vernichtungsbefehl* (ordre d'extermination) « à l'intérieur de la frontière allemande, tout Herero, avec ou sans fusil, avec ou sans bétail sera fusillé ». Réfugiés dans le désert de l'Omahé, de nombreux Hereros meurent de faim. Plusieurs centaines parviennent à se réfugier en territoire britannique.

En 1904, la grande insurrection du Hottentot Nama se déclenche, conduite par Hendrick Witboi puis

de coton dans l'Usukuma. Ces trois régions, pénétrées par les missions chrétiennes, seront les plus prospères du pays.

Le Cameroun est le domaine du grand régime, qui se limite à la zone forestière. En 1913, il existe 58 sociétés allemandes de plantation situées pour la plupart en pays bakwiri sur les pentes du mont Cameroun. Depuis 1898 la GSK (Gesellschaft Sud-Kamerun) a reçu le monopole d'achat des « Richesses naturelles » 7 211 111 hectares. En 1914, elle entretient douze factoreries et emploie trois cents agents européens et sept cents africains.

L'exploitation du caoutchouc, qui représente 51 % des exportations en valeur, amène au recrutement forcé des porteurs (800 000 en 1913). Les Allemands utilisent les deux méthodes du *Stratford* (travail pénal) infligé à tous les récalcitrants au cours des campagnes de pacification et du *Steuerarbeit* (travail d'impôt) permettant de racheter en trente jours l'impôt de capitation (6 marks) réclamé à partir de 1906.

Par ailleurs, la scolarisation progressive, et des écoles officielles sont de plus en plus nombreuses, alors que l'allemand est davantage enseigné. Des hôpitaux sont construits, des vaccinations organisées.

Dans les années précédant immédiatement la Grande Guerre, les colonies allemandes sont en plein essor. En 1911, l'affaire d'Agadir rapporte à l'Allemagne, contre l'abandon de ses droits sur le Maroc, une petite pointe de terrain entre Logone et Chari (le bec de canard) quelque 275 000 km² d'Afrique équatoriale française.

Dans l'ensemble, les colonies sont remarquablement calmes sauf la région de Douala, où des expropriations soulèvent de vives protestations. La capitale du Cameroun, d'abord installée dans cette ville (appelée Kamerunstadt), est transférée à Yaoundé en 1901 dans un site à 900 mètres d'altitude, mais un tremblement de terre dans la région de Yaoundé ramène la capitale à Douala et entraîne des expropriations sur le plateau de Jos. Rudolf Menge Bell, qui a fait ses études en Allemagne et vient d'être nommé chef, mène le combat contre ces expropriations.

Lors de la déclaration de guerre, il est accusé d'avoir eu des contacts avec les Anglais, condamné à mort le 7 août et pendu le lendemain. Ses dernières paroles auraient été : « Que les Allemands soient maudits. Dieu qui l'impose, écoute ma dernière volonté. Que ce soit moi soit plus jamais foulé par les Allemands ». Le même 8 août, Martin Samba, qui avait joué un rôle important dans la réorganisation du pays herero, est pendu par les armées.

Les campagnes de guerre seront inégalement longues : trois semaines au Togo, trois à Kiao Tchéou, un an au Sud-Ouest africain, dix-huit mois au Cameroun et quatre ans en Afrique orientale. Le général von Lettow Vorbeck résistera jusqu'au 13 novembre 1918 (deux jours après l'armistice), à Tschambei, dans ce qui était la Rhodésie du Nord, où les forces allemandes continuaient le combat.

La page coloniale allemande est définitivement tournée. Il faudra attendre les indépendances pour renouer des relations de caractère fondamentalement différent mais qui pourraient bénéficier de souvenirs souvent positifs.

ROBERT CORNEVIN.

(1) Emily Ruess, *Mémoires d'une princesse arabe*, Paris, 1905.

MÊMES REMISES EXCEPTIONNELLES QU'ÀUX TOURISTES ÉTRANGERS !

Toutes les grandes marques de

PARFUMS

PRODUITS DE BEAUTE - Porcelaine - Cadeaux

Accessoires Haute-Couture - Maroquinerie

MICHEL SWISS

16, RUE DE LA PAIX - PARIS

Salons de vente 2^e étage (ASCENSEUR)

261-71-71

OUVERT TOUTE LA SEMAINE

SANS INTERRUPTION

de 9 h à 18 h 30

501

Étranger

colonies

1984 (1983) par deux fois...
1984 (1983) par deux fois...
1984 (1983) par deux fois...



Les mineurs de la région de...
Les mineurs de la région de...
Les mineurs de la région de...

des colonies

Les colonies...
Les colonies...
Les colonies...

des colonies

Les colonies...
Les colonies...
Les colonies...

des colonies

Les colonies...
Les colonies...
Les colonies...

des colonies

Les colonies...
Les colonies...
Les colonies...

Désespoir et violences chez les mineurs britanniques

Le conflit a fait une deuxième victime

De notre correspondant

Londres. — C'est une honte, la violence doit cesser immédiatement, a déclaré vendredi 30 novembre, M. Neil Kinnock, le leader travailliste, au cours d'un rassemblement avec les mineurs à Stoke-on-Trent, dans les Midlands. Quelques heures plus tôt, un chauffeur de taxi qui conduisait au travail un mineur non gréviste avait été tué dans le sud du Pays de Galles. Un poteau en ciment avait été jeté du haut d'un pont au passage du véhicule. Deux mineurs grévistes ont été arrêtés et devaient comparaître ce samedi devant un tribunal pour y être inculpés de meurtre.

Ce deuxième incident, directement lié à la grève (1), a soulevé une indignation quasi générale en Grande-Bretagne, où l'opinion publique s'inquiète de la dégradation croissante du climat. Traditionnellement, les conflits du travail dans ce pays s'accompagnent moins qu'ailleurs de violences physiques.

Mais, en dépit du choc causé par cette deuxième mort, le président de l'Union nationale des mineurs (NUM), M. Arthur Scargill, qui se trouvait à Stoke-on-Trent au côté de M. Kinnock, ne s'est pas totalement associé aux propos du dirigeant travailliste. Il est content de déclarer que la NUM « dénonçait de tels agissements ». Cette différence d'attitude traduit les divergences dans les milieux syndicaux et au sein du Parti travailliste où une forte minorité stigmatise avant tout la « violence de la situation créée par les pouvoirs publics », faisant allusion ainsi aux projets de fermeture de puits de mines, qui engendrent le désespoir et sont à l'origine de la

grève. Si vendredi soir une partie de l'assistance a applaudi M. Kinnock, l'autre l'a accueilli par des huées. C'était la première fois depuis longtemps qu'il participait à une réunion publique avec M. Scargill. Les rapports entre les deux hommes sont de plus en plus tendus, surtout depuis que, début octobre, le président de la NUM est parvenu à imposer ses vues — que M. Kinnock en privé qualifie de « jusqu'au-boutistes » — à la majorité des délégués du congrès travailliste. Au début de novembre, M. Kinnock a refusé d'accorder son concours à M. Scargill lors d'une série de meetings dans les principaux bassins miniers. Le leader travailliste reproche à M. Scargill de ne rien faire pour calmer ses troupes.

Appelé une nouvelle fois à se prononcer après plusieurs incidents, M. Scargill a répondu : « J'ai constamment dit que je ne condamnerai sous aucun prétexte ces hommes et ces femmes admirables, dont le seul tort est de se battre pour leur droit au travail ».

La direction de la confédération nationale des syndicats (le TUC), assez modérée, est également contestée par les mineurs en grève. Au cours d'une réunion dans le sud du Pays de Galles, le 12 novembre, le secrétaire général du TUC, M. Norman Willis, a été conspué par les grévistes. Au moment où M. Willis rappelait que les manifestations violentes n'étaient « pas dignes du mouvement ouvrier », des inconnus ont fait descendre au-dessus de la tête de l'orateur une corde terminée par un nœud coulant. Ce geste symbolique a fait scandale. Il signifiait déjà, avant la mort du chauffeur de taxi, que la

colère des mineurs est particulièrement forte dans le sud du Pays de Galles, où les houillères sont, à plus ou moins brève échéance, promises à une disparition totale. Même chose en Ecosse. Voilà deux régions où le taux de chômage est très nettement plus élevé qu'ailleurs et où — ce n'est pas une coïncidence — la grève est beaucoup plus suivie. Le nombre des mineurs ayant récemment regagné leur poste demeure infime dans ces deux régions.

Des violences de plus en plus fréquentes

Le soudain retour au travail de certains mineurs dans les autres bassins a exacerbé les passions et l'agressivité des piquets de grève. Depuis le début du mois de novembre, la proportion de non-grévistes est passée d'un quart à un tiers des effectifs à l'échelle nationale. Dans le Yorkshire, l'un des bastions de la grève, des hommes masqués, armés de bâtons, ont grièvement blessé, le 23 novembre, un syndicaliste qui venait de prendre la décision de cesser la grève. La maison d'un autre « dissident » a été incendiée le lendemain dans un village voisin. Menaces et mesures d'intimidation, fréquentes depuis le début du conflit, se sont multipliées, ainsi que les actes de vandalisme. Toujours dans le Yorkshire, les occupants d'un car de police ont échappé de peu la semaine dernière à une embuscade semblable à celle dont a été victime le chauffeur de taxi gallois. Un rail de chemin de fer a défoncé le toit de leur véhicule qui passait sous un pont.

Le regain de tension s'est fait sentir au Parlement. Le 19 novembre, des députés de l'aile gauche du Parti travailliste ont organisé une manifestation inhabituelle. S'avançant vers le banc du gouvernement, ils ont interrompu l'intervention du ministre des affaires sociales, dont ils avaient pourtant sollicité l'intervention. L'un d'eux a déchiré le texte de son discours. La séance a été suspendue. On n'avait pas vu cela aux Communes depuis des années.

Dans les milieux gouvernementaux, et à la direction des charbonnages, on estime que ces incidents vont contribuer à affaiblir davantage le mouvement de grève et à augmenter le pourcentage des non-grévistes. Mais, en fait, le nombre des mineurs revenant dans les puits est plus faible que la semaine précédente. Néanmoins, le gouvernement campe sur ses positions et encourage la direction des charbonnages à ne pas céder, voire à redoubler sa position. Désormais, on ne promet plus qu'il n'y aura pas de licenciements. La direction des charbonnages exige maintenant des garanties d'un assouplissement de la position de la NUM, avant de reprendre les négociations interrompues en octobre. Dans ces conditions, conscients que le tournant des événements porte tort aux syndicats et au Parti travailliste, les dirigeants du TUC et du Labour font tout pour inciter la NUM à revenir à la table des négociations.

FRANCIS CORNU.

(1) En mars, un membre d'un piquet de grève avait été mortellement blessé dans une bousculade.

Pologne

Deux officiers chargés de l'affaire Popieluszko sont morts dans un accident de la route

Varsovie (AFP). — Deux officiers du ministère polonais de l'Intérieur chargés de l'enquête sur l'assassinat du père Jerzy Popieluszko ont été tués, vendredi 31 novembre, dans un accident de la route, a annoncé l'agence officielle PAP.

Le colonel Stanislaw Trafalecki, chef de service au bureau des enquêtes du ministère de l'Intérieur, et le commandant Wieslaw Piatek, inspecteur en chef, ont été tués sur le coup, ainsi que leur chauffeur Piotr Andrzejczak, lorsque leur Fiat 125 P a heurté de plein fouet un poids lourd dans la région de Radom (100 kilomètres au sud de Varsovie). Selon les premiers résultats de l'enquête, le chauffeur du poids lourd a effectué une fausse manœuvre de dépassement. Il a été arrêté.

Les deux officiers retournaient à Varsovie du sud de la Pologne, où ils s'étaient rendus dans le cadre de

l'enquête sur le meurtre du père Popieluszko, assassiné le 19 octobre par trois membres de la police politique.

Ce nouveau coup de théâtre intervient après que le général Wojciech Jaruzelski eut annoncé, mercredi, que l'enquête était close et que l'acte d'accusation devait être transmis au tribunal « au mois de décembre ». L'enquête n'a pas permis de découvrir des inspirateurs éventuels, avait ajouté le général.

Cependant, selon le quotidien Zycie Warszawy de vendredi, l'un des quatre inculpés dans l'affaire, le colonel Adam Pietruszka, qui n'a pas participé directement à l'assassinat, est l'instigateur du crime. Les résultats de l'autopsie assassinée sur le corps du prêtre assassiné devaient être remis vendredi à la justice.

L'ambassadeur de Roumanie pourrait quitter Paris incessamment

L'ambassadeur de Roumanie à Paris, M. Dimitru Aninoui, serait sur le point de regagner Bucarest, en attendant une autre affectation. Il s'est, en tous cas, rendu vendredi après-midi 30 novembre au Quai d'Orsay pour y faire ses adieux. L'ambassadeur roumain se refusait toutefois, ce samedi matin, à confirmer ou à infirmer la nouvelle.

Ce départ inopiné, dont on soupçonne, au ministère des relations extérieures, qu'il ne fait suite à aucune démarche française, n'est très certainement pas sans rapport avec la

révélation par Antenne 2, dans son émission magazine « Carte de presse » du 22 novembre dernier, du rôle joué par l'ambassade de Roumanie à Paris dans le dispositif d'espionnage du régime de M. Ceausescu en France. L'ambassadeur de France à Bucarest, M. Michel Rougnon, avait été convoqué au ministère roumain des affaires étrangères dès le lendemain de la diffusion de cet accablant document. M. Aninoui avait été affecté à Paris en novembre 1982.

Le bilan des troubles s'alourdit à Sri-Lanka

Les informations en provenance de Sri-Lanka sur les attaques lancées le vendredi 30 novembre par des séparatistes tamouls contre des exploitations agricoles servent de centres de réhabilitation pénitentiaire dans la zone centre-nord de l'île (le Monde du 1^{er} décembre) sont encore fragmentaires. Le bilan des affrontements s'alourdit, cependant, et l'agence Reuter faisait état, samedi matin, d'un total de cent quarante-cinq morts.

Les attaques ont été lancées principalement contre deux fermes situées à environ 350 kilomètres au nord-est de Colombo. Certaines des victimes ont été tuées dans leur lit tandis que d'autres étaient rassemblées dans des bâtiments que les assaillants ont ensuite fait sauter à l'explosif. De source gouvernementale, on indique que soixante personnes ont ainsi trouvé la mort dans l'une des deux fermes, et vingt dans l'autre. La plupart des tués étaient d'ethnie cinghalaise.

Selon la radio, les forces de l'ordre seraient alors intervenues, tuant au moins soixante-cinq rebelles.

Des mesures de sécurité exceptionnelles ont aussitôt été prises dans toute la région. Une zone interdite à tous les civils a été délimitée le long des côtes ouest, nord et nord-est de l'île. Le couvre-feu a été décrété à

titre préventif dans la capitale elle-même, où l'on craint des affrontements entre Tamouls et Cinghalais. L'inquiétude est d'autant plus vive que les autorités s'attendent à d'autres actions de la part des séparatistes — qui revendiquent la création d'un Etat tamoul indépendant, — et en particulier à des raids de commandos en provenance de l'Etat indien voisin du Tamil Nadu, où la population est en majorité d'origine tamoule. Colombo a d'ailleurs annoncé qu'un avion de Sri-Lanka avait ouvert le feu au cours de la nuit de vendredi à samedi contre des bateaux venus du sud de l'Inde et transportant des séparatistes tamouls. Ces bateaux ont aussitôt fait demi-tour.

On redoute d'autre part que les attaques meurtrières de vendredi ne provoquent des actions de représailles de la part d'éléments cinghalais contre des Tamouls résidant dans des zones de Sri-Lanka où ils sont en minorité. Au mois de juillet 1983, une embuscade tendue par les séparatistes tamouls à une patrouille militaire, au cours de laquelle treize soldats avaient été tués, avait entraîné de très violentes réactions de la part de la communauté cinghalaise. Au moins cinq cents personnes avaient alors trouvé la mort au cours d'affrontements intercommunautaires.

El Salvador

Le gouvernement et la guérilla d'accord pour une trêve du 22 décembre au 3 janvier

Ayegualo (Salvador) (AFP). — Le gouvernement de M. Duarte et le Front Farabundo Martí de libération nationale (FMLN) ont conclu, vendredi 30 décembre, une trêve applicable du 22 décembre au 3 janvier, afin que les Salvadoriens passent « Noël tranquillement ».

Cette trêve, annoncée par l'archevêque de San-Salvador, Mgr Rivera y Damas, est le principal résultat des onze heures de conversations qu'ont eues, vendredi, les représentants du gouvernement et les délégués de la guérilla. Dans une déclaration conjointe, les deux parties se sont à nouveau engagées à poursuivre le dialogue entamé le 15 octobre à La Palma.

Les discussions ont dû être prolongées de quatre heures à la suite de la réplique par les représentants du gouvernement d'une position présentée par la guérilla qui visait à faire de la restructuration de l'armée le point de départ du processus de pacification du pays.

La « proposition globale pour la paix et la reconstruction nationale », présentée par l'opposition armée, a été refusée nettement par le gouvernement qui a expliqué que rien ne pouvait se faire

« hors du cadre de la Constitution ». A l'issue de la rencontre, le ministre de la présidence, M. Adolfo Ray Prendes, a assuré que « bien que le chemin ne soit pas facile, le gouvernement avait la volonté de parvenir à la paix par des moyens pacifiques ».

Pour sa part, M. Ruben Zamora, l'un des principaux dirigeants du Front démocratique révolutionnaire, a déclaré que le FDR-FMLN avait insisté, au cours des conversations, sur la nécessité d'instaurer au Salvador « une véritable démocratie et une véritable pluralisme ». L'opposition a également proposé « un moratoire sur les armes », afin d'empêcher tout nouvel armement d'entrer dans le pays, a-t-il ajouté. M. Facundo Guardado, l'un des dirigeants militaires de la guérilla, a affirmé que la situation dans le pays était « pire qu'en 1979 », que la pauvreté y était plus répandue, que l'injustice était plus grande et la répression plus forte. « Les conditions qui ont amené au conflit n'ont pas changé et, au contraire, elles se sont approfondies », a-t-il assuré, rappelant que l'objectif du FMLN était d'établir « un véritable gouvernement populaire ».

L'état d'urgence est levé au Pérou

Lima (AFP, Reuter). — L'état d'urgence, décrété mercredi sur l'ensemble du territoire péruvien, a été levé samedi 1^{er} décembre. Cette décision a été prise pour permettre le déroulement normal du processus électoral. Les Péruviens doivent, en effet, élire un nouveau président en avril 1985 et l'état d'urgence, qui suspend les garanties constitution-

nnelles, ne permet pas l'organisation de réunions politiques. Cette mesure exceptionnelle avait été décrétée pour trente jours à la veille d'une grève générale de vingt-quatre heures convoquée par la Confédération générale des travailleurs du Pérou (CGTP, communiste) (le Monde du 1^{er} décembre). Selon les autorités, cette grève a été un « échec ».

Le coup de patte de Fred



Griffe somptueuse pour main voluptueuse: bague « panthère » or et émail.



Une nouvelle griffe plus acérée: or et diamants (Bague, clips d'oreilles et pendentif).

FRED

Joaillier, 6, rue Royale, Paris 8^e Tel. 260 30 65.
Le Clézage, 74, Champs-Élysées • Hôtel Mérienne, Paris • Aéroport d'Orly
Hôtel Looz, Monte-Carlo • 21, bd de la Croisette, Cannes.
20, rue du Marché, Genève • Beverly Hills • Houston • Dallas • New York

Étranger

Tchad

Le gouvernement lutte avec énergie contre la faim

De notre envoyée spéciale

N'Djaména. — « Si la situation continue à se détériorer, d'ici trois mois nous vivrons le drame éthiopien. » La mobilisation internationale à propos de la famine en Éthiopie fait craindre aux responsables des organisations humanitaires présentes à N'Djaména que la tragédie prévisible au Tchad n'en soit éclipmée. Déjà cent cinquante mille personnes se déplacent à l'intérieur du pays, fuyant la sécheresse et la famine. Des milliers d'autres ont trouvé refuge au Soudan et en Centrafrique.

Des centres nutritionnels ont été installés dans le pays pour accueillir les personnes déplacées et surtout éviter qu'elles ne se regroupent en masse à N'Djaména, où les stocks de vivres sont au niveau le plus bas. Cinq mille à six mille personnes ont déjà été réinstallées à Kari, sur les bords du lac Tchad, où tous les moyens — nourriture, semences, outils — leur ont été donnés pour la mise en valeur future de ces terres. L'expérience est appelée à se développer, surtout dans cette région.

Les responsables s'inquiètent pour deux raisons essentielles : d'une part, les 25 000 tonnes encore à venir sur le programme d'aide 1984, nécessaires pour assurer la soudure de février, ne sont pas toutes acquises ; d'autre part, la baisse continue du fleuve Chari risque de compliquer considérablement l'acheminement des vivres vers N'Djaména.

A l'heure actuelle, le Chari se retire de dix mètres par jour, explique le responsable du PNUD. A ce rythme, les bacs ne pourront bientôt plus assurer la liaison entre la rive camerounaise par où arrive une partie de l'aide, notamment française,

et N'Djaména. D'autre part, la fermeture de la frontière nigérienne gêne aussi l'acheminement des vivres, dont 4 000 tonnes ont été débarquées récemment au port d'Apapa, à Lagos. Le président Bahré se serait cependant engagé à permettre le passage de l'aide alimentaire. Pour résoudre le premier problème, le projet de construction d'un pont mobile, financé en partie par le PNUD, est à l'étude.

Les présidents Hissène Habré et Paul Biya, du Cameroun, ont signé le protocole d'accord en août dernier, et si l'aide complémentaire de 2 millions de dollars est trouvée, notamment pour la construction des routes d'accès, le pont pourrait être mis en service en septembre 1985.

La distribution des vivres à l'intérieur du pays, essentiellement par voie routière, se fait de façon satisfaisante, assure-t-on dans les organisations internationales, où l'on souligne la « très bonne coordination » existante avec le gouvernement tchadien. Celui-ci, dit-on de même source, veille avec efficacité à la bonne répartition des dons et a déjà sanctionné avec fermeté des tentatives de détournement de l'aide. Le président Hissène Habré devrait d'ailleurs réunir dans les prochains jours les responsables des différents départements tchadiens intéressés au problème de la sécheresse et de la famine pour améliorer encore la coordination.

Les organisations internationales sont affectées par le départ des groupes français de l'opération Manant, dont la logistique représentait un apport précieux pour tous les cas difficiles.

FRANÇOISE CHIPAUX.

Seychelles

Le président René se défend d'être pro-soviétique

De notre correspondant en Afrique orientale

Nairobi. — Plusieurs précautions valent mieux qu'une : M. France-Albert René, président de la République des Seychelles, a répété, au cours d'une conférence de presse tenue le vendredi 30 novembre à Victoria, « il n'y a pas de base militaro-politique dans l'archipel et qu'il n'y en aura jamais ». Et de mettre les points sur les « i » : « Nous ne sommes le satellite de personne... Nous voulons rester strictement non alignés afin de préserver, à tout prix, notre indépendance ».

Le chef de l'Etat seychellois, au pouvoir depuis juin 1977, entendait ainsi « enfoncer le clou » pour répondre notamment aux insinuations de certains organes de la presse anglo-saxonne qui avaient récemment présenté son pays comme un « satellite de l'Union soviétique ». D'aucuns avaient, en effet, relevé ces derniers mois des signes qui témoignaient de l'intérêt de Moscou pour l'archipel : livraison gratuite de pétrole et réparation des cuves désaffectées sur l'île Sainte-Anne, mission d'exploration des fonds marins...

Le 30 septembre dernier, fait presque inédit, quelques dizaines de Seychellois avaient manifesté dans les rues de la capitale en brandissant des banderoles « subversives » : « Non au communisme, non à René », M. Gérard Hoarau, respon-

sable du parti d'opposition, le Mouvement pour la résistance (MRP), avait alors affirmé, à Londres où il vit en exil, que « ce n'était qu'un commencement ». Trente-huit personnes avaient été interpellées après cette démonstration, puis aussitôt relâchées. Elles devraient être jugées, en 1985, pour participation à manifestation illégale.

« J'ai répété des centaines de fois que je n'étais pas communiste », avait lancé M. René, le 5 octobre, dans une adresse à la nation, au lendemain de ces désordres. Six mois, en juin dernier, pour un deuxième mandat présidentiel de cinq ans, il avait déclaré : « Qu'il soit clair que la politique étrangère de ce pays ne dépend pas d'un homme et n'en a jamais dépendu ». Il faisait ainsi allusion au départ volontaire de l'équipe gouvernementale de M. Maxime Ferrari, qui détenait, depuis 1982, le portefeuille du plan et des relations extérieures et qui passait pour un « modéré ». Plus que jamais, M. René se présente comme « l'homme fort » des Seychelles : chef de l'Etat et secrétaire général du parti unique, il cumule désormais cinq postes ministériels dont, précisément, celui des affaires étrangères.

J. de B.

A travers le monde

Cameroun

● TROIS PASSAGERS JETÉS PAR-DESSUS BORD. Deux jeunes Africains, un Béninois et un Ghanéen, sont morts après avoir été jetés par-dessus bord d'un cargo battant pavillon panaméen, au large des côtes camerounaises, dans la nuit du 16 au 17 novembre, a rapporté, vendredi 30 novembre, l'hebdomadaire camerounais la Gazette.

Un troisième passager, M. Justice Moise, de nationalité sierra-léonaise, qui avait subi le même sort, a survécu. Repêché par un chalutier camerounais, il a raconté que le capitaine nord-coréen du cargo l'Angelantique avait demandé à ses compagnons et à lui-même de monter à bord pour y effectuer des travaux de peinture, pour ensuite estimer que les trois hommes étaient des « passagers clandestins ». — (AFP.)

Uruguay

● LIBÉRATION DE M. WILSON FERREIRA ALDUNATE. — Le dirigeant du Parti Blanco (centre gauche), M. Wilson Fer-

reira Aldunate, emprisonné depuis cinq mois, a été remis en liberté vendredi 30 décembre à Montevideo. La Cour suprême a levé le dirigeant des charges que la justice militaire avait retenues contre lui.

Zaïre

● VISITE DU PRÉSIDENT MOBUTU AU SHABA. — Le chef de l'Etat zaïrois s'est rendu, dimanche 25 et lundi 26 novembre, à Manono et à Mobu (province du Shaba). C'est cette dernière localité, qui avait été occupée par des maquisards du 13 au 16 novembre. A Manono, l'envoyé spécial de l'AFP a pu constater que la ville était calme et n'avait pas connu de combats, contrairement aux affirmations de groupes d'opposants zaïrois. A Mobu, le président Mobutu a appelé la population à reprendre ses occupations, sans crainte de « représailles ». Le bilan des combats de Mobu est d'une centaine de morts parmi les civils et d'une dizaine parmi les militaires. Cette attaque et l'intervention militaire de l'armée zaïroise ont provoqué la fuite de dizaines de milliers de personnes dans la région. — (AFP.)

Jordanie : le temps des succès

Une prouesse technique : l'aménagement de la vallée du Jourdain

Correspondance

Deir Allah. — Toute entité située entre 200 et 400 mètres au-dessous du niveau de la mer, la vallée du Jourdain — le Ghor, comme l'appellent les Jordaniens — n'est pas seulement une bizzarerie de la nature. Sa rive orientale est aussi la région agricole la plus riche de Jordanie, le verger et le jardin potager d'un pays où les terres cultivables sont aussi rares que les ressources en eau. Torride en été, elle joint, en hiver, d'un climat tempéré, et son sol peut donner deux, parfois trois récoltes par an. C'est de là que proviennent 70 % des fruits et légumes jordaniens, et 80 % des exportations agricoles du Royaume hachémite.

Toutes proportions gardées, l'histoire récente de cette étroite bande de territoire, jadis peuplée de bêtes sauvages et infestée de miasmes, est à la Jordanie ce que la conquête de l'Ouest fut aux Etats-Unis.

Au cours des dernières décennies, le gouvernement jordanien a investi des centaines de millions de dollars dans le Ghor. Un défi, dans une zone qui reste le « front » le plus long entre un Etat arabe et Israël ! Aux yeux des Jordaniens, c'est, de toute évidence, la meilleure parade face aux tentations expansionnistes de l'Etat hébreu.

Un organisme tentaculaire

Le développement de la vallée fut longtemps retardé par le conflit entre Israël et les pays arabes sur le partage des eaux du Jourdain et de ses affluents. Ce n'est qu'en 1958 que débutèrent les travaux de construction du canal du Ghor oriental, pièce maîtresse d'un ambitieux programme de mise en valeur établi avec l'aide des Etats-Unis. En 1962, le gouvernement jordanien commença à redistribuer les terres de la vallée en petites unités. Entre-temps, le 5 avril 1961, l'eau du Yarmouk, l'un des principaux affluents du Jourdain, avait commencé à couler dans le premier tronçon de canal. En 1966, le Ghor oriental comptait 60 000 habitants.

Le conflit israélo-arabe de juin 1967 réduisit ces efforts à néant. En 1971, quand le calme revint, la vallée ne comptait plus que 5 000 habitants. Tout était à refaire.

C'est alors que fut conçu le plan de développement qui a donné son visage actuel à la vallée. Les planificateurs envisageaient, certes, le triplement des surfaces irriguées, soit 36 000 hectares, grâce à l'extension du canal et à la construction de barrages sur les ondes adjacentes. Mais leur idée était surtout de promouvoir, pour la première fois en Jordanie, un développement régional intégré.

Retenir la population dans la vallée ne suffisait pas. Il fallait aussi attirer d'autres Jordaniens. L'objectif final était de permettre à 150 000 personnes de vivre décemment dans le Ghor, en leur offrant des conditions de vie comparables à celles des régions les plus développées du pays.

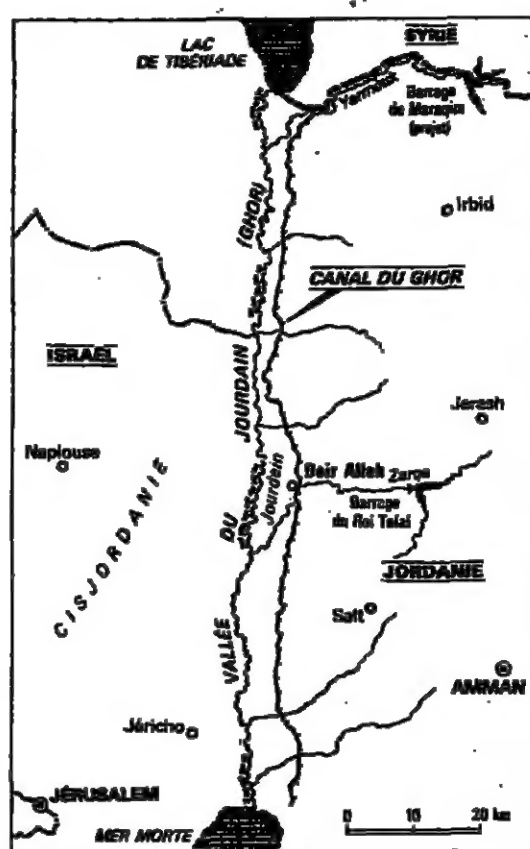
Un « brain trust » de quelques dizaines de personnes, la Jordan Valley Commission, devait superviser l'opération. La tâche était d'une telle ampleur et couvrait tant de domaines différents que cette commission se muait très vite en un organisme tentaculaire qui devint en 1977 la Jordan Valley Authority. La JVA emploie alors 12 000 personnes, jouit d'une autonomie presque totale, et prend en charge tous les aspects de la vie dans le Ghor. On trouve, à sa tête, quelques-uns des technocrates les plus brillants et les plus compétents du Royaume.

C'est assurément le cas de son président actuel, M. Monther Haddadin, dont le nom est associé au développement de la vallée du Jourdain depuis 1973. Sous ses ailes austères de pasteur anglican, cet ancien ingénieur formé à l'école américaine a plus de pouvoir et d'autorité qu'un ministre.

« En 1973, rappelle-t-il, il y avait en tout et pour tout, dans la vallée, un dispensaire, un centre

Il arrivait souvent, se souvient Ahmad, que les rares agriculteurs qui s'accrochaient alors à leurs fermes soient pris sous les obus.

Les temps ont changé, et Ahmad a pu installer sa famille dans le Ghor, où il s'est fait construire une maison, et où ses neuf enfants sont allés à l'école. Nous l'avons rencontré non loin de Deir Allah, « chef-lieu » de la vallée, au milieu des ses plantations de tomates et de



administratif, quelques établissements scolaires de fortune, à peine une centaine de kilomètres de routes goudronnées, et deux agglomérations seulement étaient reliées à un réseau d'eau potable et d'électricité. Aujourd'hui, le réseau national dessert 64 localités, et, sous la houlette de la JVA, on a construit 75 écoles (32 000 élèves en 1984 contre 13 000 en 1974), 15 centres médicaux, dont 4 petits hôpitaux, 13 centres administratifs, 12 000 kilomètres de routes et 21 000 logements.

Le canal Ghor, long de 96 kilomètres (il sera prolongé de 14 km d'ici à 1987), les retenues d'eau sur les affluents et le barrage du roi Talal, sur la rivière Zarqa, permettent l'irrigation de 23 000 hectares.

Plus de 100 000 habitants

De 1973 à nos jours, la production agricole annuelle de la vallée, en valeur, n'en a pas moins été multipliée par dix. Plus de 100 000 habitants vivent maintenant dans le Ghor, dont 70 % de l'agriculture. On peut mesurer l'impact des réalisations de la JVA sur leur niveau de vie à la multiplication des commerces, des pharmacies, des banques... et des antennes de télévision. Autre signe révélateur : des médecins ont commencé à y établir des cabinets privés.

« En quinze ans, nos conditions de vie se sont améliorées à tous les points de vue », commente Ahmad Moussa El Satri. Lorsqu'il est arrivé dans la vallée, un jour de l'été 1967, il avait pour tout bagage sa bonne volonté. En cette année noire, il est cependant la chance de bénéficier de la redistribution des terres. Contre une modeste somme payable en quatorze ans, il reçoit un lopin de 3 hectares. C'était une époque difficile. Aux opérations des commandos palestiniens en Israël et dans les territoires occupés, répondaient inévitablement bombardements et raids israéliens.

concombre arrosées au goutte-à-goutte par un réseau de fins tuyaux de matière plastique noire. « Autrefois, la main-d'œuvre était bon marché, et si nos revenus étaient faibles, le métier était aussi moins dur. Aujourd'hui, il faut investir beaucoup et travailler beaucoup plus pour couvrir nos frais », constate-t-il.

Des « gentlemen-farmers »

L'un des résultats les plus intéressants du programme de développement mené par la JVA — financé en grande partie par l'aide internationale — est son effet d'entraînement. Pour chaque dollar dépensé dans le Ghor par la JVA, calcule M. Haddadin, le secteur privé en a investi cinq.

Les petits agriculteurs bénéficiaires de la réforme foncière (6 500 unités de 3 ou 4 hectares distribuées jusqu'à présent) se sont autrefois mis lentement aux techniques agricoles modernes, qui représentent de gros investissements et un changement sensible de mentalité. Le déclic s'est produit en 1976-1977. A l'époque, on comptait à peine 550 serres dans toute la vallée. Il y en a aujourd'hui 12 000. Les cultures sous plastique et l'arrosage par « sprinkler » ou au goutte-à-goutte (« drip irrigation ») ont suivi la même évolution exponentielle.

L'introduction de ces techniques ultramodernes a été favorisée par l'apparition, dans le Ghor, de fermes gérées comme de véritables entreprises industrielles par des hommes d'affaires d'Amman ou d'autres grandes villes du pays, que le développement de la vallée a convertis à un fructueux retour à la terre. Certains de ces « gentlemen farmers » sont d'ailleurs d'anciens grands propriétaires qui ont réussi à conserver une part respectable de leurs domaines en utilisant des parents comme prête-noms.

« Ma famille possédait des terres depuis longtemps dans la vallée du Jourdain, mais c'était un

désert. Lorsqu'en 1979 le canal a été prolongé jusqu'à notre secteur, j'ai pensé créer une ferme modèle, raconte M. Zaid Rifai, ancien premier ministre jordanien. Au début, je ne savais pas vraiment à quoi je m'engageais. Nous avons fait beaucoup d'erreurs par manque d'expérience. » Cette phase de tâtonnements est désormais dépassée.

M. Rifai a investi près de 24 millions de francs dans sa « ferme ». Il s'est inspiré des méthodes de culture qu'il a observées lors de ses voyages aux Etats-Unis et en Europe. En 1983, sur ses quelque 60 hectares, il a récolté 3 000 tonnes d'agrumes, de raisins, de bananes et de légumes divers, et 40 ouvriers indiens travaillent en permanence sur l'exploitation sous la supervision d'un ingénieur agronome. La ferme produit ses propres semences dans des serres climatisées et possède son unité de calibrage et d'emballage.

« Nous avons commencé à exporter vers l'Europe et les pays du Golfe en 1982-1983. Actuellement, nous ne vendons pratiquement plus rien sur le marché national », nous dit M. Rifai. Dans le bureau climatisé qu'il a fait bâtir à quelques pas de ses plantations, quatre hommes d'affaires autrichiens soupent d'un air entendu d'énormes poivrons en arotant un verre de Perrier. On est à cent lieues des petits fermiers comme Ahmad El Satri, qui sont souvent encore sous l'emprise des commerçants en gros de la capitale.

Ces intermédiaires, qui leur achètent leurs récoltes, leur vendent également semences, engrais, certains équipements, et leur prêtent parfois de quoi faire la « soudure » entre deux saisons. Pour limiter les abus auxquels peut conduire un tel système, les autorités jordaniennes ont suscité la création de l'Association des fermiers de la vallée du Jourdain, qui vend à ses adhérents semences et engrais à des prix sans concurrence et leur accorde des crédits saisonniers à faible taux d'intérêt.

Les succès remportés dans la vallée du Jourdain n'ont égaré ni les responsables jordaniens. Beaucoup reste à faire pour rationaliser un développement dont le côté parfois anarchique n'est pas sans inconvénients. Faute d'une planification des cultures, dont le choix est laissé à l'entière liberté des agriculteurs, on assiste, depuis deux ou trois ans, à une surproduction de certains légumes, comme les tomates, par exemple. De même, faute d'une rotation adéquate, et à cause de l'exploitation intensive de la terre, les signes d'un appauvrissement et d'une salinisation des sols apparaissent ici et là. L'usage croissant des serres et des tunnels en matière plastique favorise aussi la prolifération des insectes nuisibles et de maladies jusqu'alors inconnues dans le Ghor.

Tous ces problèmes sont l'objet des « réflexions » des autorités jordaniennes de l'agriculture, notamment en ce qui concerne l'organisation et la commercialisation des récoltes (introduction de nouvelles variétés, contrôle de la qualité des produits, étude de nouveaux marchés...). La JVA, de son côté, s'est attaquée au problème de la salinisation des sols, et entend, dans les années à venir, encourager une systématisation des méthodes modernes d'irrigation dont le rendement, nettement supérieur aux techniques traditionnelles, limite le gaspillage de cette ressource rare entre toutes : l'eau. Alors que la JVA s'est lancée dans la mise en valeur des terres situées au nord et au sud de la mer Morte, la vallée du Jourdain demeure un laboratoire privilégié.

E. J.

150

Jordanie : s des succès

Illée du Jourdain

Le succès, se dit-il, est le fruit de la persévérance. Le roi Hussein, en effet, a su transformer la Jordanie en un pays moderne, prospère et sûr.

Après avoir longtemps, et courageusement, fait face à l'adversité, le roi Hussein connaît, enfin, le temps des succès. Ce samedi, il se rend en Égypte, où il prend une revanche éclatante sur le mépris que lui témoignait le régime de Nasser.

Le président Mubarak compte sur lui pour l'aider à retrouver sa place dans la « famille arabe ».

Durant le semaine écoulée, le souverain a reçu dans sa capitale une OLP en quête de toit pour réunir son « parlement ».

Il a conseillé publiquement la négociation avec Israël à ces mêmes Palestiniens qui, après le Septembre noir de 1970, le traitaient de « boucher d'Amman ».

Enfin la Jordanie, petit pays bien géré, fait figure de vitrine du « modernisme arabe ».

Le succès, se dit-il, est le fruit de la persévérance. Le roi Hussein, en effet, a su transformer la Jordanie en un pays moderne, prospère et sûr.

Après avoir longtemps, et courageusement, fait face à l'adversité, le roi Hussein connaît, enfin, le temps des succès. Ce samedi, il se rend en Égypte, où il prend une revanche éclatante sur le mépris que lui témoignait le régime de Nasser.

Le président Mubarak compte sur lui pour l'aider à retrouver sa place dans la « famille arabe ».

Durant le semaine écoulée, le souverain a reçu dans sa capitale une OLP en quête de toit pour réunir son « parlement ».

Il a conseillé publiquement la négociation avec Israël à ces mêmes Palestiniens qui, après le Septembre noir de 1970, le traitaient de « boucher d'Amman ».

Enfin la Jordanie, petit pays bien géré, fait figure de vitrine du « modernisme arabe ».

Le succès, se dit-il, est le fruit de la persévérance. Le roi Hussein, en effet, a su transformer la Jordanie en un pays moderne, prospère et sûr.

Après avoir longtemps, et courageusement, fait face à l'adversité, le roi Hussein connaît, enfin, le temps des succès. Ce samedi, il se rend en Égypte, où il prend une revanche éclatante sur le mépris que lui témoignait le régime de Nasser.

Le président Mubarak compte sur lui pour l'aider à retrouver sa place dans la « famille arabe ».

Durant le semaine écoulée, le souverain a reçu dans sa capitale une OLP en quête de toit pour réunir son « parlement ».

Il a conseillé publiquement la négociation avec Israël à ces mêmes Palestiniens qui, après le Septembre noir de 1970, le traitaient de « boucher d'Amman ».

Enfin la Jordanie, petit pays bien géré, fait figure de vitrine du « modernisme arabe ».

Le succès, se dit-il, est le fruit de la persévérance. Le roi Hussein, en effet, a su transformer la Jordanie en un pays moderne, prospère et sûr.

Après avoir longtemps, et courageusement, fait face à l'adversité, le roi Hussein connaît, enfin, le temps des succès. Ce samedi, il se rend en Égypte, où il prend une revanche éclatante sur le mépris que lui témoignait le régime de Nasser.

Le président Mubarak compte sur lui pour l'aider à retrouver sa place dans la « famille arabe ».

Durant le semaine écoulée, le souverain a reçu dans sa capitale une OLP en quête de toit pour réunir son « parlement ».

Il a conseillé publiquement la négociation avec Israël à ces mêmes Palestiniens qui, après le Septembre noir de 1970, le traitaient de « boucher d'Amman ».

Enfin la Jordanie, petit pays bien géré, fait figure de vitrine du « modernisme arabe ».

Le succès, se dit-il, est le fruit de la persévérance. Le roi Hussein, en effet, a su transformer la Jordanie en un pays moderne, prospère et sûr.

Après avoir longtemps, et courageusement, fait face à l'adversité, le roi Hussein connaît, enfin, le temps des succès. Ce samedi, il se rend en Égypte, où il prend une revanche éclatante sur le mépris que lui témoignait le régime de Nasser.

Le président Mubarak compte sur lui pour l'aider à retrouver sa place dans la « famille arabe ».

Durant le semaine écoulée, le souverain a reçu dans sa capitale une OLP en quête de toit pour réunir son « parlement ».

Il a conseillé publiquement la négociation avec Israël à ces mêmes Palestiniens qui, après le Septembre noir de 1970, le traitaient de « boucher d'Amman ».

Après avoir longtemps, et courageusement, fait face à l'adversité, le roi Hussein connaît, enfin, le temps des succès. Ce samedi, il se rend en Égypte, où il prend une revanche éclatante sur le mépris que lui témoignait le régime de Nasser. Le président Mubarak compte sur lui pour l'aider à retrouver sa place dans la « famille arabe ».

Une revanche diplomatique : la réconciliation avec l'Égypte

Correspondance

Le Caire. — Accueilli ce samedi au Caire, le roi Hussein a la satisfaction de voir son pays, naguère honni et méprisé par Nasser puis par Sadate, être aujourd'hui adulé par l'Égypte du président Mubarak. En effet, ce dernier estime avoir trouvé dans le souverain hachémite l'ami qui lui permettra de réintégrer pleinement la famille arabe.

Dès 1955, alors qu'elle se relevait à peine de la guerre de 1948 qui avait consacré à sa porte la création de l'État d'Israël, la Jordanie devait faire face à la puissance égyptienne cherchant à exporter sa révolution. Le projet d'adhésion de la Jordanie au pacte de Bagdad (Grande-Bretagne, Turquie, Irak et Iran) fournissait au Caire l'occasion d'encourager les mouvements d'opposition et les émeutes antigouvernementales à Amman.

Après avoir démis le gouvernement pro-égyptien, le roi Hussein échappait de justesse, en 1957, à un coup d'État mené par des officiers nassériens, grâce à la fidélité de la brigade Alia, formée de Bédouins. L'hostilité croissante du Caire déboucha sur la rupture des relations diplomatiques, en février 1958, à la suite de l'union égypto-syrienne. Nasser voyait en effet d'un mauvais œil le royaume hachémite « support de l'impérialisme », constituer un « barrage » entre les provinces du nord et du sud de la nouvelle République arabe unie.

Le « Néron d'Amman »

A peine les rapports normalisés, en 1959, l'Égypte est à nouveau mise en cause à la suite de l'attentat à la bombe qui coûta la vie au premier ministre jordanien, Hamza El-Majali, en août 1960. Guerre des discours entre la Voie des Arabes au Caire et Radio-Amman, agitation pro-nassérienne en Jordanie sont au menu quotidien, à quelques exceptions près, des relations entre les deux pays jusqu'en février 1967, date à laquelle le souverain jordanien rappelle son ambassadeur du Caire pour protester contre le « discours offensant » où Nasser qualifie la dynastie hachémite, qui se rattache à la famille du prophète Mahomet, de « création de l'impérialisme britannique ».

Toutefois, les relations sont normalisées en mai 1967 pour le malheur de la Jordanie, qui se trouve entraînée dans la guerre de six jours dont elle sort amoindrie. L'hostilité entre les deux pays arrive à son comble en 1970 quand Amman se débarrasse, par la force, des Palestiniens de l'OLP devenus envahissants. La défaite de ceux-ci et l'obligation dans laquelle il se trouve alors de recevoir au Caire le « Néron d'Amman », pour discuter avec.

RECTIFICATIF. — Dans l'article de J.-P. Péronel-Hugoz consacré aux alouettes syriennes (Le Monde daté 25-26 novembre), il fallait lire que, pour eux, Mahomet, Ali et Salim forment un trio mystique, et non « mythique », car tous trois ont existé.

lui, empoisonne les derniers jours de Nasser, en 1970.

Son successeur, Sadate, n'allait pas, au début, être plus tendre à l'égard de la Jordanie qui a osé défier l'Égypte. Ennuyé encore par l'ombre pesante de Nasser, Sadate cherche à se donner à bon compte une image de « progressiste » en prenant la faible Jordanie pour cible. « Toute l'aide américaine ne grandira pas le petit souverain d'un centimètre », déclare, moqueur, le Raï en juillet 1971.

Trois mois plus tard, le premier ministre jordanien, Wasfi Tall, en visite au Caire, est assassiné par un commando palestinien, qui avait visiblement profité de certaines complications égyptiennes. Le Caire, en libérant les quatre meurtriers trois mois après l'attentat, allait conforter la thèse jordanienne de complicité de services spéciaux égyptiens. Un mois plus tard, l'annonce par le roi Hussein de son projet de Royaume arabe uni (État fédéral devant comprendre la province de Jordanie avec Amman pour capitale et la « province de Palestine » avec Jérusalem pour capitale) allait fournir à Sadate l'occasion de relever encore son prestige aux yeux des Palestiniens, toujours au détriment d'Amman. Il rompt les relations diplomatiques avec le royaume hachémite à la veille de la tenue du Conseil national palestinien au Caire, en mars 1972.

Malgré une éclaircie, dès avant la guerre d'octobre 1973, à laquelle la Jordanie n'avait pas été invitée à participer, l'atmosphère reste ensuite à l'orange entre les deux pays. Le voyage de Sadate à Jérusalem, en novembre 1977, les accords de Camp David, en septembre 1978, et enfin le traité de paix avec Israël, en mars 1979, poussent la Jordanie, pourtant un des premiers pays arabes à proposer la négociation, à rompre à son tour ses relations avec l'Égypte, officiellement renouées en 1983.

Les temps ont changé

Toutefois quelque 70 000 ouvriers et techniciens égyptiens continueront à travailler en Jordanie alors qu'une dizaine de mil-

liers d'étudiants jordaniens resteront en Égypte. En effet, les décisions politiques ont toujours eu peu d'impact sur les relations entre les deux peuples. Pour la main-d'œuvre égyptienne, Amman constitue de longue date la première étape de l'émigration vers les pays pétroliers du Golfe.

Après l'assassinat de Sadate en octobre 1981, les relations qui étaient déjà en voie d'amélioration se réchauffent progressivement. Dès 1982, de hauts responsables égyptiens — comme M. Boutros Ghali, ministre d'État pour les affaires étrangères, — se rendent en Jordanie où ils préparent la rencontre entre les deux chefs d'État, qui a lieu en marge du sommet des non-alignés, en mars 1983 à Delhi. Depuis lors, l'échange des ambassadeurs n'était plus qu'une simple question de temps.

La décision d'Amman de rétablir les relations avec Le Caire, le 25 septembre 1983, est accueillie en Égypte par la satisfaction unanime des responsables — heureux d'y voir le début de la fin de l'ostracisme dont ils étaient frappés de la part des États arabes (1) — et de la population. Pour les familles des dizaines de milliers d'Égyptiens expatriés en Jordanie cela signifie la garantie de la poursuite de l'afflux de dinars. Rue Kasr-el-Nil, au centre du Caire, les bureaux de la compagnie aérienne jordanienne Alia sont tous les jours pris d'assaut par des centaines de fellahs, ouvriers et professeurs voulant chercher fortune en Jordanie. Pour ce vieil employé de la compagnie, complètement débordé par la foule, « les temps ont drôlement changé ». « Avant 1967, seuls les pèlerins qui voulaient se rendre à Jérusalem fréquentaient nos bureaux. Ils nous traitaient avec des airs de supériorité. Aujourd'hui on nous propose à chaque instant des pots-de-vin mirobolants pour une place, même debout, dans le premier avion pour Amman. »

ALEXANDRE BUCCIANTI.

(1) NDLR : des vingt-deux membres de la Ligue arabe, seuls trois — le Soudan, Oman et la Somalie — n'avaient jamais rompu avec Le Caire après le traité de paix avec Israël.

Petit pays, grand dossier

Bâti entre 1920 et 1950 sur une vieille terre défrichée jadis par les Nabatéens et les Romains, le Royaume hachémite de Jordanie, jeune et modeste État de quelque trois millions d'habitants vivant sur moins de 100 000 kilomètres carrés, dont la majeure partie sont désertiques, a à sa tête le doyen des chefs d'État arabes.

Le roi Hussein, monté sur le trône en 1952, à l'âge de seize ans, a, en dépit des embûches et des attentats, tiré le meilleur parti politique et économique d'un pays dont « le principal atout est d'être ouvert sur un grand dossier », comme on le reconnaît volontiers à Amman. En attendant un règlement global de la moderne Question d'Orient, le gouvernement ha-

chémite, par le biais d'un réel libéralisme, a su capter une partie de l'activité financière de Beyrouth et compenser ainsi le manque à gagner dû à l'occupation, depuis 1967, par Israël de sa province la plus fertile, la Cisjordanie.

La stabilité et la prospérité relative de la Jordanie restent néanmoins fragiles ne serait-ce qu'en raison de l'hétérogénéité de sa population. Population à large majorité musulmane sunnite, mais où les bédouins, prépondérants politiquement, font face aux citoyens d'origine palestinienne, qui représentent plus de la moitié des sujets du roi Hussein.

J.-P. P.-H.

« Nous avons une bonne armée »

Correspondance

Amman. — Aussi longtemps qu'il y aura du pétrole sous les sables du Golfe, les États arabes de cette région exciteront la convoitise de plus puissants qu'eux. Passés presque sans transition de l'ère des razzias à celle du « jet », ces États, immensément riches mais très peu peuplés, ne disposent encore que d'armées embryonnaires, en dépit des armements très coûteux qu'ils achètent à l'Occident (1). Leur vulnérabilité, soulignée par l'avènement de la République islamique d'Iran et la guerre irano-irakienne, accentue encore leur dépendance vis-à-vis de l'étranger.

Il y avait là un créneau pour la demi-douzaine de généraux jordaniens à la retraite qui ont créé, il y a un peu plus d'un an à Amman, l'Institut proche-oriental d'études stratégiques (Middle East Institute for Strategic Studies MEISS). D'autant plus que ces

Bahreïn ou Abou-Dhabi ? « Nous sommes encore dans la phase des contacts préparatoires », répondent-ils. Ils n'en ont pas moins déjà réalisé plusieurs études pour le compte du Koweït (modernisation des chars de combat koweïtiens et création d'une école d'état-major), des Émirats arabes unis (création d'une académie militaire) et du Qatar (2).

Le MEISS est sans doute très bien informé des besoins des États du Golfe, grâce aux contacts qu'il peut avoir parmi les nombreux conseillers militaires jordaniens qui y travaillent déjà. Il ne manque pas non plus d'arguments de « vente ». Les experts étrangers, qu'ils viennent de l'Ouest ou de l'Est, « ne peuvent pas se détacher totalement des intérêts économiques et politiques de leurs propres pays », peut-on ainsi lire dans le livret de présentation de l'Institut. « Les pays arabes ont besoin d'experts qui pensent arabe, connaissent bien leurs pro-

prise ait un quelconque lien officiel avec les autorités jordaniennes.

Une panoplie de services

En revanche, le MEISS a des rapports assez étroits avec une société britannique, Defence and Security International (DSI), dont le siège est à Limassol (Chypre). Le général Majali est en effet membre du conseil d'administration de DSI, qui est elle-même une filiale de deux autres compagnies de Londres, Security Centres Holdings et Defence Systems International Limited. Ces deux firmes, qui emploient d'anciens membres des services spéciaux de l'armée de l'air britannique (SAS), sont spécialisées dans l'analyse des risques, la planification et la mise au point des mesures de sécurité.

DSI offre toute une panoplie de services dans le domaine de la protection des institutions privées et publiques, des résidences particulières aux ministères en passant par les banques, les industries, les installations portuaires et pétrolières et les infrastructures militaires. Services pour lesquels le Moyen-Orient, et tout spécialement le Golfe, constitue un marché prometteur. Il était naturel que le MEISS s'associe à DSI pour créer une société orientée vers ce même secteur : l'Agence du Moyen-Orient pour la sécurité et la défense (MEDSA), dont les activités, selon le général Majali, pourraient s'étendre à « la lutte contre le terrorisme et le sabotage ».

Le MEISS détient 51 % du capital de la MEDSA, qui vient tout juste d'obtenir des autorités jordaniennes l'autorisation d'opérer. Les responsables britanniques de DSI espèrent, quant à eux, ouvrir la voie à la création d'entreprises similaires dans les États arabes du Golfe, grâce aux contacts de leurs partenaires jordaniens.

En attendant, dans l'atmosphère feutrée de leurs bureaux, les directeurs du MEISS se préparent activement à recueillir les premiers fruits d'une reconversion qu'ils espèrent de toute évidence fructueuse.

EMMANUEL JARRY.

(1) Selon une étude publiée par le mensuel *The Middle East* (septembre 1984), le record mondial des dépenses militaires par habitant revient à l'Arabie saoudite (2 400 dollars), suivis par les Émirats arabes unis (2 100 dollars). Pour être plus « modestes », les performances du Qatar (1 700 dollars), du Koweït (1 200 dollars) et d'Oman (1 060 dollars) n'en sont pas moins impressionnantes.

(2) Le MEISS entend toutefois ne pas se limiter aux seuls pays arabes et a également offert ses services au sultanat de Brunei.

SOUS L'ÉGIDE DU CONSEIL ISLAMIQUE

Les travailleurs musulmans en Europe se dotent d'un secrétariat général

Un Secrétariat général pour les travailleurs musulmans en Europe vient d'être constitué à Paris, à l'initiative de M. Salem Azzam, égyptien, secrétaire général du Conseil islamique, dont le siège est à Londres. Des antennes seront installées progressivement dans tous les pays d'Europe occidentale, où vivent, selon les organisations, plus de six millions de travailleurs musulmans. L'ambition du nouvel organisme est de défendre les intérêts religieux, culturels, sociaux et éducatifs des musulmans, qui ont été « ignorés jusqu'à présent par les grands syndicats européens ».

M. Moussa Magassa, originaire du Mali, président de la Fédération des travailleurs d'Afrique noire immigrés (FETRANI) et délégué syndical chez Renault, a été élu secrétaire général.

M. Azzam a affirmé avec force au cours d'une conférence de presse que le Conseil islamique en Europe, qui a parrainé le Secrétariat général

pour les travailleurs musulmans, est un organisme « totalement indépendant et non gouvernemental ». Toutefois, à peine né, le nouvel organisme suscite des controverses et risque de se heurter à l'hostilité d'autres organisations, comme la Ligue mondiale islamique, à Paris, qui serait soutenue par l'Arabie saoudite, alors que, selon ses détracteurs, le Conseil islamique de Londres serait appuyé par l'Iran. De même, l'Amicale des Algériens en Europe, liée au gouvernement d'Alger, voit déjà d'un mauvais œil le nouveau secrétariat, qui compterait dans ses rangs « beaucoup de partisans de M. Ben Bella ». Pour sa part, M^{me} Georgina Dufou, ministre de la solidarité nationale, s'était fait représenter aux travaux du SGTEME, qui se sont déroulés à l'UNESCO, dans la mesure où il se propose de contribuer à l'amélioration du sort des travailleurs immigrés musulmans.

P. B.

Exportateurs, pour vous aider

TELEMAQUE

diffuse quotidiennement des messages d'affaires sur les marchés étrangers

Information : Tél. (1) 505.32.08 ou demande de documentation à adresser au

CFCE

Centre Français du Commerce Extérieur

10 Avenue d'Alsace 75008 Paris Cedex 10

Le Groupe EGOR, Conseil en ressources humaines, poursuit son implantation européenne et crée à Strasbourg :

EGOR Région Est

18, rue Auguste-Lamey

67000 STRASBOURG

Téléphone : (88) 35-49-49

Téléc : 870244

François Maschler, assisté de Marie-José Bidstein et Nathalie Bourgeois, anime cette nouvelle Société du Groupe.

« Penser arabe »

Les dirigeants de l'Institut sont extrêmement discrets dès que l'on aborde avec eux les questions d'argent. Combien peut leur rapporter un contrat avec le Koweït,

Étranger

BRÉSIL

Canne à sucre contre piranhas

Le Brésil est le conservatoire naturel de la planète. Forêt primitive, fleuves sans fin, animaux ignorés ailleurs... Pourtant, ce paradis écologique commence à souffrir des méfaits de l'homme pollueur. Les autorités sont inquiètes, mais elles ont - dette extérieure et dette sévissant - bien d'autres chats à fouetter...

De notre envoyé spécial

Corumbá. - La descente du fleuve Paraguay est un véritable enchantement pour l'amateur d'oiseaux. Sur chaque arbre, ou presque, un échassier veille. Ici, c'est un héron, figé sur un buisson, qui disparaît sous une housse de lianes... Là, une spatule rose prend la pose... Plus loin, deux jabirus arpentent avec circonspection un bras mort envahi de jacinthes d'eau. La couleur éclatante de leur plumage - noir, rouge et blanc - fait oublier leur corps disgracieux de marabout.

Les grands arbres, le soir, se couvrent de curieux fruits noirs : des grappes de cormorans qui, leur journée de pêche terminée, se regroupent pour la nuit. Leur guano blanchit le feuillage alentour comme des pétales de fleur. Haut dans le ciel, hérons et aigrettes filent en « V » vers leur gîte nocturne en lançant des appels rauques. A la surface du fleuve, des bouquets de jacinthes d'eau dérivent doucement, au même rythme que le bateau qui glisse vers la forêt sombre. C'est l'Eden retrouvé.

Le Brésil dispose ainsi, en plus de l'Amazonie, d'une immense réserve naturelle située aux confins de la Bolivie et du Paraguay : le Pantanal (du portugais *pantano*, le marais). Cette Camargue brésilienne est aux dimensions du pays : une cuvette de 220 000 km² - près de la moitié de la France - traversée par le fleuve-frontière Paraguay. Périodiquement, le fleuve déborde, se répandant parfois jusqu'à 40 km de part et d'autre de son cours normal. Les innombrables étangs se remplissent alors pour dix ou douze ans,

jusqu'aux inondations suivantes. C'est la plus grande dépression fluviolacustre au centre d'un continent, explique docement un géologue du secrétariat d'Etat à l'environnement du Mato Grosso do Sul. D'habitude, en effet, les grands marais sont situés dans les estuaires, non loin de la mer. Le Pantanal, lui, est à 2 000 km de la mer, et il culmine à 90 m d'altitude !

Ce paradis écologique, cependant, est menacé. Dans des *fazendas* qui dépassent couramment 30 000 hectares, on élève plusieurs millions de zébus qui, selon la saison, pâturent dans les *cerrados* (la savane) ou le *brejo* (les terres basses inondables). Quand les bêtes broutent dans le *brejo*, en saison sèche, on brûle les *cerrados*, où elles viendront se réfugier pendant les pluies. Les éleveurs du Pantanal sont de gros consommateurs de terres. Ils ont même introduit des buffles qui peuvent séjourner à l'année dans les zones inondées.

Des distilleries polluantes

Autre menace : la canne à sucre. Pour alimenter le plan brésilien baptisé Proalcool (produire de l'éthanol pour remplacer l'essence comme carburant automobile), l'Etat du Mato Grosso, au nord, a décidé l'implantation de neuf distilleries de sucre de canne. Non seulement des terres vierges sont défrichées ou reprises aux cultures vivrières, mais les distilleries s'avèrent une industrie particulièrement polluante. Leurs effluents, constitués surtout d'eau de lavage et de vinasse - produit toxique lorsqu'il est déversé dans l'eau sans filtrage, - sont rejetés directement dans le fleuve. Sur les neuf distilleries prévues, trois sont déjà en service dans le bassin du Paraguay. Lorsque le programme sera terminé, ce seront quinze millions de litres de vinasse et vingt-cinq millions de litres d'eau de lavage qui, chaque jour, se répandront dans le Pantanal !

Dans l'Etat du Mato Grosso do Sul, des projets semblables avaient été ébauchés lorsque les militaires étaient encore aux commandes. Une *fazenda* de 60 000 hectares avait même été prévue en plein Pantanal pour la seule culture de la canne à sucre. Le sénateur Franco Montoro, porte-

parole de la défense de l'environnement, a longuement bataillé au Parlement fédéral pour empêcher la réalisation de ce projet. L'opposition l'ayant emporté aux dernières élections, la *fazenda* Bodoquena a été abandonnée. Mais le Pantanal n'est pas sauvé pour autant. « Le Mato Grosso » (du Nord) nous empoisonne avec ses distilleries, explique un libraire rencontré par hasard à Campo Grande, la capitale du Mato Grosso do Sul. Il faut l'écrire dans votre journal, c'est très important ! Comme beaucoup de militants du PMDB, le parti de la coalition de gauche, notre libraire en veut à la dictature d'avoir voulu « vendre le Pantanal à l'automobile », même nationale. Il semble en tout cas convaincu que l'opposition, une fois au pouvoir à Brasília, sauvera « notre plus grande réserve écologique après l'Amazonie ».

Coca contre alligator

Le Pantanal est aussi menacé par une exploitation abusive de ses ressources naturelles, à commencer par le jacaré, appellation qui recouvre deux espèces d'alligators. Sa chasse est en principe interdite sur les 110 000 hectares brésiliens, mais pas en territoire bolivien ou paraguayen. Comment savoir si les coups de file viennent d'un côté ou de l'autre dans cette jungle où n'accèdent que les pirogues ? « La contrebande du jacaré fait vivre au moins cinq mille chômeurs braconniers », explique João Pedro Cuthi Dias, secrétaire d'Etat à l'environnement du Mato Grosso do Sul. Les trafiquants embauchent des *coreiros*, des « faiseurs de cuir », qui sont en fait des chasseurs d'alligators payés 2 dollars la peau. En échange de la coca, les peaux passent au Paraguay ou en Bolivie, d'où elles sont expédiées vers les Etats-Unis, l'Allemagne ou le Japon.

Pour lutter contre ce trafic, les services de l'environnement se battent sur deux fronts. Ils se lancent dans l'élevage de l'alligator, qui offre le double avantage de déstabiliser le marché clandestin et de préserver la faune sauvage. Dans les écoles du Pantanal, 96 % des enfants éclosent effectivement, et 35 % des alligators parviennent à l'âge adulte, ce qui représente une belle perfor-

mance ! L'autre action est purement psychologique. On diffuse des affiches où, sous la photo d'un porte-monnaie en croco, est posée la question : « La bourse ou la vie ? ». Et d'expliquer que l'alligator est le seul prédateur naturel du piranha. « Deux millions de jacarés sont assassinés impunément chaque année : les piranhas s'en félicitent », conclut l'affiche avec humour, en référence à la crainte des éleveurs envers le poisson le plus abondant du Pantanal.

Les pêcheurs, eux, ne craignent pas le piranha. Ils le recherchent. Ils n'ont d'ailleurs que l'embaras du choix, car les eaux du Pantanal sont les plus poissonneuses du Brésil. Inutile de se munir d'un matériel complexe : une simple boîte de bière où l'on enroule un fil et voilà une ligne ; on accroche à l'hameçon un morceau de poisson-chat et on laisse filer du bord de la pirogue, le doigt sous le fil. C'est bien le diable si dans la minute qui suit aucune secousse ne se produit ! Les pêcheurs expérimentés vous sortent alors force piranhas (délicieux au court-bouillon !), des poissons-chats aux longues antennes, des *pacus*, larges comme des assiettes, et, parfois, un *platado*, ce poisson tacheté aux allures de roussette qui fait les délices du Brésilien. Après avoir piqué une tête dans le Paraguay (en évitant le maillot de bain rouge qui l'excite), on peut se donner des frayeurs rétrospectives en introduisant dans la gueule du piranha un manche de fourchette : ses petites dents de requin claquent d'un coup sec sur le métal lorsque la mâchoire prognathe se referme...

Avec les moustiques, les piranhas sont les meilleurs défenseurs du Pantanal sauvage. Le touriste, malgré la touffeur tropicale, doit dormir à l'abri de fins grillages, sous peine de se retrouver le lendemain comme le *platado* ! Et, généralement, il ne se risque pas dans les eaux délicieusement tièdes du fleuve, de crainte de se voir arracher des lambeaux de chair, comme dans les films d'épouvante. Néanmoins, les offices de tourisme brésiliens continuent à recommander des safaris au Pantanal, avec parties de chasse et de pêche, gîte à la ferme, etc. « Ils ne savent même pas que la chasse est interdite ici ! », s'indigne M. Cuthi Dias.



FRANCHINI.

Mais qui s'en soucie à Rio ou à Brasília ?

A Corumbá même, l'indolente capitale du Pantanal, on n'y regarde pas de si près. Perchée sur la rive droite du Paraguay, à deux coups de pagaie de la Bolivie, la ville contemple le fleuve du haut de ses parquets baroques des années 30. Le linge aux fenêtres fait revivre les couleurs des façades délavées par les pluies tropicales. Assis dans l'eau, les pêcheurs passent des heures au soleil à vider leurs poissons-chats.

Les fusils au râtelier !

Des automobilistes, le dimanche, viennent laver leur voiture directement dans le lit du fleuve, au retour de quelque pique-nique en Bolivie. L'essence coûte là-bas l'équivalent de 700 cruzeiros le litre, au lieu de 1 100 côté brésilien. On en profite. Certains même gagnent leur vie en rapportant à Corumbá des bidons qu'ils débitent à la pipette pour 900 cruzeiros le litre. Le secrétaire de mairie n'est pas le dernier à s'arrêter à la fourgonnette transformée en station-service : « Vous voyez, je paie mon essence, dit-il fièrement. Du temps du PDS [le parti gouvernemental], c'était la corruption : ils utilisaient les voitures de service pour leur usage personnel ! ». Et, tranquillement, il siphonne un plein d'essence bolivienne passée en contrebande...

Corumbá n'est pas ville à prendre feu pour la défense de son patrimoine naturel. Se rend-elle seulement compte qu'il est menacé ? Les cormorans se posent jusque sur les flamboyants

de banlieue. On jette sa ligne, presque de son balcon, et les poissons se précipitent. Pour peu que l'on s'aventure le long du fleuve ou dans les bras morts, on voit plonger les *anhingas*, ces oiseaux-serpents qui nagent entre deux eaux, le cou en périscope. Sur les berges, dans les hautes herbes, s'enfuient les *capivaras*, ces cochons d'Inde gros comme des sangliers que l'on nomme cabiais. Non, les chasseurs n'ont pas tout tué ! Il arrive même de rencontrer, se dardant au soleil sur un banc de sable chaud, un de ces alligators au cuir d'or recherchés par les braconniers. Faune et flore sont encore là, pratiquement intactes en zone centrale. Seules quelques *fazendas* un peu décrépies subsistent au bord du fleuve. On n'y accède que par bateau ou par ces avions moustiques capables d'atterrir dans une cour de ferme.

Mais si les citoyens de Corumbá semblent ignorer le danger qui les guette, d'autres s'en préoccupent à leur place. Les autorités de l'Etat, maintenant, veillent à ne pas laisser détruire étourdiment un patrimoine exceptionnel, fragile équilibre entre la terre et l'eau. Elles reçoivent le renfort des écologistes de tout le Brésil, aux yeux desquels le Pantanal est devenu l'équivalent de la Vanoise pour les Français. Doucement, les buffles ! Arrière les distilleries ! Les fusils au râtelier ! Le Pantanal restera l'empire de l'alligator et du piranha, une terre d'accueil pour les aigrettes et les jabirus, le lieu d'élection de la jacinthe et de ces innombrables nénuphars où trôtent les poules d'eau.

ROGER CANS.

MAURICE

Les vigneron du bout du monde

Avec de l'ingéniosité et du savoir-faire, il n'est pas d'exemple qu'un producteur ne parvienne à se trouver un marché. Ainsi, à l'île Maurice, des vigneron du bout du monde se sont mis en tête de faire et de vendre un vin acceptable. Tout est contre eux, et d'abord le climat, qui ne favorise guère la conservation. Il faut compter aussi avec les mauvaises langues...

De notre envoyé spécial

Port-Louis. - « Val-Ory », « Saint-Nicolas », « Valrose », les étiquettes se trompent pas. Rouges, rosés et blancs, indiquent-elles, « sont vinifiés de cépages sélectionnés et mis en bouteilles par E.C. Oxenham & Cie, Lée ». A l'île Maurice, où se pratique un tourisme de luxe, chaque complexe hôtelier possède sa « réserve ». Au Saint-Géran et à La Pirogue, propriété d'une chaine sud-africaine, San International, on sert du « castellare ». Au Trou-aux-Biches, où furent logés, en 1976, les chefs d'Etat présents au sommet annuel de l'Organisation de l'unité africaine, on boit du « chateau monplaisir ». Même au Club Méditerranée, il

existe une « réserve », le « rosé chaptalain ». Mais le fabricant de tous ces bons vins est le même : « E.C. Oxenham & Cie, Lée ».

Une histoire peu banale que celle de la famille Oxenham, premier producteur - et de loin - de vins de Maurice. Le grand-père, descendant de colons anglais, était installé à Rodrigues, la petite île jumelle, rattachée aujourd'hui à la grande île par un vol quotidien de Twin Otters. Il essaie de planter de la vigne et n'y parvient pas. En 1931, il émigre sur Port-Louis, et, avec une obstination assez étonnante, commence à fabriquer du vin à partir de raisins secs et de fruits de pays. « On aurait pu tenter de planter de la vigne, mais il aurait fallu beaucoup de soins et, de toute façon, la surveillance aurait été impossible », raconte aujourd'hui l'un de ses quatre fils qui ont hérité de l'affaire après la mort du « vieux », en 1948. « Déjà, rappelle-t-il, nous avions obtenu la médaille d'or lors de la première exposition de Port-Louis, en 1938. A l'époque, il y avait douze producteurs. Aujourd'hui, il n'en reste que trois. » Deux Chinois, en effet, font leurs propres crus, « La Cloche » et « Omega ».

Les affaires de la famille Oxenham font un bon à partir de 1963-1964, avec l'importation de moût. Aujourd'hui, il vient d'Afrique du Sud pour les blancs et les

rosés, et d'Italie pour les rouges. Il arrive, très concentré, en fûts. La recette est simple : on y ajoute de la levure lyophilisée sud-africaine, ainsi réactivée, et de l'eau. L'opération, en revanche, est beaucoup plus complexe. « Il faut un mois de fermentation et, surtout, un refroidissement considérable. » Dans les hangars des quatre frères Oxenham, aidés par cinq de leurs enfants, fûts, cuves en acier inoxydable, chaînes de mise en bouteilles, d'étiquetage, de bouchonnage, se succèdent.

Trois millions de litres

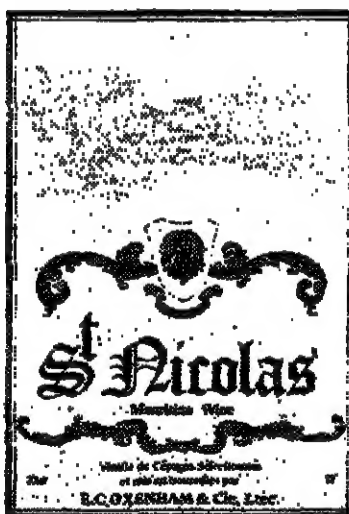
Toutes ces opérations exigent, sous le climat humide et chaud de Maurice, de sévères contrôles. « Pendant la fermentation, il faut constamment vérifier l'acidité, le taux d'alcool. Les prélevements sont réguliers. Ensuite, il faut procéder à la clarification, à la stabilisation et à la filtration », explique l'un des Oxenham de la troisième génération. Les fûts de bois débuts, qui pourrissaient, ont été remplacés par des cuves en acier inoxydable. En outre, le vin ne peut se reposer trop longtemps et il ne vieillit pas. « Cinq à six mois de repos pour les rouges, environ six semaines seulement pour les blancs et les rosés », précise ce vigneron sans vigner.

Oxenham est demeurée une entreprise familiale, qui emploie environ deux cents personnes et a vendu en 1984 - tenez-vous bien

- 3 millions de litres de vin. « Ça marche », reconnaît l'un des frères. Dans une salle, on « champanise » le vin blanc. On fabrique également des vins doux, vermouth et muscat. Le « Val-Ory », un vin de table, se vend 20 roupies la bouteille, alors que les vins importés - français ou sud-africains - valent au moins à 45 ou 50 roupies, soit 12 francs environ contre plus du double pour des vins importés. L'avenir est assuré, reconnaissent les frères Oxenham, qui disposent aujourd'hui de quelques belles limousines et, surtout, d'un parc de dix gros camions qui a remplacé les deux petits camions utilisés par le grand-père encore en 1938.

« Je sais ce que vous allez me dire. On vous a parlé de vins fabriqués à partir de peaux de bananes fermentées. Les gens vous ont dit que nous utilisions de vieilles chéchias pour donner la couleur rouge. Toutes ces histoires traînent dans l'île. Que voulez-vous ? La caravane passe... », dit, en souriant, l'un des quatre frères dans cette salle à manger, au premier étage du petit immeuble qu'entourent les hangars. La table est mise pour le déjeuner. « Vous le goûtez, votre vin ? » Apparemment, il figure en bonne place. « Tous les jours, répond-il, ne serait-ce que pour le vérifier. »

Le quasi-monopole des Oxenham n'a pas franchi les côtes de



l'île. « Nous avions commencé à vendre sur la côte est de l'Afrique, mais, comme les importateurs nous payaient très irrégulièrement, nous avons été obligés de renoncer à ce marché », disent-ils. Ils se sont donc rabattus sur Maurice et sa clientèle locale et de touristes. Ils commencent à mettre sur le marché des vins fins, un peu plus chers, et vendent aujourd'hui leur « ordinaire » en cubicoiteurs de 3 litres. « Les bouteilles sont toujours consignées car elles coûtent cher », expliquent-ils.

La famille a étendu ses activités, puisqu'elle représente maintenant des producteurs de vins sud-africains ainsi que, pour la première fois, de vins français d'Anjou. Dans le « compound », occupé par la fabrique, non loin de la chancellerie française à Port-Louis, on s'active en permanence. Une vieille franco-mauricienne met un peu d'ordre dans le mouvement. Avec ses photos de famille défraîchies accrochées aux murs, son bric-à-brac et ses constructions -

allées, hangars, garages - rajoutées au fur et à mesure des besoins, l'ensemble a vraiment l'allure d'une « vieille maison » qui, l'heure du nettoyage, baigne dans un mélange d'odeur de vin et de chlore. Les Oxenham ne sont pas des paresseux.

Le blanc

« Ça marche bien »

« Le blanc, surtout, marche bien. En ce qui concerne le rapport qualité/prix, on ne peut pas faire mieux », expliquent-ils. « Nous ne faisons pas fortune, mais nous ne nous plaignons pas non plus », dit l'un d'entre eux. Sous les toits de tôle des hangars, au cœur de l'ocean Indien, il est difficile de retrouver les conditions de température d'une cave. « Le vin ne se garde que trois ou quatre mois », reconnaissent-ils. Pour triompher de la difficulté, ils comptent maintenant sur les « Hauts-Plateaux » - 500 ou 600 mètres d'altitude au centre de Maurice, - où il fait quand même nettement plus frais. Et ce vin, d'ailleurs, quel goût a-t-il ? Pour n'avoir goûté que le rouge ordinaire - bien plat, - il est difficile de répondre. Mais, à Maurice, boire du vin à jeun sur le coup de midi est une épreuve devant laquelle on recule souvent. Faut-il le regretter ?

JEAN-CLAUDE POMONTI.

150

Étranger

BURUNDI

La grand-messe franco-africaine

Le « sommet franco-africain » se tient sous les auspices de deux entités : la France, et le dernier en date à vu affilier les chefs d'Etat au Club Méditerranée de Vittel. Le mois prochain, on discutera — et d'abord du Tchad — dans la capitale du Burundi. Qui met les petits plats dans les grands.

De notre envoyé spécial

Bujumbura. — Pinceaux et truelles sont à l'œuvre. On ravalait, on ravaude façades de bâtiment et bordures de trottoir aux abords du « périmètre interdit » à l'intérieur duquel, du 10 au 12 décembre, le sommet franco-africain tiendra ses assises. Cette « grande toilette » de la capitale burundaise ne pourra pas être poussée très vite, car les caisses de l'Etat sont vides. Il faudra donc « faire » avec les moyens du bord... Ça, c'est pour le fond de décor. Il reste l'essentiel — ce qui, peut-être, ne se voit pas au premier coup d'œil. — L'accueil, dans les meilleures conditions de confort et de sécurité, d'une quarantaine de délégations étrangères, dont environ vingt-cinq seront conduites par un chef d'Etat. Jamais, dans sa courte existence, Bujumbura n'a eu à relever pareil défi. Cette ville moyenne de quelque deux cent mille habitants, isolée au cœur de l'Afrique, est appelée à servir de rendez-vous à l'histoire, comme s'y était déjà prêtée, en mai 1979, Kigali, sa voisine et aussi sa rivale. Puisque le Rwanda avait été ainsi honoré, il était difficile d'imaginer que le Burundi ne le fût pas à son tour. Ces deux nations sœurs, placées, un temps, sous la tutelle belge, n'ont de cesse de se mesurer l'une à l'autre.

Grands seigneurs, moins avarés de leurs deniers que leurs voisins du Nord, les Burundais voudraient « bien faire les choses ». La facture de cette « grand-messe » franco-africaine — environ 150 millions de francs — répond à nombre de leurs exigences. Paris, en cette affaire, est le seul interlocuteur financier de Bujumbura. Si, pour la bonne forme, les deux partenaires ont fixé, avec précision, une clé de répartition de ces dépenses, il n'est pas besoin d'être grand clerc pour deviner qui, en définitive, aura à charge d'apurer les comptes.

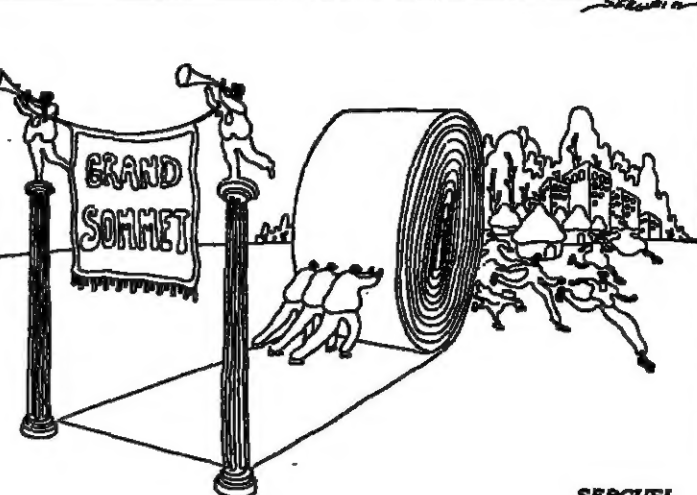
Ces histoires de gros sous agacent les autorités burundaises qui ne veulent pas s'y arrêter. « Les dépenses sont prévues, l'argent est là, la contribution française est suffisante », assure, sans s'étendre sur le sujet, M. Mikanagu, responsable de l'organisation de ce rassemblement franco-africain. « Il faut mesurer les acquis et pas seulement le coût », précise M. Pierre Ngenzi, ministre des finances, qui cherche, lui, à se placer déjà dans la perspective de l'après-sommet et à répondre ainsi à ceux qui, à l'intérieur comme à l'extérieur du pays, seraient tentés de dénoncer ce gaspillage de fonds publics.

La facture française

Il n'empêche que ces questions de gros sous finissent par prendre le dessus sur tout le reste, car aucune firme étrangère mêlée aux préparatifs de ce sommet ne veut prendre d'engagements sans avoir la certitude que le Burundi respectera les siens ou que la France, à tout le moins, pourvoira à son éventuelle défaillance. La société Fougere, qui vient d'achever la rénovation de l'hôtel Méridien, dont la filiale d'Aix France a abandonné la direction, court toujours après le paiement du dernier tiers de sa facture, soit environ sept millions de francs.

Le groupe Accor, qui gère le Novotel flamboyant, va prendre en charge, pour quelque six millions de francs, l'ensemble des prestations hôtelières, notamment la restauration, mais exige 60 % de ce montant à la commande. Quant aux entrepreneurs et commerçants locaux, essentiellement des Grecs qui ont, ici, pignon sur rue, ils cherchent à jouer de leur influence pour pratiquer la politique du donnant-donnant... Parce qu'elle en est l'initiatrice, la France supportera naturellement le plus gros des dépenses. Ainsi a-t-elle offert de prendre à son compte le tiers de la rénovation de l'ex-Méridien où logeront les chefs d'Etat, dans des suites aménagées à leur intention. Elle a mis à la disposition du pays hôte une centaine de voitures dont vingt-cinq Renault-25. Après coup, elle en retirera du lot une trentaine pour les affecter aux services locaux de la coopération. Cadeau « royal » que M. François Mitterrand avait fait au Burundi, lors de sa visite officielle, en octobre 1982, la télévision en couleurs devrait, à l'occasion du sommet, sortir ses premières émissions que, seuls, quelques privilégiés, à Bujumbura, pourront capter.

Puis, il y a les mille et un problèmes d'interendance qui peuvent, s'ils sont mal maîtrisés, compromettre la belle ordonnance du sommet. Il faut veiller à tout, d'un bout à l'autre de la chaîne : s'assurer que, sur les aires de stationnement de l'aéroport, aucun encombrement ne gênera les manœuvres des avions présidentiels, qu'il y aura suffisamment de carburant dans les caves de stockage, mettre en état tous les lieux d'hébergement possibles — du club de vacances jusqu'à la cité universitaire en passant peut-être par le nouvel hôpital de Kamenge, encore vide de malades, — pour loger la foule des « suiveurs », réquisitionner, pour leurs besoins, le parc des voitures officielles et quelques dizaines de taxis, « soi-



SERQUEL

guer» tout particulièrement les quelques deux cent cinquante journalistes qui « couvriront » l'événement et dont les commentaires dessineront, à l'extérieur, une certaine image du Burundi...

Deux hôtels trop luxueux

Les Burundais seraient tentés, même s'ils n'en ont pas les moyens, de multiplier les égards vis-à-vis de leurs invités, dans la tradition de l'hospitalité africaine. Qu'au vu des capacités d'hébergement de la capitale, on en soit réduit à mettre les journalistes deux par chambre, les chagriner un peu. Que les chefs d'Etat soient contraints de se déplacer dans de « simples Renault-25 », alors que les ministres et hauts fonctionnaires circulent, ici, en Mercedes 200 les contrarie tout autant. N'auraient-ils pas récemment reçu livraison d'une dizaine de ces voitures de luxe afin d'agrandir leur parc à toutes fins utiles ? Pourtant, Paris leur a bien fait savoir qu'il était hors de question que les « têtes d'affiche » de ce sommet francophone « roulent allemand ».

Impossible de « faire l'impasse » sur la sécurité, même si le Burundi ne se connaît pas d'ennemi qui souhaiterait l'embarrasser. Aussi la France a-t-elle pris à son compte la formation, sur place, d'une brigade d'intervention polyvalente, forte d'une centaine d'hommes... Elle entraîne notamment au tir et lui fournit armes et matériels de transmission nécessaires aux besoins de sa mission. Paris devrait, cependant, se charger de la protection de certaines personnalités très en vue, et d'abord de M. Mitterrand, qui logera, à l'écart de ses pairs, au « Palais du 1^{er} Novembre », et de M. Hissène Habré...

Le pays hôte ne saura qu'un tout dernier moment le nombre exact de ses invités. Certes, comme le principe en avait été admis au précédent sommet de Vittel, il a été décidé de limiter à dix membres chaque délégation conduite par un chef de l'Etat et à quatre celles que mène un chef de gouvernement ou un ministre. Mais on sait déjà, à Bujumbura, que certains pays ne respectent pas ces quotas, au premier rang

desquels la France, le Congo, le Gabon, le Zaïre. M. Mikanagu table donc sur environ mille deux cents personnes, alors que la capacité hôtelière de la capitale dépasse à peine quatre cents chambres...

En revanche, au lendemain du sommet, Bujumbura se trouvera, avec deux hôtels de grand standing, en position de surcapacité hôtelière. Il est peu probable que le développement du tourisme puisse, dans un proche avenir, favoriser le remplissage de ces établissements. Même si le Burundi réussit, comme beaucoup s'y attendent, à « relifer » à la France, pour cause de force majeure, le paiement d'une bonne partie de sa propre addition, il n'en restera pas moins vrai qu'il aura, à la mesure de ses pauvres moyens, engagé quelques-unes de ses ressources dans des opérations dont la justification économique n'est pas évidente. D'aucuns pensent que les experts du Fonds monétaire international (FMI), avec lesquels il est en négociation, ne manqueront pas de lui en faire grief.

Le Burundi tenait à « son » sommet et s'est formalisé d'avoir à le repousser d'un mois à la demande de l'Organisation de l'unité africaine (OUA). Certains ici ont voulu y déceler quelque intention maligne de la part du chef de l'Etat éthiopien. Les autorités de Bujumbura sont, aujourd'hui, arrivées à leurs fins. Elles n'en mesurent pas moins les risques politiques d'une telle entreprise. Le pouvoir peut, en effet, craindre que de « mauvais éléments » en profitent pour exploiter, à leur façon, l'événement qui représente, sur les rives du lac Tanganyika, cette grande réunion de famille autour de la France.

JACQUES DE BARRIN.

COTE-D'IVOIRE

Visite à Amadou Hampâté Bâ, sage et conteur

L'Organisation de l'unité africaine vient de donner à Addis-Abeba le spectacle surprenant d'après-déclairements politiques au cœur d'un pays ravagé par la faim. Les Africains auraient-ils renoncé à leur sagesse ? Quelques grandes voix leur rappellent leur tradition de générosité, de solidarité et de tolérance.

Correspondance

Abidjan. — Le quartier de Marcori est un des plus hétéroclites de la capitale de Côte-d'Ivoire. Villas, immeubles de bureaux, maisons de bois et de tôle s'y côtoient. On y trouve une partie résidentielle qui s'étend le long de la lagune avec ses petites villas carrées noyées dans une végétation exubérante, et une partie populaire avec ses rues de terre encombrées de marchands à la sauvette. C'est en plein cœur de ce quartier populaire, à proximité du cinéma Magic, dans une grande maison que réside Amadou Hampâté Bâ. Les Africains l'appellent plus volontiers « le vieux », marque de respect devant la sagesse de l'ancien.

Pour pénétrer dans la demeure, on traverse une large cour qui rappelle les « concessions » du Mali dont il est originaire : femmes et enfants dévissent, assis sur de grandes nattes tressées. Un peu plus loin, des hommes sont plongés dans la lecture du Coran et d'autres textes sacrés, leurs grands bonbours colorés s'enflant dans la tiédeur du vent.

La petite pièce où Amadou Hampâté Bâ reçoit, contiguë à la salle de prières, est souvent pleine : personnalités politiques, hauts fonctionnaires, notables,

universitaires s'y retrouvent avec les plus humbles pour le questionner sur des problèmes familiaux, religieux, politiques ou tout simplement pour l'entendre parler de l'Afrique, de l'Islam ou de son maître Tierno Bokar.

Vêtu à l'africaine, assis au centre de la pièce, il répond aux questions en bambara, en peul ou en français selon la langue de son interlocuteur : si l'art de la parole est un des piliers de la culture africaine, Amadou Hampâté Bâ le possède comme peu d'autres. Jamais il n'affirme sans citer un exemple, sans donner une illustration, sans conter une histoire dans une langue où la poésie est toujours présente. Ses interlocuteurs l'écoutent avec le respect et l'admiration que l'on doit en Afrique à celui qui possède la maîtrise du verbe. Son maître Tierno Bokar ne disait-il pas : « La parole est un fruit dont l'écorce s'appelle bavardage, la chair éloquence, et le noyau bon sens ? »

Peu d'intellectuels ont su associer, comme le fait cette grande figure de la culture africaine, une vie spirituelle intense, le respect constant de la tradition et l'attention permanente portée aux problèmes du monde moderne ; ce n'est pas sans raison qu'en Afrique certains le comparent à Gandhi.

De sa concession de Marcori, qu'il ne quitte guère aujourd'hui, il ne cesse de répéter que l'homme ne peut exister dans un monde qui fait table rase de son passé, de ses traditions, de ses croyances et de sa foi.

De l'évolution de l'Afrique, il a été un témoin privilégié : issu d'une famille appartenant à la noblesse peule, il a été parmi les premiers à fréquenter l'école française, mais n'en a jamais négligé pour autant sa formation islamique et il a également suivi les initiations peule et bambara.

Il occupe par la suite des postes dans l'administration française et aime à rappeler aujourd'hui les souvenirs de cette époque où « Messieurs les Administrateurs-coloniaux » étaient les nouveaux « dieux de la brousse ». Ces derniers, qui ne connaissaient généralement pas la langue pratiquée dans les territoires qu'ils administraient, dépendaient de ce fait d'un pouvoir considérable et, parfois, en profitaient pour s'enrichir démesurément.

Amadou Hampâté Bâ a relaté les aventures de l'un d'entre eux dans son ouvrage *L'Etrange Destin de Wangrin*. Wangrin avait acquis une fortune considérable au gré de ses affectations, devenant un des premiers hommes d'affaires africains, mais, par un retour du sort, termina sa vie dans le plus grand dénuement, retrouvant par là même sagesse et sérénité. C'est un personnage inattendu, naïf, dont la vie est attachée à ce dieu curieux Gongoloma Soké, qui vit dans une logique inverse à celle des hommes. Ce dieu des contraires et de la ruse fera la grandeur de Wangrin et sa perte, aussi surprenante l'une que l'autre. A travers les péripéties de l'interprète, on découvre l'extraordinaire finesse et complexité de la relation entre les hommes en Afrique mais également de la relation entre l'homme et le monde qui l'entoure.

Sauver la tradition orale

En 1942, Amadou Hampâté Bâ, parvenu par l'africaniste Théodore Monod, entre à l'Institut français d'Afrique noire. Il se consacre essentiellement, à partir de cette date, à l'étude des traditions, mais continue de suivre de près l'évolution des jeunes Etats africains. Par la suite, des fonctions politiques lui seront proposées à plusieurs reprises, mais il

les refusera toujours en raison de son engagement spirituel.

Il acceptera toutefois, en 1962, le poste d'ambassadeur du Mali en Côte-d'Ivoire afin d'aider son pays, qui venait de rompre toutes relations avec le Sénégal, à obtenir l'utilisation du port d'Abidjan pour assurer ses échanges avec l'extérieur.

En 1962, il est nommé au conseil exécutif de l'UNESCO, poste qu'il occupe pendant huit ans. Il se consacre alors entièrement à la réhabilitation et à la sauvegarde des traditions orales africaines. Ayant vécu une partie de son enfance auprès d'un conteur très populaire, Kullel, il en connaît dès son plus jeune âge toutes les formes : contes, poèmes, récits généalogiques, éloges, récits historiques, satires et enseignements tels que la pharmacopée et la médecine.

Aujourd'hui, ces traditions disparaissent. Amadou Hampâté Bâ, alors qu'il siégeait au conseil supérieur de l'UNESCO, a prononcé la phrase devenue célèbre : « En Afrique, chaque fois qu'un vieillard meurt, c'est une bibliothèque qui brûle. » Il consacre donc une grande partie de son temps à sauver ces « bibliothèques » et c'est à lui que l'on doit la traduction de grands récits initiatiques peuls en français.

C'est surtout dans son ouvrage *L'Empire peul du Macina* qu'Amadou Hampâté Bâ a exploré l'énorme conservatoire de connaissances de la tradition orale. Il a entièrement retrouvé, à l'écoute des conteurs, l'histoire du célèbre empire créé au dix-huitième siècle par Sheikhou Amadou. A cette fin, il a poursuivi pendant près de quinze ans des recherches qui l'ont amené à interroger près d'un millier d'informateurs, mettant en évidence la façon nouvelle et tout à fait inhabituelle dont Sheikhou

Amadou a géré ce territoire, se fondant sur les règles posées par le Prophète pour l'organisation des premières communautés musulmanes à Médine.

Le « saint François d'Assise africain »

Mais Amadou Hampâté Bâ est avant tout le fils spirituel de Tierno Bokar, ce grand maître de la Tijaniya, importante confrérie musulmane, qui a terminé sa vie dans le plus total dénuement, victime des querelles religieuses de l'époque et de l'intransigence des autorités françaises.

Tierno Bokar, petit neveu d'El Hadj Omar, le célèbre conquérant et chef religieux toucouleur, était surnommé « le Sage de Bandiagara ». C'était un saint homme qui avait la charge de l'enseignement religieux dans cette ville. Son enseignement était axé sur l'amour, la charité et la tolérance.

Tel qu'Amadou Hampâté Bâ le décrit dans l'ouvrage qu'il lui a consacré, Tierno Bokar n'était pas seulement un saint homme et un grand maître spirituel, mais il possédait de vastes connaissances littéraires et juridiques et parlait parfaitement cinq langues bien que n'étant presque jamais sorti de Bandiagara.

Celui que Théodore Monod appelait « le saint François d'Assise africain » a eu en commun avec le sage d'Abidjan l'extrême simplicité de la vie de tous les jours, le message d'amour et de tolérance. Tierno Bokar disait des autres religions :

« L'arc-en-ciel doit sa beauté aux tons variés de ses couleurs. De même, nous considérons les voix des divers croyants qui s'élèvent de tous les coins de la terre comme une symphonie de louanges à l'adresse de Dieu qui ne peut être qu'Unique. » Et des



VIOLETTE LE QUÈRE.

traditions : « Respectez-les, elles constituent l'héritage spirituel de ceux qui nous ont précédés et qui n'avaient pas rompu avec Dieu. »

C'est bien là l'enseignement d'Amadou Hampâté Bâ. Sa salle de prières est ouverte aux croyants de toutes les religions. Assis au milieu de la pièce, égrenant son chapelet, il parle de retrouver dans notre passé et nos traditions les ressources qui permettront d'affronter l'avenir, d'être ouverts aux mondes qui nous entourent, de faire du respect d'autrui un principe absolu. Parole profondément enracinée dans cette civilisation africaine dont nous avons tant à apprendre.

ALEXANDRE MARC.

- PRINCIPAUX OUVRAGES DE AMADOU HAMPATÉ BÂ :
- Koumba, texte initiatique des pasteurs peuls - 1961 (en collaboration avec Germaine Dieterlin).
 - L'Eclat de la grande étoile - 1976, Armand Colin « Les classiques africains ».
 - Kallara, récit initiatique des pasteurs peuls - 1969, Armand Colin « Les classiques africains ».
 - L'Etrange Destin de Wangrin - 1973, Presses de la Cité, col. « 10-18 ».
 - Vie et enseignement de Tierno Bokar. Le sage de Bandiagara - 1980, le Seuil, col. « Le point-sagesse ».
 - L'Empire peul du Macina - 1984, Les nouvelles éditions africaines (en collaboration avec J. Daga).



de banquette. On est assis sur un banc en bois, et l'on s'adresse à l'auditoire. L'homme s'adresse à l'auditoire. L'homme s'adresse à l'auditoire.

Le conteur

Le conteur s'adresse à l'auditoire. Le conteur s'adresse à l'auditoire. Le conteur s'adresse à l'auditoire.



Le conteur

Le conteur s'adresse à l'auditoire. Le conteur s'adresse à l'auditoire. Le conteur s'adresse à l'auditoire.

Étranger

LES DIX A DUBLIN

Le conseil européen sera dominé par la question de l'élargissement de la CEE

De notre correspondant

Bruxelles (Communautés européennes). — Les perspectives qu'offrent aux chefs d'Etat et de gouvernement des Dix le conseil européen qui va se tenir lundi 3 et mardi 4 décembre à Dublin ne sont guère réjouissantes. En termes de rentabilité politique, on peut même penser qu'elles sont, pour la plupart d'entre eux, en particulier pour M. Mitterrand et C. Craxi, franchement mauvaises.

Les chefs de gouvernement vont se saisir des dossiers de l'élargissement (des importations de sardines dans la communauté à celles de voitures en Espagne et au Portugal) en s'attardant sur l'organisation du marché du vin. Une tâche ingrate pour des dirigeants qui sont conscients de leur mission politique, de l'importance de la construction européenne pour leur pays respectif, mais que la technique emmène. D'autant plus ingrate que, une fois de plus, cette nouvelle progression de la Communauté suppose l'adoption de certaines mesures impopulaires.

Les Dix ont l'obligation de parvenir à des positions communes pour être en mesure d'engager ensuite l'ultime phase des négociations avec l'Espagne et le Portugal. Pour y par-

venir, il leur faut surtout s'entendre sur les formes à apporter à la réglementation du marché du vin. Ils vont s'entre-déchirer sur les modalités d'application, c'est-à-dire sur la répartition du sacrifice, mais le résultat global ne fait guère de doute. Il s'apparente à un plateau de la production, ce qui marquera la fin d'une époque : celle d'une politique d'expansion à tout va, et ne pourra, par conséquent, que provoquer amertume et déceptions.

Les Dix, cependant, ne peuvent se dérober : le coût que représente pour le Fonds européen agricole la distillation des excédents de vin est devenu abominable. Et, surtout, il est nécessaire de « boucler » rapidement la négociation d'adhésion. Ecbouer risquerait de provoquer une crise généralisée dans la Communauté. Les Allemands ont en effet constaté récemment qu'ils ne donneraient pas leur feu vert définitif à l'augmentation des ressources mises à la disposition de la CEE tant que la question de l'Espagne et du Portugal ne serait pas tout à fait acquise. Or, de ces ressources nouvelles, la Communauté, dont la vie budgétaire est faite d'expédients, a un besoin tout à fait urgent.

Les Dix, au pied du mur, doivent

réussir. Mais le succès, s'ils l'obtiennent, n'offrira guère de motifs de satisfaction. Les Espagnols, même si, par souci de concorde, ils finissent par s'incliner, vont se répandre en protestations indignées. L'élargissement sera mal accueilli dans plusieurs régions de la Communauté, en particulier dans le Languedoc-Roussillon. Et, en vérité, aussi inévitables qu'il soit, il a toutes les chances d'engendrer, lorsqu'il surviendra, une série de difficultés graves sur les plans agricole, industriel, budgétaire, comme sur celui des relations avec des partenaires tels le Maroc, la Tunisie et même les Etats-Unis.

L'appel à l'union européenne

C'est dire que l'exercice auquel vont se livrer les Dix à Dublin aura quelque chose de masochiste... Communistes en compense l'effet, presque inévitablement négatif, sur l'opinion ? Les politiques nouvelles, la relance communautaire, auxquelles, peut-être naïvement, on croyait tant du côté français il y a encore peu, ne sont plus guère de circonstance. Sans doute, la coopération industrielle et le développement d'actions communes de recherche ne sont pas abandonnés : des pistes prometteuses, telles les communications, ont même été ouvertes dans certains secteurs. Mais les gouvernements, et singulièrement celui de la France, ont pris conscience qu'il s'agit là d'une œuvre de longue haleine, multiforme, exigeant la coopération des entreprises, et pour toutes ces raisons, se prêtant mal au style décisionnaire et au rythme de travail précipité des programmes.

Reste la politique, l'appel à l'union dont on espère qu'il aidera à une remobilisation en faveur de l'idée européenne. Tel était le sens du mandat assigné au comité ad hoc pour les questions institutionnelles, dont la création, due à l'initiative de M. Mitterrand et Kohl, fut décidée lors du conseil européen de Fontainebleau.

Il peut être fait des lectures différentes du rapport en « comité ad hoc » (du nom de son président irlandais), qui vient de le soumettre

au conseil européen. L'une d'elles, pessimiste, porte à considérer ce document comme un pot-pourri de toutes les idées qui traitent depuis deux ou trois ans sur les actions à entreprendre pour faire accomplir un « saut qualitatif » à la construction de l'Europe. Mais si l'on excepte M. Tatcher, qui ne cache pas son pessimisme, les Grecs et les Danois, le rapport va probablement être accueilli par un déluge de bonnes paroles.

Pourtant, à voir la difficulté qu'éprouvent les gouvernements pour faire passer les ressources de la Communauté de 1 à 1,4 % des recettes procurées par la TVA, comment ne pas douter de la possibilité effective de progresser sur tous les fronts, comme le suggère l'auteur du rapport, M. Maurice Faure ? Que penser, d'autre part, de l'idée d'accroître les pouvoirs du Parlement européen, alors qu'à ce moment même le conseil adopte des règles visant à instaurer une plus stricte discipline budgétaire, au détriment des droits de l'Assemblée ?

Les chefs de gouvernement s'emploieront-ils à éluder, à contourner ce type de contradictions apparentes, afin d'essayer de donner au moins l'illusion du progrès ? Pour certains, y compris pour le président français, la fuite en avant « européenne » semble tentante. Mâler la discipline budgétaire à la promesse d'un essor institutionnel pourrait aussi permettre de faire l'économie d'un conflit entre le conseil des ministres et le Parlement, du moins si celui-ci voulait bien se prêter à ce jeu...

Le conseil européen de Dublin ne devra pas être jugé sur ses résultats immédiats. Ceux-ci ont peu de chances d'être satisfaisants. L'important est que les Dix soient en train d'achever, pour l'instant, la vaste négociation engagée à Stuttgart en juin 1983. On finit de « bayer les scores du passé », comme disait M. Mitterrand. C'était un exercice imposé. Bien souvent, les fins de partie ne sont ni plaisantes ni commodes. Celle que l'on s'apprête à jouer à Dublin, personne n'en a jamais douté, est nécessaire.

PHILIPPE LEMAITRE

Le déploiement des euromissiles demeure « impératif »

estiment MM. Reagan et Kohl

Washington (AFP). — A l'issue d'entretiens, vendredi 30 novembre, à Washington, le président Reagan et le chancelier ouest-allemand Helmut Kohl, qui faisait une visite de vingt-quatre heures aux Etats-Unis, se sont prononcés en faveur de la poursuite au rythme prévu du déploiement des fusées Pershing par l'OTAN en l'absence d'un accord avec l'URSS. Un tel déploiement est « impératif » dans les circonstances présentes, indique un communiqué commun publié à la fin de la rencontre. Le texte appelle, d'autre part, l'Union soviétique à « se joindre à un effort accru pour améliorer les relations Est-Ouest, relancer le contrôle des armements et construire des relations stables et constructives au niveau le plus faible d'armements ».

Apportant l'entier soutien de Bonn au gouvernement américain avant la rencontre des 7 et 8 janvier, à Genève, entre le secrétaire d'Etat, M. Schultz et M. Gromyko, le chancelier Kohl a cependant estimé nécessaire que les consultations au sein de l'alliance atlantique soient « intensifiées ». MM. Reagan et Kohl ont exprimé, en outre, le besoin

d'une « approche cohérente » des pays membres de l'OTAN, afin que celle-ci accroisse ses capacités conventionnelles. Un renforcement des moyens conventionnels de l'OTAN, a insisté M. Kohl, a « pour but prioritaire de reculer le seuil d'emploi de l'arme nucléaire ».

Affirmant que Moscou devait maintenant être « pris en main », le chancelier s'est défendu de tout optimisme excessif quant à l'avenir du dialogue Est-Ouest, mais il a déclaré, lors d'une conférence de presse, avoir le sentiment, « sur la foi d'un certain nombre de contacts avec des représentants soviétiques et d'autres pays du poste de Varsovie », qu'il existait désormais « de grandes chances et une volonté sérieuse » de négocier.

Les Etats-Unis et la RFA ont en fin de compte « coordonné leurs vues » sur la commémoration, l'an prochain, de la victoire alliée sur l'Allemagne nazie en 1945. Le chancelier Kohl a exprimé le souhait d'être associé aux cérémonies, qui seront organisées le 8 mai prochain, en soulignant « l'importance qu'y attache le peuple allemand ».

L'implantation de nouvelles armes nucléaires en Belgique divise le gouvernement

De notre correspondant

Bruxelles. — La controverse sur le déploiement des missiles Cruise se poursuit en Belgique entre deux partenaires du gouvernement de coalition, les chrétiens-sociaux flamands et les libéraux francophones. Les premiers estiment qu'il faut s'en tenir à la décision, les seconds pensent qu'il ne convient pas de montrer vis-à-vis de l'Union soviétique le moindre signe de faiblesse.

Aussi, le premier ministre, M. Maertens, a-t-il jugé bon d'intervenir pour apaiser cette querelle en annonçant qu'aucune décision ne serait prise avant le premier trimestre 1985, c'est-à-dire après la rencontre Schulz-Gromyko à Genève. M. Maertens et son ministre des relations extérieures, M. Tindemans, doivent se rendre le 14 janvier à Washington.

L'implantation de nouvelles armes nucléaires en Belgique se heurte à une réticence de plus en plus grande au sein même du parti

de M. Maertens, le Parti chrétien-social flamand.

Il est clair, cependant, qu'une « défection » belge aurait des effets sur l'attitude des autres membres de l'alliance. Les Pays-Bas n'ont toujours pas donné leur accord à l'implantation de quarante-huit missiles de l'OTAN chez eux en 1986. La République fédérale d'Allemagne n'apprécierait pas d'être la seule à déployer dans le nord de l'Europe le nouvel arsenal nucléaire.

Le gouvernement fait de son mieux pour rester fidèle à ses engagements atlantiques. Le ministre des relations extérieures, M. Tindemans, s'efforce, avec beaucoup de courage, de faire front aux pressions de son propre parti. Il est probable, toutefois, que la coalition gouvernementale reportera sa décision sur l'implantation des missiles après les élections générales, qui doivent avoir lieu, au plus tard, en décembre 1985.

JEAN WETZ

LA FIN DU NEUVIEME SOMMET FRANCO-BRITANNIQUE

Le projet définitif de liaison trans-Manche sera choisi en 1985

Le neuvième sommet franco-britannique s'est achevé vendredi 30 novembre en fin de matinée par une conférence de presse commune de M. Mitterrand et de M. Thatcher à l'Elysée (nos dernières éditions). Le président français et le premier ministre britannique ont confirmé que la rencontre s'était déroulée dans une atmosphère particulièrement cordiale, et que la coopération entre les deux pays allait être renforcée en faveur d'un certain nombre de projets techniques bilatéraux ou « européens », civils et militaires. Le plus spectaculaire de ces projets, sinon le plus nouveau, est celui d'une « liaison fixe trans-Manche », sur lequel un rapport d'experts devra être fourni d'ici trois mois.

M. Thatcher a ensuite gagné Avignon pour la réunion du Conseil franco-britannique, qui siégera jusqu'à dimanche. Dans la soirée, à l'occasion du dîner offert par M. Laurent Fabius, le chef du gouvernement britannique a prononcé un discours principalement consacré à l'Europe. M. Thatcher s'est prononcée pour une « Europe plus unie », mais a invité ses auditeurs à « ne pas croire qu'il y aura un jour des Etats-Unis d'Europe comme il existe des Etats-Unis d'Amérique ».

M. Thatcher et M. Mitterrand ont donné à la « liaison fixe trans-Manche » le coup de pouce beaucoup attendu, car c'était, en définitive, la volonté politique qui faisait défaut à ce projet que les capitaines.

Depuis 1976, date à laquelle le gouvernement de Sa Majesté a arrêté le chantier, les Britanniques refusant que la charge financière du tunnel — ou du pont — soit supportée par les finances publiques. En octobre dernier, le consortium franco-britannique, partisan d'un tunnel, levait cet obstacle en acceptant que les investissements soient financés exclusivement par le secteur privé. La solution du tunnel ferroviaire semble, en effet, avoir la préférence des autorités, d'autant plus que ses promoteurs déclarent avoir trouvé le moyen de réduire son devis initial de 25 à 30 %. En réduisant de sept à quatre ans et demi la durée du chantier, ils s'attendent à limiter fortement leurs frais financiers. Le tunnel coûterait alors 30 milliards de francs.

Comme le déclarait récemment M. Jean Aroux, secrétaire d'Etat chargé des transports, il était « inutile d'ajouter des études aux kilos de papier qui existent déjà » sur la question. C'est pourquoi le président français et le premier ministre britannique ont fixé au groupe de travail chargé de faire des propositions un délai très bref. Avant la fin du mois de février 1985, le groupe devra arrêter les contraintes fixées par les Etats (services rendus par l'ouvrage, sécurité, environnement, « retombées » économiques) et les

structures des responsabilités financières et techniques.

Trois mois plus tard, les gouvernements se mettront d'accord sur un projet définitif qui pourrait être publié à l'automne. Les Français se montrent, dans cette affaire, plus entreprenants que leurs partenaires d'outre-Manche. Les grands travaux ont toujours des conséquences bénéfiques pour l'emploi, et le train à grande vitesse français se tient prêt à circuler entre Londres et Paris. En revanche, les Britanniques surmontent lentement l'idée d'être rattachés au continent. Le premier projet de liaison trans-Manche remonte à 1751...

structures des responsabilités financières et techniques.

La diplomatie française entre ses contradictions

(Suite de la première page.)

Rien, cependant n'est pire que l'incision et l'absence. Si le gouvernement britannique a prononcé un discours principalement consacré à l'Europe, M. Thatcher s'est prononcée pour une « Europe plus unie », mais a invité ses auditeurs à « ne pas croire qu'il y aura un jour des Etats-Unis d'Europe comme il existe des Etats-Unis d'Amérique ».

M. Thatcher et M. Mitterrand ont donné à la « liaison fixe trans-Manche » le coup de pouce beaucoup attendu, car c'était, en définitive, la volonté politique qui faisait défaut à ce projet que les capitaines.

Depuis 1976, date à laquelle le gouvernement de Sa Majesté a arrêté le chantier, les Britanniques refusant que la charge financière du tunnel — ou du pont — soit supportée par les finances publiques. En octobre dernier, le consortium franco-britannique, partisan d'un tunnel, levait cet obstacle en acceptant que les investissements soient financés exclusivement par le secteur privé. La solution du tunnel ferroviaire semble, en effet, avoir la préférence des autorités, d'autant plus que ses promoteurs déclarent avoir trouvé le moyen de réduire son devis initial de 25 à 30 %. En réduisant de sept à quatre ans et demi la durée du chantier, ils s'attendent à limiter fortement leurs frais financiers. Le tunnel coûterait alors 30 milliards de francs.

Comme le déclarait récemment M. Jean Aroux, secrétaire d'Etat chargé des transports, il était « inutile d'ajouter des études aux kilos de papier qui existent déjà » sur la question. C'est pourquoi le président français et le premier ministre britannique ont fixé au groupe de travail chargé de faire des propositions un délai très bref. Avant la fin du mois de février 1985, le groupe devra arrêter les contraintes fixées par les Etats (services rendus par l'ouvrage, sécurité, environnement, « retombées » économiques) et les

comme dit le charabia moderne, « perdure » : qu'il n'ait pas de préoccupation allemande. C'était la raison d'être de tous les plans d'intégration, économique, militaire ou politique de l'Europe, sortis, au début des années 50, de l'imagination fertile de Jean Monnet. En 1963, par de Gaulle et Adenauer pour institutionnaliser la coopération franco-allemande, et des diverses déclarations par lesquelles les Six, devenus Neuf, puis Dix, se sont promis de bâtir, dans des délais dont la suite des événements a montré l'absurdité, une union politique, voire économique et monétaire, de l'Europe.

C'est pour cette même raison que François Mitterrand a appelé, le 24 mai dernier, à Strasbourg, à une relance politique de l'Europe, dans l'esprit d'une résolution adoptée le 14 février par l'Assemblée parlementaire des Communautés, à l'initiative d'un partisan de toujours du fédéralisme, l'italien Altiero Spinelli. Depuis lors, le conseil européen de Fontainebleau, en juin, a créé un comité ad hoc chargé de présenter au conseil de Dublin, le 3 décembre prochain, des propositions à cet effet. La Grande-Bretagne, le Danemark et la Grèce s'opposent au « saut qualitatif », dont les niveaux d'intégration varieraient en fonction des dispositions des Etats membres, est à nouveau à l'ordre du jour.

L'entrée européenne devrait naturellement, dans l'optique française, respecter l'indépendance des Etats membres. C'était le point de vue de de Gaulle, qui a conduit à ce qu'on appelle abusivement le « compromis de Luxembourg », autrement dit au droit tacitement reconnu à chacun des Dix d'user du veto à tort et à travers. Aujourd'hui, il s'agit, si l'on comprend bien, d'en réduire l'usage.

Est-ce assez pour que l'on puisse parler sérieusement d'union européenne ? Le statut particulier de la France suffit, de ce point de vue, à limiter sérieusement l'expression. Car, de même que les Etats-Unis au sein de l'alliance atlantique, la France et la Grande-Bretagne sont, au sein de la Communauté, « plus égaux », pour reprendre l'expression fameuse de George Orwell dans *La Ferme des animaux* (3), que leurs partenaires : elles font partie d'un club nucléaire qui a invité les autres pays à s'engager, sous condition, à ne pas chercher à y entrer ; elles sont membres permanents, investies à ce

titre d'un droit de veto, du Conseil de sécurité des Nations unies ; elles tirent de la capitulation du III^e Reich des droits particuliers, toujours en vigueur, sur l'Allemagne dans son ensemble et sur Berlin.

L'ambition de Jean Monnet, relayée par Adenauer, Schuman, de Gasperi, Kennedy, était, pour le moins, de faire passer l'Europe d'un état de guerre à un état de paix, de réduire au maximum les différences de statut entre les pays européens, de les fonder progressivement en une fédération continentale, en des Etats unis d'Europe capables, en parlant « d'une seule voix », de constituer un « second pilier » de l'alliance. C'était le prix à payer pour attacher définitivement l'Allemagne, ou ce qui restait, au camp de la liberté, et l'empêcher de retourner à la politique de bascule et d'hégémonie qui avait fait le malheur de l'Europe et du monde avant de la conduire elle-même à l'abîme.

Un échec

De cette ambition, il reste des institutions, plus lourdes qu'efficaces, une politique commune en matière agricole, des actions concertées pour faire face à des problèmes communs : celui de la sidérurgie, une politique commerciale. Mais il faudrait être aveugle pour ne pas voir que les souverainetés nationales ont été plus fortes. L'Economie du 24 novembre consacre son article de tête à montrer « comment l'Europe a échoué ». Il déplore l'absence d'un marché commun digne de ce nom, à l'époque où le monde fait face à la plus forte vague d'économie de marché qu'il ait jamais connue. Et il relève une série d'absurdités qui handicaptent lourdement la communauté. N'en retenons qu'un exemple : elle pourrait économiser aisément 10 milliards de dollars par an rien qu'en diminuant les tracasseries au passage des frontières intra-européennes. Sait-on qu'un chauffeur de camion allant d'Allemagne en Italie doit remplir pas moins de vingt-sept formulaires !

Pour arracher l'Europe au carcan de la bureaucratie et du protectionnisme interne, il faudrait que les dirigeants des Dix parviennent à persuader leurs mandants qu'ils sont bien d'accord sur les objectifs à poursuivre. Or il ne faut pas se dissimuler que dans beaucoup de domaines on est loin du compte.

C'est notamment le cas pour la question — capitale — de la défense. L'ambiguïté, au moins du côté fran-

çais, est la règle. La force nucléaire ne protège-t-elle que l'Hexagone, ou bien peut-on envisager que ? Pour justifier l'absence de réponse, on n'hésite pas à faire valoir que l'incertitude est l'un des éléments constitutifs de la dissuasion. Ne nous étions pas alors qu'un homme comme Helmut Schmidt en vienne à dire qu'il « faut être un intellectuel français pour croire à la plausibilité » des scénarios d'emploi de ladite force.

On a fait à peine attention au discours que l'ex-chancelier a prononcé le 28 juin au Bundestag pour proposer une coopération militaire très poussée, entre Paris et Bonn (4). Mais on se souvient avec la manifestation du pacifisme et, d'une manière plus générale, de la remise en question des idées reçues, nos voisins se satisfont de moins en moins de l'attitude de la France, qui prêche pour le déploiement des euromissiles d'un côté du Rhin sans l'envisager d'un côté de l'autre. On a déjà souvent insisté sur le risque d'un certain dérapage de la RFA, et l'Elysée, comme le Quai d'Orsay, en sont bien conscients : aussi continuent-ils de privilégier, au sein de la Communauté européenne, comme déjà de Gaulle et Giscard, le couple franco-allemand. Il n'est pas sûr désormais que cela suffise.

La difficulté d'être de gauche

La deuxième contradiction est idéologique. L'alliance occidentale, dans la mesure où elle vise d'abord à défendre le statu quo, est conservatrice par définition. Le fait qu'à Washington, à Londres, à Tokyo, à Bonn, et maintenant à Ottawa, des conservateurs affichés soient au pouvoir pèse dans la même direction. Est-il possible d'avoir une politique étrangère « de gauche » lorsqu'on appartient à un regroupement de ce genre ? Le moins qu'on puisse dire est que ce n'est pas facile, surtout lorsqu'on ne dispose que de moyens passablement réduits. On le voit bien en Amérique centrale : la France a dû cesser ses livraisons d'armes au Nicaragua, et si elle a contribué à faire soutenir, par la CDE, les efforts du groupe de médiateurs dirigé de Castaneda, les efforts de cette médiation, pour le moment, demeurent modestes. Et son discours, gêné, sur le Nord-Sud, tombe le plus souvent dans le vide.

L'Afrique fournit un autre exemple. Le Quai d'Orsay s'est donné beaucoup de mal pour faire avancer

la négociation sur la Namibie, mais finalement ce sont les Etats-Unis eux-mêmes qui ont pris l'affaire en main. Il est tout à fait clair, en revanche, que ces mêmes Etats-Unis attendent de la France qu'elle continue d'assumer un rôle de gendarme dans la partie du continent noir qui relève — on passe pour relayer — de sa zone d'influence : chaque fois qu'ils sentent Paris prêt à céder du terrain à Kadafi ou à l'un de ses émules, leur pression se fait vive. Mais s'ils crient lorsque François Mitterrand va voir en Crète le colonel Iliyyen, ils se taisent lorsqu'il rend visite à Hafez El Assad parce qu'ils ne veulent pas que la doctrine de leur politique au Proche-Orient, en soit venue à la conclusion que le président syrien est devenu, dans la recherche d'un règlement libanais ou palestinien, un interlocuteur incontournable. De toute façon, pour les Américains, le bilan est globalement positif : le soutien donné par le président de la République à Helmut Kohl sur le déploiement des euromissiles l'emporte sur toute autre considération. Ils étaient moins heureux du comportement de son prédécesseur, dont les Soviétiques persistaient, au demeurant, avec nostalgie.

Si l'on ajoute que le commerce des armes représente un poste trop important dans le commerce extérieur français pour qu'on puisse se permettre d'être trop regardant sur le choix des clients, on mesure combien il est difficile d'étendre à la politique étrangère cette fidélité au socialisme que François Mitterrand a réaffirmé avant tant de netteté — et de courage — dans sa récente interview à l'*Expansion* et au cours de son voyage en Alsace.

Reste certes la différence entre ceux qui acceptent — on veut bien — la loi de la jungle et ceux qui se refusent à désespérer de l'homme. Mais il est vrai aussi que tous ceux-là ne sont pas socialistes...

ANDRÉ FONTAINE.

- (1) Le texte intégral d'« A propos de la contradiction » se trouve dans *Mao Tse-tung. Ecrits choisis*, en trois volumes, Maspero, 1967, tome II, pp. 5 à 51.
- (2) Le groupe X-Défense, récemment constitué sous la présidence de Pierre Guillaumat, réunit des anciens élèves de Polytechnique intéressés par les problèmes militaires.
- (3) « Tous les animaux sont égaux, mais certains animaux sont plus égaux que les autres ».
- (4) Texte intégral dans *Commentaire* n° 27, automne 1984.

France

LA SITUATION EN NOUVELLE-CALÉDONIE

« Tout le monde bénéficiera du droit d'asile et du droit à la citoyenneté canaque »

affirme le chef du FLNKS

De notre correspondant

Nouméa. — Le préambule à l'ouverture du congrès constitutif du gouvernement provisoire de Kanaky — la future République kanak et socialiste — a été choisi le 24 septembre dernier, — voulait avoir un relent de clandestinité. La vingtaine de journalistes autorisés à assister aux cérémonies d'ouverture avaient rendez-vous au local de l'Union calédonienne (UC), à 3 kilomètres du centre de Nouméa, où l'on devait leur délivrer l'indispensable laissez-passer, signé de la main même de M. Elloi Machoro.

« On vous conduira vers le lieu où se tient le congrès », avait-on dit. Tout le monde, pourtant, savait, à Nouméa, que le rassemblement indépendantiste devait se tenir à la tribu de La Conception — dont est originaire le député, non-inscrit, de la première circonscription, M. Rock Pijot; celle-là même d'où étaient partis les coups de feu qui avaient blessé quatre CRS il y a dix jours, et où avaient eu lieu, en septembre 1981, les obsèques de Pierre Declercq, secrétaire général de l'UC, assassiné par un inconnu.

A La Conception, plusieurs centaines de militants du FLNKS, s'ajoutant aux membres de la communauté locale, s'étaient rassemblés pour célébrer la naissance officielle de la République de Kanaky. Tous les membres du gouvernement provisoire étaient présents, à l'exception de M. Machoro nommé quelques instants auparavant ministre de la Sécurité et retenu sur les bords de la commune de Thio (côte est), dont il contrôle le siège depuis deux semaines.

Après avoir hissé le drapeau de Kanaky, M. Jean-Marie Tjibaou — dont le titre est alternativement pré-

mier ministre ou président de la République, selon l'influence anglosaxonne ou française de l'instant — a, dans un discours, rappelé l'origine de la lutte du peuple canaque depuis l'année 1853 « où notre pays a vu flotter un drapeau colonisateur à Balade » jusqu'à ce samedi 1^{er} décembre 1984 « où l'heure est venue pour nous de relever le défi et de hisser le drapeau de Kanaky ».

Parlant du contenu de l'indépendance, le leader du FLNKS a donné quelques précisions sur le sort des îles autres que mélanésiennes : « Pour nous, le concept d'indépendance est ouvert. Ceux qui l'acceptent sont les bienvenus. Ceux qui le refusent seront dans le cas des résidents étrangers de tous les autres pays du monde et demanderont la permission de vivre et de travailler à Kanaky. Tout le monde bénéficiera du droit d'asile et du droit à la citoyenneté canaque à sa demande ».

Parmi les « non-Kanaks » qu'évoquait M. Tjibaou se trouvait l'un des artisans européens du mouvement indépendantiste mélanésien, M. Maurice Lenormand, fondateur de l'Union calédonienne, qui a symboliquement demandé au leader du FLNKS la permission d'accéder à la citoyenneté canaque.

Après l'intervention d'un séparatiste guadeloupéen venu soutenir les indépendantistes calédoniens, M. Tjibaou a repris la parole pour rendre hommage aux deux hommes tués la veille à Ouégoa. Car, selon l'état-major du FLNKS, Michel Dawlo a été tué vendredi d'une balle en plein front, et ce serait pour répondre à cette attaque que les indépendantistes du FLNKS auraient tiré en direction du groupe de broussards, dont faisait partie la victime « calédoche », Emile Mézières.

« Notre lutte n'a pas pour objectif la mort », a déclaré M. Tjibaou,

mais elle fait partie de la logique de la revendication des peuples colonisés. Le plus dur, n'est pas de mourir mais de rester vivant et de se sentir étranger dans son pays. Puis, saluant le clan de Michel Dawlo et la famille d'Emile Mézières, le président du gouvernement provisoire de Kanaky a demandé une minute de silence à la mémoire des deux hommes.

Enfin, avant le début du congrès, où la presse n'était pas admise, M. Tjibaou a indiqué qu'il était maintenant temps de savoir quand allaient commencer les discussions sur le contenu de l'indépendance, étant entendu que, selon lui, son principe était maintenant acquis.

Interrogé sur les relations entre le FLNKS et la République de Vanuatu, M. Ywéné Ywéné, ancien conseiller territorial, ministre des finances et de la solidarité nationale, du gouvernement provisoire canaque, nous a déclaré : « Les relations sont bonnes mais uniquement avec le Vanuatu. Par ailleurs, à Port-Vila et ici, le drapeau de Kanaky a été hissé au même moment. Quant aux aides, elles sont de tous ordres, l'objectif final étant que les deux pays Vanuatu et Kanaky aient des relations suffisamment étroites pour qu'il n'y ait plus besoin de passer par le canal de l'un ou l'autre, comme entre l'Australie et la Nouvelle-Zélande ».

Le gouvernement du FLNKS s'est aussi déclaré favorable, selon M. Ywéné, à une « fédération des états mélanésiens de la région ».

Vers midi, samedi, a donc débuté le congrès du FLNKS qui devait mettre en place un pouvoir législatif canaque composé de trente-sept députés (six pour chacun des cinq « pays » de la Grande Terre et sept pour les îles Loyauté), qui seront élus selon la règle du consensus réalisé autour d'un nom, après une discussion aboutissant à l'unanimité. Les députés n'ont pas besoin d'être candidats pour être élus; ils sont désignés par le collège clanique et doivent s'inscrire.

A Nouméa, répondant à l'appel du maire de la ville, M. Roger Laroque (RPR), « une maison ou magasin qui n'a ouvert ses portes et il était impossible de trouver quoi que ce soit, nourriture, journaux, ni même essence. Les rares stations-service ouvertes respectaient scrupuleusement la consigne de ne servir du carburant qu'aux médecins et aux ambulances. Les seuls établissements à n'avoir pas respecté le mot d'ordre lancé par M. Laroque ont été quelques commerces chinois et vietnamiens qui n'ont servi leurs clients qu'en tout début de matinée ».

Des incidents ont eu lieu sur la côte ouest entre les anti-indépendantistes et les militants du FLNKS autour d'un barrage, près de Poya, à environ 200 kilomètres de Nouméa. Les forces de l'ordre sont intervenues. La fusillade a fait au moins un blessé. Dans cette même région les habitants européens du village de Kasala-Gomen ont dû être évacués par hélicoptères; il ne reste plus que les gendarmes. A Koné, plusieurs maisons habitées ont été incendiées dont une importante station d'élevage. Enfin, à Bourail, des milices d'Européens se sont constituées, installant des barrières filtrantes en direction du Nord, chaque véhicule étant fouillé et chaque porteur d'arme ou d'alcool conduit immédiatement à la gendarmerie.

FRÉDÉRIC FILLIOUX.

LE RPR : LE GOUVERNEMENT A PRIS UNE VOIE RACISTE

M. Claude Labbé, président du groupe RPR de l'Assemblée nationale, après une réunion exceptionnelle du bureau de ce groupe a déclaré :

« En Nouvelle-Calédonie, le gouvernement a pris la voie du racisme et de l'apartheid, tel qu'il existe en Afrique du Sud. Le gouvernement porte aujourd'hui la totale responsabilité des affrontements entre Calédoniens, d'autant plus qu'il ne s'appuie pas sur le gouvernement légal du territoire composé pour moitié de Mélanésiens ». Le gouvernement, par ses actes et ses déclarations, se situe dans une position d'hostilité à l'égard du suffrage universel.

M. Labbé a dénoncé : « Le caractère scandaleux des positions prises par le gouvernement socialiste australien qui apporte une aide morale à peut-être matérielle aux indépendantistes ».

LE RETOUR DE M. MICHEL ROCARD

Le ministre de l'agriculture veut s'affirmer sans se désolidariser du gouvernement

M. Michel Rocard, ministre de l'agriculture, ancien chef de file du courant C au sein du PS, ancien prétendant à la candidature de ce parti pour l'élection présidentielle est, lundi 3 décembre, l'invité de l'émission « l'Heure de vérité », à 20 h 35 sur Antenne 2.

M. Rocard sortira ainsi du silence qu'il s'était imposé — en tant qu'animateur d'un courant de pensée chez les socialistes, en tant également que personnalité aspirant à un destin national — depuis le 10 mai 1981.

Cette émission, une dizaine de jours avant la convention nationale du PS sur la modernisation, où il devrait s'exprimer de nouveau, tombe à pic pour M. Rocard : sa popularité dans les sondages d'opinion est non seulement au plus haut, mais elle s'accompagne d'une poursuite du mouvement de baisse de l'ensemble de la gauche et de ses leaders.

Événement politique en soi, le retour de M. Rocard est d'autant plus attendu que des rumeurs couraient Paris : le ministre de l'agriculture ferait à l'occasion de cette émission, un schéma. Les uns penchent pour un départ du gouvernement, les autres annoncent une démarche scissionniste vis-à-vis du PS.

Dans l'entourage de M. Rocard, on dément formellement que le ministre de l'agriculture ait de telles intentions, qualifiées de « projet insensé ». Quant à l'origine de ces rumeurs, on répond le plus souvent, l'œil fixé sur la ligne bleue de la rue de Solferino (siège du PS) et de l'Hôtel Matignon : « Cherchez à qui profite le crime ! ». Il est vrai que, dans l'entourage de M. Lionel Jospin, premier secrétaire du PS, on rouscote le même compliment aux rocardiens...

Sa démission dans la balance

L'attente de l'émission peut, de fait, être une arme à double tranchant pour le ministre de l'agriculture. Puisque M. Rocard ne souhaite pas, affirment ses proches, « casser les vitres », il court le risque, lundi soir, de rassurer les uns et de décevoir les autres. « Ce sera un coup pour rien », ironise à l'avance un proche de M. Jospin.

Toute la difficulté vient du fait que cette rentrée télévisée est conçue comme « la première étape d'une remise en route et non pas la charge finale, sobre au clair », selon l'expression de M. Gérard Fuchs, rocardien de longue date. L'équation est à la fois simple et délicate : M. Rocard devra manifester « suffisamment d'identité, mais pas trop de manque de solidarité ».

« Suffisamment d'identité » : M. Rocard est en situation d'exploiter au mieux, deux ans après le virage de la rigueur, son image d'homme « non inflationniste en promesses ». Au moment où la gauche paraît discréditée, M. Rocard pourra rappeler que lui-même a été ministre de l'agriculture, et que, dans ce poste, il a su faire passer la rigueur sans perdre de vue les intérêts des paysans. Reste à utiliser ce crédit. Même si on souhaite faire savoir que M. Laurent Fabius n'est « pas un problème », car il est plongé dans les difficultés de la gestion quotidienne, l'image que souhaite maintenant se donner M. Rocard lui impose d'ouvrir des perspectives politiques, celles que n'ouvre pas, ou pas assez aux yeux des rocardiens, le premier ministre. (A cet égard il est intéressant de noter que ledit premier ministre a fait connaître son « projet de société » — entretenu au Nouvel Observateur — deux jours avant la prestation de M. Rocard.)

Le risque est alors, pour M. Rocard, de paraître insuffisamment solidaire du gouvernement. On imagine aisément le tollé qu'une telle attitude provoquerait chez les socialistes, du moins chez ceux qui ont encore en mémoire les déclarations de M. Rocard au soir de la défaite électorale de la gauche en mars 1978, ainsi que le « parricide » tenté en 1980 contre l'actuel président de la République.

Le ministre de l'agriculture devra donc naviguer entre deux exigences contraires. S'il souhaite aborder les « grands problèmes » qui préoccupent les Français (« le chômage, la sécurité, l'avenir de la France et des Français »), en réalité, notamment à propos du chômage, il lui sera dif-

ficile d'aller au bout de ses analyses, très critiques à l'égard de l'action du gouvernement dans ce domaine. Certains rocardiens croient savoir que le ministre ne s'avancera pas, de lui-même, trop loin sur le terrain de l'économie, pour les mêmes raisons : la rigueur, pour la gauche, estime-t-il, n'est qu'un moyen à mettre au service d'un projet économique et social que l'actuel gouvernement n'a pas vraiment défini. De la même façon, M. Rocard juge, à propos du déficit budgétaire, qu'il vaut mieux s'intéresser à l'usage qu'on en fait plutôt qu'à se fixer arbitrairement une limite chiffrée.

Le ministre de l'agriculture pourra, plus facilement, saluer l'action du gouvernement quand il la juge positive. Éclairée à la lueur de ces « non-dits », cette approbation ne prendra que plus de poids. Elle peut être portée d'autant plus librement que son auteur a mis trois fois sa démission dans la balance (1). Elle n'empêchera pas M. Rocard d'évoquer, à l'occasion, la question du lait, pour rappeler qu'il a dans son secteur préparé à temps et mener, en limitant les traumatismes, les restructurations inévitables.

Une fois le bateau Rocard sorti du port, une fois franchi un premier chenal, au plus près des récifs, reste à choisir un cap et à dresser un plan de navigation. 1986 ? 1988 ? La plupart des amis du ministre de l'agriculture refusent de chercher dès maintenant à voir si loin. Tout au plus s'accrochent-ils pour estimer, avec M. Pierre Brana, membre rocardien du secrétariat national du PS, que « le PS, la gauche et le président de la République ont intérêt à [utiliser] Michel Rocard ».

Comme M. Brana, tous estiment que leur chef de file a vocation à rassembler « au-delà de notre sensibilité et même au-delà du PS ». Mais M. Michel Sapin, député rocardien de l'Indre, est le seul à développer un schéma en ce sens pour l'avant-1986.

Pour M. Sapin, la gauche non communiste ne peut plus, comme c'était le cas en 1981, se retrouver tout entière dans le PS. La floraison des clubs témoignés de cet éparpillement. Pour M. Sapin, il faut donc aller à la bataille des législatives sous l'étiquette d'une « majorité présidentielle », non sous celle du seul PS. M. Rocard devrait conduire une telle campagne.

Hypothèse d'école ou hypothèse de travail, cette stratégie — comme toute stratégie rocardienne — pose le problème des rapports de M. Rocard avec son courant. Ces relations s'étaient tendues, en septembre dernier, à l'occasion de la réunion de Gouvioux (2), au point que le courant C était menacé d'écroulement. A cette époque, M. Rocard souhaitait garder le silence, alors que ses amis exaspérés par la composition du gouvernement Fabius (qui comptait un seul rocardien, M. Rocard lui-même), le pressaient de s'exprimer. Si M. Rocard avait persisté dans son silence, il risquait de se trouver isolé au sein même de son courant.

Implosion idéologique

Certains, comme M. Jean-Pierre Sueur, député du Loiret, aimeraient que les rocardiens parlent désormais sans timidité. D'autres, comme M. Brana, préfèrent une présence assidue, mais diffuse. Tous estiment que l'affirmation du courant Rocard ne doit pas apparaître comme la « revanche des vaincus » du congrès de Metz de 1979, sauf à courir le risque de susciter une nouvelle cristallisation autoproclamée, alors même que les amis de M. Rocard jugent que le vent souffle dans leur sens.

Le réalisme économique, en s'imposant au PS, élargit, par là-même, estime-t-on, l'audience de certains au moins de leurs thèses. Ils peuvent donc espérer « accompagner cette implosion idéologique » du PS selon la formule de M. Sapin, afin qu'il apparaisse que « les rocardiens ne sont pas les anciens du courant C du congrès de Metz, ni, à plus forte raison, les anciens du PSU », comme le dit M. Claude Evén, président de la commission des affaires sociales de l'Assemblée nationale. Les plus optimistes qui s'appuient sur divers indices de nouveaux olivages « trans-courants » à

l'intérieur du PS, espèrent une « recomposition interne » du parti.

A vrai dire, d'autres rocardiens rejoignent l'entourage de M. Jospin pour juger l'idée d'une telle recomposition irréalisable. La « diffusion » même des idées rocardiennes dans le parti est contestée, au demeurant, dans l'entourage du premier secrétaire. Une chose est certaine : les réseaux rocardiens se reconstituent. Les liens se renouent, les amis du ministre de l'agriculture, par exemple, lui préparent de nouveaux des notes sur les sujets dont ils sont spécialisés.

Une hypothèse semble levée, pour le moment : l'avenir de Michel Rocard passe bien par le PS. Si certains rocardiens ont la tentation de penser le contraire, ils ne le disent pas.

M. Rocard, au demeurant, aurait probablement tort de faire la fine bouche. Même si certains membres du courant A (mitterrandiste) continuent de lui manifester une hostilité irréductible, c'est un proche de M. Jospin qui affirme que, si les socialistes étaient contraints aujourd'hui de se choisir un « présidentiable », ce serait Michel Rocard.

JEAN-LOUIS ANDRÉANI.

(1) Deux fois lors de la négociation budgétaire européenne; la troisième fois, il y a dix jours, en raison de dispositions du collectif budgétaire de 1984 qui n'étaient pas conformes aux promesses qu'il avait faites au nom du gouvernement aux agriculteurs.

(2) Voir le Monde des 4 septembre et 12 octobre.

BAISSE DES COTES DE CONFIANCE DE M. MITTERRAND ET FABUS

Le « baromètre » mensuel de la SOFRES, publié par le Figaro Magazine du 1^{er} décembre, enregistre une légère baisse de la cote de confiance du président de la République. D'après cette enquête réalisée du 15 au 21 novembre, auprès d'un échantillon représentatif de 1 000 personnes, 36 % des Français (37 % le mois dernier) déclarent faire confiance au chef de l'Etat pour résoudre les problèmes de la France; 60 % (59 % précédemment) lui refusent cette confiance.

Bien que toujours positive, la cote de confiance du premier ministre enregistre elle aussi une baisse. Ceux qui font confiance à M. Laurent Fabius passent de 49 % (lors de la précédente enquête) à 47 %. Parallèlement, ceux qui déclarent ne pas lui accorder leur confiance passent de 34 % à 37 %.

M. Michel Rocard, est toujours la personnalité politique la plus populaire : 56 % des Français (au lieu de 52 % le mois dernier) souhaitent lui voir jouer un rôle important dans l'avenir.

M. Laurent Fabius reste stable avec 48 %. Dans l'opposition M. Raymond Barre et M^{me} Simone Veil sont ex aequo avec 48 %. Ils gagnent respectivement 5 et 3 points. M. Chirac (39 %) et Giscard d'Estaing (31 %) en revanche enregistrent une perte respective de 2 et 3 points.

DÉCÈS DE M. PIERRE FOREST MAIRE DE MAUBEUGE

M. Pierre Forest, maire de Maubeuge, est décédé, vendredi matin 30 novembre, à l'hôpital de sa ville, des suites d'une affection pulmonaire.

[Né le 18 décembre 1899, à Vieux-Mesnil, dans le Nord, M. Pierre Forest, qui, après ses études à la faculté de médecine de Paris, s'était installé à Maubeuge en 1927, avait été conseiller général du canton nord de la ville de 1931 à 1982, où il ne s'était pas représenté. Adjoint au maire de Maubeuge en 1929, M. Pierre Forest était devenu maire en 1945. Député SFIO de la 22^e circonscription du Nord de novembre 1958 à mai 1968, il avait quitté le PS lors des élections municipales de mars 1977, à l'occasion desquelles il avait refusé de constituer une liste d'union de la gauche et s'était opposé au « parachutage » de M. Pierre Bérégovoy. Il avait conservé son mandat. En mars 1983, il avait été élu à la tête d'une liste d'opposition. M. Pierre Forest avait récemment adhéré au Parti social-démocrate (composant de l'UDF).]



Contes et légendes de Canaquie

Le Conseil international de la langue française (CILF), qui a son siège à Paris, s, en principe, vocation de veiller à la bonne tenue du français dans et hors de l'Hexagone, mais il a surtout actuellement une activité éditoriale à laquelle on ne pourra en tout cas pas reprocher d'être sectaire. Après des légendes du Zaïre, d'Haiti, de Djibouti ou d'autres antipodes et des contes maghrébins — bilingues français-arabe, — le CILF a publié, il y a quelques mois, sans penser évidemment à la prochaine irruption de la Nouvelle-Calédonie dans le champ de l'actualité, des *Histoires canaques*. Elles sont aujourd'hui bienvenues pour qui s'intéresse à la grande île française du Pacifique. Elles ont été recueillies sur la côte nord-ouest du territoire, en collaboration avec le laboratoire des langues et civilisations à tradition orale du Centre national de la recherche scientifique (CNRS).

C'est un ouvrage modeste, et il faut bien reconnaître que les historiettes qu'il nous livre sont souvent aussi assez « modestes », mais elles donnent un utile aperçu de la vie quotidienne, des rites et de la mentalité de ces Mélanésiens ayant appartenu non sans bruit depuis Napoléon III à l'ensemble français. Cette appartenance leur aura à tout le moins fourni un alphabet, une langue d'ouverture sur l'extérieur et un idiomme véhiculaire, le français, car le texte très précis de présentation des *Histoires canaques* nous apprend, notamment, que les autochtones de Nouvelle-

Calédonie, qui sont environ cinquante mille, ne parlent pas moins de vingt-huit langues ! Les contes publiés par le CILF ne concernent, au reste, que deux seulement de ces langues...

Toutefois, les thèmes tournent autour du labour agricole — on a pu parler en Nouvelle-Calédonie de « civilisation de l'ignome » — sont communs à quasiment toute la Canaquie, ainsi que la collecte des coquillages, la peur de l'obscurité, la chasse et la guerre, avec, parfois, des monstres coralliens, l'anthropophagie, dont on saura gré à la colonisation européenne de l'avoir fait disparaître.

Il n'est pas indifférent, enfin, de noter que, dans la vision du monde des Mélanésiens, « le nouveau venu, l'étranger, occupe une position précise ou indépendante ». Il est heureux que la présence française n'ait, en tout cas, pas fait disparaître les narrateurs et les narratrices locaux, sans lesquels nous aurions tous jours ignoré la poignante histoire des « deux amis », Jédé-de-Montagne et Jédé-de-Bord-de-Mer, dont on laissera au lecteur curieux le soin de vérifier s'ils finissent un jour par s'entendre, après que l'on ait incendié la case de l'autre...

J.-P. PÉRONCEL-HUGOZ.

* *Histoires canaques*, textes recueillis par Alain Bensa et Jean-Claude Rivière et illustrés par Hélène Bensa. Édition bilingue CILF-EDICEF, 93, rue Jeanne-d'Arc, 75013 Paris. 160 pages, 20 francs.

150

Société

HEL ROCARD

Agriculture veut s'affirmer r du gouvernement

En fait, de son analyse, Hel Rocard a l'impression de l'absence de tout projet de l'agriculture. Il ne voit pas de l'agriculture une source de richesses, mais une source de problèmes. Il ne voit pas de l'agriculture une source de richesses, mais une source de problèmes. Il ne voit pas de l'agriculture une source de richesses, mais une source de problèmes.

Une hypothèse... Hel Rocard a l'impression de l'absence de tout projet de l'agriculture. Il ne voit pas de l'agriculture une source de richesses, mais une source de problèmes. Il ne voit pas de l'agriculture une source de richesses, mais une source de problèmes.

Hel Rocard, au demeurant, a l'impression de l'absence de tout projet de l'agriculture. Il ne voit pas de l'agriculture une source de richesses, mais une source de problèmes. Il ne voit pas de l'agriculture une source de richesses, mais une source de problèmes.

Hel Rocard, au demeurant, a l'impression de l'absence de tout projet de l'agriculture. Il ne voit pas de l'agriculture une source de richesses, mais une source de problèmes. Il ne voit pas de l'agriculture une source de richesses, mais une source de problèmes.

Hel Rocard, au demeurant, a l'impression de l'absence de tout projet de l'agriculture. Il ne voit pas de l'agriculture une source de richesses, mais une source de problèmes. Il ne voit pas de l'agriculture une source de richesses, mais une source de problèmes.

Hel Rocard, au demeurant, a l'impression de l'absence de tout projet de l'agriculture. Il ne voit pas de l'agriculture une source de richesses, mais une source de problèmes. Il ne voit pas de l'agriculture une source de richesses, mais une source de problèmes.

Hel Rocard, au demeurant, a l'impression de l'absence de tout projet de l'agriculture. Il ne voit pas de l'agriculture une source de richesses, mais une source de problèmes. Il ne voit pas de l'agriculture une source de richesses, mais une source de problèmes.

Hel Rocard, au demeurant, a l'impression de l'absence de tout projet de l'agriculture. Il ne voit pas de l'agriculture une source de richesses, mais une source de problèmes. Il ne voit pas de l'agriculture une source de richesses, mais une source de problèmes.

Hel Rocard, au demeurant, a l'impression de l'absence de tout projet de l'agriculture. Il ne voit pas de l'agriculture une source de richesses, mais une source de problèmes. Il ne voit pas de l'agriculture une source de richesses, mais une source de problèmes.

ALPINISME

Pierre Beghin, l'« amateur » à l'assaut de l'Himalaya

Grenoble. — L'alpiniste Pierre Beghin et le guide Jean-Noël Roche viennent de rentrer en France après avoir atteint, le 4 octobre après treize jours d'ascension, le sommet du Dhaulagiri, sixième sommet du monde, situé au Népal. Les deux hommes ont gravi l'éperon sud de cette montagne qui culmine à 8176 mètres. Le même itinéraire avait été emprunté en 1978 par une expédition lourde japonaise comprenant douze grimpeurs et dix sherpas. Leur ascension avait duré un mois, et deux alpinistes

s'étaient perdus dans la paroi. Pierre Beghin, qui a déjà atteint le sommet du Manaslu (8156 mètres) en 1981 par sa face ouest, puis réessayé en 1983 l'ascension en solitaire du Kangchenjunga (8598 mètres), troisième plus haute montagne de la terre, figure désormais parmi les tout premiers himalayistes du monde, aux côtés de l'italien Reinhold Messner, qui a déjà atteint dix des quatorze sommets de plus de 8000 mètres, dont deux en solitaire, le Nanga Parbat (8126 mètres) et l'Everest (8848 mètres).

De notre correspondant

Pierre Beghin prépare ses expéditions sur les plus hautes cimes de la terre, entre le camp de base de Saint-Martin-d'Hères (altitude 200 mètres), où il exerce la profession d'ingénieur-chercheur, et la petite station dauphinoise du Sappey en Chaurruze (altitude 1050 mètres). Sur une distance d'une quinzaine de kilomètres, il emprunte, presque quotidiennement, les sentiers les plus pentus, gravit des éboulis de rochers, traverse une forêt pour retrouver enfin le macadam. Cet alpiniste de trente-deux ans, spécialiste des expéditions légères dans l'Himalaya, a fait ses classes dans les Alpes, où il a inscrit à son palmarès une série de grandes ascensions hivernales, notamment la face nord direct des Grandes Jorasses et des itinéraires réalisés en « solo » comme les faces nord des Dru et des Grandes Jorasses. Il a néanmoins raté son concours d'entrée à l'Ecole nationale d'alpinisme (ENSA), qui délivre les précieux diplômes de guide. Il n'a aujourd'hui qu'un seul regret, celui de n'être considéré, malgré ses exploits dans les Alpes et dans l'Himalaya, que comme un « amateur ».

En France, on a la manie des diplômes. Seuls les guides sortis de l'ENSA sont considérés comme des professionnels de la montagne. Pourtant, beaucoup d'autres alpinistes vivent de leurs aventures et exercent, en vrais professionnels, leur métier. On retrouve en montagne un peu la même différence qu'il y a aujourd'hui entre un pilote de formule 1 et un monteur d'auto-école. « Pas très tendre, cet ingénieur-alpiniste, qui modélise en laboratoire l'écoulement des avalanches ou le transport de la neige par le vent. Mais combien réaliste. Comme beaucoup d'alpinistes de haut niveau de sa génération, Pierre Beghin est un citoyen formé au contact direct du rocher et de la glace, et poussé par un puissant élan vers les plus hautes et les plus inaccessibles cimes. « Chamonix n'est plus le creuset de l'alpinisme », dit-il, comme pour rappeler que la montagne n'est plus la propriété des seuls spécialistes brevetés et diplômés.

Projets

A l'image de l'italien Reinhold Messner, c'est dans la chaîne himalayenne que Pierre Beghin s'exprime le mieux. Au Manaslu d'abord, il parvient en quatre semaines à 8156 mètres, avec une équipe d'amis grenoblois. Deux ans plus tard, en 1983, il repart pour la face nord du Jannu (7710 mètres). Pendant huit semaines, les cinq membres de son expédition luttent pour franchir un mur haut de 3 000 mètres constamment plongé dans l'ombre et le froid. Ils renouent à 200 mètres du sommet, vaincus par la fatigue, par les conditions météorologiques et par la difficulté extrême de l'itinéraire convoité. L'année suivante, c'est le troisième géant de la terre que foule Pierre Beghin, après avoir emprunté la voie dite normale d'ascension de cette montagne, et

De notre correspondant

au prix d'un engagement personnel. « Je suis assez fasciné par les expériences solitaires. Cette année, alors que nous étions au Dhaulagiri, je n'ai jamais eu la même tension physique et morale que j'avais éprouvée pour le Kangchenjunga et qui était présente en moi dès la préparation de l'expédition. Pour le Dhaulagiri, j'étais à peine inquiet. Il en fut tout autrement pour le « Kang » : la solitude extrême en montagne, oppressante et fascinante, provoque des impressions cent fois plus fortes. » L'alpiniste grenoblois, qui a des projets pleins la tête, voudrait se rendre au pôle ouest du Makalu (8481 mètres), gravir l'Everest par son versant chinois ou tenter l'ascension du K2 (8611 mètres) également par le côté chinois, enfin conclure sa tentative avortée du Jannu... tout en restant ingénieur. Il reconnaît être sur la corde raide, en demandant presque : « l'impossible » à son employeur.

Pierre Beghin est aussi fasciné par l'exploit récent de l'alpiniste polonais qui est parvenu à monter au sommet du Broad Peak (8047 mètres)... en vingt-deux heures. « Une performance sportive remarquable et toute nouvelle dans l'Himalaya, qui nécessite une parfaite acclimatation à la haute altitude. » Beghin avait, lui aussi, ce projet dans la tête, mais il a été doublé. « Les expéditions en solitaire, je les vois plus se réaliser sur les grands sommets du type Everest ou K2, là où entrent en jeu des difficultés liées à la solitude, et non à des problèmes techniques. Quant aux grandes parois de la chaîne himalayenne, je pense qu'à deux alpinistes on pourra bientôt en venir à bout », affirme le grimpeur, qui ajoute : « Faire des 8000 mètres pour des 8000 mètres ne présente plus beaucoup d'intérêt. Mais pour les médias et les commanditaires un « plus de 8000 mètres » représente toujours une grande aventure, alors que de fantastiques itinéraires très techniques de l'alpinisme, mais situés en dessous de la limite des 8000 mètres, restent à faire. Comme la faiblesse face est du Gasherbrum-III (7980 mètres). Mais leur exploration est presque impossible. »

CLAUDE FRANCELLO

Procédé sans nom

En janvier 1983, le conseil municipal de Joinville-le-Pont (Val-de-Marne) décide de donner au stade municipal de la ville le nom de Robert Deloche. Celui qui bénéficie ainsi du rare privilège de voir de son vivant son nom figurer au fronton d'un édifice public est ce qu'il convient d'appeler un « figure » de Joinville.

Né en 1909, M. Deloche, qui n'a jamais cessé de militer dans le rang du Parti communiste, a été conseiller municipal de Joinville dans les années 1935. Déput de son mandat en 1940, blessé à Dunkerque, évacué sur l'Angleterre, il revient bientôt en France pour entrer immédiatement dans la clandestinité.

Arrêté en 1941 par la police de Vichy, M. Deloche sera interné au camp de Châteaubriant (Loire-Atlantique) de sinistre mémoire, puis à celui de Voves (Eure-et-Loir), où il parvient à s'évader en juillet 1942.

A la tête des FTP (Francs-tireurs partisans), il libérera le maire de Joinville le 20 août 1944. Au lendemain de la Libération, M. Deloche devient maire de Joinville et conseiller général de la Seine, fonctions dans lesquelles il restera jusqu'en 1953.

Mais en mars 1983, le maire de Joinville est convoqué par la droite. Voir le nom d'un communiste, soit-il été résistant et maire, inscrit sur la porte d'un stade est probablement jugé intolérable par le nouveau conseil.

J.-M. DURAND-SOUFFLAND

APRÈS LA CATASTROPHE ROUTIÈRE DE BEAUNE

Le deuil silencieux

De notre envoyé spécial

Crépy-en-Valois. — Etonnante discrétion. Au moment même où, au tribunal de Senlis, les robes noires soupèsent le « prix de la douleur » au tribune de la jurisprudence, les familles endeuillées se taisent. Volonté d'oubli ? Preuve, une fois de plus, que les grandes douleurs sont muettes ? « Nous avons donné des consignes pour que chacun reste digne », précise M. Christian Polard, le président de l'Association des familles des victimes de la catastrophe de Beaune.

Plus de deux ans après la tragédie, ces consignes sont superflues. Les familles endeuillées ne sont pas de celles qui crient avant d'avoir mal. Ni même après. Dans les HLM de la Sablonnière ou du quartier des Musiciens, à Crépy-en-Valois (Oise), on n'avait pas l'habitude de geindre contre l'adversité. Familles nombreuses, très nombreuses parfois, toujours à l'étroit. Serrées pour l'argent. Familles ouvrières, où le mari travaille dur, où la femme passe ses journées dans le bruit, entre une ribambelle d'enfants chahuteurs et la télé qu'on n'écoute plus.

Mesquineries administratives

Chromo simpliste ? Mauvais Zola ? Peut-être, mais les familles endeuillées de Crépy-en-Valois n'appartiennent pas au milieu en vogue des « nouveaux pauvres », ni même à ces prolétaires du quartier-monde que l'on découvre à la fin d'un long voyage. La catastrophe de Beaune a frappé des familles ouvrières simples et modestes, parfois pauvres mais toujours, et nullement exotiques.

Les Guillot, par exemple : aucune hargne, aucune rancune. Tout juste un peu de lassitude pour Marc, le père de quatre enfants morts, qui a lâché l'association des victimes puisqu'elle « piétinait ». Jean-Louis,

son frère, au visage d'enfant blond, était père de huit enfants avant l'accident. Les trois aînés ont péri brûlés vifs, mais il ne s'est pas laissé abattre. Il a emménagé avec sa jeune femme de vingt-neuf ans et ses cinq derniers (de trois à sept ans) dans un coquet pavillon neuf du quartier des Fleurs. « Je préférerais avoir les gamins plutôt que la maison », dit-il avec un petit sourire. Il ne se rembrunit qu'au souvenir des mesquineries administratives des Allocations familiales : « Ils m'ont tout de suite enlevé 2 500 F », précise-t-il avec étonnement. La jeune femme, qui, en ce mercredi après-midi, a les quatre derniers dans les jambes, avoue un certain soulagement : « On était trop à l'étroit en appartement. »

Jean-Louis, OS dans une fabrique de meubles, travaille pour lui le soir dans un autre atelier, où il retrouve son ami Daniel Vernet, un jeune éboueur moustachu, père, comme lui, de huit enfants : « J'en avais cinq dans le coup, dit Daniel, mais ils sont tous revenus, parce qu'ils étaient dans le premier car. » Les cinq sont revenus saufs, mais traumatisés. « Pour les faire monter dans le car Crépy-Creil, rien à faire, dit-il. L'ainé refuse même la classe de neige. »

Même réaction chez Mme Bachelart, mère de quatre enfants tous revenus de la tragique équipée. « Ça fait un drôle d'effet », dit-elle sans pouvoir expliquer. Son petit Didier, un blondinet de huit ans, « fait des cauchemars depuis l'accident ». Quant à Jacky Syx, machiniste dans une usine d'embouteillage, âgé aujourd'hui de trente-neuf ans, il y a beau temps qu'il ne pleure plus ses quatre enfants disparus. « Nous avons emménagé dans ce pavillon parce qu'on ne pouvait pas rester dans un appartement où tous les petits voisins frappaient à la porte pour venir jouer », explique-t-il tranquillement. Sa femme travaille à la conserverie. « Elle peut se rester là, dit-il, elle s'ennuie de trop. » Il ne reste plus à la maison qu'un

garçon de seize ans et une fille de dix-huit. « Qui a fait une bêtise » et ramené un enfant de plus. Le père a l'espoir que le garçon qu'elle fréquente maintenant prendra le bébé en charge. « Il attend sa feuille » pour le service militaire...

L'indifférence

Seul le président de l'Association des victimes s'appuie sur la catastrophe de Beaune pour agir : « Je ne veux pas que mes enfants soient déçus pour rien », martèle-t-il. La douleur ? « On pourra remuer le fer dans la plaie tant qu'on voudra, rien ne sera aussi horrible que le jour où il a fallu aller à Beaune reconnaître les corps », avoue-t-il sans complaisance. Et Dieu sait qu'il en a vu, lui, l'ancien sapeur-pompier, le grutier aux bras tatoués, le conducteur d'engins exceptionnels, qui a « fait » tous les chantiers du Maroc à l'Ark en passant par la Libye. Même pas de rancune : « Que le coupable fasse cinq ans de prison, qu'est-ce que ça changera ? Ce qui me rend malade, c'est l'indifférence devant les catastrophes, les hécatombes routières. Même dans mon entreprise, la sécurité passe après le reste. » Son idée, aujourd'hui, c'est de grouper toutes les associations pour dresser un mémorial aux victimes des accidents de la route.

Sa femme Denise, violemment plus marquée par la mort de deux de ses cinq enfants, cherche surtout à préserver son petit dernier, treize ans, rescapé de la catastrophe : « Quand il neige, je l'emmène en voiture où je lui fait manquer la classe. J'ai trop peur d'un nouvel accident de car. » Elle a renoncé à chercher un travail, « pour ne pas le laisser seul », maintenant que ses aînés sont grands (dix-neuf et vingt ans). Et elle a toujours un serrement de cœur lorsque, dans la chambre vide, elle contemple les noms de ses deux enfants morts, tracés par eux-mêmes à la craie sur la poutre au-dessus de leurs lits.

ROGER CANS

MOTS CROISÉS

PROBLÈME N° 3851

HORIZONTALEMENT

I. Permet d'avoir l'air tout à fait comme il faut. — II. Affluent de l'Oubangui. Font un travail en série. Article étranger. — III. Possessif. N'est pas un agrégat à Londres. Fin de bail. Est toujours suivie d'un repos. — IV. Sorte de vrais saïgues. On peut en faire un plat. — V. Préposition. Qui a donné son nom à la « décade ». — VI. Préposition. Ne nous envoie pas au diable quand il s'agit de minigons. — VII. Fit des projets mirifiques. Division du mètre. — VIII. Fit son trou. Peut facilement être collé. — IX. Abréviation évitant une répétition. — X. Cri pour chasser les « moucheron ». — XI. Nom qu'on ne laisse donc pas dormir. Qualité. — XII. Nom qu'on peut donner à celui qui a perdu pied. N'est vraiment pas un bon mouvement. Comme un champ de bataille. — XIII. Quand on en sort, on peut être bouclé. Est très efficace contre les piqures. — XIV. Endroit où l'on danse. Un grand mouvement. Sans dessous dans un compte. — XV. Point de départ. Fait une demande polie. Un vague sujet.

Sorte de machin. — XV. Bons à détacher. Pas timbrés. Participe.

VERTICALEMENT

1. Avoir double travail. Sa tête est sur les épaules. — 2. Un roi au théâtre. Pièce dure. Pas dit. Recueil d'anecdotes. — 3. Pronom. Un point sur la carte. Interjection. De plus dans un compte. — 4. Est donc le premier. Quand on le fait, ça com-

mence à flamber. Se dore au soleil. — 5. Pas conservé. Petites pour ramasser ceux qui sont crevés. Graphie admise. — 6. Pas annoncé. Présenté comme une rose. — 7. Etait la moitié de son frère. Interjection. Est souvent sur la planche. Peut être recherché par celui qui manque de pot. — 8. Sorte d'argile. Répandit. Doit avoir de solides mâchoires. — 9. Son jour est férié. Ne cesse pas de regarder. Partie de l'intestin. — 10. Possessif. La sotte et le marteau, par exemple. — 11. On l'entend bien avant d'arriver au lavabo. Symbole pour un métal léger. — 12. Se lève dans les retranchements. Qui n'ont donc rien pris. — 13. Un siège pour une cour. Élément d'une frange. Vieille ville. — 14. Pour ceux qui aiment le naturel. Pour faire le trottoir. Ne s'attache pas à l'argent. — 15. Protège une couche. Ville de Mésopotamie. Devant un total.

Solution du problème n° 3850

Horizontalement

I. Déboûlé. — II. Ecritoire. — III. Blasé. On. — IV. Oasis. Ste (sté). — V. Ri. Laiz. — VI. Drille. SC. — VII. Coutume. — VIII. Moins. En. — IX. Et. UP. — X. Nécessité. — XI. Triviaux.

Verticalement

1. Débordement. — 2. Eclair. Oter. — 3. Bras. Ici. Ci. — 4. Oisillon. EV. — 5. Utes. Lus. SI. — 6. Cos. Let. Usa (USA). — 7. Hii. Sa. Piu. — 8. Erotisme. TX. — 9. Sénescence.

GUY BROUTY.

Vous aurez bien plus de succès... devenez
Graphologue MSI
apprenez quelque chose que les autres ignorent. Acquérez une science qui fera des jaloux. Informations gratuites sur notre formation par correspondance avec diplôme de fin d'études par MSI-Ecole Suisse de Graphologie
Dep. Beau-Site 65, CH-1603 Pully (Berne)

"GRAND JURY" RTL - Le Monde
PIERRE MESSMER
dimanche 18h15
en direct sur **RTL**
animé par **Olivier MAZEROLLE**
André PASSERON
et Jacques ISNARD (Le Monde)
Dominique PENNEQUIN
et Gilles LECLERC (RTL)

A ses lecteurs
qui vivent
hors de France
Le Monde
RÉALISE CHAQUE SEMAINE
UNE ÉDITION
INTERNATIONALE
Ils y trouveront une sélection
des informations,
commentaires et critiques
parus dans leur quotidien

Société

COIFFEUR CÉLÈBRE ET PROPRIÉTAIRE D'UN RESTAURANT

M. Maurice Joffo est arrêté pour recel de bijoux volés

Le coiffeur et restaurateur parisien Maurice Joffo, âgé de cinquante-cinq ans, frère de Joseph Joffo, l'auteur du best-seller *Un sac de billes*, a été appréhendé, vendredi 30 novembre, par la brigade de répression du banditisme (BRB) de la police judiciaire parisienne. Les enquêteurs l'accusent de recel de bijoux volés et affirment avoir recueilli contre lui des preuves accablantes. M. Joffo devait être déféré au parquet de Paris dimanche 2 décembre, après la fin de la garde à vue.

La version respectable de la délinquance

M. Joffo était « filé » par les inspecteurs de la BRB qui enquêtent sur des cambriolages visant notamment des personnes âgées. Il aurait été surpris alors qu'il venait d'acheter un kilo de bijoux à deux forains tandis qu'un demi-kilo de bijoux était retrouvé lors de la perquisition effectuée ensuite à son restaurant Le Dauphine, place Victor-Hugo. D'une valeur totale de 110 000 francs, ces bijoux auraient été volés, selon les enquêteurs qui paraissent convaincus que M. Maurice Joffo était un recelateur très actif.

Cette opération de police judiciaire intervient alors que, sur la pression du Conseil national de prévention de la délinquance (CNP), la question du recel et des circuits commerciaux apparentement respectables qui servent de débouchés à la délinquance est activement étudiée par le gouvernement. Un « groupe de travail interministériel sur la prévention et la répression du recel » a été créé dont le rapporteur général est M. Paul Roux, directeur de l'inspection

générale de la police nationale (IGPN) et ancien directeur central des renseignements généraux.

Le CNPD estime que le recel est insuffisamment réprimé, tant dans l'activité des services policiers que dans la législation actuelle. Cependant, alors que l'ensemble des délits et crimes constatés a augmenté de 93,53 % de 1973 à 1982, les faits de recel ont augmenté durant la même période de 208,46 %. Le CNPD souhaite la mise au point d'un code d'identification de certaines marchandises, des réquisitions plus sévères pour les receleurs que pour les petits délinquants qui les alimentent, une responsabilisation de la population sur les achats de marchandises en « discount », souvent de provenance illicite. Ainsi le conseil communal de prévention de la délinquance de Montrouil (Seine-Saint-Denis), ville qui compte un marché aux puces actif, vient-il de lancer une campagne d'information sur le recel destinée à la population, par voie de brochures et d'affiches.

Un officier de tir du plateau d'Albion déserte pour protester contre l'arme nucléaire

Un officier de tir du plateau d'Albion, qui avait disparu le 6 novembre, vit dans la clandestinité depuis huit jours à Paris et il a prévu de se présenter de son plein gré, ce samedi 1^{er} décembre, dans une brigade de gendarmerie. « Je ne pouvais plus supporter l'idée de servir comme officier de tir au plateau d'Albion, parce que ce poste implique l'utilisation de l'arme nucléaire », a déclaré le journal *Libération* Jean-Louis Cahin, vingt-cinq ans, lieutenant dans l'armée de l'air au Groupement de missiles stratégiques (GMS) d'Ap (Vaucluse).

Assurant qu'il ne déviellera aucun secret militaire, le lieutenant

La procédure engagée par M. Bidalou contre les syndicats déclarée nulle

Le tribunal de grande instance de Pontaise (Val-d'Oise) a déclaré, vendredi 30 novembre, nulle, pour des questions de forme, la citation à comparaître que le substitut du procureur de la République, M. Jacques Bidalou, avait délivrée aux membres de la Chambre nationale de discipline des syndicats et administrateurs judiciaires. M. Bidalou leur reproche d'avoir eu connaissance d'irrégularités commises par certains membres de leur profession et de s'être rendus passibles d'une condamnation pour « non-déclaration de crimes et abstentions délictueuses » en n'ayant pris aucune mesure contre ces agissements.

Le substitut avait donc fait citer, outre les membres de la chambre de discipline, une quinzaine de syndicats et, comme témoins, une cinquantaine de « faillites » ayant eu affaire à eux, ainsi que l'ensemble des membres de l'Assemblée nationale afin de les interroger sur les modifications de la loi concernant les syndicats de faillite. Les députés avaient décliné l'invitation, avec l'accord du garde des Sceaux, M. Robert Badinter (le *Monde* du 1^{er} décembre).

Dans ses attendus, le tribunal assimile « la forme de la citation » à une « sortie » et estime qu'il s'agit là d'une « voie de fait assimilable à une prise d'otages ou à une chasse aux sorcières ».

CONCESSION EXCLUSIVE
École, bibliothèque, tout public
« Encyclopédie monde actuel »
PRIX BAS - GROS SUCCÈS
NITEXIT BP 8 CH. 1227 CAROUGE

LES ROULEURS DE CONVERGENCE 1984

Lendemain amers

Il y a un an, au terme de la marche dite des Beurs, une France étonnée découvrait une jeunesse maghrébine qui avait du cœur et des jambes. Paris en liesse accueillait, le 3 décembre 1983, les marcheurs et vibrants au rythme des youyou : « Le marche en faisant des signes à cette France de solidarité... C'est dérangeant », écrit, quelques mois plus tard Bouzid, un des marcheurs (1).

Lendemain de fête amers, un an après : l'arrivée, le samedi 1^{er} décembre à Paris, des cinquante rouleurs de Convergence 1984 sur leurs drôles de machines ne sera sans doute pas la répétition de l'année dernière. Entre-temps, la France a bougé : dans un pays où 26 % des habitants parlent tout ou partie des langues de M. Jean-Marie Le Pen (2), l'offensive a changé de camp. M. Alain Grotteray, éditeur de *Figaro Magazine* et maire UDF-PR de Charenton, peut accueillir, cette année, à sa manière, les rouleurs en appelant à un référendum « sur le retour progressif des étrangers présents sur le sol français ». Et les juges de la cour d'appel de Lyon ont aggravé, le 29 novembre, la peine de Toumi Djadjia, l'initiateur de la marche des Beurs en 1983.

À ce mauvais climat, s'ajoute la mauvaise volonté des responsables de Convergence. Les marcheurs en 1983 s'étaient offerts en symbole à la France humaniste. Les rouleurs de 1984 affichent malicieusement une parole radicale. Leur revendication d'égalité est sans concession, leur dénonciation des prudences de la gauche sans équivoque. A un jour de gloire, ils ont préféré, dès le départ, un jour de clarté — quitte à être moins nombreux sur le pavé parisien.

Ainsi, aucun ministre ne participera cette année au cortège. La volonté de ne pas récupérer « ce mouvement qui a manifesté à plusieurs reprises un droit à l'autonomie » fait sans doute honneur à M^{me} Georgina Dufoux, ministre, entre autres, de l'immigration. Et on ne mettra pas en cause son souci de « rester aux côtés de ceux et celles qui mènent le dur combat pour une véritable égalité ».

Ces déclarations ne sauraient masquer pourtant la coupure entre le pouvoir et la jeunesse issue de l'immigration, dont les rouleurs porteurs, noirs ou maghrébins ne sont que les représentants. Le Parti socialiste a fait savoir officiellement qu'il n'appellait pas à manifester, en raison d'un des slogans retenus par Convergence : « Ils parlent tous d'insertion ! Ils préparent tous une expulsion ». M. Philippe Farine, délégué national à l'immigration pour le PS, a écrit aux responsables de Convergence : « Ce mot d'ordre n'est ni politiquement juste, ni conforme à la vérité ».

Le nouveau discours du PC

Le Parti communiste, en revanche, tout comme la CFDT, la CGT et la plupart des organisations d'extrême gauche, appelle à la manifestation. Le PC le fait même dans sa propre presse, avec une insistance particulière. Ses appels, reprenant la plupart des mots d'ordre de Convergence sur la nouvelle citoyenneté et sur l'égalité, semblent dépourvus de toute volonté de récupération. « Il faut avoir le courage de dire que nombreux sont les jeunes immigrés qui s'estiment incompris par l'ensemble des forces politiques »,

compris le PCF, indique l'hebdomadaire *Révolution* ; même si ce dernier est du même côté de la barrière qu'eux. Les militants de la CGT et ceux des Jeunesses communistes ont été, plus que l'année dernière, présents à de nombreuses étapes, et des fins de la région parisienne ont prêté leur concours pour l'organisation, cette semaine, d'une Coupe de football de l'égalité entre soixante-quatre équipes de banlieue.

Officiellement, le PC n'aurait rien changé sur le problème de l'immigration. « Nos positions de principe n'ont pas varié », affirme M. Martin, responsable de ces questions à l'échelon du comité central, qui rappelle le soutien à la marche l'année dernière. Le discours du PC pourtant semble avoir notablement évolué. On n'envisage plus, comme à Vitry en décembre 1980, de lutter à coups de bulldozer contre les concentrations jugées excessives d'immigrés dans les communes communistes. Le parti, aujourd'hui à la recherche d'une identité, trouve sur les terrains de lutte, d'Espèce à Convergence, les travailleurs immigrés et leurs enfants. « C'est avec eux et non contre eux que nous réglerons les problèmes », affirme aujourd'hui M. Guy Martin, responsable des questions de l'immigration et du logement à la mairie de Vitry. Le traumatisme du bulldozer est peu à peu surmonté, même si le changement de ton à l'égard des immigrés n'est pas, à l'évidence, encore général.

La gauche n'est pas seule à être divisée face à l'initiative de Convergence ; le mouvement beur lui-même n'est pas unanime dans cette affaire. Chacun, samedi, s'il vient, viendra avec sa propre pancarte et sa sensibilité. La manifestation élitiste y perdra en démonstration symbolique, mais y gagnera sans doute en vérité. Si un mouvement de l'ensemble de la jeunesse des cités doit un jour exister, il ne pouvait en tout cas se construire sur l'ambiguïté.

NICOLAS BEAU.

Un nouveau moyen de contraception

(Suite de la première page.)

« Pratiquement, aucun effet secondaire n'a été enregistré au niveau clinique ou métabolique, hormis (...) une tendance au saignement prolongé ainsi que quelques cas de saignement important. »

C'est pour tenter de réduire le pourcentage d'échecs qu'une équipe suédoise (professeur Marc Bygdeman, professeur et chef du département d'obstétrique et de gynécologie de l'Institut Karolinska de Stockholm) a proposé d'ajouter, à la prise (qui se fait par voie orale) du RU 486 (associé ou non aux progestagènes) une injection de progestagène. Cette substance stimule la contractilité de l'utérus et, lorsqu'elle est utilisée à très haute dose, elle provoque un avortement en même temps que des effets secondaires indésirables (nausées, vomissements, douleurs diverses, etc.). L'association des deux substances a, semble-t-il, combié les espoirs des cliniciens puisque les résultats sont totalement satisfaisants (efficacité de 100 %) sur des

grossesses allant jusqu'à sept semaines (1).

Les progestagènes utilisés pouvant être proposés par voie orale, les chercheurs estiment aujourd'hui tenir à une méthode idéale pour contrôler la fertilité des femmes, en particulier dans les pays du tiers-monde. De fait, d'autres méthodes, comme le stérilet, peuvent être considérées comme étant contraires, mais l'objectif, dans le cas présent, est d'une tout autre dimension. D'une part, parce que le RU 486 (associé ou non aux progestagènes) peut être proposé comme « pilule du lendemain » tardive ou non ; d'autre part, parce que, dans l'esprit de ses promoteurs, il devrait à court terme constituer un procédé idéal pour contrôler la fertilité des pays en voie de développement. « Auto-administrable », il ne nécessite pas, en effet, le recours à une infrastructure médicale souvent déficiente ou absente dans ces pays.

JEAN-YVES NAU.

Le mystère de la chambre en marbre

Salle de danse ou salle de réunion pour une société secrète ? L'étrange pièce sans fenêtre, aux murs ornés de marbre et dépourvue de spots orientables que le directeur de l'hôpital psychiatrique de Dinan (Côtes-du-Nord) vient de faire aménager à grands frais dans son logement de fonctions n'a pas encore livré son mystère. Mais le directeur a été suspendu, et une enquête est ouverte par le parquet.

C'est M. Charles Josselin, député (PS) et président du conseil général des Côtes-

du-Nord, qui avait séjourné la nuit de la santé. Il avait constaté, en octobre 1983, une diminution des recettes de 8 millions de francs l'ère de la peine de la budget primitif de l'établissement pour 1984. Selon le procureur de la République, 1,34 million de francs a été consacré à la rénovation de la résidence du directeur. Des factures auraient été faillies et des fonds utilisés frauduleusement. Une plainte contre X pour abus de confiance et faux en écriture privée a été déposée.

Ses trois enfants sont rendus à M. Revellat

Nice. — La cour d'appel d'Aix-en-Provence a infirmé, dans un arrêt en date du 30 novembre, une ordonnance prise le 28 juin 1984 par le juge des enfants de Grasse concernant le placement des trois enfants de M. Jean-Louis Revellat, qui avait observé une grève de la faim de onze jours à Nice pour protester contre cette décision (le *Monde* daté 18-19 novembre).

Catherine (quatre ans), Jean-François (trois ans), et Elizabeth (huit mois) seront rendus à M. Revellat et à sa compagne, M^{me} Maryse Ledogar, le mardi 4 décembre. L'ordonnance de placement provisoire qui avait été prise par M^{me} Civalero, juge au tribunal de Grasse, s'appuyait sur un rapport de la direction départementale de l'action sanitaire et sociale des Alpes-Maritimes. Son principal motif était que les enfants du couple « paraissent mal nourris et privés de soins d'hygiène », ce que

M. Revellat, soutenu par deux médecins cannois, contestait formellement. — (Corresp.)

● **Prise d'otages à Marseille.** — Trois personnes, dont un enfant en bas âge, ont été prises en otage, samedi matin 1^{er} décembre à Marseille, par deux malfaiteurs armés qui venaient de commettre un hold-up dans une pharmacie. Poursuivis par la police, les malfaiteurs ont pénétré dans l'ensemble immobilier parc Dromel, et c'est dans un magasin d'optique qu'ils ont pris les otages.

● **Hold-up contre un fourgon postal.** — Trois hommes armés et masqués ont attaqué, vendredi 30 novembre, un fourgon postal entre Monaco et Nice. Après avoir neutralisé le conducteur, ils ont emporté une vingtaine de sacs postaux marqués d'un cordon rouge, qui pourraient contenir des bijoux et des papiers précieux.

Carnet

Décès

— M^{me} veuve Dalila Ladjimi, née Daly Yabia, ses enfants, M. et M^{me} Habib Ladjimi, M. et M^{me} Negib Sebati, M. et M^{me} Omar Ladjimi, M. et M^{me} Slim Lassoud,

ont l'immense douleur de faire part du décès de

M^{me} Hedi LADJIMI, avocat à la Cour de cassation de Tunis, ancien membre du Conseil de l'ordre, avocat honoraire,

survenu à Tunis, le jeudi 15 novembre 1984.

3, rue Tertulien, Notre-Dame, Tunis (Tunisie).

— M. Jean-Michel Laplagne, son épouse, Benoît, Olivier, Hélène, ses enfants, M. et M^{me} Jacques Drouot, ses parents, M. et M^{me} Pierre Laplagne, ses beaux-parents, M. et M^{me} Claude Debuquoy, M. et M^{me} Jean-François Drouot, M. et M^{me} Philippe-Marie Drouot-Aussavy, sa sœur, ses frères et leurs enfants, M. et M^{me} Jacques Brichard, M. et M^{me} Jean-Claude Schütz, M. et M^{me} Henri Boudier, ses beaux-frères, belles-sœurs et leurs enfants, Mme Marie Cronier (OSB), Les familles Cronier, Sergent, Belaygue, Bouneau, Casy, ses oncles, tantes, cousins, cousines, alliés.

Et ses nombreux amis, ont la grande peine de faire part du rappel à Dieu, le 26 novembre 1984, dans sa trentième année, de

Marie-Brightie LAPLAGNE, née Drouot.

La cérémonie religieuse aura lieu le 4 décembre 1984, à 10 h 45, en l'église du Cap-Saint-Jacques, hameau de Troua, commune de Ouyancourt (Yvelines).

Une veillée de prières sera organisée à 20 heures, le 3 décembre, à cette même adresse.

L'inhumation aura lieu dans le cimetière de famille, au cimetière de Sens (Yonne), à 15 h 45.

Mario-Brightie était la petite-fille de M. et M^{me} Henri Cronier.

La sœur et filleule de Paul-Marie.

Pas de fleurs, mais des dons à l'Institut Curie, 25, rue d'Ulm, à Paris-5.

81, avenue des Quatre-Pavés, 78190 Montigny-Le Bretonneux, 80, route de Dijon, 89700 Tonnerre, Le Dognon, 24800 Thiviers.

— M^{me} Edmond Secret, ses enfants et petits-enfants, ont la tristesse de faire part du décès de

docteur Edmond SECRET, ancien médecin-chef de l'hôpital Coeur (Fas),

survenu le 29 novembre 1984, dans sa quatre-vingt-deuxième année. La cérémonie religieuse sera célébrée le samedi 1^{er} décembre, à 15 heures, en l'église de Saint-Léger-au-Bois (Oise), 26, rue Victor-Hugo, 80000 Amiens.

Anniversaires

— M^{me} Georges Goldfeld, ses enfants et petits-enfants, ont la tristesse de faire part du décès de

Jacques ORSERO, gérant de Publ-ville,

décédé le 1^{er} décembre 1983. Sa famille, ses amis se joignent à elle.

Avis de messes

— Une messe de la présence et du souvenir sera célébrée pour

Eveline François PERROUX COSTE,

le mardi 11 décembre 1984, à 12 h 30, en la chapelle du couvent Saint-Dominique, 29, boulevard Latour-Maubourg, à Paris-7. De la part de François Perroux, M. L. Costa, E. S. Costa.

Messes anniversaires

— Une messe anniversaire sera célébrée le samedi 8 décembre, à 12 heures, en l'église Saint-Jacques du Haut-Pas, à l'initiative de

M^{me} Etienne BUFFET, née Marie-Madeleine GUINAND, et de M^{me} Sylviane GUINAND,

rappelées à Dieu, les 3 et 18 décembre 1982.

Communications diverses

— L'Association des archivistes français organise, le mardi 4 décembre au CISP, 6, avenue Maurice-Ravel, 75012 Paris, une journée d'études sur le thème : « Droit à l'information, droit au secret : la communication des archives contemporaines ». Renseignements : tél. (1) 277-11-30.

BIJOUX
CATHERINE
DENEUVE

Motif d'oreille or, diamant avec pendentif amovible cœur cristal et tourmaline.

FRED

JOAILLER

6, rue Repais, Paris. Tél. 260.30.65 • Le Clavier, 74, Champs-Élysées • Hôtel Marillat, Paris. 21, rue du Marché, Genève • Dallas • Beverly Hills • Houston • New York.

150

Carnet

Mme Daila Ladjani, 40 ans, née à Tunis, est venue à Paris pour se faire soigner par son mari, M. Ladjani, qui est médecin. Elle a été opérée à l'hôpital de la Pitié-Salpêtrière.

M. Ladjani, 45 ans, est médecin à l'hôpital de la Pitié-Salpêtrière. Il a été opéré à l'hôpital de la Pitié-Salpêtrière.

M. Ladjani, 45 ans, est médecin à l'hôpital de la Pitié-Salpêtrière. Il a été opéré à l'hôpital de la Pitié-Salpêtrière.

M. Ladjani, 45 ans, est médecin à l'hôpital de la Pitié-Salpêtrière. Il a été opéré à l'hôpital de la Pitié-Salpêtrière.

M. Ladjani, 45 ans, est médecin à l'hôpital de la Pitié-Salpêtrière. Il a été opéré à l'hôpital de la Pitié-Salpêtrière.

M. Ladjani, 45 ans, est médecin à l'hôpital de la Pitié-Salpêtrière. Il a été opéré à l'hôpital de la Pitié-Salpêtrière.

M. Ladjani, 45 ans, est médecin à l'hôpital de la Pitié-Salpêtrière. Il a été opéré à l'hôpital de la Pitié-Salpêtrière.

M. Ladjani, 45 ans, est médecin à l'hôpital de la Pitié-Salpêtrière. Il a été opéré à l'hôpital de la Pitié-Salpêtrière.

M. Ladjani, 45 ans, est médecin à l'hôpital de la Pitié-Salpêtrière. Il a été opéré à l'hôpital de la Pitié-Salpêtrière.

M. Ladjani, 45 ans, est médecin à l'hôpital de la Pitié-Salpêtrière. Il a été opéré à l'hôpital de la Pitié-Salpêtrière.

M. Ladjani, 45 ans, est médecin à l'hôpital de la Pitié-Salpêtrière. Il a été opéré à l'hôpital de la Pitié-Salpêtrière.

M. Ladjani, 45 ans, est médecin à l'hôpital de la Pitié-Salpêtrière. Il a été opéré à l'hôpital de la Pitié-Salpêtrière.

M. Ladjani, 45 ans, est médecin à l'hôpital de la Pitié-Salpêtrière. Il a été opéré à l'hôpital de la Pitié-Salpêtrière.

M. Ladjani, 45 ans, est médecin à l'hôpital de la Pitié-Salpêtrière. Il a été opéré à l'hôpital de la Pitié-Salpêtrière.

M. Ladjani, 45 ans, est médecin à l'hôpital de la Pitié-Salpêtrière. Il a été opéré à l'hôpital de la Pitié-Salpêtrière.

VERDI EN QUATRE CENT CINQUANTE LETTRES

L'exactitude et l'exigence



Verdi, par Gédéon.

Autant il serait extravagant de vouloir dresser une liste de ce qui a été publié en France sur Wagner depuis un siècle, autant la chose est aisée pour Verdi : en ce qui concerne les représentations, c'est exactement l'inverse. Il est vrai que la littérature wagnérienne a longtemps joué un rôle de compensation pour prolonger les quelques échos qu'on en avait et préparer d'éventuelles auditions ; il n'en reste pas moins que Wagner, dont les œuvres littéraires (sans compter les livrets) occupent une

dizaine de volumes, avait donné l'exemple. A l'opposé, Verdi n'a jamais consenti à écrire ses mémoires ou à publier quoi que ce soit sur son art, cependant que ses opéras s'imposaient tranquillement, rencontrant plus d'opposition de la part des directeurs, des imprésarios, de la censure et d'une partie de la critique, qu'auprès du public.

Ainsi l'art de Verdi est-il par excellence un art qui va de soi ou n'a pas de raison d'être. « Le

public, disait-il, n'a pas à s'occuper des moyens dont l'artiste se sert, il n'a pas à avoir des préjugés d'école... Si c'est bon, qu'il applaudisse, si c'est laid, qu'il siffle ! (...) Je voudrais qu'il juge d'après ses propres impressions ! Vous comprenez ? Ses impressions, ses impressions, et rien d'autre ! » Quant à la biographie, Verdi professe les mêmes opinions : « Si cela en valait la peine, je devrais rectifier un grand nombre de choses inexactes qu'on dit sur mon compte, surtout en ce qui concerne les premières années de ma carrière ; mais je le répète, cela n'en vaut pas la peine. »

Cette méfiance envers les mots, envers leur vanité ou leur pouvoir pervers, se retrouve jusque dans ses correspondances : ses seuls écrits (et même parfois, se contentant-il de recopier ce que sa femme écrivait à sa place). En dehors des questions qui touchent directement à la confection ou à la représentation de ses ouvrages, il s'excuse de s'être laissé aller à des bavardages inutiles, d'avoir exprimé des opinions sans intérêt puisque les positions contraires sont sans doute aussi fondées, sinon davantage.

Peut-être ne faut-il pas chercher ailleurs l'origine de sa vocation de compositeur et les raisons de sa réussite dans le domaine de l'opéra, où l'on ne demande pas au musicien de se confier, d'énoncer des vérités éternelles, mais de traduire les mobiles contradictoires qui animent les personnages ; pour cela, il ne faut être ni blanc ni noir — gris encore moins — mais transparent. La personnalité

de Verdi disparaît derrière celle de ses héros, il l'a voulu ainsi, et il est vraisemblable que le jour où son nom ne sera plus connu que d'une poignée de musicologues, une ou deux de ses mélodies feront encore partie du fonds populaire au même titre que Frère Jacques ou Au clair de la lune.

Il n'est pas interdit pour autant de chercher à en savoir davantage sur le compositeur, ne serait-ce que pour débrouiller un peu l'écheveau de légendes et d'idées préconçues qui momifient peu à peu les hommes illustres. Jusqu'à présent, il n'existait guère que la brève biographie de Pierre-Petit parue aux éditions du Seuil (collection « Solfège », 1958) et le livre de Jacques Bourgeois chez Julliard (1978), où chaque œuvre fait l'objet d'une étude assez développée.

Carnet l'homme et le compositeur

Dans ce contexte, la traduction de l'ouvrage d'Aldo Oberdorfer (1885-1941), *Verdi, autobiographie à travers la correspondance*, publié en Italie en 1941, révisé et mis à jour en 1981 par Marcello Comati et qui vient de paraître dans une traduction de Sibylle Zariw, a l'avantage du document. Quatre cent cinquante lettres, de Verdi principalement, mais aussi de ses proches et de ses collaborateurs, illustrent neuf chapitres qui sont autant de manières de cerner l'homme et le

compositeur : la jeunesse ; les amis ; les amis ; le campagnard de Sant'Agata ; patriotisme, politique et censure ; livres, librettistes et interprètes ; les affaires ; retour à l'antique ; inventer le vrai...

Oberdorfer se contente d'introduire les chapitres et parfois de glisser quelques informations entre les fragments de lettres ou dans des notes. Il faut quelque temps pour s'habituer à cette façon de procéder qui ressemble à la constitution d'un dossier, mais s'il existe une autre entrée à ce livre grâce à la table chronologique des documents, en fin de volume, l'approche d'Oberdorfer, exempte de toute partialité, a le grand mérite de chercher à présenter Verdi à travers ses qualités : droiture, franchise, refus des complaisances ; et les défauts correspondants : excès d'intransigeance, brusquerie, sécheresse.

Dans sa correspondance, le compositeur ne se livre pas à des discussions esthétiques ; s'il exprime sa méfiance vis-à-vis de l'introduction du « symphonisme » en Italie, c'est parce qu'il menace de concurrencer le chant, qui représente pour lui le mode d'expression spécifique de la musique italienne depuis Palestrina ; le chant et non le mot chanté, ou, si l'on veut, l'expression vocale d'une situation dramatique telle que la déclamation, la jubilation, l'extase amoureuse, la discorde... Vis-à-vis de lui-même comme de ses librettistes, l'exigence perpétuelle de Verdi concerne toujours la compréhension immédiate, l'efficacité, la

simplicité ; ne pas dire en deux phrases ce qui peut l'être en deux mots, ne pas ralentir la marche de l'action, éviter les orchestrations prétentieuses et ce qui ressortit à l'évidence du savoir-faire.

Mais cette limitation volontaire des moyens artistiques, réduite au strict nécessaire, se double d'une exigence singulière quant à la réalisation. Il faut lire les lettres de Verdi exigeant, dès sa jeunesse, certains chanteurs, posant des conditions à prendre ou à laisser, refusant toujours lorsqu'il n'obtient pas ce qu'il juge indispensable et n'admettant pas les libérés prises malgré lui par ses interprètes : « Je lis souvent dans les journaux cette phrase : « Des effets que l'auteur n'avait pas imaginés. » Pour ma part, il ne m'a jamais été donné d'assister à ce phénomène ! Jamais ! Je ne peux admettre la faculté de créer ni chez les chanteurs ni chez les chefs d'orchestre, c'est un principe qui conduit à l'abîme et au faux. » Les indications de Verdi dans ses partitions sont en effet des modèles de précision ; il est hors de doute que les interprètes ne perdraient rien à les respecter, mais c'est bien là toute l'ambiguïté d'une musique faite avant tout pour être aimée : ceux qui la trahissent en ont d'autant moins conscience qu'ils croient lui rendre ce qu'elle leur donne.

BERNARD CONDÉ

* Verdi, *autobiographie à travers la correspondance*, textes réunis et présentés par Aldo Oberdorfer. 398 pages. Editions Jean-Claude Lattès. 199 F.

LE CENTRE DE FORMATION DES VARIÉTÉS

Elèves à suivre

Le Studio des Variétés célèbre son premier anniversaire le 13 décembre. Le Centre de formation supérieure des variétés, dont le but est de former des « bons professionnels », s'est établi au 28 rue Baliz, à Paris. Le SACEM et le SDRN, Société pour l'administration du droit de reproduction mécanique, filiale de la Société des auteurs, compositeurs et éditeurs de musique, ont assuré la rénovation de l'immeuble et ont mis notamment à la disposition des élèves un espace scénique, une scène modulable, une salle de danse, quatre salles de classe, une bibliothèque.

L'enseignement de l'école, dont le conseil d'administration est constitué paritaire de membres nommés par le ministère de la culture et le SACEM, s'étend sur deux ans. Une première promotion en seconde année a déjà sélectionné vingt-huit élèves. Une deuxième promotion de quinze autres apprentis-artistes a été faite en juillet dernier après l'audition de quatre cents candidats et de soixante-dix candidats présélectionnés.

Régulièrement, des représentations sont données au siège de l'école devant un public d'amis et de professionnels. Jeudi 29 novembre au soir, quelques-uns des élèves de la deuxième année ont chanté devant les

membres du Haut Comité de l'audiovisuel, le directeur de la musique au ministère de la culture et la direction de la SACEM.

Les élèves ont offert à ce public particulier une image contrastée de bonheur et d'interrogation sur l'avenir, de plaisir d'être sur une scène, de fierté et de modestie, à la fois de fraternité dans une équipe et d'isolement.

Tous les élèves, filles et garçons, ont leur propre expression. Jamais ils ne copient, ils ne calquent leurs rêves sur un chanteur connu. L'un a une manière étonnante, presque instinctive, de violer le spectateur et d'imposer son univers. L'autre a du soleil dans la façon de donner sa chanson.

A les écouter, à les voir, on est épaté. On s'interroge aussi, un peu avec angoisse comme aux premiers jours de l'adolescence, sur leur avenir. Mais ils ont vingt ans, ils sont heureux dans cette école. Ils font toute la journée ce qu'ils adorent avec des gens encore plus fous qu'eux.

CLAUDE FLÉOUTER.

■ ROCK A LA SACEM. — La SACEM organise en mars 1985 un stage rock d'une semaine, animé par des éditeurs, producteurs, agents et directeurs de salles. Une sélection sera faite d'après cassette audio ou vidéo.

Le Louvre portes closes

(Suite de la première page)

Et ils évoquent, en premier lieu, le musée du Louvre dont l'état présent est rendu plus douloureux par contraste avec d'autres institutions rénovées, notamment aux yeux des visiteurs étrangers. Par contraste, aussi, avec l'avenir radieux qu'on lui promet : le Grand Louvre, quelle grande ambition ! Et quel scandale aujourd'hui que ce Louvre toujours partiellement fermé, quand il ne l'est pas complètement, pour fait de graves rituelles au moment des fêtes et de l'afflux des touristes !

C'est la plus fréquente des plaintes que nous recevons, mais il en est bien d'autres dont nous avons pu, une fois de plus, vérifier la bien-fondée dimanche dernier. L'une touche à la saleté du musée, et il est vrai qu'on distingue fort bien la poussière non seulement sur les cadres, mais, et en solide couche, sur les toiles elles-mêmes. Le Grand Louvre aura-

t-il des dons mystérieux pour faire, en matière de ménage, ce que ne fait pas le Louvre actuel ? Une autre concerne l'insuffisance de l'éclairage, mais le Grand Louvre, sans doute, aura l'électricité. Une autre, enfin, concerne la dégoûtante cafétéria, mal située, ridiculement petite, où la nourriture immangeable est servie par un personnel qui sait être désagréable (nous en avons fait trois fois l'expérience) et une seule machine à café elle-même dotée d'un unique verseur : pas même le percolateur du café du coin !

Il est vrai que dans quelques années, avec un peu de patience, le Grand Louvre nous promet d'exquises aires de repos où le café coulera à flots. A considérer l'état actuel du « petit » Louvre, et le sort qui lui est fait, peut-on, franchement accorder le moindre crédit aux promesses concernant le Grand Louvre ?

FREDÉRIC EDELMANN.

PETITES NOUVELLES

■ PROPOSITION DE NICOLAS FRIZZE. — Le compositeur Nicolas Frizze propose à cent cinquante musiciens semi-professionnels et amateurs de participer à sa prochaine création musicale qui aura lieu mi-décembre au Musée d'art moderne de Paris, sous le titre : « Concert par la racine, des pour, quatre et foule ». Les volontaires (non rémunérés, mais défrayés) sont convoqués à la rencontre le 3 décembre à 19 heures, 16, avenue de New-York (Paris 17^e), sur le quel On bien les peuvent écrire à l'adresse suivante : Les musiciens de la houlange, 55, rue Louis-Blanc, 75010 Paris. Nicolas Frizze avait déjà travaillé de cette façon pour « Des musiciens chantant » et « Concert de balades ».

20 h 30, le thème « Propositions pour une biographie » réunira des écrivains et des membres du Parti communiste italien, notamment M. Goffredo Bettini, responsable national du secteur industries culturelles et spectacle. Le lendemain, à 17 heures, des magistrats, des avocats, des experts du procès, reviendront sur les circonstances de l'assassinat de Paolo.

■ MORT DU CHANTEUR KEITH HUDSON. — Le chanteur de reggae, également ingénieur du son et producteur, Keith Hudson — Torch of Freedom, From One Extreme to Another — vient de mourir d'un cancer, à New-York. Il était âgé de trente-huit ans.

■ TROPHÉE DUSSANE. — Amy Dupuy, qui joue actuellement Duo pour une soliste à Paris, a reçu le 28 novembre le schizme trophée Dussane.

CREIE L'ENCLAVE DES PAGES

du 9 novembre au 15 décembre 84
Tél. 899.94.50

Le Campagnon la Carriera

CHAI LOT POLICHINELLE

Spectacle de Marionnettes de Daniel Soulier

Grand Foyer 505 14 50

Représentations tous publics

les 5, 12 et 19 décembre à 18h30

INSTITUT CULTUREL ITALIEN

50, rue de Varenne, PARIS-7^e

« ACTUALITÉ ET AVENIR DE LA PLACE »

Rencontre-débat avec la participation de François Barré, Paolo Cecarilli, Giancarlo De Carlo, Antonio Gramsci, Renato Nicolini, Rocco Piana, Ludovico Querini.

Lundi 3 décembre 1984 de 17 h à 20 h.

Jusqu'au 22 décembre, exposition : « ARCHITECTURE ET VILLE » de Giancarlo De Carlo

JULIAN LENNON

Le fils de son père

Il lui ressemble, copie conforme, plus petit, plus fragile, mais c'est le portrait en herbe de John Lennon. Il a son nez, immense et droit, en plein milieu du visage, ce sont ses yeux, petits et rapprochés, neurs et pétillants, son regard chafouin, sa voix nasale, le débit rapide, le ton moqueur, un peu. Julian Lennon en a hérité le 9 avril 1963 à Liverpool du premier mariage de John avec Cynthia. C'était trois semaines après le premier tube des Beatles (*Pleasure Pleasure Me*) et l'aventure a commencé, à travers le monde pour John, en retrait pour Julian et sa mère qu'il fallait cacher pour leur sécurité et pour ne pas ternir l'image du groupe avec un père de famille.

Julian vient d'enregistrer un 33 tours (*Velvet*) qui ressuscite l'esprit de John, dont il a hérité le talent musical. Il chante et tient la plupart des instruments. L'air d'avoir dix-huit ans et fatigué comme l'as de pique, à la manière d'un lycéen qui pourrait presser d'un cours de gym, il répond sans trop réfléchir aux questions qu'on lui pose, laconique mais de bonne grâce parce que, il le sait, ça fait partie du jeu. Comme il le dit : « Il n'y a pas une question que je n'aie déjà posée. » Ces questions, il a grandi avec. Avant les journalistes, c'étaient les camarades d'école. A travers lui, on voyait, on voulait savoir John, le héros, celui qu'il appelle « dad ».

« Je ne me sens pas investi d'une mission, explique-t-il. Mon passe-temps favori, c'est le piano, j'en joue à longueur de journée. Il y a un sentiment étrange, vous savez, que je n'arrive pas à expliquer, à faire partie de la légende sans y être entré. Mais c'est extérieur à moi, ce sont les journalistes. Il n'y a pas d'avantage ou d'inconvénient à être le fils d'un Beatle, c'est mon père, c'est tout. On a dit que j'étais sa voix, mais j'ai toujours chanté avec dad. C'était dans le cours des choses, il ne m'a pas appris parce que lui-même n'avait pas appris. Mes goûts musicaux se sont modelés sur les siens, j'écoute les pionniers du rock'n'roll, les disques des Beatles. Quand j'étais gosse, je

ne faisais pas bien le lien entre eux et dad. Je voyais des photos partout, mais c'était juste ce groupe et je savais que mon père avait quelque chose à faire avec. Les gens étaient complètement dingues à leur sujet mais ça ne m'effrayait pas. Je n'ai pas le sentiment d'avoir loupé quelque chose. Il y avait le lycée et j'allais voir dad une ou deux fois par an pour les vacances, à New-York. Et puis on se téléphonait régulièrement pour se raconter des conneries. Il était rarement sérieux. C'est après, quand il n'y a plus eu de lycée, il n'y avait plus dad non plus... mais, on ne peut rien faire contre ça. »

Quand on lui demande son avis sur le succès envahissant des Beatles et s'il se sentirait prêt à l'affronter, il pense que c'est celui de Michael. Ils étaient seuls et ce qu'ils avaient à dire était vraiment nouveau. Je suis avant tout un musicien et je n'ai pas de commentaires à faire sur le monde dans les textes que j'écris. On verra plus tard. Quant au succès, je sais tout ce que ça représente, la vie privée qui disparaît et l'impossibilité même de marcher dans la rue. Je ferai tout pour éviter ça. »

A propos de Hey Jude, Julian répond évasivement : « Ah oui, cette histoire... Paul (McCartney) avait écrit cette chanson sur la situation entre papa et maman pour me consoler. Ça faisait Hey Jude, et puis il a raccourci pour Hey Jude et c'est devenu Hey Jude. »

Quant à ses relations avec Yoko (qui a bloqué l'héritage), il dit : « Elles sont plutôt moyennes. Elle prétend que je suis trop jeune, qu'on verra quand je serai un peu plus mûr. » Et, avec un haussement d'épaules, il ajoute : « Ça n'a pas beaucoup d'importance, vous savez, je suis OK. » En s'en allant, il dit : « Merci, c'était très agréable. » Bonne chance, Julian !

ALAIN WAIS.

* Discographie : Valotte (Virgin, 70281).

الجمهورية الجزائرية الديمقراطية الشعبية

France / services

RADIO-TÉLÉVISION

Samedi 1^{er} décembre

PREMIÈRE CHAÎNE : TF 1

FESTIVAL D'ART SACRÉ
7 h 30 à 20 h 30 Eglise St-Louis-en-l'Île
E. CANAT DE CHAZY : « LIVRES D'HEURES »
M. JARRET : « Trois poèmes pour le temps de Noël »
F. LISZT : « Les Dances » (J.-C. Penneret au piano)
Ensemble vocal et instrumental S. Caillat.
Renseignements : 277-19-80

20 h 40 Au théâtre ce soir : Attends-moi pour commencer.
de J. Raybault, mise en scène de M. Rost.
Eric et Viviane vivent en concubinage depuis deux ans. Dans la même maison, le meilleur ami d'Eric vient d'épouser Rose. Guerre des sexes, coups bas... Une comédie de boulevard.

22 h 35 Droit de réponse, l'esprit de contradiction : L'esprit de corps.
Emission de Michel Polac. Avec M. Paul Quilès, ministre de l'Urbanisme et du Logement, le professeur Minkowski, pédagogue ; M.M. André Bresson, président d'honneur de l'Union syndicale de la magistrature ; Noël Copin, rédacteur en chef de la Croix, Bernard Deleplace, secrétaire général de la Fédération autonome des syndicats de police ; le général Jacques Paris de Bollardière.

0 h 5 Journal.
0 h 15 Ouvert la nuit.
Alfred Hitchcock présente... « Le Ténor ».
Exécuteur noté, le magazine de Michel Carron.

DEUXIÈME CHAÎNE : A 2

20 h 30 Variétés : Champs-Élysées.
De Michel Drucker.
Autour de Michel Sardou : Culture club, Sade...
22 h 5 Musique : Les enfants du rock.
Un petit mélange de reportages fictionnels, d'extraits de concerts, d'interviews, dans l'air du temps.

23 h 20 Journal.
23 h 35 Bonsoir les clips.

TROISIÈME CHAÎNE : FR 3

20 h 35 Au nom de l'Europe.
Emission de P. Bellemare.

Bat de l'émission : réunir ou remettre en présence pour quelques heures deux personnes qui ont vécu un bel amour et que le hasard, le destin ou la vie a séparées.

21 h 30 D'amour et de Kriess.
21 h 45 Journal.
22 h 10 Feuilleton : Dynastie.
22 h 55 La vie de château.
23 h 25 Prélude à la nuit.

FR 3 PARIS ÎLE-DE-FRANCE

17 h 35, L'art de la bouche ; 17 h 50, Variétés : Mélodie en sous-sol ; 18 h, Troisième rang de face ; 18 h 25, Un trait, c'est tout ; 18 h 30, Strasbourg-sur-Manche ; 19 h, Magazine de jazz ; 19 h 15, Informations ; 19 h 50, Atom PIC.

CANAL PLUS

20 h 30, Football : Monaco-Bordeaux ; 22 h 20, Le radeau d'Oliver ; 23 h, Fanny Hill, film de S. Chesley et J. O'Hara (érotique) ; 0 h 35, Identification d'une femme, film de M. Antonioni (drame psychologique) ; 2 h 50, Fête de New-York, film de L. Fain (épouvante) ; 4 h 55, Et le terre-remue commença, film d'E. Mankin (suspense).

FRANCE-CULTURE

20 h 30 Le droit oublié de la comédie Louis XV. Avec B. Tiphaine, S. Martel, M. Ruhl...
22 h 10 Dénarçages.
22 h 30 Musique : perspectives du vingtième siècle : Alain Moine.

FRANCE-MUSIQUE

20 h 30 Concert : « Résonance », de Boulez, par l'Ensemble intercontemporain, dir. P. Boulez, sol. P.-L. Ainaud, piano, A. Neven, piano et orgue électriques, M.-C. Jamet, harpe, V. Bauer, vibraphone, M. Cerutti, xylophone, D. Ciampolini, xylophone.
22 h 34 Les séries de France-Musique : le club des archives : l'Oiseau lyre ; à 1 h, L'arbre à chansons.

Dimanche 2 décembre

PREMIÈRE CHAÎNE : TF 1

8 h 30 Journal.
9 h Emission télévisée.
9 h 15 A Bible ouverte.
9 h 30 Orthodoxie.
10 h 15 Présence protestante.
10 h 45 Le jour du Seigneur.
11 h Messe.
12 h 2 Midi presse. Emission de Pierre-Luc Séguillon avec M. François Guillaume, président de la FNSEA.
12 h 30 Télé-foot.
13 h Journal.
13 h 25 Séries : Star Trek et Hatosh.
14 h 20 Sports-dimanche.
16 h 30 Variétés : La belle vie.
De Sacha Distel.
17 h 30 Les animaux du monde. La planète des insectes.
18 h Séries : Alambic et Torpédo.
19 h Magazine : 7 sur 7.
Présenté cette semaine par Anne Sissler, invité : Felipe Gonzalez, chef du gouvernement espagnol.
20 h Journal.

SKC
CASSETTES VIDEO

20 h 35 Cinéma : Cinq cerises à abattre.
Film américain de H. Hathaway (1968), avec D. Martin, R. Mitchum, L. Stevens, R. McDowell.
Un tricheur a été lynché par ses compagnons de jeux au cours d'une partie de poker. Les meurtriers sont victimes, l'un après l'autre, d'un mystérieux assassin. Western à énigme policière. Climat de suspense, psychologie collective, forte présence des acteurs.

22 h 20 Sports dimanche soir.
23 h 5 Journal.
23 h 25 C'est à lire.
23 h 30 Cigognant.

DEUXIÈME CHAÎNE : A 2

9 h 35 Journal et météo.
9 h 40 Récré A2.
10 h 10 Les chapeaux du tigre.
10 h 40 Gym tonie.
11 h 15 Dimanche Martin.
Entrez les artistes.
12 h 45 Journal.
13 h 20 Dimanche Martin (suite).
Si j'ai bonne mémoire : 14.30, Séries : Loterie ; 15.15, L'école des fées ; 16.00, Dessin animé ; 16.15, Thé d'antenne.
17 h 35 Finesse dimanche.
18 h Stade 2 (et à 20 h 25).
19 h Séries : Dans la tourmente.
20 h Journal.

Lisez le livre de
PHILIPPE DE DIEULEVEULT
le héros de « La Chasse au trésor »
J'ai du ciel bleu dans mon passeport
GRASSET
dans toutes les librairies - 78 F

20 h 35 Jou : La chasse aux trésors.
Au Gabon, avec des candidats français.
21 h 45 Mœurs en direct : Vieillesse, l'aurai-je peu. De D. Frischer, réal. D. Page. N° 2 : O temps, suspends ton vol.
Habitudes de la vieillesse. Après le cerveau - les personnes âgées à l'université - l'aspect physique ou comment rester en forme.

22 h 35 Magazine : Désirs des arts.
De P. Dels, réal. P. Collin et P. A. Boustang.
Réalisation de la vidéo grandeur : l'un des premiers pellicules abstraites du vingtième siècle.

23 h 5 Journal.
23 h 20 Bonsoir les clips.

TROISIÈME CHAÎNE : FR 3

10 h Musique. Emission de l'ADRI.
12 h La vie en tête. Fédération nationale des travailleurs.
13 h Quatre-vingt-quatre. Emission du GMP.
15 h 5 Ce 20 novembre 1944 : libération de l'Alsace.
14 h 40 Objectif entreprise. Emission de l'APIE.
15 h Musique pour un dimanche (et à 17 h 55).
16 h 10 Théâtre : Richard III, de W. Shakespeare (v.o. sous-titrée).
Drame historique en prose et en vers écrit aux environs de 1593. Richard cache ses projets diaboliques, et bien qu'Edouard IV meurt en prison George. Conspiration, manœuvres familiales et politiques.
18 h 10 400 Heures.
19 h 40 RFD Heures.
20 h 35 Témoin : Philippe Soupeult et le surréalisme.
Naissance de Dada, le groupe surréaliste, les jeux, les « notes », les petits papiers, les « cadavres exquis », les séances de spirisme, la poésie et la politique.
21 h 30 Aspects du court métrage français.
22 h 5 Journal.
23 h 30 Cinéma de minuit : Track of the Cat.
Film américain de W.A. Wellman (1954), avec R. Mitchum, T. Wright, D. Lynn, T. Hunter (v.o. sous-titrée).
Une étrange famille de fermiers vit dans un coin perdu de Californie du Nord. Un chat sauvage rôde aux alentours. L'un des fils veut l'abattre. Images hivernales, personnages enfermés dans une lutte de haines et de jalousies, chasse initiatrice. Film inédit révélant un aspect méconnu du talent du réalisateur.
0 h 25 Prélude à la nuit.

CANAL PLUS

11 h, Que les gros salaires laissent le doigt, film de D. Granier-Deferre (comédie) ; 13 h 30, Max Roman ; 14 h, L'Australienne ; 14 h 45, Soap ; 15 h 15, Batman ; 15 h 50, Sur la piste du blason blanc ; 16 h 45, A propos de Nemo ; 17 h 45, Top 50 ; 19 h 15, Club de la presse ; 20 h 30, Que le spectacle commence, film de S. Fosse (comédie) ; 22 h 35, J'ai épousé une ombre, film de R. Davis (suspense) ; 0 h 20, Rien ne va plus, film de J.-M. Ribes (comédie) ; 1 h 55, La théorie du 1 %.

FRANCE-CULTURE

20 h 30 Musique : collection de timbres.
20 h 30 Atelier de création radiophonique : Gadda I, collection de timbres.
22 h 30 Les ans de la musique de chambre : le Quatuor Chigirgian de Londres.

FRANCE-MUSIQUE

20 h 40 Concert : « La Damnation de Faust », de Berlioz, par l'Orchestre de la Suisse romande, dir. J. Lopez-Cobos, et les chœurs de la radio suisse-romande Pro Arte et la société chorale du Bransau, sol. F. Quilvar, K. Riegel, J. Benin, H.P. Schlegel.
23 h 15 Les séries de France-Musique : Ex-libris ; à 1 h, Les mots de Françoise Xenakis.

TRIBUNES ET DÉBATS

DIMANCHE 2 DÉCEMBRE

- M. François Guillaume, président de la FNSEA, répond aux questions des journalistes à l'émission « Midi Presse » sur TF1 à 12 heures.
- M. Philippe Séguin, secrétaire national du RPR, est reçu à l'émission « Forum » sur RMC à 12 h 30.
- M. Pierre Messmer, ancien premier ministre, député RPR de la Moselle, est invité à l'émission « Grand Jury RTL-Le Monde » sur RTL à 18 h 15.
- M. Felipe Gonzalez, chef du gouvernement espagnol, est reçu à l'émission « Sept sur sept » sur TF1 à 19 heures.
- M. Jacques Toubon, secrétaire général du RPR, participe au « Club de la presse » sur Europe 1 et Canal Plus à 19 h 15.

LA BANDE FM PARISIENNE

La commission Galabert approuve les suspensions d'autorisation envisagées

La commission consultative des radios locales privées, réunie vendredi 30 novembre pour se prononcer sur les sanctions que la Haute Autorité s'apprete à infliger à six radios locales privées parisiennes, a approuvé, à une large majorité, ce coup d'arrêt donné au régime de tolérance observé depuis plus de trois ans par les pouvoirs publics.

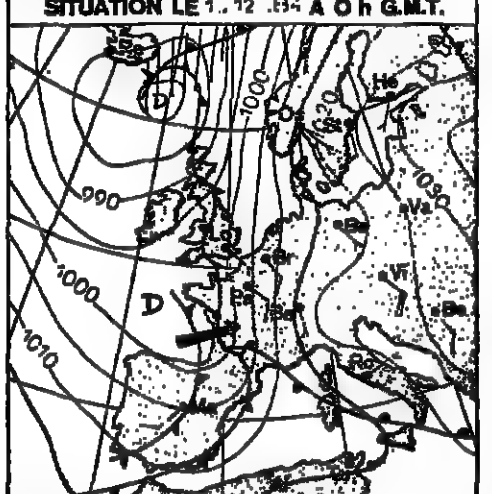
Les dossiers d'accusation reposent essentiellement sur l'utilisation par certaines radios d'une fréquence illégitime, des excès de puissance d'émission (s'échelonnant de 7 à 40 kW, en infraction avec les 500 watts autorisés) et la preuve des graves nuisances qui en découlent (interférences sur France-Musique, France-Culture et Radio 7, guidages d'avion et circuits d'appel de pompiers perturbés).

Les six radios visées sont : NRJ, 95.2 FM, Libertaire, La Voix du Léopard, Solidarité et TSF 93, (située en Seine-Saint-Denis). Variables selon la gravité des infractions commises, les sanctions seront fixées par la Haute Autorité, et pourraient varier entre deux semaines et un mois et demi de suspension d'autorisation. Vendredi, les accusés avaient été convoqués, par la Haute Autorité, à venir s'expliquer devant elle avant que les dossiers ne soient soumis à la commission Galabert. Les représentants de toutes les radios incriminées s'étaient rendus à cette audience, sauf ceux de Radio-Solidarité, dont la présidente s'est contentée d'adresser une lettre à M^{me} Michèle Corti.

M. FRANCIS MOREL DIRECTEUR DU GROUPE HENNING

M. Francis Morel, ancien directeur général adjoint du groupe Edif 7 (Hachette-Filipacchi), vient d'être choisi par les Editions Mondiales comme directeur général de la nouvelle société du Hennin - contrainte à 50,77 % par le groupe de M. Clermont-Tonnerre - qui regroupe les titres actuels publiés par les Editions du Hennin (Femmes d'aujourd'hui, Femme pratique, Dépêche-Mode, Ma Maison, Mon Ouvrage, les Encyclopédies en fascicules, UNIDE), plus Marie-France et Point de vue. Images du monde (anciens titres Sogefi), enfin Nous Deux et Intimité, patronnées jusqu'ici par les Editions Mondiales. Pour sa part, les Editions Mondiales viennent de prendre en location-gérance le magazine mensuel Grands Reportages, fondé par M. Bernard Lacroix en 1978. Le premier numéro à paraître aux Editions Mondiales sortira en février prochain.

MÉTÉOROLOGIE



SITUATION LE 1.12.84 A 0 h GMT.



PRÉVISIONS POUR LE 2-12-84 DÉBUT DE MATINÉE

Evolution probable du temps prévue en France entre samedi 0 heure et dimanche 24 heures.

Une perturbation, active samedi sur les régions du sud du pays, se déplace très lentement vers l'est : elle sera suivie dimanche d'air plus frais et toujours humide.

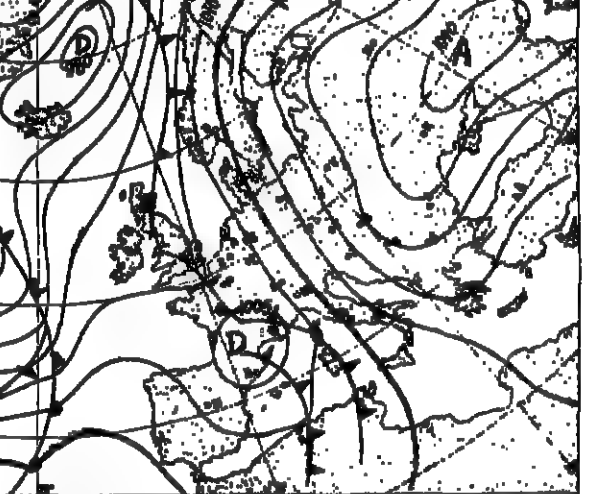
Dimanche matin, un temps froid, avec des formations de brouillard givrant, sera observé sur l'Alsace, la situation évoluera peu sur cette région au cours de la journée.

Du sud de l'Aquitaine et des Pyrénées, au sud du Massif Central, à l'ouest des Alpes et à la Méditerranée, les nuages seront abondants le matin, et accompagnés de précipitations locales, mais parfois fortes et orageuses, en particulier sur les versants sud à sud-est du relief : sur les régions précitées, une amélioration se développera par l'ouest ; un temps souvent nuageux persistera, mais les averses se localiseront au soir de la Côte d'Azur à la Corse. La température, modérée, soufflera.

Sur les autres régions, un temps gris et brumeux prédominera, et quelques faibles pluies accompagneront le matin les sauges du Nord au Bassin Parisien et au Centre : quelques nuages et soleil alternent, avec un faible risque d'averses l'après-midi, près des côtes atlantiques.

Les températures minimales seront comprises entre 7 et 13 degrés (excepté en Alsace où elles seront parfois voisines de -1 - 3 degrés).

L'après-midi, les maxima en baisse, attendront 9 à 15 degrés du Nord au Sud.



La pression atmosphérique réduite au niveau de la mer était, à Paris, le 1^{er} décembre, de 999,8 millibars, soit 749,9 millibars de mercure. Température (le premier chiffre indique le maximum enregistré au cours de la journée du 30 novembre ; le second, le minimum de la nuit du 30 novembre au 1^{er} décembre) : Alais, 19 et 8 degrés ; Biarritz, 18 et 9 ; Bordeaux, 14 et 8 ; Bourges, 18 et 10 ; Brest, 13 et 7 ; Caen, 16 et 9 ; Clermont-Ferrand, 17 et 12 ; Dijon, 16 et 2 ; Grenoble-St-M-H., 14 et 4 ; Grenoble-St-Genois, 18 et 8 ; Lille, 13 et 9 ; Lyon, 18 et 8 ; Marseille, 16 et 13 ; Nancy, 13 et -2 ; Nantes, 14 et 10 ; Nice-Côte d'Azur, 13 et 10 ; Paris-Montsouris, 18 et 10 ; Paris-Orly, 17 et 10 ; Pau, 21 et 8 ; Perpignan, 18 et 14 ; Rennes, 13 et 8 ; Strasbourg, 0 et -1 ; Tours, 19 et 10 ; Toulouse, 18 et 9 ; Poitiers-Pierre, 11 et 22.

Températures relevées à l'étranger : Alger, 22 et 10 ; Amsterdam, 11 et 5 ; Athènes, 14 et 7 ; Berlin, 4 et 0 ; Bonn, 13 et 0 ; Bruxelles, 14 et 9 ; La Caire, 23 et 13 ; Les Canaries, 23 et 16 ; Coppenhague, 7 et 4 ; Dakar, 25 et 19 ; Djibouti, 18 et 14 ; Genève, 4 et 2 ; Istanbul, 12 et 5 ; Jérusalem, 14 et 4 ; Lisbonne, 11 et 9 ; Londres, 14 et 9 ; Luxembourg, 10 et 13 ; Madrid, 12 et 3 ; Montréal, 7 et 2 ; Moscou, -4 et -4 ; Nairobi, 24 et 17 ; New-York, 10 et 4 ; Palma-de-Majorque, 19 et 10 ; Rio-de-Janeiro, 26 et 22 ; Rome, 18 et 7 ; Stockholm, 7 et 4 ; Tignes, 19 et 11 ; Tunis, 18 et 10.

(Document établi avec le support technique spécial de la Météorologie nationale.)

PARIS EN VISITES

LUNDI 3 DÉCEMBRE
- Musée de l'histoire de la ville...
- La Bibliothèque nationale...
- Odéon de Paris...
- Hôtel de la Monnaie...
- La peinture allemande...
- La place Dauphine...
- L'Opéra...
- Le Palais de justice...

JOURNAL OFFICIEL

Sont publiés au Journal officiel du samedi 1^{er} décembre :
UN DÉCRET
- Pris en application de l'article 63 de la loi du 11 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique de l'Etat en vue de faciliter le reclassement des fonctionnaires de l'Etat reconnus incapables à l'exercice de leurs fonctions.
UNE CIRCULAIRE
- Sur les stages d'initiation à la vie professionnelle pour les jeunes de onze à vingt-cinq ans.
UNE DÉLIBÉRATION
- Concernant les traitements automatisés à caractère statistique effectués, à partir de documents ou de fichiers de gestion contenant des informations nominatives sur des personnes physiques, par les services producteurs d'informations statistiques au sens du décret n° 84-628 du 17 juillet 1984 (norme simplifiée n° 26).

CHEZ PHOX-PAS D'INTOX
1590F
PENTAX PC 35 AFM-NOUVEAU
COMPACT 24 x 36. Maximum d'automatismes : exposition, mise au point, flash, avance, rembobinage et sensibilité (DX).
phox
CHEZ PHOX-PAS D'INTOX
330 PHOTOGRAPHES DANS TOUTE LA FRANCE
LES LILAS : PHOTO CINE RECORD - 151 rue de Paris - Tel. 362 71 31
PARIS 20 : PHOTO CINE CHOISEUL - 87, passage Choiseul - Tel. 338 87 39
PARIS 8 : SELECTION PHOTO CINE - 24 boulevard Maillot - Tel. 742 33 58
PARIS 9 : SELECTION PHOTO CINE - 91 rue La Fayette - Tel. 876 07 81
SENLIS : PHOTO DE LA HALLE - 27, place de la Halle - Tel. 453 10 67

Économie

Les mineurs de fer lorrains suspendent leur grève

De notre correspondant

Metz. — Les mineurs de fer CGT ont décidé, vendredi 30 novembre à 18 heures, de suspendre la grève générale commencée le lundi 19 novembre dans les mines lorraines de Saurier et d'Usinor, et de lever le blocage des installations sidérurgiques de Sillac (cinq mille cinq cents salariés), entièrement paralysés depuis le début de la semaine.

Cette décision a été prise « dans un esprit d'apaisement », au terme d'une nouvelle journée de négociations à Thionville entre les représentants syndicaux et ceux de la direction de Saurier, « pour ne pas tomber dans la provocation et l'inventivité », explique la CGT. Le syndicat affiche cependant sa volonté de rester « vigilant » pour obtenir l'application concrète des orientations définies au cours de la réunion tripartite de mercredi à Paris et précisées vendredi. Les paritaires sociaux vont commencer le 6 décembre un « examen approfondi

et complet » du volant social du dossier des mines de fer, visant notamment à établir un niveau de garantie de ressources pour les futurs pré-traités. La CGT estime que « la lutte unie » a permis aux mineurs d'obtenir des engagements et des garanties nouvelles. Néanmoins, « ce n'est pas une victoire parce que le gouvernement et les sociétés sidérurgiques maintiennent leur plan de fermetures et de suppressions d'emplois ».

Les programmes d'enlèvement de minerai de fer lorrain présentés cette semaine entraînent en effet une réduction de la production de plus de 3,7 millions de tonnes entre 1985 et 1987 et la suppression de huit cents emplois sur un total de mille neuf cent vingt. Ce volet industriel sera examiné le 11 décembre.

La remise en route des installations sidérurgiques, arrêtées faute d'approvisionnement, nécessitera une quinzaine de jours, selon la direction de Sillac.

JEAN-LOUIS THIS.

Large consensus au quarante-deuxième congrès de la CFTC

De notre envoyé spécial

Marseille. — L'unité de la CFTC, qui tient son quarante-deuxième congrès à Marseille en présence de 1 500 délégués (1), n'a pas été véritablement entamée par l'épilogue de l'affaire de la fédération du bâtiment, définitivement radiée. Le rapport d'activité présenté par M. Guy Drilleaud, secrétaire général, a ainsi été adopté, le 30 novembre, par 94,25 % des mandats exprimés contre 5,75 %. Il y a trois ans, au congrès de Lyon, le rapport de M. Bormard avait obtenu 85 %, des opposants manifestant alors leur désaccord avec la signature de l'accord interprofessionnel sur la durée du travail. M. Bormard et Drilleaud ont été reconduits dans leurs fonctions.

La discussion avait révélé un large consensus autour de la direction confédérale, certains militants s'en prenant davantage au pouvoir — « le gouvernement le plus antisocial que la 1^{re} République ait connu », a affirmé un délégué — qu'au patronat. Les critiques ont été également plus vives et plus fréquentes à l'encontre de FO — « une péripatéticienne de luxe qui vend ses charmes fétalisés au RPR », a même dit un congressiste de Corse — que de la CFDT. La concurrence entre syndicats « réformistes » devient ainsi plus aigüe.

En présentant pendant près d'une heure le projet de résolution générale du congrès, M. Jean Bormard a insisté sur la « continuité » des positions de la CFTC, tout en évoquant la nécessité d'« innovations » sur certains points pour tenir compte de la situation économique et sociale. Le président de la CFTC a dénoncé le « développement insupportable du chômage » qui « frappe toute la

politique sociale d'une véritable maladie de langueur ».

Il a surtout tenu à recadrer la position de sa centrale sur la mise à l'étude de dénationalisations partielles. M. Bormard a évoqué le coût annuel du paiement d'intérêts et de charges de capital entraîné par les nationalisations depuis 1981 (10 milliards de francs) — « au moment où on a besoin d'argent frais pour réaliser les modernisations ». Il a également affirmé que la démarche de la CFTC n'avait pas pour objet de rejoindre l'opposition politique. « Il n'y a pas de sujet tabou », a-t-il lancé en mettant en avant la volonté de la centrale chrétienne de contribuer à la « recherche d'une plus grande dynamique économique dans ce pays ». Comme ceux de FO, la semaine dernière, les congressistes ont écouté un message de M. Lech Walesa.

MICHEL NOBLECOURT.

(1) Selon un sondage réalisé auprès de 650 congressistes, 56 % des délégués ont quarante-cinq ans ou moins, 15,3 % appartiennent à un parti politique et 94,2 % ont « des convictions religieuses ». Il y a parmi eux 23,5 % de femmes dont 46,9 % ont plus de cinquante-cinq ans.

● **SEITA** : Les syndicats déviés. — La grève de la Société d'exploitation industrielle des tabacs et des allumettes (SEITA) pourrait avoir des répercussions jusqu'à la mi-décembre, c'est-à-dire jusqu'à la réunion tripartite (pouvoirs publics, direction, syndicats) prévue d'ici au 15 décembre. La CGT a décidé, vendredi 30 novembre, de poursuivre l'action sous forme de grève de vingt-quatre heures reconductible ou d'arrêts de travail d'une ou plusieurs heures ; la CFDT s'est prononcée pour la suspension du mouvement. FO a laissé la décision à chacun de ses syndicats locaux.

Invité par la CGT

à accompagner en Turquie, comme observateur, une délégation de la Ligue des droits de l'homme et de l'Association des juristes démocrates chargée de surveiller le déroulement des obsèques de Kemal Özgül, le jeune ouvrier cégétiste tué par un vigile à Epône, Jean Benoît a pu, non sans encombre, faire son métier de journaliste (1).

De notre envoyé spécial

Malatya (Anatolie orientale). — A quelque 200 kilomètres de la Syrie, Harunucapi est une misérable bourgade de cent cinquante âmes, accrochée aux flancs de l'Anti-Taurus, à 1 500 mètres d'altitude. Tout autour, ce ne sont que monts désolés, gorges et défilés sauvages où chaque rocher pourrait dissimuler un franc-tireur. Nous sommes en pays kurde, à 76 kilomètres de Malatya, la ville la plus proche, capitale de l'une des 167 provinces de Turquie.

Le village d'Harunucapi n'a qu'un seul téléphone. Pas d'eau potable, pas d'électricité, pas d'écoulement des déchets. Dans leurs maisons cubiques, parées à des casemates, aux épaules mures de pierres et de boue séchée, les habitants s'activent au pétrole ou au butane. C'est là, parmi les siens, qu'a été enterré Kemal Özgül, vingt ans, mort en France.

Un cadavre encombrant

L'avion qui avait ramené le corps à Istanbul transportait deux autres cercueils, ceux de Salih Kaynar, père de six enfants, et d'Abdullah Yulduz, père de deux enfants. Pour ceux-là, victimes du tueur de Chateaubriant, point de cérémonie à la morgue de Paris ou à l'aéroport d'Orly. Point de fleurs ni de portraits des disparus, point de discours pour les familles — deux femmes en pleurs et des enfants — qui rejoignent la Turquie, tout espoir perdu. Dans la froide hiérarchie du fait divers sociopolitique, les morts de Chateaubriant apparaissent comme des morts ordinaires, des anonymes bouillies au petit bouillon par un jeune chômeur qui n'aimait pas les étrangers. En somme, un épisode du racisme quotidien...

Pour Kemal, c'était différent. Le caractère du meurtre d'Epône, perpétré par un vigile au cours d'une grève, avait focalisé les réactions syndicales et l'attention des médias. La CGT revendiquait le droit

de rendre hommage à l'un de ses adhérents, membre récent du PCF et victime de la « violence patronale ». Des milliers de manifestants avaient défilé dans Paris. Le président de la République puis M. Henri Krasinski étaient allés s'incliner devant la dépouille de ce jeune immigré, devenu un symbole.

Dès lors, rien d'étonnant que les autorités turques aient jugé ce cadavre encombrant. Depuis la prise de pouvoir des militaires en 1980, la grande confédération Türk-İS (Turk-İstis) syndical, devenue syndicat unique, a été mise au pas. La DİSK, organisation syndicale progressiste, a été démantelée et un interminable procès a été engagé contre ses dirigeants. Plus de cinq mille prisonniers seraient actuellement passibles de la potence en Turquie (vingt-sept condamnés à mort ont été exécutés depuis septembre 1980). Parmi eux, de nombreux Kurdes, minorité remuante d'obédience chiite, accusés de menées terroristes ou séparatistes.

Or, outre grief qui lui était fait d'avoir quitté sa patrie sans autorisation — il avait demandé en France le statut de réfugié —, Kemal Özgül réunissait tous ces handicaps : syndicaliste, communiste... et kurde. De surcroît, fils d'un paysan jadis condamné à la prison pour attitude antigouvernementale, cousin plus ou moins proche d'un condamné à mort. C'est pourquoi la CGT craignait pour la sécurité de sa famille, et notamment de son frère Mehmet et de son cousin germain, Aslan, tous deux « Gastarbeiter » (travailleurs immigrés) à Stuttgart, venus en France pour accompagner le corps jusqu'en Cappadoce.

Curieusement, les autorités turques, affirmant n'être au courant que d'une « mort naturelle », ont tout d'abord retenu la dépouille de Kemal durant vingt-quatre heures, « pour une contre-autopsie » — thèse d'autant plus étonnante que le bruit a couru plusieurs jours de suite à Istanbul que les meurtres de Chateaubriant et d'Epône étaient l'œuvre... de terroristes arméniens ! Le corps a cependant été rapatrié ensuite au village d'Harunucapi par la police, et ce n'est que le lundi 19 novembre que Kemal a pu être mis en terre.

Dès l'aube, quelque trois cents montagnards, des hommes aux habits sombres, des femmes coiffées du *tcharchaf* noir et vêtues d'amples jupes de cotonnade ou de pantalons bouffants, étaient descendus à pied des collines environnantes. Ils s'étaient rendus dans la demeure des Özgül. Seuls les hommes de la famille étaient là, sous la photo de Kemal mise à la place d'honneur, à côté de celle

Voyage au pays de Kemal Özgül

du grand-père instituteur. Puis tout le monde s'est massé sur la petite place en terre battue. Pas un geste de colère ou de reproche vers les Français présents, ni même vers les militaires qui avaient investi les lieux. Simple-ment une peine immense dans les regards, une sorte de solidarité frileuse qui rassemblait les gens autour du père d'Özgül, un élève de moutons, âgé d'une cinquantaine d'années, mais déjà pareil à un vieillard ; au cours de la nuit, sa barbe était devenue blanche. « Mon père, dit Mehmet, n'a pas compris pourquoi on a tué son fils ». La cérémonie, de rite chiite, a eu lieu en présence de l'imam avec l'appareil habituel des pleureuses s'arrachant les cheveux, le visage en sang. Parmi elles : la mère de Kemal, ses deux sœurs, Elmas, vingt-deux ans et Gülizar, seize ans, et sa fiancée, originaire de Malatya, mais résidant en Allemagne fédérale.

Tout se serait passé selon la tradition si une vingtaine de militaires en tenue de commando — tricolores et baril bleu ciel — n'avaient encerclé l'humble cimetière, leurs pistolets-mitrailleurs braqués vers la foule. Vers midi, à peine la dernière pelletée de terre jetée sur le cercueil, un officier prit courtoisement le frère de Kemal et son cousin Aslan de l'accompagner au quartier général de la sécurité à Malatya, ainsi que les étrangers présents. Ces derniers ont été interrogés à part, sans brutalité. Puis, Mehmet Özgül a pu regagner son village : il souhaitait rester quelque temps dans sa famille, affirmant qu'il ne faisait pas de politique...

Un climat passionnel

Malatya (250 000 habitants) est le siège d'une base de l'OTAN dans la vallée de l'Euphrate. C'est la ville où résidait la famille d'Ismet İnönü, numéro deux de la révolution turque après Mustafa Kemal. C'est aussi la ville de l'agresseur du pape Jean-Paul II, Ali Agca, dont on prétend qu'il aurait rencontré au Liban Tieslim Törn, lui aussi originaire de Malatya, chef de l'armée menderiste de libération du peuple turc. Bref, Malatya est une région « chaude », aux portes du Kurdistan — un mot qu'il vaut mieux ne pas prononcer dans la rue.

Ce contexte et le climat passionnel qui entoure en Turquie toute agression contre les citoyens ou les représentants de ce pays à l'étranger expliquent sans doute la nervosité d'une bureaucratie policière volontiers tatillonne.

Mais quel rapport peut-il y avoir entre « la politique » et l'incroyable misère d'un village kurde, privé d'histoire comme il est privé d'une

partie de sa population ? « Ici, dit le maire, il n'y a presque pas d'hommes valides : 50 % des gens en âge de travailler sont en Allemagne fédérale, 30 % dans d'autres villes de Turquie — Kemal était l'un des seuls jeunes de la région à résider en France — et 20 % seulement sont restés chez nous ».

Ceux-là vivent de leurs chèvres et de leurs moutons. Quant aux filles, même si elles sont instruites (il y a tout de même une école à Harunucapi), elles ont bien du mal à s'intégrer dans les villes d'Anatolie, où les employés de bureau, le personnel des hôtels, les serveurs, sont généralement de souche musulmane. Seuls certains services publics, les banques et quelques grandes compagnies admettent l'intrusion des femmes dans le monde du travail, et l'actuel réveil de l'intégrisme musulman, observé en Turquie comme ailleurs, n'est pas fait pour changer cet ordre de choses.

Quant aux possibilités d'exil de la main-d'œuvre, féminine aussi bien que masculine, vers les pays plus développés, elles sont de plus en plus restreintes. La crise sidem, que se passera-t-elle lorsque les centaines de milliers de Turcs travailleront à l'étranger rentreront dans leur pays, où le chômage frappe 20 % des actifs ? Habités aux salaires et aux avantages de l'Europe de l'Ouest, ne vont-ils pas constituer une force politique contestataire, socialement plus évoluée que les masses rurales ? « Ce pays », déclare un observateur étranger, va devenir une poitrine...

Le propos est peut-être un peu pessimiste, car à l'antenne de l'Office national français d'immigration à Istanbul, on constate que de plus en plus de travailleurs turcs rentrant au pays réussissent à retrouver une activité, grâce à l'aide à la réinsertion. Kemal Özgül et ses compatriotes assassinés à Chateaubriant n'ont pas eu cette chance.

JEAN BENOÎT.

(1) La délégation était composée de M^{me} Anne Brulon, représentant la Ligue des droits de l'homme, et Evelyne Mayer-Minville, de l'Association des juristes démocrates, qu'accompagnait M. Jean Santon, rédacteur à l'*Humanité*. Ces personnes ainsi que notre collaborateur Jean Benoît, ont été interrogées les 19 novembre à 12 heures par les autorités turques et libérées quelques heures plus tard, après interrogatoires. Elles ont été assignées à résidence à Malatya avant de regagner Istanbul le lendemain. Il leur était reproché d'avoir séjourné vingt-quatre heures en Anatolie orientale et d'y avoir passé la nuit en montagne sans autorisation spéciale pour cette partie de la Turquie (le Monde du 21 novembre).

A L'ASSEMBLÉE GÉNÉRALE DES CHAMBRES DE MÉTIERS

Les gros yeux de M. Crépeau, les douceurs de M. Bérégovoy

M. Michel Crépeau, ministre du commerce, de l'artisanat et du tourisme, manie avec beaucoup d'aisance le langage de l'ambiguïté. Mais il sait aussi faire les gros yeux et lancer des rappels à l'ordre cinglants. Il l'a montré devant l'assemblée générale des chambres de métiers réunies les 28 et 29 novembre à Paris, sous la présidence de M. Jean Paquet.

M. André Blayo, président de la chambre de métiers du Finistère (les Bretons sont les enfants terribles de l'artisanat), a fait les frais, le 28 novembre, de cette petite revanche du ministre, qui, le veille, avait été le destinataire — dans une enceinte voisine où se tenaient les assises des chambres de commerce — des quolibets lancés par des militants du Comité de défense du commerce et de l'artisanat (CDDCA). M. Blayo est aussi président départemental du CDDCA.

On se souvient que, le 18 novembre, une grande manifestation d'artisans et de commerçants avait eu lieu à Quimper pour soutenir un dirigeant incarcéré et libéré depuis.

La foudre du contentieux est d'importance : les dirigeants de la chambre de métiers du Finistère sont soupçonnés d'avoir encouragé de nombreux artisans à ne pas payer leurs cotisations de retraite. D'où des arrières considérables.

« Je ne pourrais pas accepter très longtemps qu'un établissement public [les chambres de métiers sont des établissements publics] serve d'intermédiaire à des actes illégaux sur le plan du droit social et du droit commun », a déclaré le ministre à l'adresse de M. Blayo. Réponse du président visé : « Pour les syndicalistes d'Audney [où est l'usine Citroën], on fait preuve d'indulgence, alors que pour les manifestants répudiés de droite, c'est la répression. »

Mis à part ces échanges sgrés-doux, les artisans ont au cours de leur assemblée générale étudié de manière sérieuse des questions moins polémiques. Des chambres régionales de métiers vont être mises en place. A propos des travaux d'utilité collective (TUC),

M. Paquet a déclaré : « Si nous comprenons les motifs du gouvernement face au chômage des jeunes, nous craignons les effets des TUC sur l'activité des artisans. Il importe que soient précisées avec les organismes bénéficiaires les limites à ne pas dépasser. La vigilance s'impose. » Pour un tiers, les nouveaux inscrits aux répertoires des métiers tenus dans chacune des cent quatre chambres de métropole et d'outre-mer sont des chômeurs en fin de droits qui s'installent à leur compte en désespoir de cause.

Quant au projet de M. Crépeau (le Monde du 30 novembre) de mettre en place une Société personnelle à responsabilité limitée (SPRL), il est accueilli avec réserves par les artisans. « Nous ne voulons pas d'une SARL lervée », commentent-ils. « Nous ne voulons pas être obligés d'inscrire nos sociétés au registre du commerce car, cela nous placerait dans l'orbite des chambres de commerce. De même qu'il existe une notion précise des fonds de commerce, il

doit exister aussi un « fonds artisanal » et qui soit exempté de droits d'enregistrement. »

Les questions fiscales constituent toujours une pomme de discorde entre les gouvernements, quels qu'ils soient, et les artisans, même ceux qui n'entrent pas dans la mouvance du CID-UNATI. Mais M. Pierre Bérégovoy, ministre de l'économie des finances et du budget, leur a tout de même apporté quelques douceurs. Au moment où la Rue de Rivoli veut stimuler la concurrence entre les banques, il a annoncé que le réseau de distribution des prêts bonifiés à l'artisanat qui, jusqu'à maintenant, se limitait aux guichets des banques populaires, du Crédit agricole et du Crédit coopératif, allait s'élargir. Le Crédit lyonnais, le BNP et le Crédit mutuel en seraient les premiers bénéficiaires.

Toute la question est de savoir si l'enveloppe des prêts — 7,2 milliards en 1984 — sera, elle aussi, élargie.

FRANÇOIS GROSCHARD.

EN VENDEE

Le ton monte autour de la pharmacie Leclerc

De notre correspondant

La Roche-sur-Yon. — L'affaire de l'ouverture d'un rayon de parapharmacie Leclerc dans une officine de Montaigu, en Vendée, prend des proportions de plus en plus étendues. (le Monde du 1^{er} décembre). Les pharmaciens vendéens sont énervés. Ils n'admettent pas qu'un des leurs puisse faire de la publicité par le biais d'une marque qui n'a rien de pharmaceutique...

Il y avait environ quatre-vingts à le crier bien fort vendredi après-midi 30 novembre, sous la pluie et sous les fenêtres de la pharmacie dirigée par M^{me} Nicole Raveneau-Sabardell. Ce rassemblement a été émaillé de quelques incidents. M. Alain Cusaud, président du Syndicat des pharmaciens de la Vendée, a été « sorti » manu militari de l'officine par le mari de la pharmacienne et quelques-uns des trente professionnels Leclerc de la région venus effectuer le service d'ordre.

M. Michel-Edouard Leclerc, accouru sur les lieux quelques instants plus tard, a déclaré que la réaction des professionnels « n'était pas très belle ». Il la considère sans fondement juridique et estime qu'en l'occurrence, si la profession a quelque chose contre cette opération, il lui appartient de saisir les tribunaux. « Tout le reste, c'est la loi du talion », a ajouté le fils d'Edouard Leclerc, qui assure M^{me} Raveneau-Sabardell de son soutien « total et sans réserve ».

Pour aider M^{me} Raveneau-Sabardell, M. Michel-Edouard Leclerc a annoncé que, dans les jours qui viennent, de nouveaux rayons de parapharmacie ouvriront dans des hypermarchés de la région parisienne et dans des officines de province.

H. L.

● **Caterpillar se renforce à Grenoble.** — Caterpillar, constructeur américain de matériel de travaux publics, va transférer sa production de monte-charge de son usine de Davenport (Iowa) à celle de Grenoble (Isère) en 1985. La production d'un modèle de tracteur (D6) sera transférée à l'usine britannique de Glasgow en 1986. Selon Caterpillar, ces usines européennes peuvent assumer la production de Davenport au moindre coût. Le constructeur américain réduit en effet ses effectifs dans ses trois usines américaines.

L'ampleur de ces réductions n'a pas été précisée, mais l'objectif pour l'ensemble du groupe représente une diminution des effectifs mondiaux de 22 % d'ici à la fin de 1985. Pour les neuf premiers mois de l'année, Caterpillar a perdu 177 millions de dollars sur un chiffre d'affaires de 4,9 milliards de dollars, à comparer avec la période correspondante de 1983 : perte de 334 millions sur un chiffre d'affaires de 3,7 milliards. — (AFP.)

Crédits - Changes - Grands marchés

L'euromarché

La Banque d'Angleterre met le holà

La sous-capitalisation des banques est une question qui ne se pose pas qu'en France. Dans ce domaine, les banques britanniques ont montré leur souci en levant au cours des dix-huit mois derniers des capitaux extrêmement importants. Mais parce qu'elles l'ont fait non pas en augmentant leur capital social, c'est-à-dire en émettant des actions, mais par le truchement d'emprunts obligataires de formes diverses, la Banque d'Angleterre a décidé de réglementer et de limiter sévèrement

l'utilisation des emprunts à taux d'intérêt variable de nature subordonnée des banques anglaises. Le problème est né des anomalies que ce type de papier engendre. Lorsque, par exemple, la Barclays Bank porte à son bilan plusieurs millions de dollars représentés par des euro-obligations de la National Westminster Bank, on arrive à une double comptabilité parce que, simultanément, le même emprunt apparaît au bilan de la National West-

minster qui les a émis. La situation des euro-obligations perpétuelles a également attiré l'attention de la Vieille Dame de Threadneedle Street. Celle-ci, malgré le caractère permanent de ces euro-obligations, envisage de ne les considérer comme fonds propres que si les banques qui les émettent s'engagent, au cas où elles se trouveraient en difficulté, à les convertir en actions. Une telle perspective n'est évidemment pas faite pour encourager les prêteurs.

La décision de la Banque d'Angleterre a donc, non seulement ému les établissements concernés, mais a également perturbé le secteur à taux variable du marché international. Comme l'action de la Banque centrale britannique a été arrêtée après de longues délibérations sur ce thème avec le Fed aux Etats-Unis et, vraisemblablement, la Banque du Japon, on peut craindre que la réglementation envisagée dans la City ne soit bientôt étendue aux banques américaines et japonaises.

En attendant, la National Westminster, qui devait procéder à une euro-emission en ECU basée sur un swap devant lui permettre d'obtenir en bout de course des dollars à taux variable à un coût inférieur au Libor, a dû renoncer à son projet. Mais, le malheur des uns faisant parfois l'euro-bonheur des autres, cela a permis au Crédit national de lancer, une semaine plus tôt que prévu, une euro-emission de 50 millions d'ECU.

D'une durée de dix ans, elle a été offerte, vendredi matin, au pair avec un coupon annuel de 10,375 %. Les euro-obligations, garanties par la République française, sont destinées à convertir partiellement un euro-crédit de 150 millions d'ECU que le même emprunteur avait reçu les premiers jours du printemps 1983. L'euro-emprunt a tout de suite bénéficié d'un accueil très chaleureux puisqu'il a immédiatement été offert avec une prime de 0,25 sur le « marché gris ». Le coupon d'a été considéré comme généreux. Compte tenu de la qualité de l'emprunteur et du garant ainsi que des conditions actuelles du marché, on s'attendait à un coupon de 10,25 % maximum.

Le marché international des capitaux s'est montré extrêmement actif cette semaine au stade primaire, c'est-à-dire que le nombre d'euro-emissions nouvelles a été très élevé. Néanmoins, il a fait preuve, au niveau secondaire, de beaucoup moins d'optimisme que New-York au cours du mois de novembre. Les cours ayant progressé bien plus rapidement sur le marché américain des capitaux que de ce côté-ci de l'Atlantique, le différentiel s'est à nouveau réduit au bénéfice des Etats-Unis. Du côté de l'activité primaire a fortement repris à New-York où les emprunteurs ont retrouvé des coûts proches de ceux de l'euromarché.

Ch. H.

CHRISTOPHER HUGHES.

Les devises et l'or

Un dollar vraiment très vigoureux

Comme la chose était prévisible à la fin de la semaine dernière (*le Monde* daté 25-26 novembre 1984), la hausse du dollar s'est poursuivie. Elle s'est même accélérée à la veille du week-end, le cours du « billet vert » frôlant les 3,10 DM et les 9,50 F. Les banques américaines ont eu beau ramener leur taux de base de 11 3/4 % à 11 1/4 % et l'euro-dollar à six mois revenir à peu près de 9 1/2 %, le dollar non seulement est resté impavide, mais encore a monté sous l'effet d'une demande irrésistible. Mardi seulement, il a légèrement fléchi sur la présentation, par les conseillers de la Maison Blanche, d'un projet de réduction du déficit budgétaire des Etats-Unis. Mais l'effet d'annonce d'un tel projet n'a pas duré, les milieux financiers ne s'attendant pas à un résultat rapide.

Rien, donc, n'a pu stopper la reprise du dollar, pas même le ralentissement de l'expansion américaine en octobre, avec un recul de 0,7 % des « indicateurs avancés », qui pourrait inciter la Réserve fédérale (FED) à se montrer plus souple, ce qui ferait

encore baisser les taux d'intérêt. A cette occasion, une augmentation « surprise » de la masse monétaire, 6,7 milliards de plus en une semaine, est venue jeter la confusion, les milieux financiers redoutant que la FED n'estime suffisant le supplément de liquidités qu'elle a injecté depuis le mois de septembre.

Certains pensaient que le déficit du commerce extérieur américain pour octobre, qui devait, selon les prévisions, battre tous les records, déprimerait le dollar. Las! Le déficit, à 9,2 milliards de dollars, a été inférieur à celui du mois précédent (12,6 milliards de dollars).

Maintenant, tout le monde se demande ce que va faire la Banque fédérale d'Allemagne à l'approche du seuil de 3,10 DM pour un dollar. Logiquement, elle devrait à nouveau intervenir, comme elle l'a fait à maintes reprises depuis deux mois, mais le fera-t-elle, devant cette lente et vigoureuse poussée sur le « billet vert » ? En tout cas, jeudi dernier, elle a renoncé à abaisser son taux d'escompte (Lombard) comme cer-

tains lui en prêtaient l'intention : le dollar est trop fort — et le mark trop faible. Faible, ce dernier l'a été à Paris, où son cours a encore faibli, touchant 3,0630 F. La Banque de France est intervenue discrètement pour en acheter un beau paquet et freiner ainsi sa descente. Le plus paradoxal est que l'écart d'inflation entre la France et l'Allemagne de l'Ouest se creuse au profit de ce dernier pays : sur douze mois, le coût de la vie y a progressé de 2,1 % contre 7 % pour notre pays. Certains redoutent en conséquence que la fermeté actuelle du franc ne soit due qu'à la faiblesse du mark et cela malgré le réajustement de la balance des paiements française, en excédent de 5 milliards de francs au troisième trimestre.

F. R.

Eurolexique : le warrant

A la demande de nombreux lecteurs, et dans le cadre d'un petit eurolexique, il est devenu nécessaire de définir le warrant dont la présence dans de nombreuses euro-emissions a été l'une des caractéristiques de 1984. Warrant, nom commun qui signifie « protecteur » lorsqu'il fait son apparition en Angleterre au début du quatorzième siècle, avec le développement des échanges, il est entré dans le domaine du droit commercial pour représenter un document habilitant son porteur à prendre possession de marchandises entreposées dans les docks assésimés tout au long de la Tamise.

L'euromarché n'a fait qu'adapter le concept original en faisant d'un warrant un titre donnant à son porteur le droit d'en acquiescer un autre à des conditions, généralement, déterminées par avance. La première émission obligataire dotée de warrants est relativement récente. Elle fut offerte par le royaume de Suède en décembre 1980, non pas sur le marché international des capitaux mais à New-York. Comme une grande partie des emprunts dits « yankees », c'est-à-dire ceux qui sont émis aux Etats-Unis par des détenteurs domiciliés hors du continent nord-américain, avait l'habitude de refluer sur le marché euro-obligataire, celui-ci a vite repris l'idée à son compte. C'est ainsi que le Crédit national lançait, peu après, la première euro-emission assortie de warrants.

Il existe deux catégories très différentes de warrants : ceux permettant l'achat ultérieur d'actions de la société emprunteuse et ceux donnant la possibilité d'acquiescer d'autres titres obligataires. Les euro-emissions accompagnées des premiers sont

en fait des emprunts convertibles. A ce jour, leur nombre est resté limité. En revanche, les euro-obligations avec warrants permettant d'acquiescer du papier représentant une autre dette se sont multipliées en formes et en volume. Si les warrants sont directement attachés à des euro-obligations, celles-ci sont émises au-dessus du pair, la prime représentant alors le coût du warrant. Si, par contre, les warrants sont émis indépendamment, ils sont offerts à un prix séparé de celui de l'euro-obligation originale.

Le droit attaché aux premiers warrants émis par la Suède devait s'exercer dans les six mois suivant le lancement de l'émission. Depuis, les périodes d'exercice se sont considérablement allongées afin de permettre au jeu spéculatif de s'étirer au maximum dans le temps. Malheureusement, cet avantage a le plus souvent été détourné au profit de l'emprunteur et non pas de l'investisseur. En effet, de nombreuses euro-emissions avec warrants stipulent, en caractères fins, que les euro-obligations originales seront remboursées au fur et à mesure que les warrants seront exercés. Les prêteurs se trouvent dès lors floués de deux manières.

D'une part, ils ne peuvent conserver s'ils le désirent le papier initial au moment où il devient le plus intéressant, parce qu'il porte en général un taux d'intérêt plus élevé que celui émis ultérieurement au travers des warrants.

D'autre part, le prix de remboursement, stipulé dans le détail, est inférieur à celui de l'euro-emprunt original. Pour ces raisons, et à quelques exceptions près qui se font de plus en plus rares, on ne peut que déconseiller à la clientèle privée l'achat d'euro-emissions de ce type. Le seul du warrant doit être laissé aux eurobanques qui dirigent ces opérations et qui, en fin de compte, sont les seules à en tirer profit.

Ch. H.

Les matières premières

Repli du plomb et du blé, hausse de l'étain

Le regain d'intérêt porté au dollar et les signes de ralentissement de l'activité économique aux Etats-Unis ont influé sur l'évolution des marchés commerciaux. La perspective d'une offre accrue (blé et plomb par exemple) s'est traduite par une réaction immédiate sur les prix.

MÉTALUX. — Après avoir atteint son cours record depuis quinze mois — 1 112 livres la tonne — le cuivre s'est replié en fin de semaine au Metal Exchange de Londres.

Chute des cours du plomb à Londres. L'accord qui vient d'intervenir entre la direction d'Asarco et le syndicat de la métallurgie a surpris le marché. Il se traduira par une reprise du travail dans les installations situées dans le Missouri (Etats-Unis), paralysées par une grève depuis le 1^{er} octobre dernier.

L'étain a accentué son avance à Londres. En Bolivie, la grève se poursuit dans l'ensemble des centres miniers. Il n'est nullement question d'autoriser le directeur du stock régulateur à procéder à des achats de soutien en dessous du prix-plancher prévu par l'accord international.

Une reprise s'est produite, certes encore timide, sur le marché de l'aluminium à Londres.

La sensible baisse des prix de l'or, ramenés à leurs niveaux les plus bas depuis vingt-huit mois, s'est répercutée sur les cours de l'argent et des autres métaux précieux.

TEXTILES. — Les cours du coton à New-York ont peu réagi à la perspective d'une récolte mondiale 1984-1985 supérieure d'un peu moins de 10 % à celle de 1983-1984. Elle est en effet estimée par le dé-

partement américain de l'agriculture à 80,7 millions de balles. Mais l'apparition de la Chine comme exportateur sur le marché mondial risque de provoquer certaines perturbations.

DENRÉES. — Le marché du sucre semble avoir trouvé, du moins à court terme, un point d'équilibre temporaire, car les cours n'ont enregistré que de faibles variations. La production mondiale de la campagne 1984-1985 est évaluée par une firme privée à 96,42 millions de tonnes.

LES COURS DU 30 Novembre 1984
(Les cours entre parenthèses sont ceux de la semaine précédente)

MÉTALUX. — Londres (en sterling par tonne) : cuivre (high grade), comptant, 1 089 (1 101) ; à trois mois, 1 107 (1 117,50) ; étain comptant, 9 835 (9 715) ; à trois mois, 9 810 (9 705) ; plomb, 338,50 (367) ; zinc, 644 (644) ; aluminium, 921 (916) ; nickel, 9 905 (9 855) ; argent (en once par once troy), 589,50 (614,50) ; New-York (en cents par quintal) : cacao (premier terme), 57,15 (59,90) ; argent (en dollars par once), 7,11 (7,59) ; platine (en dollars par once), 320,3 (327,9) ; Pérou : étain (en quintal par kilo), inch. (29,15).

TEXTILES. — New-York (en cents par livre) : coton, décembre, 65,48 (64,57) ; mars, 66,03 (65,90) ; — Londres (en nouveaux pence par kilo), laine (peignée à sec), décembre, 506 (510) ; Roubaix (en francs par kilo), laine, 52 (51,50).

CAOUTCHOUC. — Londres (en livres par tonne) : R.S.S. (comptant), 600,635 (605,625).

DENRÉES. — New-York (en cents par lb) : saut pour le cacao, en dollars par tonne) : cacao, décembre, 2 205

(2 157) ; mars, 2 073 (2 121) ; sucre, janvier, 4,70 (4,66) ; mars, 3,30 (3,28) ; café, décembre, 139,10 (139,83) ; mars, 136,90 (136,45) ; — Londres (en livres par tonne) : sucre, décembre, 122 (126) ; mars, 143,40 (144,80) ; café, janvier, 2 294 (2 323) ; mars, 2 250 (2 233) ; cacao, décembre, 1 865 (1 985) ; mars, 1 831 (1 835) ; — Paris (en francs par quintal) : cacao, décembre, 2 075 (2 108) ; mars, 2 063 (2 064) ; café, janvier, 2 630 (2 640) ; mars, 2 532 (2 526) ; sucre (en francs par tonne), mars, 1 500 (1 483) ; mai, 1 554 (1 533) ; Tourteaux de soja : Chicago (en dollars par tonne), décembre, 148,90 (151,40) ; janvier, 152,20 (154,80) ; — Londres (en livres par tonne), décembre, 145 (134) ; février, 143,20 (139,90).

CÉRÉALES. — Chicago (en cents par bushel) : blé, décembre, 355 3/4 (361 1/4) ; mars, 354 3/4 (361) ; maïs, décembre, 266 1/4 (275 1/2) ; mars, 277 3/4 (281 3/4).

INDICES. — Moody's, 984 (989,70) ; Reuters, 1 878,7 (1 868,70).

COURS MOYENS DE CLOTURE DU 24 AU 30 NOVEMBRE

(La ligne inférieure donne ceux de la semaine précédente.)

PLACE	Livre	S.E.U.	Franc français	Franc suisse	D. mark	Franc belge	Florin	Lira italienne
Londres	1,2815	—	16,5430	39,2619	32,2997	1,6851	26,6285	0,6533
New-York	1,2210	—	16,7816	39,9680	33,6360	1,6447	29,3083	0,6533
Paris	11,3962	9,8850	—	372,40	306,36	15,2257	271,67	4,5088
Bruxelles	11,3247	9,7978	—	370,70	304,30	15,2163	270,63	4,5088
Zurich	1,8649	2,4276	26,8529	—	32,2674	4,0853	72,8964	1,3321
Frankfurt	1,8649	2,4276	26,8529	—	32,2674	4,0853	72,8964	1,3321
Brésil	3,4959	3,0278	32,6378	120,98	—	4,9786	88,7162	1,6161
Amsterdam	74,8355	62,38	6,5682	24,4601	28,1227	—	17,9395	3,2584
Stockholm	74,2368	64,38	6,5552	24,3985	28,0858	—	17,9194	3,2461
Copenhague	6,1589	5,4601	26,8371	131,18	112,15	—	5,6883	1,8274
Oslo	4,1649	3,4129	26,7876	136,37	112,71	—	5,6118	1,8236
Madrid	257,27	191,2	201,28	750,69	617,57	38,9902	347,22	—
Milano	228,93	187,3	201,94	748,68	618,76	38,9859	348,94	—
Tokyo	297,25	247,49	26,0833	97,1339	79,9996	3,9711	76,8971	0,1294
Yokohama	299,26	245,18	26,2643	97,9616	80,9712	4,0312	71,8347	0,1308

A Paris, 100 yens étaient cotés, le vendredi 30 mars, 3,8338 F contre 3,7841 F le vendredi 23 mars.

Marché monétaire et obligataire

Un redémarrage timide

Le marché obligataire de Paris, à la diète depuis la fin de la première semaine de novembre, a commencé à se réveiller timidement. Les émissions, qui avaient été stoppées, ont repris à un rythme ralenti avec des fortunes diverses. L'emprunt à taux variable (TMO) de 700 millions de francs de la Compagnie financière Renault, assorti d'une faculté d'échange contre des obligations à taux fixe de 12 % l'été prochain, a bénéficié d'un placement correct, sans plus : sa marge est certes plus attrayante que celle du marché secondaire, mais on note une certaine réticence en ce qui concerne la Régie et ses filiales. Placement « correct » aussi pour le milliard de francs à la Caisse centrale de coopération économique à 11,90 % sur douze ans, et pour les 200 millions de francs à taux variable de Cofirote, mais comme on est loin de l'enthousiasme du mois d'octobre.

Un peu de flamme, et même beaucoup, a été retrouvée, toutefois, pour l'emprunt de 700 millions de francs lancé par Gaz de France à taux fixe de 11,15 % sur douze ans, qui pour la première fois en France, est doté d'un coupon unique versé en fin de parcours en même temps que le remboursement nominal : 13 778 francs brut s'ajoutant au capital de 5 000 francs, soit un versement final égal audit capital multiplié par 3,55.

Cette formule, déjà utilisée depuis quelques années par les bons du Trésor et depuis 1983 pour les obligations renouvelables du Trésor à six ans, n'avait pas jusqu'à présent, reçu l'aval de la Rue de Rivoli, du moins pour une durée longue. Elle est directement inspirée de la formule des émissions étrangères, surtout américaines, dites « à coupon zéro ».

Ainsi le géant pétrolier Exxon vient de recueillir 200 millions de dollars qui seront versés 1,8 milliard de dollars à l'échéance, dans vingt ans. EDF a recouru à ce procédé en offrant en août dernier, sur le marché de l'eurodollar, un emprunt remboursable à hauteur de 500 millions de dollars dans dix ans, pour lequel cette entité n'a recueilli que 32,25 % de cette somme, soit 155 millions de dollars.

Ce genre d'émission est recherché par les prêteurs, qui la plupart du temps tentent d'échapper à l'impôt, et par les emprunteurs, qui repoussent au plus tard le poids des intérêts. C'est bien le cas pour l'emprunt de Gaz de France. L'idée en a été « vendue » au Trésor par Claude Pierre-Brossollet, ancien directeur de ce prêt, ancien président du Crédit lyonnais et actuel président de la banque

Stern. C'est lui qui a monté l'opération en commun avec M. David Daustrems, président du Crédit du Nord.

Les souscripteurs, essentiellement SICAV et fonds communs de trésorerie, plus les particuliers assez fortunés pour admettre d'être privés d'intérêt pendant douze ans, sont attirés par les avantages fiscaux : si l'emprunt est vendu avant l'échéance, l'intérêt cumulé ne sera taxé qu'à 15 %, taux de l'impôt sur les plus-values à plus de deux ans, et à rien du tout si le souscripteur reste en dessous des 250 000 F annuels de revenus de telle catégorie. Pour Gaz de France, l'opération servira à rembourser au Fonds de développement économique et social (FDES) une partie des 1,6 milliard de francs de prêts contractés antérieurement auprès de lui et à repousser les échéances à douze ans. Joli cadeau pour les suivants.

Un marché secondaire ébranlé

Si le marché primaire se ranime doucement, le marché secondaire reste ébranlé, passant de 11,23 % à 11,46 % pour les emprunts d'Etat à plus de sept ans, de 10,99 % à 11,26 % pour ceux à moins de sept ans et de 12,33 % à 12,45 % pour les emprunts du secteur public. Cette remontée aurait été provoquée par les ventes de certain SICAV court terme, à la suite de rachats opérés par les trésoriers d'entreprises soucieux d'« habiller » leurs bilans avant la fin de l'année. Certains esprits vraiment très mal tournés hasardent que de telles opérations pourraient être effectuées aussi par des entreprises publiques qui auraient utilisé le produit de prêts bonifiés (9 % à 11 %) à des emplois en SICAV court terme tout à fait fructueux, à des taux bien supérieurs.

Ces mêmes esprits avancent que les entreprises seraient soucieuses d'éviter les questions que ne manqueraient pas de leur poser la Cour des comptes et, d'ailleurs, dans leur bilan au 31 décembre, elle devraient de tels agissements. Pour toutes ces raisons, on ne verrait guère les rendements retomber avant le 15 décembre, en attendant le mois de janvier avec sa manne de liquidités (26 milliards de francs selon le Cef lyonnais) provenant de nombreux remboursements et coupons. De quoi faire la fête à nouveau.

En attendant, et cela ne surprendra personne, pour la première fois depuis leur apparition au début de 1982, les SICAV court terme ont enregistré un recul en novembre,

leur en-cours total, malgré deux nouvelles créations, fléchissant de 5,2 milliards de francs pour s'établir à 145,2 milliards, selon TGF. Certes, la part de la baisse du cours des obligations peut être évaluée à environ 2 milliards de francs mais il y a eu des rachats, surtout sur les SICAV sensibles, dites « à performances », et dépourvues de droits d'entrée comme de sortie. Ainsi en a-t-il été de Gestilun (~ 900 millions de francs) et de Lion Association, revenu de 9,3 milliards de francs à 6,7 milliards de francs, et aussi de deux SICAV du Crédit lyonnais, dont l'en-cours a fléchi de 16,7 milliards de francs jusqu'à 13,4 milliards de francs. Autre perdant, le CCF (9,9 milliards de francs contre 10,7 milliards de francs).

Le Crédit agricole, champion toutes catégories avec 18,2 milliards de francs d'en-cours, n'a perdu que 200 millions de francs, tandis que les SICAV refuges, peu sensibles parce qu'elles ne sont pas soumises à la loi de la concurrence, ont vu leur en-cours total passer de 13,6 milliards de francs à 14,5 milliards de francs.

Signalons enfin une « nouvelle mesure de dégrèvement. La Rue de Rivoli a décidé de porter de 200 à 500 millions de francs le seuil en dessous duquel les émissions d'obligations ne sont plus soumises à autorisation, ce qui devrait faciliter les émissions des entreprises moyennes-grandes.

Sur le marché monétaire, la Banque de France a fini par répondre à l'attente en abaissant mardi son taux d'intervention, fixé à 11 % depuis le début de septembre et ramené à 10 3/4 %. Cette mesure n'a pas empêché le loyer de l'argent au jour le jour, sur le marché monétaire, d'atteindre 11 1/2 % en fin de semaine, les liquidités se resserrant à l'occasion des échéances de fin de mois, toujours assez dures (en Suisse on a coté 24 % vendredi 30).

Dans le feuillet « Établissements de la nouvelle grille des réserves obligatoires pour les banques », un nouvel épisode s'est ajouté, cette semaine, aux précédents. L'ardeur des discussions entre les autorités et les banques a été telle qu'il n'a pas été possible de conclure en milieu de semaine, comme on l'espérait bien témérairement. Cette fois-ci, au terme d'un vendredi particulièrement studieux et assidu, on s'est juré de sortir de cette grille au plus tard la semaine prochaine.

FRANÇOIS RENARD.

Chapitre 1520

Revue des valeurs

BOURSE DE PARIS

UN ange gardien veillerait-il sur la corbeille ? C'est à croire. Dans l'incapacité à peu près totale d'acquiescer à un mouvement depuis bientôt trois mois, avec des mécanismes bloqués par le niveau élevé de ses cours, la Bourse de Paris a jusqu'ici, chaque semaine, ou presque, eu la chance de profiter d'un événement pour se débloquer un peu.

Ces derniers jours n'ont pas fait exception à la règle. A nouveau menacé de paralysie, une fois encore la régulation des achats faite en début de mois, le marché a en droit, cette semaine encore, un petit coup de pouce de la Providence. A l'effritement, qui avait ainsi commencé, du mardi, à creuser des sillons dans la cote, a succédé une légère reprise, qui, même éphémère, a permis à l'algèbre des divers indices de ne pas dévier. D'un vendredi à l'autre, l'indice CAC, de tous le plus faible, a même très légèrement progressé (+ 0,3 %).

De quel côté du ciel est venue cette aide inopiné ? C'est la SAFE (Société d'analyse financière et économique), organisme par l'Institut du Nord, qui, cette fois, en bonne partie dispensée, et le plus simplement du monde, en prononçant, au cours d'une réunion, un jugement assez nettement favorable sur un certain nombre de valeurs. Parmi les titres signalés notamment Peugeot, Avions M. Dassault, CSF et Crouzet. Le résultat ne s'est pas fait attendre. En panne d'idées, les opérateurs ont saisi celles qui leur étaient suggérées. S'ils ne se sont pas précipités pour critiquer l'optimisme de la SAFE, à leur goût un peu trop bas, au moins pour l'action de la firme de Sochaux, leur intérêt n'en a pas pour autant été entamé.

Des quatre, Peugeot a fait le plus bas parcours (+ 11 %) et doit conserver intacte son avance, ce qui ne lui est pas toujours le cas pour les autres. Bref, les conseils

Peugeot, les pétroles et les autres

prodigés furent à peu près suivis, et la plupart des bons titres désignés montrèrent sur le podium pour figurer au palmarès hebdomadaire des valeurs les plus traitées.

Cependant la SAFE ne fut pas seule à épauler la Bourse. Beaucoup moins forts que d'habitude, l'odeur du pétrole s'est même fait flotter dans les travers et autour de la corbeille.

Elle a d'abord été arrivée par des rumeurs, très vite confirmées, des très bons résultats obtenus sur le forage de « Lagrange 2 » près de Pau, auquel Elf et BP sont intéressés. L'on a aussi beaucoup parlé du pétrole de la Brie, en passe de devenir le Texas de la France, comme l'assuraient de vieux habitants. Mais que ne dit-on pas au café du commerce de la capitale !

Donc, sans vraiment monter, car il ne s'agit quand même que d'espérance, les pétroliers ont « frimé » et contribué à mettre de l'animation sous la verrière.

La CFP, surtout, n'a pas vraiment réussi à décoller. « C'est à cause du syndicat », disent un professionnel. « Il continue d'écouler le stock d'actions livrées pour compte à l'occasion de la dernière augmentation de capital ». N'importe, l'effet a été bénéfique, car les nouvelles, sur un plan général, n'ont pas été très réjouissantes. D'après l'INSEE, les chocs d'entreprises sont assez positifs. Sur les niveaux de production pour ces prochains mois. Les commerçants, eux, sont toujours selon l'Institut franchement noirs.

Immédiatement, d'autre part, de compter sur Wall Street. Malgré tous ses efforts, le New York Stock Exchange

Semaine du 26 au 30 novembre

n'arrive pas à tenir la distance. Perturbé par le projet de réforme fiscale que présente le Trésor américain, assez contraignant pour les entreprises, il est maintenant tiraillé à l'idée de voir la récession sévir à nouveau aux Etats-Unis. Les dernières nouvelles de l'économie ne sont pas bonnes. Pour la troisième fois consécutive, le principal indicateur a baissé en octobre (- 0,7 %).

Rien de vraiment dramatique encore, mais les opérateurs new-yorkais ont été pris d'un frisson. A Paris, la communauté boursière se réfugie dans l'attentisme et réclame, pour juger de l'état exact de la situation outre-Atlantique, deux à trois mois de recul. Mais elle est épuisée. Si l'économie américaine dérapait vraiment ?

Pour l'instant, il n'y a pas, ici, à redouter d'impact majeur. La Bourse aborde maintenant la dernière ligne droite menant au bout de l'année. Les liquidités continuent d'affluer et, même distillées au compte-gouttes, elles constituent un bon rempart contre un mouvement de baisse. Distillées, car les organismes de placement collectif ne sont pas pressés d'acheter. Avec la baisse de la devise titre (5 % environ en un mois), les SICAV sont à l'aise.

Pour la plupart, elles sont au-dessus des quotas que leur assigne la réglementation (60 % d'actions françaises). Côté CEA, les gérants de portefeuille attendent l'occasion favorable. A un moment où, ces capitaux seront réinvestis. Sur un plan technique, la situation est d'autant plus saine que le montant des achats à découvrir à la fin novembre représente tout juste trois ou quatre séances de Bourse. Si l'environnement international venait à se dégrader, le marché parisien est relativement bien armé pour tenir le coup. Mais ses munitions ne sont pas inépuisables.

ANDRÉ DESSOT.

BOURSES ÉTRANGÈRES

NEW-YORK

Semaine noire

Wall Street a passé sa plus mauvaise semaine depuis le mois de septembre dernier. Les cours ont fortement baissé durant les trois dernières séances faisant repasser le marché sous ses gains précédents, le ramenant surtout à son niveau d'octobre. Le 23 novembre, l'indice des valeurs industrielles s'inscrivait à 1 185,93 (contre 1 220,29 le 23 septembre).

La plus grande confusion a régné autour du « Big Board ». Elle a été alimentée, pour partie, par le projet de réforme fiscale du Trésor américain dont les investisseurs craignent qu'il ne soit contraignant pour les entreprises, pour l'autre par l'évolution de la situation économique. A cet égard, les nouvelles ne sont pas bonnes. Pour la troisième fois consécutive, le principal indicateur a reculé (- 0,7 %) en octobre. Personne n'écarter plus la possibilité d'un retour à la récession en dépit des apaisements fournis par M. Paul Volcker, président de la Réserve fédérale. D'autre part, ce gouvernement attendra de la masse monétaire (6,7 milliards de dollars au lieu de 2 milliards prévus) a fait mauvaise impression, laissant prévoir la fin proche de la baisse des taux.

	Cours 23 nov.	Cours 30 nov.
Alcoa	36 3/4	35 1/4
AT&T	18 3/4	18 1/4
Boeing	56 1/2	56 1/2
Chase Man. Bank	43	43 5/8
Du Pont de Nemours	47 3/8	46 1/2
Eastman Kodak	75	71
Exxon	43 3/4	43 1/4
Ford	46 5/8	45
General Electric	57 1/2	55 3/4
General Motors	55 1/2	53 3/4
IBM	122 5/8	121 1/8
ITT	26 5/8	26 5/8
Mobil Oil	29 1/2	28 3/4
Pfizer	40 3/4	38 1/2
Schlumberger	34 3/8	34 1/8
Texasco	42 1/8	39 1/2
Union Carbide	50 1/2	49 1/2
US Steel	26 5/8	25 1/2
Westinghouse	26 5/8	25 1/4
Xerox Corp.	37 1/8	37 1/4

LONDRES

L'effet « British Telecom »

Soutenue par l'après d'une nouvelle semaine monétaire, le marché a cette semaine volé de record en record, l'indice des valeurs industrielles s'inscrivant mercredi au niveau historique de 929,2. Cependant, avec les prévisions pessimistes sur l'économie britannique, surtout l'effet d'entourage exercé par l'annonce de la vente de British Telecom, dont la réussite a dépassé tous les espoirs mais qui a pompé presque tous les capitaux disponibles, les cours ont fléchi à l'approche du week-end.

Indice « FT » du 30 novembre : industrielles, 917,3 (contre 910,3) ; mines d'or, 544,3 (contre 576,2) ; fonds d'Etat, 83 (contre 82,94).

	Cours 23 nov.	Cours 30 nov.
Bechtel	365	378
Bovater	186	187
Brit. Petroleum	496	496
Charter	283	283
Courtauld	123	117
De Beers (*)	473	447
Dunlop	27	24
Free State Geduld (*)	30 1/2	28 1/2
Glanville	1010	1010
Imp. Chemical	650	678
Shell	625	638
Unilever	1038	1038
Victory	130	290
War Loan	36 1/8	36 1/8

(*) En dollars.

TOKYO

An plus haut

La recrudescence de Wall-Street a laissé le marché indifférent. Une très forte reprise des valeurs bancaires a été enregistrée et tous les indices ont pulvérisé leurs précédents records.

Le 1^{er} décembre, le Nikkei Dow Jones s'est inscrit à 11 438,64 (contre 11 237,40) et l'indice général à 974,36 (contre 851,67).

	Cours 23 nov.	Cours 30 nov.
Akai	529	494
Bridgeport	563	543
Canon	1 510	1 530
Fuji Bank	1 030	1 250
Honda Motor	1 230	1 170
Mitsubishi Electric	1 420	1 400
Mitsubishi Heavy	238	242
Sony Corp.	3 610	3 598
Toyota Motor	1 250	1 228

FRANCFORT

Stagnation

Les incertitudes sur l'évolution des taux d'intérêt et du dollar ont littéralement paralysé le marché. Les affaires ont été calmes.

Indice de la Commerzbank du 30 novembre : 1 089,9 (contre 1 085,6 le 23 novembre).

	Cours 23 nov.	Cours 30 nov.
AEG	107,50	104,90
BASF	170,50	173,90
Bayer	182,80	184,80
Commerzbank	177	174,30
Deutschebank	381,40	383,50
Hoechst	179,50	185
Karstadt	249,10	252,30
Manneberg	148,60	146
Siemens	458,50	454,40
Volkswagen	195,70	198,10

Valeurs à revenu fixe

ou indexé

	30-11-84	DIF.
4 1/2 % 1975	1 478	- 25
7 1/2 % 1975	9 975	- 74
10 3/4 % 1975	96	- 1,85
10 3/4 % 1976	96,40	- 0,60
5 80 % 1977	117,35	- 0,10
10 % 1978	96,60	- 0,70
9 80 % 1978	96	- 0,48
5 80 % 1978	96,80	- 0,30
9 % 1979	93,15	- 0,45
10 80 % 1979	96,80	- 0,50
12 % 1980	101,45	- 0,85
12 80 % 1980	106,30	- 0,45
16 75 % 1981	111,65	- 1,30
16 20 % 1982	115,70	- 1,60
16 % 1982	115,95	- 1,55
15 75 % 1982	114,11	- 1,20
CNE 3 %	4 000,00	- 0,40
CNE 4 %	1 024,00	- 0,25
CNE 5 000 F	105,05	- 0,85
5 000 F	105,40	- 0,10
CNE 5 000 F	105,40	- 0,10
CNE 5 000 F	105,40	- 0,10

Matériel électrique

services publics

	30-11-84	DIF.
Alstom-Atlantique	287	- 2
CIT-Alcatel	1 358	- 13
Alcatel	227	- 2
Général des Eaux	535	- 5
Industrie Électrique	1 990	- 90
Léonard	1 979	- 96
Lysimède des Baux	645	- 16
Méta	1 139	- 17
Merlin-Gérin	1 445	- 4
Motors Laroche	422	- 2,50
Monlux	93,80	- 6,10
PM Lohr	383	- 18,50
Radco-Industrie	239	- 13
SEB	359	- 6
Sigaux	455	- 30
Télécom. Énergie	2 148	- 48
Thomson-CSF	3 387	- 17,20
IBM	1 251	- 4
ITT	208	- 9
Philips	184,40	- 3,10
Schneider	304,90	- 11,60
Siemens	1 580	- 40

Pétroles

ou indexé

	30-11-84	DIF.
Elf-Aquitaine	227	- 28
Eso	545	- 28
Francopet	296	- 3
Pétroles (France)	244,98	- 4,80
Pétroles B.P.	130,10	- 5,20
Prinacorp	254,28	- 14,50
Raffinage	61,18	- 0,30
Sogepet	485	- 5
Exxon	138	- 15
Petrolia	1135	- 1,30
Royal Dutch	488	- 16

Pétroles, textiles, magasins

	30-11-84	DIF.
André Renard	221,70	- 15,30
RF Agache-Wilco	N.C.	N.C.
BEV	283,50	- 18,10
CFAD	700,00	- 16
Demart-Sierens	2 290	- 16
Darty	1 169	- 21
DMC	123	- 16
Chapuis	1 813	- 27
La Redoute (I)	1 210	- 12
Novae-Galerie	140,00	- 5,50
Printemps	189	- 10,90
SCOA	51	- 2,70

(I) Compte tenu d'un coupon de 24 F.

Bâtiment, travaux publics

	30-11-84	DIF.
Anzil d'entreprises	841	+ 1
Bouygues	1 748	- 24
Ciment Français	303	- 5,50
Dumez	648	- 8
J. Lefebvre	142	- 2,30
L'Oréal	52	- 1,90
GTM	237	+ 4,90
Lafarge	379	+ 1
Molins et Phoenix	184,50	- 7,50
Poliet et Chausson	389	+ 11
Verve Chiquet	2 000	+ 50
Vinpret	890	- 20
Nestlé	21 590	- 310

Banques, assurances

sociétés d'investissement

	30-11-84	DIF.
Ball Equipement	269	- 12
Cedex	579	- 9
Chargem SA	785	- 8
Banque (Cie)	356	+ 23
CFP	638	- 6
CFI	244	+ 8,80
Edifiance	1 049	- 3
Hélin (La)	369	+ 3
Ima. FI-Monaco	339	+ 1
Locofrance	37	+ 2
Locofrance	725	- 6
Midit	2 400	- 6,40
Midit Bank	231,20	- 6,40
OPF (Omn. Fin.)	898	+ 10
Participations de risec.	846	+ 25
Préalab	1 069	+ 19
Schneider	NC	NC
UCS	278	- 2

Produits chimiques

	30-11-84	DIF.
Industrie Médicat.	1 251	- 11
Labodurac-Bellon	1 400	+ 10
Roche	1 400	+ 10
BASF	569	+ 3
Bayer	611	- 2
Evotec	68	+ 4
Novak	121,80	- 9,20

Alimentation

	30-11-84	DIF.
Bégis-Sey	296,80	- 5,30
BSN G-Danone	2452	- 96
Carrefour	1 810	- 36
Casino	915	+ 3
Céris	589	- 5
Carrefour	780	- 46
Guyonnet et Gasc.	315	- 14,50
Leclerc	1 105	+ 32
Marcel	1 795	- 5
Mole-Hennessy	1 813	- 27
Mimmi	690	- 8
Occidentale (Gie)	660	- 20
Occidentale	282	- 15
Promodis	1 620	- 35
Soufflet	593	+ 11
St-Louis-Bonbon	326	- 15
St-Louis-Bonbon	326	- 15
Verve Chiquet	2 000	+ 50
Vinpret	890	- 20
Nestlé	21 590	- 310

MARCHÉ LIBRE DE L'OR

	Cours 23-11	Cours 30-11
Or fin (100 g)	101 750	100 800
Or fin (100 g)	101 750	100 800
Pièces françaises (20 fr.)	800	801
Pièces françaises (10 fr.)	410	411
Pièces belges (20 fr.)	888	888
Pièces belges (10 fr.)	410	411
Pièces suisses (20 fr.)	677	688
Souverain	728	734
Souverain Elizabeth II	740	738
Pièces de 20 dollars	4 600	4 500
10 dollars	2 060	2 062
5 dollars	1 030	1 031
20 francs	850	850
10 francs	425	425
5 francs	212	212

VALEURS LE PLUS ACTIVEMENT TRAITÉES À TERME (*)

	Nbre de titres	Val. en (F)
CNE (I)	23 802	93 259 080
Elf	365 705	81 531 024
Peugeot (I)	284 459	63 164 499
Régis (I)	61 272	60 163 027
Bouygues	82 388	56 833 777
Lafarge	121 761	46 345 704
BSN (I)	17 716	44 572 515
Télécom. (I)	17 154	36 242 463
BP (I)	265 072	32 144 959
4 1/2 % 1975	18 004	29 180 186
Méta	14 721	29 180 186
CSF (I)	76 766	29 133 366
Mole-Hennessy (I)	14 007	28 167 447
L'Air Liquide (I)	47 677	26 519 749

(*) Du 23 au 29 novembre inclus.

(I) Séance du 30 octobre.

(2) Séance du vendredi seulement.

LE VOLUME DES TRANSACTIONS (en milliers de francs)

	26 nov.	27 nov.	28 nov.	29 nov.	30 nov.
RM	319 206	319 676	279 154	300 576	345 269
Comptant	217 950	233 428	264 718	256 836	376 136
R. et obl.	149 983	76 268	48 134	50 991	36 659
Total	2 648 779	2 730 672	2 977 006	2 920 403	4 149 064

INDICES QUOTIDIENS (INSEE base 100, 29 décembre 1983)

	26 nov.	27 nov.	28 nov.	29 nov.	30 nov.
Franc.	119,5	119,1	120	119,6	-
Etrang.	90,4	89,7	89,5	89	-

COMPAGNIE DES AGENTS DE CHANGE

(base 100, 29 décembre 1983)

	26 nov.	27 nov.	28 nov.	29 nov.	30 nov.
Tendance	121,7	120,8	121,3	120,7	120,8

(base 100, 31 décembre 1981)

Le Monde

UN JOUR DANS LE MONDE

ÉTRANGER

- 3. Désespoir et violence chez les mineurs britanniques.
- 8. La réunion européenne de Dublin.

FRANCE

- 9-10. La situation en Nouvelle-Calédonie.
- 12. Les rumeurs de Convergences 84.

CULTURE

- 13. Verdi en 450 lettres.

ÉCONOMIE

- 16. SOCIAL.
- 17. Israël ou les lendemains d'inflation absolue.
- 18. Crédits, changes et grande marche.
- 19. Revenus des valeurs.

RADIO-TELEVISION (15)
Carnet (12); Programmes des spectacles (14); « Journal officiel » (15); Météorologie (15); Mots croisés (11).

M. STRAUSS-KAHN EST NOMMÉ COMMISSAIRE ADJOINT AU PLAN

M. Dominique Strauss-Kahn, chef de service au commissariat général au Plan, vient d'être chargé des fonctions de commissaire adjoint au Plan par décret du 29 novembre publié au Journal officiel du 1^{er} décembre. Il remplace M. Yves Ulm, qui remplissait ces fonctions depuis 1981 (d'abord auprès de M. Hubert Prévot puis auprès de M. Henri Guillaume) et qui a été nommé secrétaire général au conseil national du crédit.

(Né le 25 avril 1949 à Paris, M. Dominique Strauss-Kahn a été chargé d'études au CREF (Centre de recherche économique sur l'épargne). A ce titre, il a signé en 1973 avec André Bebeau un ouvrage sur la Richesse des Français. Professeur de sciences économiques à Nancy, puis à l'université de Paris X, il est entré au commissariat au Plan en 1981. En novembre 1983, il a été désigné comme membre du bureau exécutif du PS et membre du secrétariat national chargé des études.

M. Strauss-Kahn a publié dans le Monde du 10 novembre un « point de vue » intitulé : « Moins de bureaucratie, plus d'Etat ».

M. MESSMER

Invité du Grand Jury
RTL - le Monde

M. Pierre Messmer, ancien premier ministre, député RPR de Moselle sera l'invité de l'émission hebdomadaire « Le grand jury RTL - le Monde », le dimanche 2 décembre, de 19 h 15 à 19 h 30.

M. Messmer, maître de Sarrebourg, qui fut ministre des armées du général de Gaulle après avoir été haut commissaire de la République dans la France d'outre-mer, répondra aux questions d'André Passeron et de Gilles Leduc et Dominique Ponsard de RTL, le débat étant dirigé par Olivier Mazerolle.

LE SAVIEZ-VOUS ?

Au département Occasion des Usines Citroën, vous pouvez trouver des voitures d'ingénieurs et cadres de l'usine ou des voitures d'exportation (ex. TT) ayant un faible kilométrage, garanties, à un prix intéressant.

Exceptionnellement, jusqu'au 15 octobre (ouvert dimanche 7 et 14 octobre), reprise de votre vieille voiture, votre moto ou votre vélomoteur

5.000 F MINIMUM

quel que soit son état, pour tout achat d'une voiture d'occasion

- 10, place Etienne-Pernet, 75015 Paris. Tél. : 531.18.32. Métro : Félix-Faure.
- 50, bd Jourdan, 75014 Paris. Tél. : 589.49.89. Métro : Porte d'Orléans.
- 59 bis, av. Jean-Jaurès, 75019 Paris. Tél. : 208.86.60. Métro : Jaurès.

Cette offre concerne uniquement les ventes à particuliers.

LA DISCUSSION BUDGÉTAIRE AU SÉNAT

Affaires sociales : dégradation

Le couperet continuera de tomber au Sénat, l'opposition, ici majoritaire, rejetant les crédits affectés aux différents ministères pour 1985. Vendredi 30 novembre, c'était le tour des budgets de M^{me} Georgina Dufoix (affaires sociales), de M^{me} Edmond Hervé (santé), de Joseph Franceschi (personnes âgées) et Michel Delebarre (travail) (1), dont aucun n'a été approuvé.

La France peut assumer « l'effort de solidarité nationale plus que jamais nécessaire », a déclaré M^{me} Dufoix, ministre des affaires sociales et de la solidarité nationale, à condition qu'il soit justement réparti, le rôle de l'Etat consistant à coordonner et à impulser les actions menées pour favoriser l'insertion sociale. M. Marcel Fortier (RPR, Indre-et-Loire), rapporteur de la commission des finances, a observé, lui, un parachèvement de la « dégradation » amorcée depuis plusieurs années. M. Fortier et le rapporteur de la commission des affaires sociales, M. Louis Boyer (RI, Loiret) reconnaissent, certes, le redressement financier de la Sécurité sociale, mais ils le jugent précaire et établi de manière contestable.

M. Jean Chérioux (RPR, Paris), qui a exposé la position de la commission des affaires sociales sur les crédits de la santé, a dénoncé la situation financière des hôpitaux, l'insuffisance des moyens d'aide sociale et celle de la lutte contre la grande pauvreté. « En résumé, a-t-il dit, le socialisme, c'est les lois Auroux plus les soupes populaires. »

Certaines attentions ont été apportées au manichisme habituel dans ce genre de débat. M. Hervé, secrétaire d'Etat à la santé, s'est voulu sincère en faisant part des inquiétudes suscitées par certaines découvertes scientifiques récentes, telles que les méthodes de procréation artificielle, ou par l'expérimentation de médicaments et de nouvelles thérapies sur la personne humaine. M. Jacques Machet (Union centriste, Marne) a admis que la responsabilité des atteintes aux valeurs de la famille est partagée. M. Jean-Pierre Cantegrit (Gauche démocratique, Français de l'étranger) estime que, depuis la loi de juillet dernier, la protection sociale des expatriés est en bonne voie.

L'opposition, en outre, n'a pas eu le monopole de la critique. Les deux orateurs du Parti communiste, M. Paul Souffrin (Moselle) et M^{me} Marie-Claude Beaudan (Val-d'Oise) ont jugé le projet de budget « insupportable à la protection de la population et remettant en cause le fondement » de cette protection, pour le premier, et pour la seconde, apporté de « graves erreurs ».

Les seuls renforts, pour le gouvernement, sont venus des porte-parole socialistes. Pour M. Robert Schwaet (Doubs), l'Etat a pleinement joué son rôle, depuis 1981, en s'engageant dans la voie de la solidarité; quant à M. Charles Bonifay (Bouches-du-Rhône), il a relevé la contradiction de ceux qui réclament, en même temps, « moins d'Etat et plus de solidarité, plus d'intervention et moins de dépenses ». C'est un autre type d'équation qu'a proposé M. André Jouany (Gauche démocratique, Tarn-et-Garonne) : comment, avec de moins en moins de ressources, maintenir le niveau de la protection sociale ? Pour M^{me} Dufoix, « il n'y a pas de miracle »; on ne peut demander, à la fois, de payer moins et d'avoir plus; ce qu'il faut, a-t-elle expliqué, c'est faire diminuer le chômage.

Le relais était ainsi passé à M. Delebarre, dont la tâche ne s'est pas révélée plus facile. « Les TUC, c'est du toc ! avait-il dit l'Humanité. M. Hector Viron (PC, Nord) a reconnu, tout au plus, aux travaux d'utilité collective une utilité momentanée. M. Jacques Moisson (Union centriste, Somme), rapporteur de la commission des finances, s'est montré plus nuancé, dans la mesure où il y a vu un moyen de déculpabiliser les jeunes sans emploi, mais, a-t-il dit, c'est « un artifice temporaire » propre à diminuer le nombre des demandeurs d'emploi, et il a proposé d'ouvrir les TUC à tous, sans condition d'âge. Comme M. Louis Souvet (RPR, Doubs), M. Moisson a souligné le peu d'influence qu'ont eu sur le chômage la diminution du temps de travail et l'abaissement de l'âge de la retraite.

A. C.

(1) Le Monde des 9 octobre, 1^{er}, 14 et 19 novembre.

La direction de Renault cherche à obtenir l'accord des syndicats sur la mobilité

La direction et les syndicats de Renault ont achevé, vendredi 30 novembre au soir, après une journée de discussions, l'examen du projet d'accord cadre sur l'emploi et la mobilité proposé par la direction, mais une ultime mise au point du texte doit avoir lieu mardi prochain 4 novembre, et les syndicats auront jusqu'au 21 décembre pour donner leur réponse. L'accord serait valable jusqu'au 31 janvier 1986.

La direction, pour obtenir le consentement des syndicats, a accepté de nombreuses modifications au texte initial, en essayant cependant de ne pas complètement se lier les mains. Le projet souligne ainsi l'importance de la politique industrielle et la nécessité d'appuyer la croissance de l'entreprise « sur une solide base nationale ».

D'autre part, il réaffirme la volonté d'« éviter tout licenciement ».

« En offrant un emploi à chacun », la possibilité de licenciements ne subsiste plus qu'au cas par cas, sans que le mot soit prononcé — dans le cadre des procédures légales et conventionnelles — si tous les autres moyens ont échoué. La direction prévoit aussi des négociations sur l'aménagement des horaires et la

réduction du temps de travail, pour répondre aux demandes de la CFDT, et une modulation des départs selon les désirs de la « hiérarchie », pour répondre à celles de la CGC.

Les syndicats devraient avoir voix au chapitre, puisque des commissions paritaires seront créées dans

chaque établissement comme au niveau central pour suivre les mutations et les différentes mesures individuelles prises et que les comités d'établissement, tenus au courant de la politique industrielle, en seront aussi informés, notamment à la fin de la première phase de mobilité, repoussée du 31 mars au 30 avril.

De même le bilan définitif des départs en préretraite, du retour des immigrés et de la mobilité volontaire est reporté du 30 juin au 31 juillet. C'est à ce moment, dans la mesure où des emplois excédentaires subsisteraient, que les salariés se verraient offrir soit des emplois à l'intérieur du groupe Renault ou à l'extérieur, soit un congé-formation de six mois précédé d'une période d'orientation de deux mois, avec 70 % du salaire brut, à l'issue duquel on leur proposerait trois (et non deux) offres d'emploi, avec un délai de réponse de trois semaines (et non de deux).

● Arrêt de travail à la FNAC. — Les salariés de deux des trois magasins de la FNAC à Paris — celui des Halles et celui de l'Etoile — se sont mis en grève vendredi 30 novembre et ont occupé les locaux, à l'appel de la CGT et de la CFDT. Ces organisations dénoncent « la volonté de la direction de remettre en cause l'accord salarial de 1982 », qui garantissait une indexation a posteriori des salaires sur les prix.

**VAN CLEEF & ARPELS
LACLOCHE - JANESEICH**
Si vous possédez des pièces anciennes ou de la documentation de 1915 à 1950, portant l'une de ces trois signatures, prenez contact avec :
DANENBERG
2 et 5 allée Boule - Le Louvre des Antiquaires
2, place du Palais Royal - Tél. 297.2796
de 11 h à 19 h du mardi au dimanche inclus.

LECTURE RAPIDE
Il reste une dizaine de places pour un stage se déroulant les 11, 12, 13 décembre 1984
CEFAP
56 bis, rue du Louvre, 75002 Paris
Tél. : 261-65-79 et 261-65-89
INFORMATION GRATUITE SUR DEMANDE

AU TRIBUNAL DE PARIS

Référé pour le Grand Prix automobile de Monaco

La justice se prononcera le 5 décembre

Entre l'Automobile Club de Monaco et la Fédération internationale du sport automobile (FISA), le torchon brûle. Il brûle si fort que les fanatiques de Prost et de Lauda — comme ceux de Michèle Mouton ou de Mikko — risquent d'être frustrés : les premiers, du Grand Prix de formule 1 de Monaco; les autres, du Rallye de Monte-Carlo. On frise même l'affaire d'Etat. Et voilà que, vendredi 30 novembre, M. Pierre Drai, président du tribunal de Paris, siégeant en audience de référé, se trouve appelé à être dans cette crise un arbitre, sinon un sauveur.

Ce n'est pas la première fois. Déjà, le 30 mai 1984, saisi d'une demande de ce même Automobile Club de Monaco, il avait rendu une ordonnance aux termes de laquelle il devait « être sursis à l'exécution des mesures ou sanctions prises le 12 mars 1984 par le comité exécutif de la FISA », commission sportive de la FISA. Ce jour-là, cette instance avait décidé, en effet, « l'exclusion à l'avenir », d'est-à-dire pour les années 85 et suivantes, du Grand Prix de formule 1 de Monaco de la liste des épreuves comptant pour le Championnat du monde. Pour être exécutoire, l'ordonnance rendue impliquait certaines conditions, qui furent remplies : consignation d'une somme de 52 000 F, assignation en vue d'un procès sur le fond. Alors, aujourd'hui, l'Automobile Club de Monaco, invoquant la décision du 9 octobre de la FISA de ne pas faire figurer dans son calendrier de la saison 85 le Grand Prix de Monaco, fait valoir que l'ordonnance de référé du 30 mai 1984 n'a pas été respectée et qu'il importe d'imposer à la FISA qu'elle s'inscrive enfin devant une décision de justice.

Ainsi perçoit M. Jean-Louis Desvoté, qui demandait que la Fédération internationale soit condamnée à payer 100 000 francs d'astreinte par jour de retard mis à remettre la décision judiciaire. Ce fut l'occasion pour lui de résumer les raisons de ce conflit, qui tiennent essentiellement au fait que l'Automobile Club de Monaco, membre de la FISA, a contesté certains accords aux termes desquels les

droits de télévision, qui sont versés pour la retransmission des épreuves du calendrier de formule 1, sont la propriété de la FISA. Tyrannique Fédération internationale qui s'est crue autorisée à supprimer l'épreuve de la principauté, prestigieuse entre toutes. Ni tyrannie, ni abus, devait rétorquer M. Bernard Lottin. La FISA a ses règles. Il n'y a que l'Automobile Club de Monaco à faire la mauvaise tête. Pour l'avocat, la Fédération n'a pas foulé aux pieds l'ordonnance de référé précédemment rendue. Certes, elle a refusé, le 9 octobre, d'inscrire à son calendrier le Grand Prix de Monaco. Mais, à la date prévue pour cette épreuve, le 19 mai 1985, elle n'en a pas fait figurer une autre. Ainsi, l'Automobile Club de Monaco, maître chez lui, peut parfaitement organiser tous les grands prix qu'il veut.

M. Pierre Drai doit rendre son ordonnance le 5 décembre.

JEAN-MARC THEOLLEYRE.

● M. Calmat souhaite une solution rapide pour le Rallye de Monte-Carlo. — La Fédération française de sport automobile (FFSA) est dans son droit quand elle demande aux organisateurs du Rallye de Monte-Carlo un péage pour l'édition 1985 qui, en l'occurrence, s'élèverait à un million de francs, a estimé, en substance, M. Alain Calmat, ministre délégué à la jeunesse et aux sports.

« La mise en œuvre du contrôle d'une compétition aussi importante entraîne des frais considérables. La FFSA ne dispose d'aucun budget pour assurer une telle organisation », a déclaré le ministre, le 30 novembre, en réponse à une question orale de M. Emmanuel Aubert, député (RPR) des Alpes-Maritimes. En demandant un dédommagement à l'association monégasque, la FFSA « s'est appuyée sur le règlement en vigueur », a précisé M. Calmat qui a ajouté : « bien entendu si une fédération outrepassait ses droits, je lui retirerais la délégation prévue par les textes (...) Mais je tiens au maintien du Rallye et j'interviendrais pour qu'une issue au conflit soit trouvée rapidement ».

VIVES CRITIQUES SOVIÉTIQUES CONTRE L'ORGANISATION DES JEUX OLYMPIQUES A SÉOUL

La session extraordinaire du Comité international olympique (CIO), réunie à Lausanne, les 1^{er} et 2 décembre, pour étudier les moyens de prévenir de nouveaux boycotts des Jeux, s'est engagée dans des conditions délicates.

Les délégués soviétiques, MM. Smirnov et Andrianov, ont rendu publique une lettre adressée au président du CIO, M. Samaranch, dans laquelle ils remettent explicitement en cause le choix de Séoul pour les Jeux de 1988.

« C'est à cause d'un manque de prévoyance que ces Jeux ont été attribués à Séoul. (...) Maintenant, les problèmes sont là et il faut les résoudre », écrivent les deux membres soviétiques du CIO, qui, d'autre part, ont jugé « inacceptables » d'éventuelles sanctions contre les pays qui ne participeraient pas.

D'autre part, notre envoyé spécial à La Havane, Jean-Pierre Clerc, nous signale que le président cubain, M. Fidel Castro, a envoyé une lettre au président du CIO en prédisant que les prochains Jeux d'été auront lieu dans les deux Corées « afin d'éviter une crise irréversible du mouvement olympique ».

M. Castro demande également au CIO d'aider l'Ecuator à organiser les Jeux panaméricains de 1987 pour « sauver l'honneur et le prestige de l'olympisme » dans cette région du globe.

MONTERO DE NOUVEAU CANDIDAT AU TITRE MONDIAL DES POIDS MOUCHES

Antoine Montero est de nouveau candidat à un championnat du monde. Né vainqueur du Mexicain Jorge Cano, par arrêt de l'arbitre à la neuvième reprise, le 30 novembre, au Palais des sports de Grenoble, le Savoyard devrait, au printemps prochain, disputer une deuxième fois le titre mondial des poids mouches (50,800 kg).

Le 1^{er} juin dernier, il avait en effet été battu par un autre Mexicain, Gabriel Bernal, lors de sa première tentative, par arrêt de l'arbitre à la onzième reprise.

Montero a pris sa revanche sur les pugilistes d'outre-Atlantique en livrant un combat d'une grande intensité, au cours duquel il toucha fréquemment son adversaire, au fausse-garde, par ses crochets de gauche très secs. Blessé à l'arcade sourcilère à la sixième reprise, Cano a été renvoyé dans son coin trois rounds après, sur une nouvelle acclamation de Montero, qui avait cherché le coup dur tout au long du combat.

● Tennis : les Internationaux d'Australie. — La Française Sophie Amato s'est qualifiée pour le quatrième tour des Internationaux d'Australie en battant, le 30 novembre à Melbourne, la Suissesse Christiane Jolissaint 6-0, 6-2.

● Voile : naufrage d'Olivier Moussy. — Le centenaire d'Olivier Moussy a coûté, le 30 novembre au large de Gibraltar, alors qu'il se rendait au départ de la course transatlantique espagnole la Route de la découverte qui doit commémorer le voyage de Christophe Colomb. L'équipage a été recueilli sain et sauf par un hélicoptère.

● Le championnat du monde d'échecs. — Garry Kasparov a utilisé le time-out, auquel il a droit pour faire reporter la vingt-neuvième partie, qui devait se jouer vendredi, au lundi 3 décembre.

Le numéro du « Monde » du 1^{er} décembre 1984 a été tiré à 452 819 exemplaires

سكس اية الا حان

Le Monde

Aujourd'hui

PARIS Grand Prix Monaco

le 5 décembre

La séance de qualification des épreuves de la Formule 1, sous le signe de la FISA, l'organisme international qui s'est chargé d'organiser l'événement, a été marquée par une série de problèmes techniques et humains. Le pilote français René Arnoux, qui avait été élu champion du monde en 1983, a dû abandonner sa participation à la suite d'un problème technique. Le pilote britannique Nigel Mansell, qui avait été élu champion du monde en 1985, a dû abandonner sa participation à la suite d'un problème technique. Le pilote allemand Michael Schumacher, qui avait été élu champion du monde en 1994, a dû abandonner sa participation à la suite d'un problème technique.

VIVES CRITIQUES SOVIÉTIQUES CONTRE L'ORGANISATION DES JEUX OLYMPIQUES A SÉOUL

La session extraordinaire du Comité international olympique (CIO) s'est ouverte à Séoul le 2 décembre. Les délégués du CIO ont discuté de l'organisation des Jeux olympiques d'été de 1988 à Séoul. Les délégués soviétiques ont exprimé leurs vives critiques contre l'organisation des Jeux olympiques à Séoul. Ils ont souligné les problèmes de sécurité, de pollution et de corruption qui existent en Corée du Sud.

MONTERO DE NOUS CANDIDAT AU TITRE DIAL DES POIDS MOYENS

Antoine Monro, champion du monde poids moyens, a été élu candidat au titre mondial. Il a été élu candidat au titre mondial par les membres du Comité international olympique (CIO). Antoine Monro a été élu candidat au titre mondial par les membres du Comité international olympique (CIO). Antoine Monro a été élu candidat au titre mondial par les membres du Comité international olympique (CIO).

NE PAS SE DÉCOURAGER

Les résultats de la séance de qualification des épreuves de la Formule 1 ont été décevants. Les pilotes ont dû abandonner à la suite de problèmes techniques. Les pilotes ont dû abandonner à la suite de problèmes techniques. Les pilotes ont dû abandonner à la suite de problèmes techniques.

LE DROIT DE VOTER A LA FISCALITÉ

Le droit de voter à la fiscalité a été révisé. Les citoyens ont le droit de voter à la fiscalité. Les citoyens ont le droit de voter à la fiscalité. Les citoyens ont le droit de voter à la fiscalité.

VAN CLEEF & ARNO LACLOCHE - JANI

Van Cleef & Arno Lacloche - Jani. Les bijoux de Van Cleef & Arno Lacloche - Jani. Les bijoux de Van Cleef & Arno Lacloche - Jani. Les bijoux de Van Cleef & Arno Lacloche - Jani.

DANENBERG

Danenberg. Les bijoux de Danenberg. Les bijoux de Danenberg. Les bijoux de Danenberg.

LECTURE RAPIDE

La lecture rapide. Les livres de la lecture rapide. Les livres de la lecture rapide. Les livres de la lecture rapide.



ENLEVEMENT AU MOIS DE NOVEMBRE DES SOULÈVÉS DE COUSTOUL, À L'ENTRÉE DES CHAMPS-ÉLYSÉES. PHOTOGRAPHIE DE MICHEL BARNET/REUTERS

PARIS AU PASSÉ PRÉSENT

S'il fut un temps où le passé laissait de marbre les aménageurs accrochés aux basques de la capitale, cette époque est aujourd'hui révolue, et la prudence préside aux transformations d'une ville désormais persuadée des égards qu'elle doit prendre avec son passé. Paris change. Paris bouge. Mais avec le souci de garder intactes les grandes images pieuses : ainsi des Chevaux de Marly enlevés pour leur salut des Champs-Élysées et immédiatement remplacés par des sosies. Ce nouvel état d'esprit ne fera pas pour autant taire toutes les polémiques à l'occasion de tel ou tel grand projet. Mais l'histoire nous rappelle que les plus vives critiques, les plus vifs débats, n'ont pas empêché des édifices bien encombrants de s'installer dans le paysage pour finalement séduire. (Page III.)

LES ORGANES ARTIFICIELS

En même temps que des matériaux nouveaux sont mis au point, les chirurgiens franchissent le pas : on entre dans l'ère des « organes artificiels ». Pour la deuxième fois, une prothèse cardiaque est implantée dans la poitrine d'un être humain. Travail, recherches et espoirs pour demain. (Page VII.)

VOLONTAIRES POUR ISRAËL

Les camps militaires ont remplacé les kibboutzim. En Israël, l'armée « recrute » des volontaires étrangers pour s'occuper de tâches de maintenance boudées par les appelés. Déjà, trois mille de ces « mercenaires » sont arrivés des États-Unis et de France pour, sous cet angle, mieux connaître le pays. (Page XI.)

RACONTER L'HISTOIRE

(Pages VIII et IX.)



Kiosque

La France d'en dessous

LA Nouvelle-Calédonie, c'est la France à l'envers. Voilà des îles lointaines, à vrai dire méconnues jusqu'à ces dernières semaines, qui sont la France sous la France, à des milliers de kilomètres, notre pays aux antipodes. Homologues, combien de Français — ces pierres géographiques — se seraient-ils perdus dans la France, à des milliers de kilomètres, notre pays aux antipodes. Homologues, combien de Français — ces pierres géographiques — se seraient-ils perdus dans la France, à des milliers de kilomètres, notre pays aux antipodes.

C'est toujours pareil. Il aura fallu attendre la révolte des Kanaks indépendantistes contre la France pour qu'on s'avise, dans l'Hexagone, que ce TOM était un coin de chez nous. Un peu comme pour ces meubles qu'on ne remarque pas jusqu'au jour où un huissier vient les saisir de force.

Les événements dramatiques auxquels on assiste là-bas sont doublement exotiques, ce qui n'enlève rien, au contraire, à leur gravité. Ils nous font voyager dans le temps et dans l'espace. Dans l'espace, il était difficile de trouver plus loin. Ici l'hiver menace, là-bas c'est l'été qui s'annonce.

Mais voyage aussi dans le temps. Dès les premières images, on a éprouvé le sentiment du déjà vu, de la tragédie qui se répète, du cauchemar déjà ancien qui revenait hanter l'inconscient national. On a reparlé de l'Algérie, de l'Indochine. On a entendu des mots qu'on croyait réservés aux dictionnaires de l'histoire de France : indigènes, autodétermination, indépendance. Et les expressions inquiétantes du passé : l'ordre sera maintenu, un Européen est assésé par des autochtones, des formes sont incendiées, les gendarmes mobiles sont envoyés en renfort, les indépendantistes ont constitué un gouvernement provisoire, la valise ou le cercueil...

En Algérie aussi il y avait des pièges merveilleux où on se dérobait au soleil de l'inconscience tandis que s'accumulaient les nuées de l'orage. De jour en jour, les comparaisons historiques, jugées d'abord un peu hâtives, prenaient corps dans les conversations et les écrits. Différence d'échelle, certes, mais de nature ? L'avenir nous le dira.

Calédonie terre de contrastes : « Certes, écrit l'Express, Nouméa n'a pas l'air d'une ville en état de siège. On dirait plutôt un gros bourg du Midi sous le soleil océanien, une sous-préfecture de province un peu indolente qui s'étire le long d'une mer insolomment bleue. On dirait, oui, on dirait... Car si, à l'anse Vata, les baigneurs ont sorti leurs planches à voile, à 80 kilomètres de là, des gendarmes débarquent par escadrons entiers à l'aéroport de Tontoutou. » Et, dans la brousse, la vie n'est pas drôle : « Ici on a brûlé une maison, là on a tué des bêtes, ailleurs on est parvenu en extrême à évacuer des femmes et des enfants par avion. Sans compter l'eau qui manque, l'électricité et le téléphone qui ont été coupés. Et parfois même la nourriture qui commence à faire défaut. »

Il est bien loin le paradis sur terre qu'on prometait — il n'y a pas si longtemps — aux métropolitains invités à s'y installer. Le Nouvel Observateur rappelle parfaitement certaines des illusions passées : « M. Messmer, en 1972, présentait une « importation massive de métropolitains », une « colonisation de peuplement », qui submergerait les autochtones et ferait de la Calédonie un « petit Luxembourg français prospère ». On ne souhaite pas, aujourd'hui, aux Luxembourgeois de voir le Grand-Duché devenir une petite Calédonie. Sauf à leur vouloir du mal.

Pour un peu, on en voudrait aux Calédoniens de mettre à mal l'harmonie apparente — surtout apparente — de leur territoire. On aurait aimé qu'ils n'aient à nous montrer, à nous, les Hésogonoux de la grille et de la crise, que ce « tableau enchanteur » décrit par le Nouvel

Observateur : « L'été commence : bougainvilleries et flamboyants, maisons coloniales à balustrades de bois peintes en blanc, jeunes filles en fleurs sur gazon vert, parfum de santal et cri du casou. » Oubliions, décidément, cette imagerie. Oubliions les si beaux noms de ces îles lointaines : Grand-Terre (« le Caillou »), les Pins, Loyauté (Ouvea, Lifou, Maré), Chesterfield, Walpole, Huoh, Surprise... L'Événement, qui publie une grande carte à l'usage de nos ignorances, nous aide à rêver à des expéditions qui auraient pu être plus touristiques que coloniales. Trop tard.

Car le temps se gâte. Dans l'Événement, Patrick Séré mêle lyrisme et météo pour prévoir l'avenir : « Que la République range ou non ses drapeaux comme le mar range ses vergues, la Nouvelle-Calédonie est entrée dans l'époque dangereuse des grandes marées. »

L'inquiétude est partout. Paris-Match affirme : « Vingt-deux ans après l'Algérie, la France s'empêtre dans un nouveau conflit colonial en Nouvelle-Calédonie. » C'est « la poudrière canaque », et chaque jour « le face-à-face risque de basculer dans l'irréparable ». Ce ne serait pas faute d'avoir été prévenus. Même par les autorités puliques, selon Valeurs actuelles, M. Jacques Roynet, haut commissaire de la République à Nouméa, avait eu ce mot, le 20 novembre, dans une allocution radiotélévisée : « On s'achemine vers des excès dont les victimes risquent de ne avoir pour seule arme que leur innocence. » Cela est frappé, comme on dit, au coin du bon sens.

On brode à l'envi sur cette révolte du bout du monde, ces Canaques qui ont fait irruption dans l'imaginaire des Français un peu comme le firent les Maïtines, le temps d'une guerre. On trouve des formules et des explications. Révolution, l'hédonisme du PCF, a choisi de rappeler, simplement, le passé de ces îles. Car si nous devons, à leur sujet, n'être que géographes, nous l'éditions encore plus — si d'est possible — en histoire. Le rappel n'est pas encourageant. Il y eut en 1878 « une grande révolte canaque, sous la conduite du grand chef Ataï : deux cents Européens furent massacrés. La répression tua plusieurs milliers de victimes, directes ou indirectes ». En 1917, « une dernière et désespérée révolte canaque sera matée, elle aussi ».

1878, 1917, 1984 ? Le pire n'est pas toujours sûr. Mais fin de l'ère à propos des Caldoches, des Kanaks, de la brousse, des tribus et de nos « diapos » de pacotille. Dans l'Express, un Blanc de là-bas témoigne brutalement : « C'est simple, nous sommes face à face. Alors ne me demandez pas comment ça finit. Attention, moi, si je dois un jour quitter la Nouvelle-Calédonie, ce sera les pieds devant. Je m'appelle France Delien, vous entendez ? Je suis Française jusque dans mon nom. » Là encore c'est un langage qu'on a entendu en d'autres temps et en d'autres lieux. Des sentiments, un attachement, une détermination qui en rappellent d'autres.

Au-dessus de ces sentiments légitimes, on voit déjà rôder ceux qui rêvent de tirer profit de cette affaire lointaine pour faire resurgir des haines qui ont beaucoup, beaucoup trop servi. Citons ce morceau de bravoure de François Brigneau, qui écrit dans Minute comme on ne devrait plus écrire : « Sur le terrain, c'est Lamoine, ce médisable qui mérita la Haute Cour. La vérité oblige à dire que ce dignitaire de la franc-maçonnerie, qui pousse la franchise jusqu'à offrir une tête triangulaire, n'est qu'un sous-fifre, appliquant à Nouméa la politique d'indépendance arrêtée à l'Élysée. »

Garder la Nouvelle-Calédonie dans la France ? Peut-être, mais dans quelle France ?

BRUNO FRAPPAT.

« Bien que... »

Je voudrais vous raconter une histoire vraie qui m'est arrivée il y a quelques temps à Paris et dont le titre pourrait être « Bien que... ». Habitant Munich, j'étais à Paris avec ma femme dans une Peugeot immatriculée en Allemagne. Pas loin des Champs-Élysées, je cherchais une place pour me garer.

Très aimablement, un monsieur dont la voiture était immatriculée à Paris s'approche de notre automobile en m'indiquant qu'il va partir et que je pourrais prendre sa place. Avant de monter dans sa voiture, il revient vers nous en disant : « Je vous laisse ma place bien que vous soyez allemand ! » A ma question : « Pourquoi « bien que... » ? », il me répond que pendant la guerre il était dans un camp de concentration nazi.

J'exprime ma satisfaction qu'il ait sauvé sa vie et remercie encore une fois. Est-ce que j'aurais pu lui dire que j'ai perdu — avant la guerre — le meilleur ami de la famille parce que les nazis ont fermé son cabinet de médecin à cause de son antijudaïsme et qu'il s'est suicidé ensuite ; ou que le grand-père de ma femme a péri dans un camp de concentration. Non, je ne pouvais pas mettre ce monsieur aimable dans une situation si délicate. Et c'est bien que les choses en soient restées là.

H. BAUMGARTNER (Munich).

Notre Terre est folle

Jamais crise ne fut si forte, jamais inconscience ne fut si grande. Ce n'est pas, comme le répètent certaines personnes, une peur mystique à l'approche du second millénaire. Nous avons aujourd'hui inventé, créé, grâce à notre intelligence, des armes capables d'annuler l'humanité tout entière. Constatons l'absurdité ! Pourquoi se détruire ? Voulons-nous donc nous rendre propre mort ? Ou sommes-nous entraînés dans un cauchemar qui nous dépasse ? A cela, certains vous répondent que la crainte d'une catastrophe nucléaire n'est pas justifiée, que l'homme est raisonnable, que la paix repose sur l'équilibre des forces ou encore que

FOTOTECA ADRIANOTTA POSTAL ITALIA/VA



Boîte postale italienne (fin du XIX^e siècle).

la crainte est irrationnelle et qu'elle puise ses sources dans l'imaginaire collectif. C'est faux ! Aujourd'hui, il n'y a plus seulement crainte, mais menace réelle.

Ouvrons les yeux : escalade nucléaire, la situation empire au fil des années. Les perspectives politiques, économiques et sociales s'assombrissent. Le monde se scinde en plusieurs blocs : capitalistes, socialistes, tiers-monde. Les relations internationales se détériorent. Les pays deviennent de plus en plus interdépendants, mais ne s'entendent pas mieux pour cela. La crise aggrave les disparités, le chômage augmente, un quart-monde misérable émerge. Le paysage politique se dégrade : montée des fascismes, poussée des extrémismes. La crise est profonde. Le monde entier est en crise : au nord comme au sud, à l'est comme à l'ouest.

Famines, sécheresses, sous-développement, surpopulation au sud ; surabondance, dénatalité, indifférence, pessimisme au nord ; insécurité, manque de liberté, totalitarisme et gérontocratie à l'est. Crise économique, sociale, politique et morale : vers quel monde nous dirigeons-nous ? Escalade nucléaire, rupture des relations

diplomatiques, isolationnisme, cynisme : le meilleur des mondes. L'humanité est profondément malade, d'une maladie qui ne se guérit pas. Notre chère Terre est folle, elle tourne de plus en plus vite, si vite que nous ne pouvons même plus réagir à temps face à la montée croissante des périls. L'aventure de l'humanité touche à sa fin. Le monde s'est défilé à petit feu, nous nous détruisons les uns les autres, frénétiquement.

FRANCIS MURISON (Lisieux).

Droits de l'homme

Avec nos esprits d'Occidentaux, quand nous entendons « atteintes aux droits de l'homme », nous pensons à totalitarisme. Ne faudrait-il pas ajouter à cette drôle d'équation un troisième paramètre qui serait celui du développement ? Il ne peut y avoir de véritable développement dans les pays où la dignité humaine est bafouée.

Il serait souhaitable que les organismes d'aide économique soient assistés dans leur tâche par une commission d'étude pour la défense des droits : en un mot, que ces organismes ne soient pas séparés mais

collaborent dans une action à long terme.

Mais si les atteintes aux droits de l'homme sont souvent dénoncées lorsqu'elles ont lieu dans les pays dits du tiers-monde, comment peut-on admettre que des entités telles que la CEE, qui ont des commissions de défense des droits souffrent des atteintes dans leur propre « univers » : problèmes de l'Inde, des prisons italiennes, du Pays basque...

ANNE LACOMBLEZ (Paris).

Tous, sauf un !

Il est bon de toujours se méfier lorsqu'on généralise à l'ensemble d'un groupe le comportement d'un de ses membres, car c'est là le mécanisme même du racisme.

Ainsi, et avec les meilleures intentions, M. Julien-Laferrère nous en donne un bon exemple (« Honnêteté », le Monde Aujourd'hui, daté 25-26 novembre 1984) en relatant la restitution de son chèque perdu, pour l'unique raison que celui qui l'a trouvé a un nom à consonance musulmane.

A sa question : « Alors, les immigrés, tous des voleurs ? », les racistes répondront : « Oui, tous sauf un ! D'ailleurs il faudrait avoir le goût du risque pour tenter de négocier un chèque au nom de maître François Julien-Laferrère lorsqu'on est pauvre et bésé. Il vaut mieux rendre le chèque en espérant une récompense. »

Ce qui est plus fâcheux c'est, qu'une fois de plus, on oppose les immigrés aux Français, même si c'est à rebours, et je voudrais dire qu'il me semble que l'immense majorité des habitants de la France est composée de gens honnêtes. Ainsi, chaque fois que j'ai perdu quelque chose, je l'ai retrouvé. Je ne peux cependant rien dire sur les origines des personnes qui m'ont rendu ce service, car moi-même j'ai jugé utile de ne faire connaître, et je profite de l'occasion pour le remercier du fond du cœur, car elles ne se sont pas penchées sur mon nom et ont certainement agi ainsi car c'est le moins des choses ».

TOUFIK GHANEM (Tunis).

Slogan

« Vivre au pays »

VOULOIR « vivre au pays » est une coquille de notre temps. Résister à cet émiettement qui menace de dissoudre l'État, c'est montrer le bout du nez d'un jacobinisme dépassé et vite partisan. Concilier tout cela dans un effort de décentralisation apparaît singulièrement malaisé, tant la coquille et la participation tirent leurs forces antithétiques du goût qu'ont nos contemporains pour l'opinion vécue exprimée en discours confus. Qu'est-ce que, au vrai, un « pays » ?

La réponse à cette question trop négligée est dans un livre que vient d'écrire fort opportunément un historien qui a, lui, l'avantage de savoir prendre quelque recul, et qui choisit de nous entretenir d'un siècle — le dix-huitième — où précisément commence de s'exprimer un courant d'idées peu favorable à cette disposition, morcelée et particulariste, d'un habitat tenu par de profondes racines, prétendument contraire à la solidité de l'Etat et si joliment marqué, chez nous, par le fourmillement des noms de pays (1).

Qu'était donc autrefois un pays ? Il faut lire ces pages si denses et si simplement écrites pour en prendre une idée autonome. Nous apprenons en quoi consistait la réalité de ces innombrables petites unités à la fois si complexes et si robustes. Je ne puis énumérer ici tous les facteurs très divers qui, de la géographie naturelle aux cadres juridiques et aux vénération religieuses, ont fait que ces pays s'affirment, se limitent, se défendent au besoin, en tout cas se présentent sous des noms qui réussissent à bien vieillir.

L'historien des mentalités reconnaît le rôle d'une géographie à la fois dévote et utilitaire qui distinguait les pays par ces saints champions guerriers — médecins ou vétérinaires — dont ils s'enorgueillissaient. Mais tant d'autres justifications, malheureusement dévaluées par les folies postérieures, intervenaient dans cette géographie de l'ancien et de la moins ancienne France ! C'est toute une géo-histoire de la nation française, une histoire au ras du sol qu'il faut reconstituer pour découvrir ce qui faisait et fait encore un pays : routes et chemins, rythmes des travaux et des jours, comportements démographiques, traditions agraires, frontières fiscales...

Tout cela se mélange pour constituer un portrait aux marques décisives et comme sacrées. « Il existe, écrit Yves Durand, une géographie sacrale de chaque terroir, avec des chemins, des champs, des fontaines et des pierres, que la tradition locale dote de caractères républicains, dangereux ou bénéfiques, dont il faut constamment tenir compte dans la vie de chaque jour. » De chaque terroir ! On ne saurait mieux exprimer le caractère à la fois exigu et total des conditions qui font l'homme-habitant véritable. Mais est-ce bien cela qui appelle aujourd'hui à « vivre au pays » ? J'ai bien peur qu'il n'en soit rien, et que les candidats au retour, loin de penser qu'ils trouveront la libération à quoi ils aspirent par une réinspection dans l'« ordre éternel des champs » et les hiérarchies traditionnelles du village, la voient plutôt dans une fuite, un éloignement, une retraite. On entend troquer les fumées et

les agitations de la ville contre le silence et l'air encore respirable de la bourgade ou de la campagne. Tout cela très normal et très justifié, mais je ne vois pas que les vieilles communautés et les solidarités historiques de nos « pays » soient en passe d'en être consolidées. Nous voyons au contraire s'étendre, sur notre territoire, des espaces passablement indifférenciés qui forment, dit Jean-François Revel, « une nouvelle espèce de tissu écologique mince et discontinu », où l'on ne lit en aucune façon, ni le renforcement des anciennes solidarités ni l'avènement de solidarités nouvelles.

Peut-être une conversion de l'homme-habitant se prépare-t-elle quand même sous ce mouvement de délocalisation qui semble témoigner, ni plus ni moins, de la dislocation de toute une société. Beaucoup pensent qu'il ne manque encore à l'homme que d'avoir inventé les formes culturelles nécessaires à l'affirmation d'une civilisation nouvelle (je n'ose dire d'un ordre nouveau !), faute de quoi le mouvement continuerait d'apparaître comme une débandade. Pour l'instant, il est bien certain que la plupart des aspirants à la vie « au pays » sont surtout motivés par des engouements peu contrôlés par une réflexion claire. Cela explique que le thème ait pu être si gaillardement pris en charge par l'idéologie et par la politique. Est en discussion le rôle de l'Etat. Un temps fut — point si éloigné — où gauche et droite, jacobinisme parisien et notabilisme provincial parvenaient à se concerter sur la meilleure façon d'assurer la cohérence de la République : le département, puis la région (celle-ci tuilée et traitée en vue de met-

tre l'Etat en bonne posture dans l'aménagement européen et international), furent les instruments de cet accord, les « pays », réputés trop menus, étant laissés aux romanciers du terroir. Les choses sont bien différentes aujourd'hui : « vivre au pays » est devenu un slogan qui met en cause jusqu'à l'existence de l'Etat-nation tout entier.

Un slogan qui tire son efficacité de sa fausseté, car il ne s'agit plus guère de ces pays si exactement évoqués par Yves Durand. L'historien s'entend, qui ne craint pas d'entrer dans l'actualité (à quoi servirait l'histoire si elle s'y refusait ?), relève le fréquent faux emploi de ces mots-chocs arbitraires qu'écoliers, autonomistes et gauchistes font fleurir au long des routes de France, la « volonté antinationale, antifrancophone », qui, du moins dans ces cas extrêmes, « apparaît aujourd'hui tragiquement avec les problèmes corse et basque », la création de toute pièce, « qu'il faut tordre le cou aux certitudes historiques », d'une « Occitanie de convention », la collaboration inattendue d'écologistes de bonne foi et d'anarchistes d'ouïe-Rhin, ainsi que l'« application très réussie des méthodes savantes de la désinformation », dans l'affaire du Larzac.

On le voit : l'esprit des lieux, qui seul fait le pays véritable, n'entre en aucune manière dans les arguments de cette contestation. « Vivre au pays » n'est souvent qu'un cri de guerre. Il était bon qu'un historien sérieux nous le rappelle.

MAURICE LE LANNOU.

(1) Yves Durand, *Vivre au pays au XVIII^e siècle, essai sur la notion de pays dans l'ouest de la France*, Presses universitaires de France (coll. « Histoire », dirigée par Pierre Chauvin), 1984, 340 pages, 150 F.

150 F. 340 pages

De Gaulle y grogne, Pompidou donne dans le moderne, Giscard dans le XVIII^e. Aujourd'hui on fait dans le rajeunissement.

ANDRÉE JACOB.

(1) Guy Nicot et Jean Coural : *le Palais de l'Elysée*, plaquette de 24 pages, illustrée de photos, extrait du n° 132 de 1984 de la *Revue des monuments historiques*.

Far West Valley

Deux chercheurs californiens, deux silhouettes, deux pionniers.

Il a trente-cinq ans, des cheveux noirs, une grosse tête sur un petit corps. Il porte costume et cravate noire, fines lunettes cerclées. Il a fondé depuis 1980 la société Ridge Computers, qui fabrique un ordinateur scientifique d'architecture nouvelle dont Bull vient de prendre la licence (*le Monde* du 21 novembre). Originaire de l'Arizona, David Folger est venu adolescent en Californie, a été fasciné par les ordinateurs, a fait des études d'ingénieur électronique à Berkeley. Il a travaillé — comme tout le monde — chez IBM, puis a changé plusieurs fois d'employeurs, passant chez Exxon, chez Zilog, avant de franchir le pas et de devenir son propre maître.

Du président d'une société en expansion rapide — le chiffre d'affaire atteint 7 millions de dollars en 1984, première année d'exercice effectif, et 25 millions de dollars sont espérés pour l'an prochain, — on attend qu'il parle croissance, perspectives commerciales et financières, stratégie. David Folger préfère visiblement entrer dans les arcanes de l'ordinateur qu'il a conçu, expliquer le bien-fondé des options prises et les avantages de l'architecture RISC (1). On le classe très vite : technicien jusqu'au bout des ongles.

Cela n'interdit pas d'être bon manager. On le lui souhaite, car le taux de mortalité des entreprises californiennes est impressionnant. La simple survie vaut brevet de compétence, mais Ridge Computer est encore trop jeune pour que son avenir soit assuré. Le cap critique se situe souvent trois ou quatre ans après les premières ventes, lesquelles ne datent que de la mi-1983.

Il a en tout cas su trouver les financements nécessaires au démarrage de l'entreprise, puis à son expansion. En période de crise économique, cela n'allait pas de soi, même dans la patrie du Venture capital. « Cela demande beaucoup de travail, mais on y arrive sans trop de difficulté », concède-t-il. Il y faut de la ténacité, qualité dont David Folger ne paraît pas manquer. En tout cas, le résultat est là : les quatre ingénieurs qui concoctaient leur projet en 1980 — le cinquième a abandonné en cours de route — dans le hangar d'une exploitation viticole sont maintenant à la tête d'une société de près de cent personnes qui a pignon sur rue à Santa-Clara, Californie — si l'on peut parler de rue pour qualifier l'entrelac d'autoroutes qu'est devenue la Silicon Valley.

Ridge Computers est un géant auprès de Pacific Data Images, une « boîte » de quel- que dix personnes spécialisées dans la réalisation d'images par ordinateurs. Son président, Carl Rosendahl, a 27 ans, dont déjà quatre dans ses fonctions actuelles. Il est grand, blond, porte chemise à carreaux et pantalon de velours tire-bouchonné. A première vue, on le classe artiste. Ce n'est pas faux.

Il est lui aussi ingénieur électronique, de l'université Stanford. Mais il avait un hobby : le tournage de films. La suite était donc toute naturelle. Carl Rosendahl et ses camarades se sont spécialisés dans la réalisation de génériques pour émissions télévisées, un marché abondant au vu du nombre d'émissions que diffusent sur de multiples canaux les stations américaines de télévision.

Carl Rosendahl montre avec une fierté certaine un montage

de courtes séquences animées. Des objets divers tournent en tous sens ; les tranches d'une orange, après des mouvements complexes, viennent reconstituer le fruit ; des petits drapeaux virevoltent et s'assemblent en danseuses ; la carte des Etats-Unis, survolée en rase-mottes, fait se lever à l'horizon la Maison Blanche. Tout est entièrement calculé dans ces images, dont certaines pourtant — une vue aérienne nocturne d'une ville américaine — ne manquent pas de réalisme.

Leur auteur explique qu'un sujet d'une dizaine de secondes demande six à huit semaines de

travail et se vend entre 2 000 et 5 000 dollars. Principales étapes : sélectionner chaque élément de dessin, soit en le prenant dans une banque de données qui constitue la richesse de l'entreprise, soit en le constituant ligne après ligne et couleur après couleur — ce qui est nécessaire pour les éléments spécifiques au sujet, comme les logos que le client veut faire apparaître. Ensuite, on met ces objets en mouvement, ce qui se fait devant un écran en manœuvrant un manche à balai. On peut ainsi modifier à volonté le point de vue, mais aussi la position de la source lumi-

neuse censée éclairer l'objet. Des programmes complexes calculent en détail la forme de l'image résultante, la position des ombres, l'éclairage de chaque point.

Programmes trop complexes pour être mis entre toutes les mains, que seuls leurs auteurs peuvent utiliser avec profit. C'est un des regrets de Carl Rosendahl : « La réalisation des images est encore trop difficile pour qu'on puisse faire appel à des artistes », explique-t-il. Il faut des informaticiens et des électroniciens de qualité, capables de sentir ce qui est techniquement possible sans temps de calcul prohi-

bitif, mais capables aussi d'une vision originale et possédant un sens artistique développé. Bref, des oiseaux rares. Ce qui explique que Pacific Data Images ait encore peu de concurrence : d'après Carl Rosendahl, il n'y a aux Etats-Unis que cinq autres petites entreprises sur ce créneau de l'image synthétique pour télévision — l'image pour film relève de techniques assez différentes, principalement parce que sa définition doit être bien supérieure. Cela permet à son fondateur de « bien gagner sa vie ». Combien exactement ? Il n'en dira pas plus, pour la raison que sa compagnie n'est pas « publique » : entendez qu'elle n'est pas cotée en Bourse.

Folger, Rosendahl : deux de ces entrepreneurs-innovateurs qui se concentrent au sud de la baie de San-Francisco. Qu'est-ce qui fait courir ces hommes qui, avec souvent des moyens financiers minimes, défrichent l'industrie de demain ? Le goût de la réussite, bien entendu, mais l'atmosphère californienne n'est pas à négliger. Un Français qui travaille là-bas a peut-être fourni une explication. « On ne peut pas même parler du temps ; il fait toujours beau », nous disait-il, d'ailleurs entre deux averses, car il n'a raison que dix mois par an. « Les gens sont très gentils, mais superficiellement. Les relations humaines sont courtes, et la vie finalement plus dure qu'il n'y paraît dans cette Californie qui, technologie de pointe ou pas, reste un Far-West.

MAURICE ARVONNY.

(1) Reduced instruction set computer : on réduit le nombre des instructions directement exécutables par la machine, ce qui lui permet de calculer plus vite.



Ici, dans la Silicon Valley, la simple survie d'une entreprise vaut brevet de compétence...

Le moi-machine

Peut-être un nouveau reflet de nous-mêmes : l'ordinateur.

On a beaucoup écrit sur l'ordinateur, sa technologie, ses utilisations, son impact économique. Mais très peu sur ses implications psychologiques et culturelles.

C'est maintenant chose faite. Sherry Turkle, psychologue et sociologue américaine, professeur associé au Massachusetts Institute of Technology (MIT), vient de publier un ouvrage très documenté intitulé : *The Second Self, Computers and the Human Spirit* (1), qui présente sous un jour nouveau les rapports humains avec cette machine particulière qu'est l'ordinateur. Sa capacité de traitement du calcul et de l'information, son « intelligence » encore limitée, rendue possible grâce à des programmes conçus par l'homme, en font en effet un outil d'un type tout à fait nouveau qui nous interpelle sur notre propre nature. C'est un nouveau miroir qui nous incite à réfléchir sur la spécificité de la condition humaine et à redéfinir de très anciens concepts, tels l'esprit et la matière, la nature de l'intelligence, dont débattaient déjà les philosophes de l'Antiquité. Outil de plus en plus répandu, né des travaux de mathématiciens et d'électroniciens, il contribue à l'élaboration d'une nouvelle culture marquée par cette pensée scientifique, rationnelle et logique.

Sherry Turkle n'est pas une inconnue. Elle a déjà publié un ouvrage sur l'histoire de la psychanalyse française : *La France freudienne* (2). Ayant analysé la manière dont certaines no-

tions psychanalytiques — refoulement, inconscient, explication des lapsus — se sont répandues dans le grand public, il lui a paru intéressant d'étudier l'émergence, dans la société américaine, d'une culture informatique née dans les milieux scientifiques. Pour cela, elle s'est livrée pendant six ans à une enquête auprès de quatre cents personnes, deux cents enfants, deux cents adultes. Elle a interrogé de très jeunes enfants jouant avec des jeux électroniques ou s'initiant à la programmation, des collégiens, des étudiants des grandes écoles, des personnes qui utilisent un ordinateur individuel pour se détendre, des ingénieurs, des hackers — nom donné aux Etats-Unis aux programmeurs virtuoses, — et enfin des théoriciens de l'intelligence artificielle.

Pour cette étude, elle a fait, ainsi qu'elle l'explique elle-même, œuvre d'ethnologue, plongeant dans une culture informatique dont elle ignorait tout, qu'elle a donc appréhendé « de l'extérieur ». Que constate-t-elle ? L'enfant, lorsqu'il est initié très tôt aux concepts informatiques et à la programmation, subit, davantage que l'adulte, le choc informatique, car il utilise l'ordinateur, ou le jeu électronique, à un moment où il est en train de construire sa propre personnalité et de se définir par rapport à son environnement. Et cet outil, « cette chose qui n'est pas tout à fait une chose, cet esprit qui n'est pas tout à fait un esprit », suscite chez lui de grandes interrogations. Le petit enfant (quatre à six ans)

pense que l'ordinateur est vivant, car « il parle, il triche » (il gagne tout le temps), mais, au fur et à mesure qu'il grandit, il lui faut déterminer ce qui est vivant de ce qui ne l'est pas. Le mouvement est un des critères de la vie. Mais où classer cette chose qui ne bouge pas, mais qui manifeste une certaine vie ? L'enfant pense alors que l'ordinateur n'est pas vivant, mais lui confère néanmoins une conscience. Ce sera, selon Sherry Turkle, la première génération d'enfants à dissocier ainsi la notion de vie et de conscience.

Plus âgé (sept-huit ans), l'enfant veut gagner, dominer la machine, pour se montrer à lui-même qu'il est capable. Plus tard, lorsqu'il s'initie à la programmation, il s'abandonne à une autre étape : où il apprend à parler le langage de l'ordinateur et à manipuler des systèmes formels et mathématiques. Mais cette initiation modifie-t-elle sa manière de penser ? L'auteur ne le croit pas. Il constate que « le style de programmation est l'expression d'un style de personnalité » et distingue les *hard masters*, — enfants qui considèrent que le monde doit être sous leur contrôle, et pour qui le calculateur est une entité abstraite — des *soft masters* — qui pensent qu'ils doivent plutôt s'adapter au monde, et pour qui le calculateur est un objet physique avec lequel ils ont une relation sensuelle et amicale. Les filles sont plutôt des *soft masters*, et les garçons des *hard masters*.

L'ordinateur offre aux filles l'occasion de s'initier à une

pensée mathématique et logique. Il aide également certains enfants à surmonter leurs difficultés scolaires en leur redonnant confiance en eux-mêmes. Tanya, par exemple, petite fille de cinq ans, ne savait pas écrire, et refusait d'écrire car elle trouvait son écriture trop laide. Avec l'ordinateur, elle constata que « n'importe quel mot pouvait être corrigé et imprimé aussi soigneusement qu'un livre ». Ce qui fit tomber ses inhibitions et la fit progresser.

Si « la vie des enfants semble être améliorée par leur contact avec l'ordinateur », pour certains autres, par contre, il rétrécit le champ d'intérêt et renforce un sentiment initial de non-communication. Le petit Henry, par exemple, rêve de « devenir une personne électronique », car il a peur des relations avec les autres personnes. Et en même temps il a peur d'être seul.

Les adultes, on s'en doute, n'ont pas les mêmes relations avec l'ordinateur, et leurs réactions varient selon qu'ils l'utilisent pour leur détente ou pour leur travail. L'ordinateur personnel utilisé à domicile peut compenser certains manques. Il redonne confiance à ceux qui sont persuadés d'être incapables de faire quelque chose de technique ou de mathématique. A d'autres, qui souffrent de n'avoir qu'une vision fragmentaire de notre société, ou d'avoir un travail dont ils ignorent les tenants et les aboutissants, l'ordinateur personnel permet de « connaître un

monde en entier ». Il offre des certitudes.

Certitude recherchée aussi par ces « fous » de la programmation que sont les hackers, ingénieurs surdoués en informatique, tellement passionnés par cette activité qu'ils sont capables de travailler seize à dix-huit heures par jour pendant une semaine pour résoudre un problème difficile. La machine leur fait entrer dans un monde rassurant, régi par le rationnel, par opposition au monde des sentiments, qui les effraie. Il y a peu de femmes chez les hackers. « C'est un monde d'hommes ». Ils sont tellement proches de la machine, que la programmation leur paraît effectuée directement à partir de leur cerveau, comme s'il y avait communication directe entre leur esprit et l'intelligence de la machine, au moyen d'une « pure énergie mentale ». Les hackers se veulent différents. Leur culture est isolationniste, alors que celle de l'intelligence artificielle est impérialiste.

Les théoriciens de l'intelligence artificielle sont très divisés quant aux perspectives de leur science (3). Pour les uns, cette science est trop jeune pour faire des prévisions valables. Pour d'autres, « les machines excéderont l'intelligence humaine dans tous les domaines ». Mais tous s'accordent à penser que l'intelligence artificielle constitue une nouvelle approche de la connaissance sur tout — y compris ce qui touche à l'esprit — en termes de programme et de traitement de l'information. « Comme le marxisme et la

psychanalyse, l'intelligence artificielle est un nouveau moyen pour comprendre toute chose. »

Certains scientifiques assimilent leur esprit à un ordinateur. Pour le psychologue Donald Norman, par exemple, la mémoire utilise les mêmes codes que l'ordinateur, et le cerveau humain peut être compris comme un système de traitement de l'information. Mais qu'est-ce qui distingue alors la machine de l'homme ? Peut-être la conscience. Le philosophe John Searle estime, quant à lui, que les machines les plus « intelligentes » ne penseront jamais d'elles-mêmes. Elles ne feront qu'imiter la pensée humaine.

On le voit, le débat est loin d'être clos. L'ordinateur est en train de créer une nouvelle culture, dont les répercussions seront, d'après Sherry Turkle, aussi importantes que celles provoquées par la psychanalyse. Cette dernière a fait découvrir à l'humanité le moi en tant que sexuel ; l'ordinateur, lui, nous révèle un moi en tant que machine. « Cela nous fait jouer avec des aspects de notre nature vécus comme tabous. Car les gens n'aiment pas penser à eux-mêmes en tant que machines. »

CHRISTIANE GALUS.

(1) Edité chez Simon and Schuster, à New-York. La traduction française de l'ouvrage doit paraître aux éditions Denoël vers mars 1985.

(2) Grasset (*le Monde* du 26 mars 1982).

(3) Ce terme recouvre des machines informatiques capables de reproduire le raisonnement d'experts humains dans différentes branches d'activités (diagnostic médical, jeux d'échecs, détection de nouveaux gènes...).

JPM 66150

501 21 101

A l'ère de l'organe artificiel

Demain, la compétition entre les greffes et les prothèses.

R

Les deux d'une et possédant un développement. Bref, ce qui explique l'existence de la concurrence. L'existence d'un quelconque des deux est en fait une création synthétique. L'existence pour les deux d'une et possédant un développement. Bref, ce qui explique l'existence de la concurrence. L'existence d'un quelconque des deux est en fait une création synthétique.

Les deux d'une et possédant un développement. Bref, ce qui explique l'existence de la concurrence. L'existence d'un quelconque des deux est en fait une création synthétique. L'existence pour les deux d'une et possédant un développement. Bref, ce qui explique l'existence de la concurrence. L'existence d'un quelconque des deux est en fait une création synthétique.

Les deux d'une et possédant un développement. Bref, ce qui explique l'existence de la concurrence. L'existence d'un quelconque des deux est en fait une création synthétique. L'existence pour les deux d'une et possédant un développement. Bref, ce qui explique l'existence de la concurrence. L'existence d'un quelconque des deux est en fait une création synthétique.

APC AMERSONE PNC

Les deux d'une et possédant un développement. Bref, ce qui explique l'existence de la concurrence. L'existence d'un quelconque des deux est en fait une création synthétique. L'existence pour les deux d'une et possédant un développement. Bref, ce qui explique l'existence de la concurrence. L'existence d'un quelconque des deux est en fait une création synthétique.

Les deux d'une et possédant un développement. Bref, ce qui explique l'existence de la concurrence. L'existence d'un quelconque des deux est en fait une création synthétique. L'existence pour les deux d'une et possédant un développement. Bref, ce qui explique l'existence de la concurrence. L'existence d'un quelconque des deux est en fait une création synthétique.

Les deux d'une et possédant un développement. Bref, ce qui explique l'existence de la concurrence. L'existence d'un quelconque des deux est en fait une création synthétique. L'existence pour les deux d'une et possédant un développement. Bref, ce qui explique l'existence de la concurrence. L'existence d'un quelconque des deux est en fait une création synthétique.

Les deux d'une et possédant un développement. Bref, ce qui explique l'existence de la concurrence. L'existence d'un quelconque des deux est en fait une création synthétique. L'existence pour les deux d'une et possédant un développement. Bref, ce qui explique l'existence de la concurrence. L'existence d'un quelconque des deux est en fait une création synthétique.

AU début, il y eut les jambes de bois, les lunettes, les dentiers. Avec les années 50 vint l'époque des systèmes d'assistance circulatoire et respiratoire, des « reins artificiels », des prothèses vasculaires, des valves et des stimulateurs cardiaques. Fin 1982, pour la première fois au monde, une équipe chirurgicale américaine osa implanter à demeure une prothèse cardiaque — un « cœur artificiel » — dans la poitrine d'un être humain.

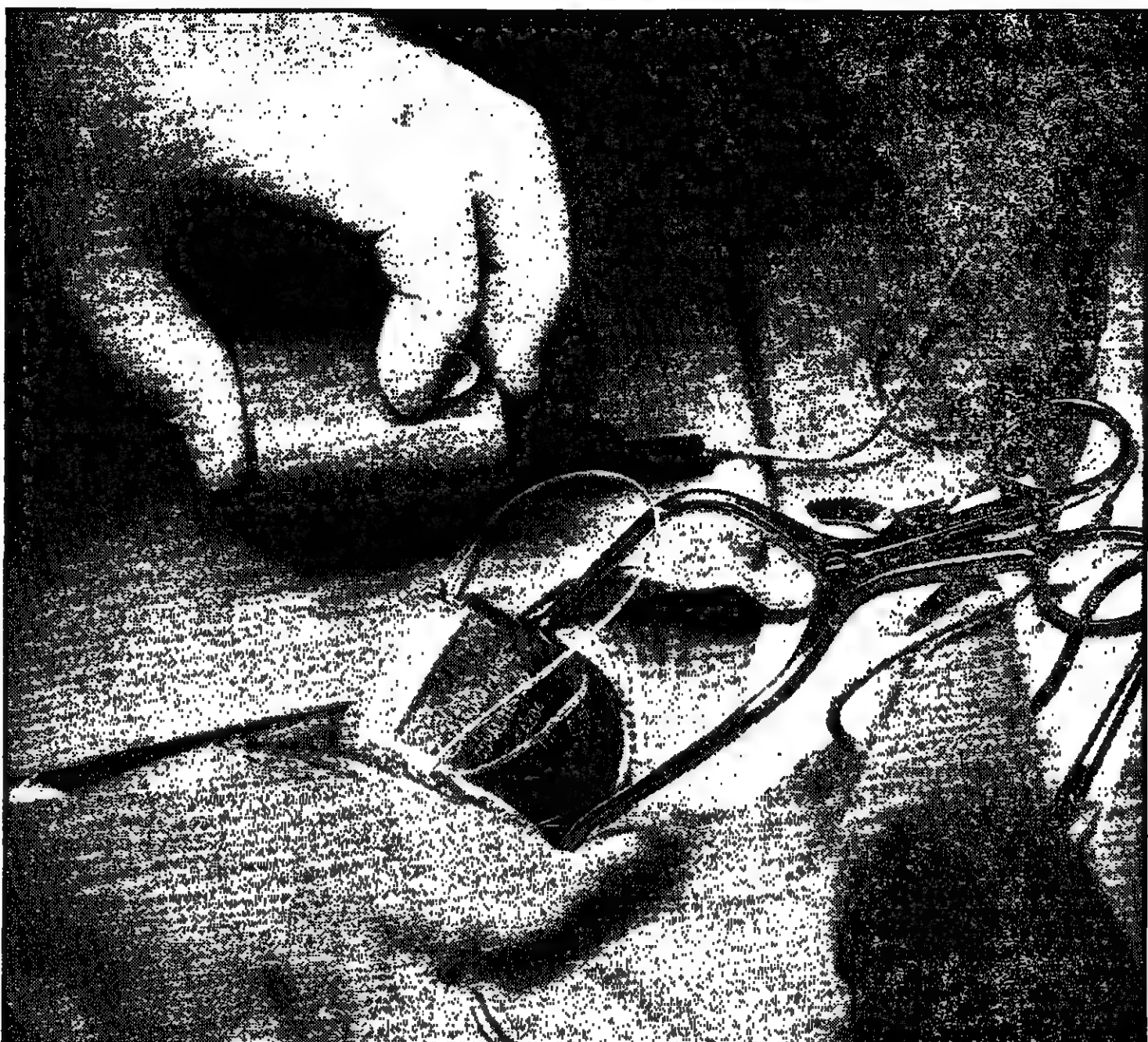
La même tentative vient à nouveau d'être effectuée à Louisville (Kentucky), par le docteur William Devries, sur un homme de cinquante-deux ans atteint d'une dégénérescence du muscle cardiaque. Critiquable au plan éthique, le geste pourrait devenir routinier. Déjà les promoteurs de la prothèse annoncent une certaine d'interventions à venir. Mieux que toute autre image, celles fournies par le docteur Devries témoignent de l'entrée dans l'ère des « organes artificiels ». Ou, en d'autres termes, dans celle de l'application de la mécanique d'aujourd'hui à notre perception de la biologie.

Le temps n'est plus aux automatismes, à la reproduction de la seule apparence du vivant. L'objectif est à la fois plus modeste et autrement plus ambitieux. Il s'agit, tout à la fois, de choisir un organe ou une fraction d'organe, d'en saisir le mode intime de fonctionnement, de disséquer les rapports qu'il entretient avec le reste du corps, et, enfin, de tenter de concevoir un instrument, un équivalent artificiel qui, chez le malade, pourra servir de palliatif, de prothèse.

Le progrès n'est également plus aux seules prothèses fixes. Le progrès aujourd'hui consiste à passer du statique au dynamique, du rapport de forces à l'adaptation au rythme et au flux du biologique. Ainsi, en 1982, on a posé en France 40 000 prothèses osseuses, mais on a aussi implanté 15 000 valves cardiaques, 15 000 prothèses vasculaires et 20 000 stimulateurs cardiaques.

« Le premier boom dans ce domaine », explique M. Dominique Ducassou (Bordeaux), directeur d'une unité INSERM spécialisée dans les systèmes implantables, remonte à une vingtaine d'années avec l'apparition de matériaux nouveaux provenant (comme le Dacron, utilisé dans les prothèses vasculaires) de recherches sur les textiles. Le succès tient aussi aux chirurgiens qui osèrent faire le pas.

Il y eut ensuite — il y a aujourd'hui — utilisées à des fins thérapeutiques, la micro-informatique et la microélectronique et, avec elles, la mise au point et le développement de capteurs, ces systèmes sophistiqués capables de traduire sous forme de signal électrique une information d'origine biologique. Autant



d'éléments qui laissent entrevoir la réalisation prochaine de prothèses suffisamment miniaturisées et fiables pour pouvoir être proposées comme solutions thérapeutiques dans de nombreuses disciplines.

Le cap de la miniaturisation se révèle néanmoins parfois difficile à franchir. C'est notamment le cas avec le cœur artificiel. Alors que plusieurs équipes, dont deux françaises, travaillent sur un modèle de prothèse totalement implantable, les deux implantations américaines ont été faites avec des prothèses dont la source d'énergie et le contrôle sont extérieurs au corps du patient. Elles imposent, de par leur poids et leur volume, d'insupportables contraintes.

Pourra-t-on véritablement reproduire de toutes pièces des organes vivants, ou devra-t-on, plus modestement, se limiter à la copie mécanisée de quelques fonctions biologiques ?

« Se tenir en équilibre sur un pied », écrit le professeur Pierre Rabichong (Montpellier), nécessite la mise en jeu de toute une série de régulations automatiques, de traite-

ments de signaux, d'ajustement de gains, au sein de systèmes de commandes encore plus largement miniaturisés que les plus modernes produits de la microélectronique. Alors que l'angström reste l'unité de base des dimensions des composants de la cellule, l'homme n'est pour l'instant à l'aise que dans le micron. Cette sous-estimation naturelle du commun pour la complexité des systèmes biologiques empêche de comprendre la difficulté de concevoir des suppléments organiques qui approchent même de loin la stabilité du biologique. Car, malgré tout ce qui est dit sur la maladie et la mort, fins normales d'une existence limitée, l'homme biologique est une réussite technique. (1)

Il semble que, mis à part des instruments aptes à reconstituer des fonctions sensorielles défectueuses (audition, vision), l'un des champs les plus prometteurs dans ce domaine soit celui des « pompes implantables ». Ces systèmes ont pour fonction de distribuer des substances biologiques — le plus souvent une hormone — dans l'organisme.

De telles pompes doivent être dotées de systèmes de régulation perfectionnés permettant d'adapter le débit de la substance aux besoins de l'organisme. Déjà des modèles existent délivrant, par exemple, de l'insuline (pour les diabétiques), ou certaines neuro-hormones. On fait aussi de remarquables progrès dans la mise au point d'éléments essentiels comme le sang ou la peau (le Monde du 18 août). Néanmoins, là encore, il ne s'agit que de copier quelques-unes des propriétés de ces tissus (le transport d'oxygène par le sang, la barrière protectrice de la peau), tant les cellules qui nous composent et les fonctions qu'elles assurent sont multiples et variées.

Ailleurs, on met au point des appareils qui offrent une restitution de fonctions perdues, sans être pour autant des copies du biologique. C'est notamment le cas du remarquable travail de l'équipe du professeur Pierre Rabichong avec les « machines à marcher » destinées aux malades paralytiques victimes des accidents de la route.

Quelle que soit la manière d'aborder le problème, toutes les prothèses doivent respecter un point particulier : la biocompatibilité. Car on ne peut mettre au contact du vivant que des matériaux qu'il tolère, faute de véritablement les accepter. L'un des meilleurs exemples dans ce domaine est celui des rapports avec le sang et les prothèses vasculaires ou cardiaques. Le contact des cellules sanguines avec un matériau a, en effet, pour conséquence de déclencher une série de réactions enzymatiques complexes qui provoquent la formation d'un caillot, situation dangereuse, voire mortelle, à cause des risques d'obstruction ou de thromboses.

Tout le travail consiste donc à comprendre dans le détail la dynamique biochimique qui est en cause afin de proposer aux chirurgiens des matériaux dont la surface restera anticoagulante à long terme. Il faut, en d'autres termes, mettre au point des substances que l'organisme ne pourra identifier comme lui étant étrangères. Ce sont ces mêmes considérations qui ont amené à l'utilisation des valves cardiaques prépa-

rées à partir de tissus animaux (valvules porcines), ou qui conduisent à la nécessité d'utiliser un anticoagulant après l'implantation de valves synthétiques.

L'un des matériaux les plus prometteurs semble être le carbone, élément qui, dans une forme composite particulière (carbone-carbone) étudiée par l'industrie aérospatiale, se révèle remarquablement biocompatible. Sa structure poreuse et ses caractéristiques physico-chimiques font en effet que les cellules vivantes peuvent coloniser ces prothèses dans lesquelles elles se nichent. La vie prend ainsi appui sur un véritable squelette-leur.

Il reste que l'avenir des organes artificiels n'est plus lié aux seuls problèmes techniques. D'une part parce qu'on assiste — du moins pour certains organes — à l'apparition des prémices d'une véritable compétition entre greffe et prothèse, compétition que pourraient bouleverser les progrès en immunologie. D'autre part, parce qu'il existe un véritable risque de voir se dessiner une volonté politique de freiner, directement ou non, l'innovation. On le sait, ou on le pressent, la mise au point de prothèses plus ou moins sophistiquées implique en aval un surcoût évident pour les organismes de protection sociale. C'est déjà le cas, par exemple, pour la prise en charge du « rein artificiel ». Faudra-t-il faire des choix ? Se limiter aux seuls créneaux rentables pour l'industrie et a priori supportables pour la collectivité ? Devra-t-on, en d'autres termes, abandonner pour des raisons purement économiques des projets concoctés en période d'abondance ?

JEAN-YVES NAU.

(1) « Technologie et handicap », par le professeur Pierre Rabichong, *Prospective et santé*, n° 26 (été 1983). On lira aussi l'article du docteur Pierre Galletti (Brown University de Providence, États-Unis) à paraître dans le numéro 190 de décembre 1984 de la revue *Projet* (14, rue d'Assas, 75006 Paris, Tél. : 548-92-11).

« Dans le cadre des rencontres organisées par l'université Bordeaux-II et le journal *Le Monde*, une conférence-débat consacrée aux organes artificiels sera organisée à Bordeaux, le jeudi 6 décembre à 18 heures dans la salle de l'abbaye municipale. »
« Une découverte française pourrait révolutionner la chirurgie osseuse : une équipe rouennaise du CNRS (Centre national de la recherche scientifique) vient de mettre au point un matériel d'orthopédie en plastique pour remplacer les clous et broches en métal actuellement utilisés. Ce matériel présente un double intérêt. D'une part, il est flexible et s'adapte donc mieux que le matériel en métal à l'évolution du tissu osseux après fracture. D'autre part, il est bio-résorbant, c'est-à-dire qu'il disparaît spontanément. Cette propriété pourrait permettre d'éviter une réintervention chirurgicale, parfois nécessaire, pour retirer les plaques, clous ou broches fixés à l'os. Les travaux de ces chercheurs ont débuté en 1975. En 1981, les premiers essais ont été conduits avec ce matériel composite associant des polymères à des fibres de verre et de carbone. Selon les chercheurs du CNRS, les premiers essais cliniques sont, avec un recul de trois ans, tout à fait encourageants. »

Scandale ?

EXISTE-T-IL un scandale français des stimulateurs cardiaques ? Lancé au mois d'août par le Canard enchaîné à partir d'un rapport de l'inspection générale des affaires sociales, cette question ne cesse, depuis, de susciter réactions, déclarations et prises de position.

De quoi s'agit-il ? Les stimulateurs cardiaques (également dénommés « piles cardiaques » ou « pacemakers ») sont des instruments miniaturisés qui, implantés dans le thorax du malade, et reliés au muscle cardiaque, fournissent une excellente réponse thérapeutique à certaines affections du rythme cardiaque. La première implantation d'un stimulateur fut réalisée à Stockholm en 1958. On en pose aujourd'hui, rien qu'en France, près de trente mille chaque année. Chaque implantation coûte entre 30 000 et 40 000 F, somme entièrement prise en charge par la Sécurité sociale.

Le « scandale » — s'il existe — pourrait prendre différentes formes :

● Les indications abusives de poses d'appareils. En d'autres termes, existe-t-il un âge limite à partir duquel la pose d'un stimulateur cardiaque doit être assimilée à une recherche de profit plus qu'à un geste thérapeutique ? Question difficile dans la mesure où les troubles du rythme cardiaque, souvent handicapants, peuvent immédiatement disparaître après la pose d'un stimulateur, intervention par ailleurs bénigne.

● Les récupérations « post-mortem ». Il arrive (fréquemment ?) qu'on récupère des appareils sur des personnes décédées. Cette pratique, si elle n'est pas en soi condamnable, pose néanmoins le problème de l'éventuelle double facturation du stimulateur à la Sécurité sociale, ce qui, souligne le conseil national de l'ordre des médecins « constitue une fraude manifeste ».

Si l'on en croit l'ordre, qui se déclare prêt « à statuer en conséquence », cette pratique n'est le fait que de « cas très isolés ». Il faut souligner que depuis 1980 on ne peut plus, compte tenu de la réglementation en vigueur, réutiliser un stimulateur. Des associations se sont créées qui récupèrent les appareils usagés, les révisent, et les adressent gratuitement dans certains pays du tiers-monde.

● Les rapports financiers entre médecins et fabricants. C'est sans doute l'aspect le plus épineux de la question. Plusieurs témoignages font état de « pots-de-vin » versés par les fabricants d'appareils aux médecins spécialisés dans leur implantation. Tous les cas de figure sont, semble-t-il, possibles, depuis le financement d'équipements hospitaliers, la prise en charge de frais de congrès (pratiques courantes de l'industrie pharmaceutique), jusqu'au versement direct d'argent au praticien. « Nous avons pris l'habitude, nous a confié un indus-

triel, de verser l'argent sur le compte suisse d'un grand nom français de la pose de stimulateurs. » Il est certain, déclare-t-on au conseil national de l'ordre des médecins, que nous examinerons toute plainte qui pourrait être déposée, et si la preuve d'une irrégularité ou d'une complicité suspecte de mercantilisme est faite, ce conseil condamnera comme il convient les fraudeurs : le conseil de l'ordre n'a pas l'habitude de se faire le complice de la fraude qu'elle a toujours sévèrement condamnée. » (1)

Au secrétariat d'Etat à la santé, on a demandé à l'inspection générale des affaires sociales de mener une seconde enquête sur cette question. Il reste à savoir quelles seront ses conclusions et si elles seront suivies d'effets.

J.-Y. N.
(1) *Bulletin de l'ordre des médecins*, numéro de novembre 1984.

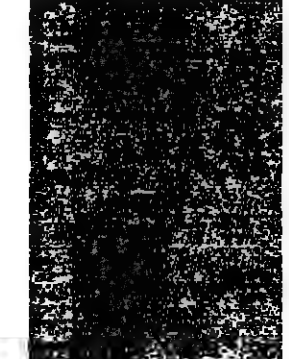
Naître en France

C. Rumeau-Rouquette
C. du Mazaubrun
Y. Rabarison

Les résultats d'une enquête qui fait le point sur 10 ans d'évolution de l'état de santé des nouveau-nés et des pratiques médicales (conditions d'accouchement, surveillance prénatale, protection de la femme enceinte dans le milieu professionnel, soins néonataux, diminution des taux de prématurité, évolution de la mortalité).

Collection « Grandes Enquêtes »

Codition INSERM/DOIN
101, rue de Tolbiac, 75564 Paris Cedex 13
TEL. : (1) 584.14.41



1984, 240 pages, 110 FF

LES EDITIONS INSERM

L'histoire

telle que les nouveaux théoriciens la cernent ; l'histoire telle qu'on doit ou devrait

A l'école

« L'HISTOIRE doit conserver, ou retrouver, dans toute éducation bien comprise, la place centrale qui fut si longtemps la sienne. » La carence de l'enseignement de l'histoire à l'école est devenue un danger national. Ces deux propos ont été tenus au sommet de l'État français. A cinq ans d'intervalle, M. Valéry Giscard d'Estaing et M. François Mitterrand se sont alarmés d'un effacement de la mémoire collective. Livres, déclarations et colloques ont amplifié l'écho de cette inquiétude. En juillet dernier, de nouvelles instructions pour l'école élémentaire traduisaient de la part du ministère de l'éducation nationale le désir de l'apaiser.

Et si l'école n'était pas responsable du marasme ? Mme Suzanne Citron, maître-assistante à l'université Paris-XIII donne une réponse iconoclaste. Son livre *Enseigner l'histoire aujourd'hui* a le mérite de prendre à contre-pied plusieurs ouvrages parus récemment sur le même sujet.

Tout repose à ses yeux sur un malentendu. L'une des racines de la crise de l'école, pense-t-elle, plonge aux premiers âges de l'instruction publique. Le savoir a gardé de ces temps de fondation une architecture en segments conçus comme une somme de « disciplines » : chacune est considérée isolément. A l'histoire, par exemple, est assignée une mission bien précise, celle de civiliser et de franciser, d'intégrer à la culture de l'« élite dirigeante » les populations paysannes. Cimentant la société, aux trois quarts rurale, en faisant interioriser aux petits écoliers l'image d'une France éternelle et d'un « génie français ». Suzanne Citron professe que l'historiographie officielle devint ainsi « l'unique représentation reconnue d'un passé collectif ». La mémoire des paysans, des artisans et des ouvriers, leur perception du passé, tombe dans l'oubli.

Ce sont ces autres mémoires sociales qu'il convient de retrouver. Chemin faisant, la diversité des jeunes sera prise en compte ; les programmes scolaires ne seront plus « enfermés dans leurs couloirs linéaires » qui les coupent du monde réel. Et la véritable crise de l'identité nationale qui se nourrit de l'éclatement des modèles culturels et ethniques pourra alors se résoudre, du moins trouver un début de solution. Mieux, en tout cas, qu'en se cramponnant sur la seule vérité du passé qu'on connait et exalte « les pères républicains de notre système scolaire ».

Identité nationale : ce ne sont pas, à vrai dire, les mots qu'affectionne Suzanne Citron. Le concept doit lui paraître singulièrement étriqué. Elle souligne l'échec d'un enseignement de la mémoire nationale qui n'a pas empêché Vichy, « le silence sur les massacres de Sétif en 1945 » et « les tortures en Algérie ». Les jeunes, écrit-elle, attachent du prix à la tolérance et au relativisme. Ils se sentent « habitants de la terre ». L'histoire osera-t-elle leur apprendre une France diverse, « ouverte aux autres », « attentive à l'Europe et au monde, arc-boutée aux droits de l'homme » ?

CHARLES VIAL.

* Suzanne Citron, *Enseigner l'histoire aujourd'hui. La mémoire perdue et retrouvée*. Les Éditions ouvrières. 159 p., 62 F.

POUR Emmanuel Le Roy Ladurie, professeur au Collège de France, « faire l'histoire du passé, c'est apprendre le présent ». Grâce aux sciences humaines, une nouvelle appréhension de l'homme est possible : l'économie, l'ethnographie, la linguistique ou la sociologie ont contribué à l'essor de l'histoire. Mais l'historien, comme le philosophe ou le poète, doit aussi atteindre l'imaginaire et l'irrationnel des hommes qu'il étudie.

Emmanuel Le Roy Ladurie s'est depuis longtemps intéressé au monde paysan : il a choisi les grands ensembles — une région, le Languedoc — et les longues durées — plusieurs siècles. Il utilise les données statistiques, voire l'ordinateur. Mais, afin de saisir l'articulation des structures mentales et matérielles spécifique à Montillou, village occitan, il se fait pointilliste, portraitiste, il se comporte en ethnographe qui observe méticuleusement toutes les facettes de la vie villageoise, allant ainsi jusqu'au « tremblement de la vie ».

« L'histoire a considérablement renouvelé ses méthodes et élargi ses objets de recherche, mais, dans sa quête d'une histoire totale, ne risque-t-elle pas d'englober les autres sciences humaines ? »

— Bien sûr, mais l'inconvénient n'est pas grand ; l'histoire, telle qu'elle est pratiquée de nos jours, utilise effectivement les autres sciences humaines, à commencer par l'économie, la géographie, l'ethnographie ou la linguistique. Il n'y a donc aucun désavantage à cette vocation « cannibale » de la part de Clio : les ouvrages historiques actuels valent aussi par les « autres leçons » qu'ils ont assimilées.

— Que diriez-vous du précepte de Le Bon, selon lequel « le rationnel crée la science mais l'irrationnel conduit l'histoire » ?

— Cette vieille idée se rencontraient déjà dans les auteurs anciens : ils distinguaient entre le « subliminaire », c'est-à-dire le monde humain qui était la proie de l'irrationnel, et le monde cosmique ou astronomique, régi par des lois plus harmonieuses. Il va de soi que l'histoire est parfois folle. Quelle rationalité peut-on trouver, par exemple, au devenir de l'Allemagne, cette grande nation qui, notamment par sa fureur, depuis 1914, a perdu une vaste portion de son territoire ? L'historien, dans ce cas, s'efforce simplement d'analyser rationnellement l'irrationnel.

— Comment peut-on concevoir une « histoire universelle », si, comme le dit Merleau-Ponty, « chaque culture spécifie ce qu'on doit s'attendre à voir » ?

— Je reste universaliste, même si il est vrai que chaque culture a sa propre façon de raconter ses origines : les Africains narrent leur généalogie, souvent fabuleuse ; l'histoire biblique concerne un peuple de prêtres autour d'un Dieu jaloux, elle a manifestement laissé indifférentes les grandes civilisations voisines : Égypte ou Mésopotamie. Néanmoins, il me semble que depuis Hérodote et Thucydide l'histoire a vocation universelle. Dès que les historiens deviennent scientifiques, ils produisent un texte qui, en quelque mesure, a portée générale. Les historiens japonais écrivent des livres ou des articles qui, sur le plan méthodologique, sont très proches des nôtres. Leurs œuvres se fondent sur des faits, des dates et des tendances ; elles mar-

quent aussi une certaine distance de la part de l'historien vis-à-vis de son objet. Cela dit, il demeure vrai que l'histoire garde une fonction nationale pédagogique, on le voit bien dans les discussions actuelles sur notre discipline : on doit donc trouver une espèce de compromis entre science et lisibilité.

— Mais puisque chaque culture, voire chaque langue, véhicule sa propre vision du monde, comment peuvent-elles converger en une histoire universelle ?

— Je crois que Bossuet est le dernier grand historien conforme à ce que disait, selon vous, Merleau-Ponty. Ce prélat concevait un passé dirigé par la Providence et, de surcroît, conforme à la théologie catholique. Mais, depuis lors, on a quelque peu renoncé à ce schéma. Il est vrai qu'en URSS on s'attelle à une histoire sinon providentialiste, du moins orientée. Par exemple, là où la plupart des gens disent : « Les Soviétiques ont envahi l'Afghanistan », ceux-ci déclarent : « Le peuple afghan combat hé-

tout par les questions du présent. Mais la pensée de Raymond Aron, aussi stimulante qu'elle ait été dans les années 30, n'a pas profondément marqué l'historiographie en France. Celle-ci fut plutôt influencée par l'école des Annales qui cherchait, sans préjugés, à éclairer avant tout l'aspect économique, social ou mental de l'histoire. Les Annales, au lieu de faire l'histoire d'un, écrivaient l'histoire de Tous... Il est certain que le passé se conjugue au présent. On arrive, néanmoins, à une sorte de consensus universel entre historiens, sur les questions qui sont importantes à un moment donné, sinon toujours sur les réponses. Il est frappant, sur un plan anecdotique, qu'on

issus des classes moyennes et « moyennes inférieures ». Néanmoins, il s'agissait d'une histoire commémorative, conçue en fonction d'un certain schéma idéologique. Celle-ci « centrait » la Révolution sur l'affaiblissement du féodalisme et sur son remplacement par un régime qui dominerait la bourgeoisie et, bientôt, le capitalisme. Tandis que l'œuvre d'historiens comme François Furet en France, ou comme Alfred Cobban en Angleterre, écarte cette idéologie, pour déceler « derrière » elle des entités plus concrètes. Furet signale l'importance des sociétés de pensée et de la guerre extérieure, comme justification de la Terreur à l'intérieur. Alfred Cobban souligne la « prégnance » du problème de la terre, qui est plus essentiel, pour les années 1789-1799, que celui du capitalisme.

— Selon Jacques Le Goff, qui lui aussi appartient à l'école des Annales, le « passé » continue à vivre aussi dans la mesure où ses significations se renouvellent avec le temps.

— Il ne faut cependant pas nier une certaine objectivité de

pouvoir y introduire de nouvelles laïques ou choriques, mais cela n'empêche pas que le plat ainsi préparé soit succulent.

— On pourrait aussi dire que la situation du « moderniste » est plus dangereuse ; un nouveau document pourrait contredire sa vieille théorie alors que l'historien de l'Antiquité ne court pas le même risque : tout son matériau est, d'une certaine façon, déjà « connu ».

— C'est l'histoire de l'abbé Vertot. Il terminait sa rédaction du siège de Rhodes lorsqu'on lui apporta de nouveaux documents sur cet événement. Il eut la célèbre réplique : « Mon siège est fait ! Mon livre est terminé ! » D'une certaine manière, archéologie mise à part, le siège de l'antiquiste est toujours fait, celui du moderniste toujours à faire.

— L'historien critique principalement les images d'auto-représentation que l'époque « observée » a produites, et pour lesquelles furent souvent utilisées les traces officielles laissées par les strates dominantes, mais l'optique de pro-



Départ des Héroïnes de Paris pour Versailles, le 5 octobre 1789.

« Pour la Révolution française, tout un groupe d'historiens fut attiré par le communisme tandis qu'un autre l'était beaucoup moins »

roquement une certaine intrusion américaine impérialiste. Il s'agit, en l'occurrence, d'une histoire dirigée, spécifiant un événement en fonction d'idéologies, à vrai dire discutables. Peut-être faut-il admettre que notre histoire universelle actuelle, telle qu'elle est pratiquée par les historiens de tous les pays « libres » et par quelques autres, est aussi une « forme culturelle », mais celle-ci est reconnue comme telle par tous les chercheurs sérieux. On enregistre, bien sûr, des colorations nationales de l'histoire, mais il existe un certain consensus. On le voit bien lors des congrès internationaux d'historiens.

— Si chaque époque fabrique sa propre représentation du passé : sa Rome, sa Renaissance ou sa Révolution, l'histoire s'écrit-elle toujours au présent ?

— Raymond Aron, dans une thèse — lors de sa phase « germanisante » de l'après-guerre, — avait envisagé des idées de ce genre : l'histoire était sinon subjective, du moins orientée par les préoccupations et sur-

ait écrit simultanément tantôt l'histoire de la Mort, tantôt celle de la Fête ou du Pèché... L'essentiel, c'est que les critères retenus pour élaborer nos textes soient scientifiques, ou, à tout le moins, consensuels. En ce qui concerne la Révolution française, par exemple, les motivations idéologiques, éventuellement politiques, sont considérables : tout un groupe d'historiens fut attiré par le communisme, tandis qu'un autre l'était beaucoup moins ; mais l'essentiel, c'est que les chercheurs aillent au document, s'en fassent fidèlement l'écho et ne laissent pas leurs préjugés ou leurs prédispositions prendre le pas sur l'honnêteté vis-à-vis des textes et des faits.

— Justement, François Furet souligne, dans *Pensez la Révolution française*, les différences qui séparent les versions idéologiques des autres. N'y aurait-il donc pas de faits « objectifs » ?

— L'histoire qu'Albert Soboul a écrite sur la Révolution française était bien documentée : il connaissait de façon détaillée le passé des sans-culottes, ces révolutionnaires

l'histoire. La situation de l'historien de l'Antiquité est assez différente de celle des historiens du Moyen Âge ou de l'époque récente : l'« antiquiste » dispose d'un corpus limité de textes, complètement fermé ; tout au plus trouve-t-on quelquefois un nouveau papyrus dans le désert égyptien ; il y a aussi les fouilles archéologiques, mais c'est à peu près tout !... Il faut donc sans cesse proposer de nouvelles lectures des textes antiques. Ces textes se disposent alors selon d'autres réseaux, et l'on tire d'eux des synthèses rajoutées, souvent intéressantes et importantes, mais ce sont toujours les mêmes textes. Au contraire, l'historien d'archive, l'historien du Moyen Âge, ou à plus forte raison du dix-septième siècle ou de l'époque actuelle, est toujours placé devant de nouveaux documents, qui lui donnent une vision sans cesse rafraîchissante du passé. Sa position est privilégiée par rapport à celle de l'historien de l'Antiquité, lequel est dans la situation d'une femme courageuse qui secourrait éternellement la même sardade dans le même panier, sans

grès de notre époque « observante » ne serait-elle pas aussi « déformante » ?

— Vous semblez penser que les « images » sont laissées par les classes dominantes. Vous vous inspirez en cela d'une certaine vision « marxienne » de l'histoire, selon laquelle chaque époque a ses classes dominantes qui façonnent l'idéologie. En un sens, c'est certainement vrai. Mais ayons aussi une vue naïve : souvent, les acteurs de l'époque peuvent avoir une perception plus fraîche de la réalité que ce n'est le cas aujourd'hui.

— Qu'est-ce aujourd'hui qu'un bureaucrate ? C'est un homme qui est relié au monde par un téléphone, par une voiture et par des contacts souvent technocratiques. Qu'est-ce qu'un administrateur au dix-huitième siècle ? C'est un personnage qui circule à cheval et qui descend dans les auberges. Il y entretient des relations souvent vivantes avec les hommes, les choses, l'environnement. D'où l'impression de réalité, de fraîcheur, qui émane des documents d'autrefois, rédigés par un curé, par un notaire...

Télévision par câble

Plaidoyer pour les programmes étrangers

QUEL paradoxe ! D'un côté, regroupant des pays démocratiques, une Communauté européenne, consacrée par le suffrage universel, qui a pour principe la libre circulation des hommes et des biens de toute nature. De l'autre, des réseaux de télévision par câble qui doivent, à l'initiative des municipalités, couvrir en quelques années la France entière et permettre à chaque foyer de recevoir plusieurs dizaines de programmes différents. Et on s'interroge encore pour savoir si ces réseaux de demain pourront transmettre des programmes qui existent, qui sont disponibles.

Seulement il se trouve que ces programmes sont étrangers. Et comme le téléspectateur est toujours considéré comme un mineur, incapable de savoir ce qui est bon pour lui, qu'il faut protéger, on s'empresse d'élever des barrières, et les programmes étrangers sont limités à 30 % des canaux disponibles sur le câble. 30 %, c'est plus que suffisant pour satisfaire l'appétit des Français pour des programmes étrangers, diront aussitôt. C'est possible, mais pourquoi ne pas en laisser juger chacun d'entre nous et les municipalités à qui nous avons fait confiance ?

Et puis, n'est-ce pas oublier que ces programmes étrangers, captés en France, proviennent de pays qui, à l'exception de la Suisse, appartiennent tous à la Communauté européenne ou, comme l'Espagne et le Portugal, y accèdent au moment même où les réseaux câblés vont se développer ?

Il est clair que les réseaux câblés français auront un vital besoin de programmes étrangers. Le nier serait s'aveugler. On sait, en effet, que ne se retrouvent pas en France les

deux facteurs-clés du développement du câble aux États-Unis. Outre-Atlantique, à cause de l'utilisation intensive des fréquences et d'une géographie urbaine à base de tours, la qualité de la réception de la télévision laisse souvent à désirer. Là-bas, le premier abonné au câble est donc souvent décidé pour avoir une image de bonne qualité. Et la fidélité des abonnés, qui peuvent résilier à tout moment, n'est plus qu'affaire de bonne politique commerciale. En France, du fait de la politique prudente de répartition des fréquences, comme d'un urbanisme moins vertical, la qualité de la réception est généralement bonne, et on ne peut attendre de ce côté, sauf dans certaines vallées, une incitation à s'abonner au câble.

Le désir d'échapper au pilonnage publicitaire — qui interromp le programme, quel qu'il soit, toutes les dix minutes — conduit aussi à l'abonnement : la télévision payante et sans publicité est diffusée presque exclusivement sur câble. Mais, chez nous, les règles de diffusion de la publicité ont évité toute réaction de rejet, et la nouvelle télévision à péage est diffusée par voie hertzienne.

L'attrait du câble ne peut donc, en France, venir que de la variété des nouveaux programmes de télévision offerts et de l'apparition de nouveaux services (jeux, journal « à la carte », petites annonces, téléachat sur catalogue électronique, etc.) regroupés sous le terme générique de « télévision interactive ».

Même si elle est incontestablement porteuse d'avenir, cette dernière est encore bien balbutiante (le peu de succès des services interactifs n'a-t-il pas récemment conduit la puis-

sante Warner à vendre un de ses réseaux ?). Aussi, dans l'attente des résultats de l'expérience de Biarritz, arrêtons-nous sur un des problèmes de l'heure : celui de l'ouverture aux programmes européens.

C'est d'abord offrir au public trois nouvelles chaînes de langue française : belge, luxembourgeoise (qui arrivera par satellite dans deux ans), monégasque et même quatre avec la Suisse, qui n'est pas membre de la CEE mais dont la chaîne francophone est d'une qualité unanimement reconnue (la télévision romande est en outre un des piliers de la communauté des télévisions francophones, à qui l'on doit tant de coproductions prestigieuses).

Pour les jeunes générations qui, enfin, ont appris les langues et voyagent beaucoup, la possibilité de recevoir des programmes anglais, allemands, italiens, etc., leur permettra d'entretenir leurs connaissances de la langue, du mode de vie et de la culture de nos voisins, gage d'efficacité économique lorsqu'ils auront, demain, à parcourir ces mêmes pays pour vendre ou pour acheter. Quant aux Européens de séjour ou de passage en France, ils ne seront sans doute pas mécontents d'avoir, en direct, des nouvelles du pays.

Quelles sont, en effet, les objections ?

« Le téléspectateur va être submergé par cette multitude de programmes... ». Peut-être, dans un premier temps ; mais il faut être conscient que cette abondance est de toute façon pour demain, et qu'il vaut mieux s'y habituer au fur et à mesure que le câble se développera en France. Et quel rôle stimulant pour les magazines ou les « suppléments » de télévision que de guider leurs lec-

teurs dans la découverte de ces nouveaux territoires !

« Cette ouverture ne devrait-elle pas être subordonnée à des accords de réciprocité ? ». Certes, si on cherche à gagner du temps et qu'on ne souhaite pas aller réellement au-delà d'un « effet d'annonce » ! Mais pourquoi ne pas faire plutôt le pari que l'effet d'entraînement sera le plus fort et que notre télévision est suffisamment belle et bonne pour soutenir la comparaison ? Et puis nos programmes ne sont-ils pas déjà reçus, directement ou par le câble, chez la plupart de nos voisins (Belges, Hollandais, Luxembourgeois, Suisses et Italiens) ?

« Que deviendront ces réglementations sur la publicité ou le cinéma qui font l'objet d'un large consensus ? ». Le maintien de telles règles qui, effectivement, ne sont guère contestées, ne poserait certainement aucun problème s'il était la contrepartie de l'ouverture souhaitée.

« Est-il raisonnable d'admettre sans contrôle tous ces programmes étrangers ? ». Pour éviter un de ces combats de retardement, perdu d'avance dès lors qu'on essaye d'opposer à un progrès technologique de pauvres barrières réglementaires, la réponse doit être oui. Etant entendu que l'autorité publique gardera toujours la possibilité de suspendre temporairement ou définitivement tout programme étranger qui violerait la loi française. Et puis l'article premier de la loi du 29 juillet 1982 ne proclame-t-elle pas, dans une concision napoléonienne : « La communication audiovisuelle est libre » ?

XAVIER LARÈRE,
ancien directeur général
d'Antenne 2.

Liberté de la presse

Le Conseil constitutionnel et le pluralisme

PUSIEURS semaines se sont écoulées depuis la décision du Conseil constitutionnel qui a modifié, sur des points importants, la loi concernant le pluralisme de la presse. Ce délai n'a pas suffi pour éclairer les juristes déconcertés par une telle décision qui maintient dans son intégralité un empire de presse. Aujourd'hui, un groupe financier, en achetant ou en contrôlant un grand nombre de journaux, peut acheter une partie de l'âme d'un peuple, modelant les consciences de ses lecteurs et formant leurs opinions, conformément à ses intérêts et à ses ambitions.

Le Parlement a donc voté une loi qui assure le pluralisme de la presse en interdisant la possession d'un trop grand nombre de journaux par la même personne ou le même groupe.

Le Conseil constitutionnel a admis le principe de cette loi... pour l'avenir seulement, préservant ainsi la totalité du groupe de M. Hersant. Il a estimé que celui-ci, avec dix-huit quotidiens et plusieurs magazines, ne menaçait pas la liberté de la presse tandis que la création, après la loi, d'un groupe moins important, porterait atteinte à cette liberté. Pourquoi ? Le Conseil constitutionnel ne donne pas les raisons précises de cette distinction, viciée par une contradiction des motifs.

Elle est contraire au principe de l'égalité des citoyens devant la loi. Quand une loi intervient, elle doit s'appliquer à tous, sous réserve de dispositions transitoires. C'est ce qu'avait fait le Parlement et ce qu'a

défait le Conseil constitutionnel.

La loi n'était entachée d'aucune rétroactivité. Elle se plaçait uniquement dans l'optique d'une nouvelle réglementation à laquelle devaient normalement s'adapter les groupes de presse existant actuellement.

Enfin, la décision du Conseil constitutionnel met le groupe de M. Hersant dans une situation privilégiée. Il est assuré de demeurer indéfiniment le premier groupe de presse français (sauf difficultés internes), puisque personne ne pourra jamais posséder autant de journaux que lui.

Comme le gouvernement l'a indiqué, l'Assemblée générale du Conseil d'État, composée en majorité de juristes professionnels, avait admis la constitutionnalité de ces dispositions, lorsque le projet de loi lui fut soumis. Le Conseil constitutionnel en a décidé autrement. M. Hersant peut chanter victoire. Mais son chant sonne une défaite pour le droit et la démocratie. Il ternit aussi la réputation du Conseil constitutionnel. Depuis juin 1981, celui-ci a tendance à se comporter comme une troisième assemblée législative, refaisant les lois, après l'Assemblée nationale et le Sénat, selon des options plus politiques que juridiques.

Léon Blum n'était pas favorable à la création d'organismes chargés de contrôler la constitutionnalité des lois, au-dessus du Parlement. Il redoutait leur partialité et leur conservatisme. Avait-il raison ?

GEORGES MALEVILLE,
conseiller d'État honoraire.

Création à la télévision

La mauvaise querelle faite à la SFP

Nous recevons de M. Bertrand Labrusse, président-directeur général de la Société française de production et de création audiovisuelles, la lettre suivante :

Sous le titre « Offrir sa chance au secteur privé », M. Philippe Baraduc, secrétaire général de l'ANCPA, a cru bon, sans l'accord du président de cette association (1), d'attaquer la SFP, la rendant, bien à tort, responsable des difficultés des entreprises privées (le Monde daté 11-12 novembre). Voir dans l'importance des commandes à la SFP une des raisons des difficultés du secteur privé est un postulat qui ne résiste pas à une analyse objective.

Un équilibre a en effet été trouvé aujourd'hui, 24 % de la production allant au secteur privé, 23 % à la SFP et 53 % aux chaînes elles-mêmes, et vouloir la disparition du secteur public provoquerait une crise de la création et un « chômage endémique » chez les professionnels de ce secteur, ce qui n'est pas le cas aujourd'hui dans la répartition actuelle. Aussi, plutôt que de vouloir se livrer à une guerre fratricide et stérile, n'est-il pas préférable d'augmenter les possibilités de production des deux secteurs en accroissant la part du budget de l'audiovisuel réservée à la production, comme on s'y efforce actuellement ?

Outre sa contribution décisive à la création (avec la fourniture de deux mille heures annuelles de programme) et à la sauvegarde du patrimoine national français, la SFP joue un rôle essentiel dans la formation des techniciens, réalisateurs et

acteurs. Elle assure également la disponibilité permanente d'un potentiel de production et des missions que le secteur privé ne saurait et ne souhaite d'ailleurs pas assumer. Qui oserait croire qu'en s'attaquant aux seuls 11 % (et pas plus !) du budget de l'audiovisuel public dont dispose la SFP, le secteur privé assumerait les missions énumérées plus haut ? Dire que la SFP bénéficie d'un monopole de production est donc une contre-vérité qui n'est plus crédible pour personne aujourd'hui.

Mais dire qu'elle est la plus coûteuse est une diffamation : elle emporte en effet de plus en plus souvent l'adjudication des marchés privés les plus sollicités, tant français qu'étrangers, et sur la seule base de ses tarifs habituels. Elle a ainsi connu, au cours des derniers exercices, un redressement financier spectaculaire qui était souhaité par tout le monde, et lui permet de présenter désormais un budget en équilibre.

La SFP n'est peut-être pas sans défaut, mais quand les professionnels s'adressent à elle, il y a font, en quantité et en qualité, des émissions à coût moyen de plus en plus compétitif, contribuant ainsi à enrichir et sauvegarder non seulement le patrimoine culturel et technique français, mais aussi l'activité économique du pays. C'est dans ce domaine aussi que doit s'établir une vraie concurrence.

BERTRAND LABRUSSE.

(1) M. Michel Bouquet a démissionné de la présidence de l'Association nationale pour la création française dans l'audiovisuel (NDLR).

Médias du Monde

Etats-Unis : les difficultés d'HBO

Home Box Office (HBO), le géant de la télévision payante américaine, traverse une période de graves difficultés marquée par la démission de son président, Frank Biondi. Les recettes de la chaîne, qui compte plus de quatorze millions d'abonnés, n'ont progressé que de 8 % en 1984, alors que ses dépenses ont augmenté de 15 %. La revue *Mediam*, publiée par le Centre d'études des systèmes et des technologies avancées (CESTA), analyse dans le détail les principales causes de ce tassement spectaculaire : saturation du marché de la télévision payante, ralentissement du câblage, dynamisme commercial des concurrents d'HBO (Disney Channel et Showtime), mais aussi lourds engagements de la filiale de Time dans la production.

Pour faire face à cette crise, HBO tente dans un premier temps de réduire ses charges en révisant les contrats d'achat avec les producteurs de films. Les exclusivités, négociées ces dernières années par HBO en particulier avec Columbia, ont contribué à faire dangereusement augmenter les prix d'achat qui peuvent atteindre jusqu'à 30 millions de dollars pour un seul film !

HBO tente aussi de se diversifier. La chaîne payante a pris une participation dans une chaîne câblée commerciale, Black Entertainment Television. Elle vient surtout de s'associer avec Thorn EMI sur le marché de la distribution de vidéocassettes, dont la progression est très importante aux États-Unis. On ne sait pas encore quel sort la nouvelle direction d'HBO réservera à sa filiale internationale, qui avait pris de nombreuses participations dans les chaînes de télévision européennes par satellites et soutenait aussi le projet luxembourgeois Coronet.

Vingt-quatre magazines changent de mains

En moins d'un mois, le groupe de presse spécialisée Ziff-Davis vient de se séparer de vingt-quatre de ses titres. Le premier acquéreur n'est autre que le réseau de télévision CBS, qui a mis la main sur deux magazines de loisirs concernant l'automobile, la navigation de plaisance, la hi-fi, la bridge ou la photographie. Le contrat se monte à 362 millions de dollars.

Douze autres magazines s'adressant à des professionnels et concernant l'aviation et la vie des affaires ont été rachetés par le magnat de la presse australien M. Rupert Murdoch pour 350 millions de dollars. C'est le premier investissement de M. Murdoch dans la presse professionnelle aux États-Unis.

Vidéo sans publicité

Vidicraft, une petite société de Portland dans l'Oregon, affirme avoir mis au point un appareil permettant d'éviter l'enregistrement des spots publicitaires sur un magnétoscope. L'appareil, qui se branche entre le téléviseur et le magnétoscope, reconnaît les émissions publicitaires à un certain nombre de critères électroniques que la société Vidicraft se garde bien de préciser. Il interromp alors l'enregistrement de l'émission et revient en arrière au début de l'annonce en attendant la fin des spots pour se déclencher à nouveau.

Il en coûte à l'utilisateur 399 dollars pour éliminer ainsi, selon le constructeur, 80 % des publicités diffusées. L'argument semble séduire le vidéophile américain, désespéré de voir la publicité interrompre fréquemment les films, puisque Vidicraft a vendu la totalité de sa production en deux semaines. Deux autres appareils du même type avaient été lancés il y a quelques années aux États-Unis sans succès. Il est vrai qu'à l'époque, le marché du magnétoscope était beaucoup moins développé qu'aujourd'hui.

Brésil : des tubes pour la Chine

Alors que Philips vient de fermer ses unités de production de téléviseurs noir et blanc en Europe, sa filiale brésilienne Inbraphil négocie avec la Chine l'achat de tubes de télévision noir et blanc pour 80 millions de dollars. Inbraphil, qui a déjà fourni à la Chine un million deux cent mille tubes en 1984, espère une commande équivalente pour l'année prochaine. Ces contrats ont sauvé l'usine brésilienne de la faillite : elle a même dû engager deux cent vingt ouvriers pour faire face aux commandes.

Japon : un vidéodisque enregistreur

La société Matsushita commercialise le premier vidéodisque enregistreur. Le même laser y permet l'enregistrement et la lecture des images et des sons. Mais les capacités de l'appareil sont encore limitées : vingt-quatre mille images fixes ou 13 minutes d'images animées sur un disque monoface de 21 cm de diamètre. De plus, le programme n'est pas effaçable et le lecteur n'est pas compatible avec le standard LaserVision. Le système est commercialisé en Grande-Bretagne, au standard couleur américain et japonais NTSC, pour le prix de 12 000 livres.

Une réédition majeure

LE FOLKLORE DE FRANCE de Paul SÉBILLOT

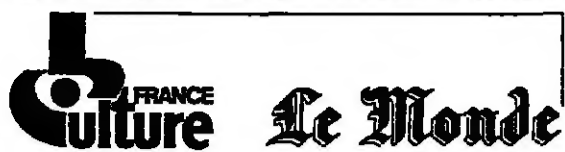
(publié, pour la première fois, en 1904-1906)
TOME I : 1. La ciel - 2. La nuit et les esprits de l'air - 3. La terre - 4. Le monde souterrain.
TOME II : 5. La mer - 6. Les eaux douces
TOME III : 7. La faune - 8. La flore.
TOME IV : 9. Le préhistorique - 10. Les monuments - 11. Le peuple et l'histoire
BIBLIOGRAPHIE. TABLES ALPHABÉTIQUES ET ANALYTIQUES DE L'ENSEMBLE.

Les Editions MAISONNEUVE ET LAROSE ne se sont pas crues, à juste raison, autorisées à tronquer, si peu que ce soit, cette œuvre monumentale. C'est pourquoi elles ont les seules aujourd'hui à proposer une version intégrale, complète et immédiatement disponible, et cela au prix de 771 francs seulement pour l'ensemble des onze tomes réunis sous quatre magnifiques reliures pleine toile, liers dorés.

En vente chez tous les bons libraires et chez l'éditeur
MAISONNEUVE ET LAROSE
15, rue Victor-Cousin - 75005 Paris - Tél.: 354.32.70

سید علی محمد

UNE SÉRIE D'ÉMISSIONS



Avec Daniel Buren et Rudi Fuchs, nous achevons le cycle de nos conversations consacré aux arts plastiques et aux musées. À travers ce dialogue entre un peintre français qui travaille beaucoup à l'étranger et un directeur de musée hollandais, organisateur d'expositions internationales, se trouve notamment posée la question de l'art européen, dans ses relations avec la toute-puissance des États-Unis, thème sur lequel nous reviendrons dans nos rencontres avec d'autres hommes de culture européens, à commencer, la semaine prochaine, par Gérard Mortier, directeur de l'Opéra national de Bruxelles.

T. F.

D. Buren. — Je souhaiterais vous poser quelques questions sur le rôle d'un organisateur d'exposition. Quelle différence y a-t-il entre organiser une exposition dans son propre musée et partager la responsabilité d'une grande exposition internationale comme la Documenta de Kassel ? L'ego exacerbé des artistes semble avoir déteint sur celui des organisateurs, à tel point que ces derniers, aujourd'hui, se prennent souvent pour les véritables artistes de l'exposition et parfois réussissent à l'être. Si l'organisateur devient un véritable chef d'orchestre, l'artiste n'est-il pas cantonné à un rôle d'exécutant, même s'il existe dans un orchestre des solistes ? Dans une exposition de groupe, qui de l'organisateur ou de l'architecte a un rôle prévalent ?

Pour ma part, je vois ce « couple » marcher en tête et l'artiste suivre comme décoration nécessaire mais secondaire. A preuve l'exposition actuelle de Kasper König à Düsseldorf : un propos nationaliste, fort arrogant d'ailleurs, exprimé dans une pseudo-architecture métaphorique — l'imitation d'une petite ville, — sert de prétexte à la présentation hétéroclite d'un véritable marché aux puces de l'art allemand contemporain. N'est-il pas étonnant que l'exposition appartienne de plus en plus à l'organisateur et que l'artiste s'en trouve dépossédé ? D'ailleurs, à la Documenta, les critiques s'intéressent davantage à l'organisateur qu'aux œuvres exposées : serait-il devenu l'interlocuteur privilégié ?

R. Fuchs. — L'invention, comme toute récente, du musée suppose, me semble-t-il, que l'œuvre d'art requiert « assistance » pour passer de l'atelier de l'artiste au monde extérieur. Un directeur de musée ne peut alors échapper au rôle de metteur en scène, je préfère ce terme à celui de chef d'orchestre. Deux tableaux français, l'un de Courbet, l'Atelier, l'autre de Manet, Musique militaire au jardin des Tuileries, pourraient illustrer ensemble la place qui revient à l'œuvre d'art, entre l'univers clos et silencieux de l'atelier et celui, bruyant et animé, du monde extérieur. Le premier nous présente, entre autres, Baudelaire lisant, isolé dans un coin de l'atelier du peintre ; le second, au contraire, présente le poète en tenue mondaine et haut-de-forme, discutant au milieu d'une foule animée qui, légitimement, nous rappelle celle des vernissages contemporains. Le musée pourrait être un lieu intermédiaire de présentation de l'œuvre d'art.

T. Ferenczi. — Daniel Buren évoquait l'exploitation politique toujours possible d'une exposition, comme à Düsseldorf. L'organisateur joue-t-il un rôle politique ?

R. Fuchs. — L'organisateur assume son rôle, et il peut être politique. L'exposition de Düsseldorf fête l'art allemand à un moment où la République fédérale d'Allemagne est de nouveau acceptée dans le concert

des grandes nations en matière culturelle.

» Pour en revenir aux questions de Daniel Buren, je voudrais dire que, dans son propre musée, l'organisateur reste très libre. Ce n'est pas le cas lors de gigantesques manifestations comme la Documenta, qui prennent souvent l'allure de véritables souks. Champ de bataille où s'affrontent de puissants égoïsmes — chaque artiste participant voudrait l'emporter sur l'autre, — ce genre d'exposition impose la présence effective d'un organisateur « au-dessus de la mêlée ». Sur-tout si l'on entend respecter un modèle démocratique de travail.

» Il me semble qu'entre le directeur de musée et l'artiste peuvent s'instaurer trois types de relations. Autrefois, le directeur choisissait seul les tableaux qu'il exposerait et se contentait de concevoir un ordre de présentation, le plus souvent chronologique. Aujourd'hui, il abandonne l'espace à l'artiste, ce qui est assurément facile. La relation la plus fructueuse serait une étroite collaboration entre eux, l'artiste n'étant peut-être pas qualifié pour réaliser concrètement une exposition.

D. Buren. — Si le directeur de musée est un metteur en scène, qu'advient-il quand l'artiste invité est son propre metteur en scène ?

R. Fuchs. — Il faut, en lui abandonnant l'espace, lui accorder sa confiance. Une confiance réciproque me paraît tout à fait essentielle pour mener à bien le projet.

D. Buren. — Vous vous êtes particulièrement intéressé à ce que pourrait être aujourd'hui la spécificité d'un artiste européen. Vous appartenez également à une génération de conservateurs qui ne se prosternent plus sans distinction, comme cela a été trop longtemps le cas, devant tout ce qui provient des États-Unis.

R. Fuchs. — La critique américaine, surtout de second ordre, s'est arrogé le monopole d'une définition, au demeurant fort limitative, de l'art moderne et a affiché une conception dogmatique, disons puriste, de l'art, qui a pénétré en Europe dans les années d'après-guerre, au moment même où l'influence des États-Unis, grands vainqueurs de la guerre, était à son paroxysme.

» Peut-être obnubilés par la présence des artistes nationaux — il y en eut de fabuleux, ne nous le dissimulons pas, — ces critiques américains refusèrent de voir que le développement de l'art en Europe ne s'était pas interrompu, même si sa vigueur se concentrait désormais plutôt dans des pays discrets comme l'Autriche ou l'Allemagne.

» Un art européen dynamique devrait être celui de l'Europe tout entière, y compris, sans doute, l'Union soviétique. La domination américaine d'après-guerre sur la scène culturelle internationale faisait suite à la domination française. Lui succède aujourd'hui la domination allemande. Il faudrait dépasser ces hégémonies nationales.

T. Ferenczi. — Le rôle culturel actuel de l'Allemagne découle-t-il de sa puissance économique ? Tient-il à une politique gouvernementale ?

R. Fuchs. — Ces deux éléments ont leur importance, mais la qualité des artistes allemands contemporains est indéniable. La construction d'une « Europe culturelle » passe d'abord par la reconnaissance d'un véritable centre culturel en son sein. Or il n'y en a plus, seul Paris pourrait encore jouer ce rôle. Si la France retrouvait le rôle qu'elle jouait en Europe aux dix-septième et dix-huitième siècles, dans la même perspective internationaliste, la

Rôle du « metteur en scène » d'expositions

« Passage du témoin » de Daniel Buren à Rudi Fuchs.



Né en 1942, Rudi Fuchs dirige, depuis dix ans, le Musée d'art moderne d'Eindhoven, aux Pays-Bas. Directeur artistique de la dernière Documenta — exposition d'art contemporain organisée tous les quatre ans à Kassel, en Allemagne fédérale, — il participe, en ce moment, à la création d'un musée d'art moderne à Turin.

domination allemande s'en trouverait d'autant contrebalancée.

T. Ferenczi. — Appartient-il au gouvernement d'œuvrer en ce sens ?

R. Fuchs. — Il peut bien sûr donner l'impulsion. Mais l'anti-américanisme du ministre de la culture, M. Jack Lang, loin d'être pro-européen, visait d'abord à défendre la France. Beaucoup d'initiatives pourraient être prises qui redonneraient à Paris sa place de centre culturel de l'Europe.

T. Ferenczi. — L'anti-américanisme de M. Jack Lang ne s'est pas, selon vous, exprimé de manière satisfaisante ?

R. Fuchs. — En tout cas, on n'en voit guère les résultats. Le projet de la Biennale de Paris ouvrira-t-il un nouvel horizon ? L'art européen devrait, me semble-t-il, accepter une image de lui-même aussi complexe, aussi contradictoire que l'histoire de l'Europe, où il s'ancre. En contrepoint à une esthétique puriste venue des États-Unis, il ne devrait pas hésiter à se présenter avec les mains sales.

T. Ferenczi. — Daniel Buren, vous reconnaissez-vous dans le portrait de l'artiste européen ?

D. Buren. — On ne peut empêcher — ce serait d'ailleurs dommageable — chaque artiste d'être d'abord de son pays. Néanmoins, il me semble indispensable d'entretenir une vision européenne au moment où, en Europe, s'exacerbent justement les nationalismes. Cette attitude, sans doute légitime en réaction à la domination américaine des dernières décennies, est pourtant dangereuse. Il faudrait bousculer ces nationalismes sans gommer les particularités nationales ni les réduire à un simple folklore.

R. Fuchs. — Le domaine de l'art et de la culture a absolument besoin d'innovations ; il

faudrait ne plus hésiter à surprendre, comme n'a pas hésité à le faire, dans un autre champ, M. Mitterrand en s'entretendant avec le colonel Kadhaï !

D. Buren. — Au-delà des arts plastiques, le théâtre, je crois, vous intéresse tout particulièrement. Vous travaillez avec une troupe romaine, la Zattera di Babele qui, elle-même, associe à ses travaux des artistes plasticiens comme J. Kounellis ou G. Psolimi. En tant qu'« homme de musée », que recherchez-vous dans cette expérience et quel type de rapports entretenez-vous avec le spectacle ?

R. Fuchs. — Je voudrais d'abord rappeler que le musée n'est toujours apparu comme une institution temporaire. Les musées d'art contemporain ont permis à beaucoup d'artistes de s'exprimer, ils n'ont jamais constitué une fin en soi. J'espère que dans cinquante ans nous n'en aurons plus besoin, du moins en tant que lieu de production des œuvres d'art. En tant que lieu de conservation des œuvres, leur légitimité perdurera sans doute, et un musée d'art moderne qui se contentera de conserver les œuvres, celles de Picasso, de Buren... ne différera guère de l'institution classique où sont exposés des Raphaël et des Botticelli.

» Je découvre au théâtre une forme de travail artistique qui rejoint celle que j'essaie de mettre en œuvre dans mon rôle de directeur de musée. Aucune tradition n'a encore figé les rapports entre artistes plasticiens et gens de théâtre : le champ d'expression de chacun en est d'autant plus libre. Bien sûr, Picasso, déjà, réalisait des décors de théâtre, mais c'était toujours sur commande du metteur en scène. Dans notre

troupe, au contraire, personne n'est au service de qui que ce soit. Quartucci n'impose qu'une organisation très souple. Peintre, écrivain, musicien, metteur en scène, acteur, restent chacun très libre, tout en réalisant un travail vraiment collectif.

» Il faudrait, je crois, utiliser un tel modèle de travail pour « forcer » l'artiste à être libre et l'encourager à élargir son champ d'expression. Trop souvent, il ne se consacre plus qu'à un travail solitaire sur un objet très limité. Ainsi, l'architecture s'est trouvée abandonnée aux architectes, la décoration aux décorateurs, le design aux designers... Quelle triste spécialisation ! Michel-Ange ou le Bernin s'exprimaient dans de multiples domaines à la fois.

T. Ferenczi. — Les architectes ne sont plus des artistes ?

R. Fuchs. — Très peu le sont encore, mais j'espère que les artistes retourneront à ces territoires abandonnés. Il faudrait également que l'œuvre d'art sorte du circuit trop étroit qui la mène directement de l'atelier de l'artiste au musée... Notre environnement, notre vie quotidienne, bénéficieraient considérablement d'une recherche plus systématique de solutions artistiques.

T. Ferenczi. — Faut-il que la cité soit gouvernée, non par les philosophes, comme le suggérait Platon, mais par les artistes ?

R. Fuchs. — Non, pas exactement. L'art devrait simplement reprendre la place qui lui est due et peut-être renouer avec une certaine esthétique antique de l'inspiration... Qu'est-ce qu'un artiste sans inspiration qui, de surcroît, démissionne des fonctions qui devraient être les siennes ?

D. Buren. — Je déplorais tout à l'heure la démission de

l'artiste devant les organisateurs d'exposition : vos propos tendraient à montrer qu'elle est plus grave encore puisqu'il aurait abandonné des territoires dans lesquels il était compétent. Peut-être ne l'est-il plus. D'ailleurs, c'est une question à soulever... Mais l'artiste ne devrait pas ainsi démissionner : j'ai toujours essayé de faire, avec d'autres, ce qui était en mon pouvoir pour inverser la tendance.

» On devrait également renoncer à l'exacerbation de tous les individualismes et essayer de réaliser davantage en commun... En ce sens, l'expérience théâtrale que vous avez décrite me semble tout à fait intéressante.

R. Fuchs. — En effet, le théâtre contraint au travail collectif. C'est un aspect que je ne retrouve jamais dans mon travail de musée où l'artiste, avec qui on collabore, reste en fait un soliste.

D. Buren. — Enfin, une dernière question qui semblera peut-être saugrenue aujourd'hui. Quel rôle joue la politique dans la création artistique ? L'art dépend-il de la politique et une politique artistique est-elle concevable ?

R. Fuchs. — Dans les choix que je peux être amené à effectuer, la politique joue un rôle, mais ce n'est pas au sens où on l'entend quotidiennement. Ce n'est pas une affaire de droite ou de gauche, mais plutôt un souci permanent de la collectivité.

France-Culture, samedi 1^{er} décembre, à 19 h 15 : Daniel Buren-Rudi Fuchs (rediffusion le mercredi 5 décembre, à 14 h 30).

Samedi 8 décembre, à 19 h 15 : Rudi Fuchs-Gérard Mortier (rediffusion le mercredi 12 décembre, à 14 h 30).

سبيل إلى السلام

150

e » d'expositions

de Radi Fuchs.



Le temps en désordre

par César Fernandez Moreno.

JULIETTE ramassa par terre un petit morceau de papier qui était incontestablement tombé de ma corbeille quand je suis allé hier soir la vider dans la cheminée. Elle le regarda attentivement et, se tournant vers moi, elle pointa son index et me dit :
« Ta vie, la voilà. Elle est vraiment à toi. Vis-la dans l'ordre que tu préfères. Commence-la par où ça te chante. Pourquoi faire un mystère de ce qui doit nous arriver, pourquoi donner à l'existence cette incertitude... Le papier s'arrête à cet endroit — coupa Juliette, — mais j'aimerais savoir de quoi il s'agit et comment ça se termine. »
Nous y revolvâmes, pensai-je. Juliette a inconsciemment l'art de découvrir dans les endroits et aux moments les plus imprévus les plus lointains vestiges rattachés au souvenir, si exaspérant pour elle, de Marie, ma première femme. Ce qu'elle vient tout juste de récupérer c'est un des morceaux déchirés d'un conte oublié et vaguement de moi, que j'avais déniché je ne sais où et que j'avais essayé de détruire.
« De quoi il s'agit et comment ça se termine, répète-t-elle avec embarras. C'est un vieux conte que j'ai écrit dans ma jeunesse... »
« C'était quand tu vivais avec Marie ? », demanda agressivement Juliette.
« Oui, évidemment. Qu'est-ce que j'ai fait d'autre dans ma jeunesse ? »
« Je n'en sais rien, mais je veux quand même savoir ce que cette phrase dit d'autre. Ce papier vient d'un double au carbone ; tu as certainement gardé l'original. »
Avec mauvaise humeur je pris la clé de mon tiroir le plus secret, je l'ouvris avec difficulté, j'en tirai une liasse de papiers poussiéreux, je cherchai et je lus à Juliette le texte complet du paragraphe en question :
« Ta vie, la voilà. Elle est vraiment à toi. Vis-la dans l'ordre que tu préfères. Commence-la par où ça te chante. Pourquoi faire un mystère de ce qui doit nous arriver, pourquoi donner à l'existence cette incertitude qui parfois la transforme en mélodrame ? T'imagines-tu à quel point s'enrichira chacun de tes instants, quand tu le confronteras à un autre qui ne conserve aucun rapport avec lui ? Tu pourras être un enfant pendant



trois ans et, si tu t'en fatigues, tu pourras passer à la tranquille période de tes cinquante-cinq ou de tes soixante ans, ou l'accorder dix minutes de la trépidation de tes vingt ans. Tu sais déjà, par exemple, qu'à vingt-huit ans il va t'arriver un terrible malheur, aussi terrible que la mort, bien que ce ne soit pas la mort elle-même. Quand cela t'arrivera, je te conseillerai de consommer aussitôt l'instant de ta véritable mort... Il est commode de la vivre par anticipation. A la fin, il te restera un soldo de temps, qui te réservera d'appréciables surprises : ces fameux six mois de tes dix-sept ans, que tu as considérés avec dédain comme anodins, te paraîtront éblouissants lorsqu'ils seront les derniers qui te resteront à vivre. Et si tu n'es pas très calculateur, va-t'en savoir quelle période il te restera pour la fin ! Dans le meilleur des cas, ta vie se terminera, sans mort, un soir de tes sept ans, alors que tu joues à cache-cache ; ou un matin de tes trente ans, alors que tu te rases ; ou pendant ta nuit de noces... »
Laquelle de mes nuits de noces ? me demandais-je maintenant. Elle aurait pu me le préciser, puisqu'elle était ma mère. Depuis mon enfance, je rêvais ou je croyais me rappeler que, une des premières fois qu'elle m'a donné à téter, elle m'avait transmis un vaste panorama mental de toute ma vie à venir. Ensuite, en me déposant silencieusement dans mon berceau, elle m'avait donné, tout en me caressant les joues, ce conseil tentant de vivre la vie en désordre. Et aujourd'hui, au terme d'un déluge d'années, elle me le communiquait à nouveau à travers les mains infatigables de Juliette et sous la forme d'un papier déchiré.
Il est certain que je ne l'avais jamais oublié. Déjà dans ma jeunesse, alors que je me séparais de Juliette, je veux dire de Marie, j'aurais aimé laisser mon amour en l'état et revivre, à saute-temps, ces siestes interminables de mes cinq ou six ans. Et maintenant, tandis que Juliette continuait à me dire et à me demander des choses que je parvenais à peine à entendre, à nouveau je rêvais ou je croyais me rappeler ce lointain désir qui m'habitait.
Pendant ce temps, j'ouvrais une revue qui avait perdu sa reliure et qui était également

apparue au fond de mon tiroir. En la feuilletant, une de ses illustrations attira mon attention : une vieille photo où l'on ne voyait rien de moins que le père de Marie lançant un biscuit à un hippopotame qui l'attrapait bien proprement, avec sa gueule bien plus largement ouverte qu'il n'était nécessaire pour une aussi petite bouchée.
La photo donnait une curieuse sensation de réalité : le relief de la pièce d'eau était violent, la carnation de l'animal éclatante, et le père de Juliette affichait toute la superbe d'un grand chasseur exhibant son dernier trophée. Cependant, la pensée que la gueule de l'animal ne se fermait pas me rassura. Si c'était un hippopotame et non pas son image, il se fatiguerait de la garder ouverte aussi longtemps.
Pendant ce temps, la nuit s'épaississait autour de moi, aidée par la poussière ironique qui jaillissait encore de la page. Je continuai à parcourir la page et après avoir traversé quelques lignes de texte, distribuées sur deux colonnes aux caractères petits et tremblants, je tombai sur une autre photographie. Celle-ci était vraiment particulière.
Il ne s'agissait plus du père de Marie mais de toute la famille, photographiée dans ce qui semblait être la plus boisée des allées du parc zoologique. On devinait une soirée capiteuse où l'industriel triomphant, encore jeune mais déjà à la tête d'un foyer développé (cinq filles, Marie étant la plus jeune), était sorti promener son bonheur bourgeois. Ils étaient tous debout, en rang, et ils étaient vêtus à la mode de l'époque : la dame, en imprimé flottant et chapeau aérien ; le chef de famille, avec un élégant canotier qu'il serrait martèlement sous le bras.
A l'extrême gauche se tenait Marie. Elle portait une robe de dentelle qui lui tombait sans grâce au-dessous du genou. Autour de la taille naissante de ses trois ou quatre ans s'enroulait une ceinture de soie qui finissait par tomber sur un côté, après être entrée dans la robe et en être sortie par une série de trous, de telle sorte qu'elle passait en partie au-dessous et en partie au-dessus du tissu amidonné. Comment Juliette m'avait-elle dit que s'appelait cet artifice de la mode ? Ah, oui ! une robe à glissière ajourée. En outre, elle avait des bas foncés et des souliers vernis qui lui dessinaient un pied inexpressif de poupée. Sa tête se perdait un peu dans l'ombre, bien qu'elle parût couronnée d'un ruban turgescent qui s'accordait bien à ses avant-bras dodus, à en juger par les fossettes qui s'y creusaient à hauteur des coudes.
Cette photographie, elle, avait de bonnes couleurs, malgré les imperfections techniques de l'époque. A tel point que tout à coup la famille s'avancée le long de l'allée, qui à ce niveau tournait vers la droite, et franchit la courbe, gravement, parfaitement en ordre et sans perdre l'alignement, comme dans un défilé militaire.
Bien sûr, Marie ne se plia pas à ce mouvement, compassé et solennel. Non. Elle s'écarta un peu du groupe, monta sur le gazon, fit le tour derrière quelques arbustes un peu sauvages, réapparut ensuite et, après une course gracieuse, rejoignit ses parents et ses sœurs. Je pensai, tout content : c'est bien Juliette, sans aucun doute ; depuis son enfance, elle fuit les sentiers battus, elle veut voir ce qu'il y a derrière les arbres.
Et cette pensée me conduisit à une autre : si Marie a toujours été comme elle est aujourd'hui, c'est-à-dire à moi, s'il est certain qu'à chaque instant elle me donne toute sa vie, tous les instants de sa vie, alors elle devait déjà me connaître quand elle était gamine, au moment où elle était au jardin zoologique, à se promener avec ses parents. Je vais lui faire une surprise, pensai-je. Elle croit qu'elle ne me rencontrera pas avant d'avoir eu dix-neuf ans, mais je vais aller à sa rencontre maintenant, pour voir comment elle réagit. Comment pourra-t-elle réagir maintenant, elle qui est si petite ?
Avec décision je franchis quelques buissons qui me séparaient du décor de la photo. Je courus vers Marie en lui tendant une main. Une horloge lointaine sonnait le quart avec de légers tintements qui se confondaient entre eux. Et, quel bonheur ! Juliette courut également vers moi. Plus encore, je serrai sa main entre les miennes. Elle la garda immobile durant un instant, puis elle commença à me caresser l'extrémité interne des doigts. Je fus surpris, à coup sûr, qu'une fillette sût caresser de cette façon.
En voyant mon air décontenancé, ses yeux me jetèrent un regard légèrement interrogatif. Je ne lui dis rien, mais tandis que je l'étreignais, je pensais que vraiment, il était indiscutable qu'à chaque instant elle me donnait toute sa vie, tous les instants de sa vie. A ce moment, précisément, elle se dégagea de mon étreinte, avec toute la douceur qu'elle sait y mettre.
« Je peux te demander quelque chose ? »
« Evidemment, Marie. »
« Tu ne vas pas rire ? »
« Mais non, Juliette. »
« Pourquoi es-tu tellement préoccupé par le temps ? Que t'importe le passé, le futur ? Pourquoi as-tu besoin de vivre chaque instant comme s'il n'était que présent ? »
Tout en parlant, elle me caressait les joues. Et elle continuait :
« Ta vie, la voilà. Elle est vraiment à toi. Vis-la dans l'ordre que tu préfères. Commence-la par où ça te chante. Pourquoi faire un mystère de ce qui doit nous arriver, pourquoi donner à l'existence cette incertitude... »
« Je sais comment cela continue », dis-je en la coupant et en lançant un biscuit à l'hippopotame, qui l'attrapait bien proprement, avec sa gueule bien plus largement ouverte qu'il n'était nécessaire pour une aussi petite bouchée. Je compris que mon geste était exagéré, que j'avais lancé ce biscuit avec une superbe ridicule de grand chasseur. Au milieu du feuillage, une explosion assourdie me prévint que quelqu'un avait pris une photo de mon geste et de l'hippopotame à la gueule encore béante.
« Allons, allons, dépêch-toi, le zoo va fermer », dis-je à ma fille unique, et je m'engageai rapidement avec elle dans l'allée la plus boisée.
Lorsque j'arrivai chez moi, ma femme m'ouvrit la porte et je fixai immédiatement mon regard sur son visage : comme pour surprendre le dernier et très fugace mouvement avec lequel ses traits de fillette venaient de rejoindre le présent. Je parvins à entendre les échos d'une horloge qui n'était pas celle de chez moi.
Entrai, je fermai la porte. Je pris Juliette dans mes bras et je l'embrassai tendrement. Ce fut alors qu'elle vit par-dessus mon épaule, et elle se baissa aussitôt pour ramasser, ce petit morceau de papier qui, incontestablement, était tombé de ma corbeille, quand je suis allé hier soir la vider dans la cheminée.
(Traduction de Claude Fell.)
César Fernandez Moreno est un des plus grands poètes argentins actuels. Un de ses recueils de poésie, *Argentina hasta la muerte*, a été traduit par Claude Couffon chez Pierre Jean Oswald en 1969. Essayiste et conteur, il est attaché culturel à l'ambassade d'Argentine à Paris.

Poésie
Willy Alante-Lima
Le paradoxe de l'Ibis Noir
L'Ibis Noir est l'échassier d'un paysage réel, celui de la mémoire.
Celle de l'homme recru sous le poids d'un indicible bonheur, Le front immergé dans l'X de ses mains, Tel l'Oiseau superbe le taras agrippé à son carnel de plumes, à la manière du violon rêvé sous le menton du soliste désabusé. L'Ibis Noir est un oiseau d'action, de réflexion et de mouvement. Lorsque son cri rauque traduit l'aridité, ou un pœn d'amour, la mare au miroir franc de nénuphars ne reflète plus son image, mais celle de la Grande Aigrette dorée, depuis longtemps envolée : une certaine idée de son bonheur alors, est en déshérence dans l'espace...
La Mangrove est par excellence son havre de prédilection. Il y retrouve, l'Ibis Noir, l'Ancho, ou l'âme des grands oiseaux rebelles qui ont marqué de leurs rênages effervescents les tourments d'une longue histoire. C'est ainsi, le témoignage des oiseaux...
Dire tout uniment cela, n'est certes pas décrire l'Ibis Noir. Le balancement répété de son col tendu vers l'infini du ciel, un fragment d'une graminée de son aile (Bailleur gracieux ou Caractère des Dames) avec dévotion offerte à sa compagne qui le saut, tout ce protocole d'un rite amoureux est celui d'un oiseau de raison.
Aurons-nous connu d'aussi sensuelles accordeilles, que ces belles épaouilles rustiques ? C'est là, le paradoxe de l'Ibis Noir.
[Willy Alante-Lima est né dans l'île de Marie-Galante à la Guadeloupe. Il a notamment publié *Flair de manoir* (éditions Caracul), *Flaqueur de défilés*, *Esra* (P. J. Oswald), il a aussi écrit des essais dans *Présence africaine*. Ses vers traquent les mystères du quotidien. Cette rubrique engage le monde.]
CHRISTIAN DESCAMPS.
Sauf mention contraire, tous les poèmes publiés dans cette rubrique sont inédits.

Morts d'arbres

Bientôt le platane et l'orme dans un autre monde.

Deux vieux compagnons de l'homme sont en train de disparaître, tous les deux atteints par des maladies sur lesquelles les chercheurs les plus acharnés se cassent les dents. Le platane et l'orme meurent. Marc Ambroise-Rendu et Roger Cans se sont penchés à leur chevet.

IMAGINE-T-ON le cours Mirabeau à Aix-en-Provence sans sa voûte de verdure, les villages, les routes et les canaux du Midi devenus chauves ? C'est pourtant ce qui risque d'arriver si l'on ne trouve pas une parade à la maladie qui tue les platanes. Deux mille arbres ont déjà succombé à Marseille et quelques centaines d'autres en différents points des Bouches-du-Rhône, du Var et de Vaucluse. Le mal exerce aussi ses méfaits à Barcelone et à Turin.

On pensait pourtant que le platane était quasiment invulnérable. Depuis la fin de l'ère secondaire il y a 90 millions d'années, il a tout supporté : les rafales du mistral, les morsures du gel et la pauvreté des sols. Les gaz d'échappement, les pelleteuses qui coupent ses racines, l'asphalte que l'on répand à ses pieds, n'ont pas eu raison non plus de sa vigoureuse rusticité. Et voilà qu'il a suffi d'un champignon microscopique pour l'abattre : *Ceratocystis fimbriata*, puisqu'il s'agit de lui, fait partie d'une sinistre famille. Il est le cousin du champignon qui a massacré les ormes.

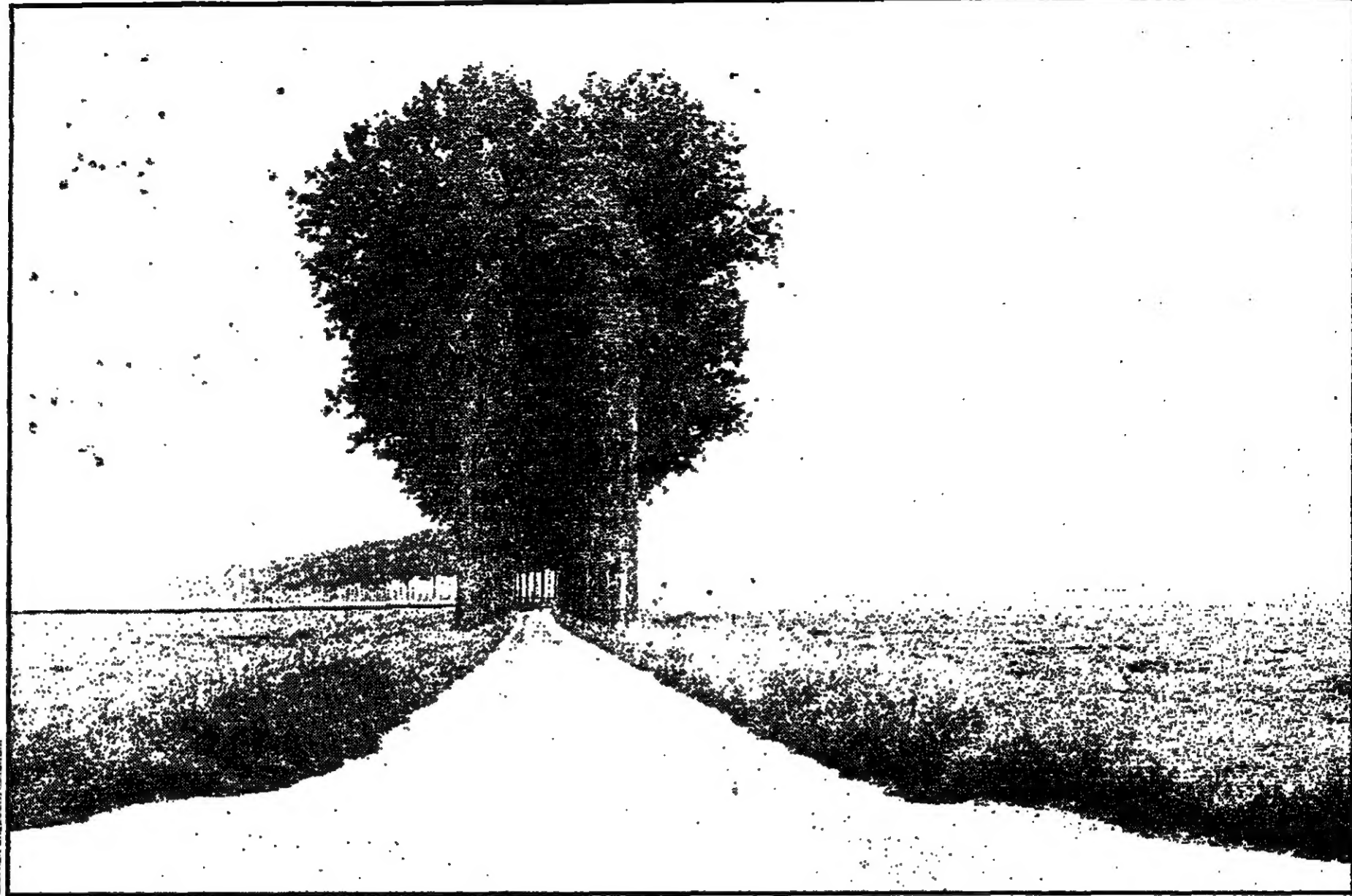
Cet envahisseur a débarqué discrètement avec les GI en 1944 sur les côtes de Provence. Des caisses de munitions, entreposées à Marseille, il a sauté sur les arbres proches du parc Borely. Mais on ne l'a identifié qu'en 1974. Avec stupeur et consternation, car on a appris alors qu'aux États-Unis il avait en moins de quinze ans tué 80 % des platanes de la côte est.

Les spores de *Ceratocystis* pénètrent dans l'arbre par la moindre blessure : un clou, un coup de pare-chocs, une initiale gravée au couteau, suffisent. Le champignon pénètre dans la moelle de l'arbre et progresse de 1 à 2 deux mètres par an. Sur l'écorce, le front de la progression est marqué de veines sinusoïdales, bleu-noir mêlé de violet et d'orange comme des flammes. Les Américains l'ont baptisé le « chancre coloré ».

Au-dessus des branches atteintes, où la sève ne circule plus, le feuillage s'amenuise, se clairseme et jaunit. Puis l'arbre sèche littéralement sur pied, comme victime d'un empoisonnement généralisé. Cinq ans suffisent pour venir à bout d'un sujet centenaire. Le mal est inéluctable : le platane ne sait pas se défendre.

Les hommes non plus ne peuvent rien pour lui et c'est ce qui fait la gravité de l'épidémie. Les Italiens ont essayé de soigner leurs platanes en leur injectant des solutions fongicides. Ils ont réussi à sauver quelques jeunes sujets en pépinière mais le traitement est resté inopérant sur les arbres adultes : le cœur est imperméable.

En attendant que les chercheurs trouvent le médicament miracle, on peut au moins tenter d'empêcher la dissémination du champignon. Or c'est l'homme lui-même qui est pratiquement le seul vecteur. Le vent, bien sûr, peut porter à quelques mètres les spores minuscules dont certains, à peau épaisse, peuvent survivre à l'air libre plusieurs semaines. Il est également possible que les arbres d'alignement se contaminent par leurs racines. Mais ce sont surtout les outils d'élagage qui transportent d'un sujet à l'autre la sève bourrée de spores. Et il faut savoir que le



bois d'un arbre contaminé reste contagieux plusieurs mois après son abattage.

Le service de protection des végétaux s'efforce donc de convaincre les bûcherons municipaux, les élagueurs privés, les entreprises qui travaillent le long des routes pour l'équipement de prendre de sévères mesures de prophylaxie. « Désinfectez haches, serpes, coins et crampons à l'alcool à brûler. Badigeonnez surtout les tronçonneuses. Aspergez les sciures avec un fongicide et badigeonnez. Après élagage, enduisez les moignons de l'arbre avec un onguent antiseptique », leur recommande-t-on.

Même s'ils étaient compris et suivis d'effet, ces conseils ne suffiraient pas à sauver les platanes de France. La seule mesure vraiment efficace consiste à abattre sans pitié tous les sujets malades. C'est en appliquant cette politique draconienne que les Américains sont parvenus à se débarrasser du redoutable *Ceratocystis*.

La première opération de ce genre a été menée chez nous, l'hiver dernier, sur les boulevards extérieurs du bourg de Montoux, dans le Vaucluse. En 1979, on avait tronçonné quelques arbres malades, mais, devant les réactions de la population, on avait épargné des sujets magnifiques âgés de cent trente ans et apparemment encore solides. Trois ans plus tard, ils étaient morts.

Alors, cette fois, on a pris les grands moyens. Soixante-deux platanes ont été abattus, leurs souches enlevées, la sciure balayée et le tout incinéré sur une décharge. La terre elle-même a subi une désinfection. Il en a coûté près de 2 000 francs par sujet éliminé. Mais, cette fois, les joueurs de pétanque de Montoux ont l'espoir de conserver l'ombre des platanes rescapés.

Il faudra faire de même dans les dix villes et villages où des arbres malades ont été repérés. Sinon, à partir de ces foyers, l'épidémie risque de gagner l'ensemble de l'Hexagone.

L'autre arbre menacé aujourd'hui c'est l'orme. Dans le bocage vendéen, le long des canaux charentais, dans les haies

de Picardie, se dressent aujourd'hui des bouquets de branches mortes, en rangs serrés. Les alignements de ville, aussi, ont été décimés, comme ceux de la place des Vosges à Paris. Qu'il s'agisse de parcs aux arbres centenaires, d'humbles places de village où il symbolisait la liberté ou encore de ces coupe-vent plantés en arrière des dunes bretonnes, partout l'orme meurt ou agonise.

Pourtant, on ne peut pas dire que c'est un arbre fragile. Les bâtisseurs de Venise, par exemple, ont souvent choisi son bois dur et résistant pour faire leurs pilotes. Les rois de France Henri II et Henri IV ont recommandé qu'on en plante le long des routes du royaume pour les besoins de l'artillerie en campagne : le bois d'orme, alors, était très prisé pour le charbonnage, en particulier pour les moyeux de charrettes et les essieux d'affûts de canons. Jusqu'à Napoléon, qui en fit planter dans toute l'Europe, l'orme était un bois stratégique.

Mais voici que vers 1917, aux Pays-Bas, des botanistes identifient un mal nouveau qui s'en prend au vieil *ulmus* : un champignon qui, selon son développement, est appelé *Ceratocystis ulmi* ou *Graphium ulmi* (d'où le nom de graphiose pour désigner la maladie) et qui, en obstruant les canaux de circulation de la sève, provoque un flétrissement des feuilles. Le mal se répand branche après branche, pendant plusieurs années parfois, et l'arbre finit par sécher sur pied, sans cause apparente. Si encore il ne s'agissait que d'un champignon on pourrait circonscire le mal. Mais le malfaisant parasite est colporté par des insectes, le grand et le petit scolyte, deux coléoptères qui hivernent de préférence sous l'écorce de l'orme et y pondent leurs œufs. De sorte que le malheureux orme est doublement victime du scolyte qui, non seulement lui ronge l'aubier par des galeries « en dentelle », mais lui inocule le champignon parasite du système vasculaire. Il peut en mourir en une seule saison, ou résister plusieurs années. Mais il est rare qu'il en réchappe.

Cette « maladie hollandaise de l'orme », ainsi appelée parce que détectée d'abord aux Pays-Bas, mais dont l'origine semble plutôt asiatique, ne s'est pas bornée à l'Europe du Nord. En 1930, elle a franchi l'Atlantique avec une exportation de bois et a contaminé les États-Unis puis le Canada (vers 1944). Partout, les dégâts sont considérables. Rien qu'aux Pays-Bas, on évalue à 30 % les ormes tués par la graphiose entre 1930 et 1940. Seule en Europe, la Scandinavie est épargnée.

Puis c'est la pause. Entre 1950 et 1970, à peu près, la graphiose suit son bonhomme de chemin en Europe, devenant un mal endémique. On se reprend à espérer et, dans de nombreux parcs et avenues, on replante des ormes. Mais voici que la graphiose revient en force vers 1971, d'abord en Grande-Bretagne, puis en France, à commencer par la région parisienne. On incrimine alors du bois importé des États-Unis qui aurait ramené le champignon en Angleterre, mais sous une forme plus virulente. On estime à vingt millions le nombre d'ormes tués en Grande-Bretagne par la graphiose, soit près des deux tiers du « parc » d'origine !

Que faire pour enrayer cette recrudescence du mal ? On a essayé les fongicides répandus sur le sol, mais cette technique s'est révélée à la fois coûteuse (une moyenne de 300 kilos de fongicide par hectare, à renouveler chaque année) et inefficace. On a tenté les bandages de tronc imbibés de fongicide, mais l'écorce de l'orme est trop épaisse, et cela a été abandonné. Reste aujourd'hui l'injection — sous pression ou par gravité — de bouillie fongicide dans le tronc de l'arbre. Mais cette technique ne peut être appliquée qu'aux sujets sains, donc préventivement. Les arbres déjà atteints ainsi traités ne peuvent être que prolongés.

Ne pouvant lutter efficacement contre le champignon, on s'est retourné contre l'insecte vecteur. Mais le scolyte, jusqu'à présent, n'a pu être détruit. Faute de pouvoir utiliser le DDT, toxique pour l'environ-

nement, on en est réduit à la lutte biologique. La mise au point de phéromones actives, susceptibles d'attirer les scolytes dans des pièges, est encore en cours. Et l'on cherche encore quelque prédateur, inhibiteur ou parasite, qui puisse s'en prendre au scolyte, voire une bactérie qui puisse immuniser l'orme contre le champignon. Les Anglais ont essayé à Jersey — avec succès — une formule nouvelle : on injecte des micro-organismes dans des ormes peu atteints. Ces micro-organismes s'y développent et dévorent le champignon, sans danger pour l'homme ni l'environnement. Pour être homologué en France, ce produit devra être testé pendant trois ans.

Reste la solution finale : abattre les ormes malades ou vulnérables et les remplacer par des variétés résistantes. A la station de recherche forestière de Wageningen, aux Pays-Bas, on a sélectionné trois nouveaux clones, actuellement en cours d'essai. Un Américain, Schreiber, a produit en 1976 un cultivar qui semble montrer une bonne résistance. Mais il faut encore attendre pour se prononcer. Plus récemment, la Communauté européenne a pris en charge une partie des recherches menées simultanément en Grande-Bretagne, aux Pays-Bas, en France et en Italie. L'administration néerlandaise des forêts (De Dorsch-

kamp) met à la disposition des différents partenaires de la CEE des hybrides obtenus à partir de clones résistants, d'une part, et d'arbres produits par pollinisation croisée de sujets venus d'Europe, d'Amérique du Nord, de l'Himalaya et du Japon, d'autre part. C'est ainsi qu'une cinquantaine d'hybrides différents ont été plantés dans l'arboretum de Westerbork, en Angleterre, dans une zone très contaminée. Mais il faudra dix à quinze ans pour connaître les résultats de l'expérience.

On a cru un temps avoir trouvé l'arbre miracle avec le zelkova, arbre ornemental proche de l'orme, que l'on trouve notamment à l'arboretum de l'école des Barres, dans le Loiret. Mais, aux dernières nouvelles, le zelkova ne résisterait pas si bien qu'on l'a cru au redoutable *Graphium ulmi*. La recherche continue, rendue d'autant plus difficile que l'orme est un arbre à croissance lente, et que les sujets jeunes résistent mieux à la graphiose que les adultes. Les jeunes ormes se portent si bien qu'on en plante encore dans nos avenues. C'est que le scolyte, pour se développer, préfère les arbres adultes, voire affaiblis par l'âge. Il a même une prédilection pour l'orme déjà contaminé par le champignon. Il lui donne alors le coup de grâce.

MARC AMBROISE-RENDU
et ROGER CANS

Mercr. 28 nov. et 5 déc.
GAGNEZ UN AN DE LEÇONS DE PIANO
Jeu gratuit réservé aux enfants de moins de 15 ans

Le Piano et l'Enfant chez Magne

- Des stands, des jeux, des livres, des cadeaux toute la journée.
- Tout sur le piano : l'histoire, la fabrication, le choix du 1^{er} piano, la pédagogie...

Concert gratuit à 18 h pour tous les participants avec le jeune prodige MATHIEU GONNET (les moins de Mozart à la TV)

POUR ENFANTS ET PETITS -10 %
SUR LES PIANOS D'ÉTUDE
DU 15 NOV. AU 20 DEC.

PIANOS MAGNE
17, av. Raymond Poincaré
75116 PARIS - M^o Tracodéro - 553 20 60

150